

Session du Conseil départemental du 10 avril 2025

Commission ressources et dialogue social

Budget primitif 2025

17 - Budget primitif 2025 - autorisations d'engagement et de programme du budget principal

18 - Budget primitif 2025 - budget principal

19 - Budget primitif 2025 - budget principal - Présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles du budget primitif 2025

20 - Etat de la dette et les perspectives 2025

21 - Délégation à la Présidente du Conseil départemental en matière d'emprunt et de trésorerie

22 - Budget primitif 2025 - réduction d'autorisations de programme - budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses

23 - Budget primitif 2025 - budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses

24 - Budget primitif 2025- réduction d'autorisations de programme - budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

25 - Budget primitif 2025 - budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

26 - Budget primitif 2025 - réduction d'autorisations de programme - budget annexe du Parc départemental / Laboratoire routier

27 - Budget primitif 2025 - budget annexe du Parc départemental / Laboratoire routier

28 - Budget primitif 2025 - budget annexe de la Structure accueil enfance

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - autorisations d'engagement et de programme du budget principal | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 20 mars 2025 fixant les orientations budgétaires permettant d'élaborer le budget primitif 2025,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport présente le vote des autorisations de programme au titre de l'exercice 2025 et leurs individualisations partielles.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations les propositions d'autorisations d'engagement (AE) et de programme (AP) dans le cadre du projet de budget primitif 2025 du Département.

Conformément au règlement budgétaire et financier du 15 décembre 2023, ce rapport propose une présentation par mission et programme des engagements et fournit en annexe la répartition prévisionnelle des crédits de paiement sur les quatre prochains exercices voire au-delà pour les projets ayant une durée de réalisation supérieure.

Pour 2025, les propositions d'inscriptions d'autorisation d'engagement au titre des dépenses imprévues s'élèvent à 11 M€. Les autorisations de programme s'élèvent à 51 M€ dont 30,3 M€ pour la maîtrise d'ouvrage et 20,7 M€ pour les subventions d'investissement.

1. Budget principal – Autorisations d’engagement (AE) – section de fonctionnement :

La M57 offre une possibilité nouvelle en matière de dépenses imprévues. Conformément à l'article L5217-12- 3 du CGCT, ce dispositif facultatif permet à l'assemblée délibérante de voter des dotations d'AE inscrites sur des chapitres ne comportant pas d'articles, ni de crédits de paiement : le chapitre 022 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE). Pour rappel, l'article D5217-23 du CGCT prévoit que ces chapitres de dépenses imprévues ne donnent pas lieu à exécution. Il n'y a donc pas de possibilité de voter des crédits de paiement de dépenses imprévues. Leur montant ne peut être supérieur à 2 % des dépenses réelles de la section.

Les AE de dépenses imprévues n'étant pas pourvues en crédits de paiement, lorsqu'une partie des dépenses doivent être payées au titre de l'exercice en cours, les crédits de paiement inscrits et disponibles sur le chapitre sur lequel a vocation à être enregistrée la dépense doivent être mobilisés.

Pour rappel, en M 52 le chapitre 022 existait et était crédité au BP 2023 de 22 M€.

En 2024, une AE de dépenses imprévues a été votée mais il n'a pas été nécessaire de la mobiliser et elle est caduque et clôturée automatiquement faute de mobilisation.

Pour 2025, il est proposé de renouveler le vote une AE de dépenses imprévues de 11 M€ en cas de nécessité en section de fonctionnement comme suit :

| <i>AE dépenses imprévues en M€</i> | <i>AE 2025</i> |
|------------------------------------|----------------|
| K Administration générale | 11 |
| K2 Budget et finances | 11 |
| Total général | 11 |

2. Budget principal – Autorisations de programme – maîtrise d’ouvrage :

2.1 Autorisations de programme 2025 relatives aux équipements départementaux

Les AP relatives aux équipements départementaux pour 2025 s'élèvent à 30,30 M€, en baisse par rapport aux AP actualisées de 2024 (- 12,61 M€).

La **mission éducation** s'élève à 3,95 M€ et concerne les programmations suivantes :

- collège Alain pour l'achèvement des travaux de reconstruction, et la réalisation des aménagements extérieurs (plateau sportif et parking du personnel) (0,75 M€),
- collège Victor Hugo à Narbonne pour les travaux de réhabilitation des installations de chauffage, la création de centrales de traitement d'air, le remplacement des menuiseries extérieures, l'isolation des murs par l'intérieur, l'installation de brise-soleil, le remplacement des appareils d'éclairage ...) (1,26 M€),
- travaux de sécurisation pour le renforcement de la protection de plusieurs collèges (sécurité incendie, anti intrusion, stabilité des structures...) (1,1 M€)
- divers travaux annuels de maintenance récurrente dans divers collèges (désamiantage, réfection de toiture, rénovation services de restauration ...) (0,84 M€).

La **mission culture et patrimoine** s'élève à 0,03 M€ et concerne les équipements nécessaires à la conservation des documents des archives départementales (0,01 M€) et la refonte site internet UNESCO (0,02 M€).

Les AP dédiées à la **mission environnement et prévention des risques** s'élèvent à 0,03 M€ pour la défense de la forêt contre les incendies.

L'AP dédiées à la **mission tourisme** s'élèvent à 0,01 M€ pour la création de site internet Marque Pays Cathare.

Sur la **mission réseau routier et mobilité**, les AP demandées s'élèvent à 26,13 M€ :

dont 24,23 M€ pour la programmation des travaux en matière d'entretien et de gestion du réseau routier (pérennisation du réseau), 1,8 M€ pour les études et les acquisitions routières et 0,10 M€ pour les grands projets.

La **mission administration générale** s'élèvent à 0,10 M€ et concerne l'acquisition et l'installation de bornes IRVE « infrastructures de recharge de véhicules électrique ».

La **mission pilotage et coordination** s'élève à 0,05 M€ et concerne l'acquisition de matériel de reportage photo et vidéo nécessaire aux développements du site internet du Département de l'Aude.

L'ensemble des AP 2025 fait l'objet d'une individualisation concomitante dès le vote du budget, pour un montant de 30,30 M€. Le détail apparaît en annexe 1 du présent rapport.

| AP Maître d'ouvrage | AP 2025 | BP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| D Education | 3,95 | 2,09 | 1,06 | 0,55 | 0,25 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 3,95 | 2,09 | 1,06 | 0,55 | 0,25 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 0,03 | 0,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 Sites culturels | 0,02 | 0,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E3 - Archives | 0,01 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 0,03 | 0,02 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 0,03 | 0,02 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 0,01 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H4 Tourisme | 0,01 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 26,13 | 0,06 | 19,74 | 2,79 | 0,68 | 0,00 | 2,86 |
| I1 - Routes | 26,13 | 0,06 | 19,74 | 2,79 | 0,68 | 0,00 | 2,86 |
| K Administration générale | 0,10 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 0,10 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 0,05 | 0,02 | 0,02 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L2 - Communication externe | 0,05 | 0,02 | 0,02 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 30,30 | 2,25 | 20,86 | 3,38 | 0,96 | 0,00 | 2,86 |

2.2 Réduction des AP antérieures à 2025 relatives aux équipements départementaux

Lorsque la réalisation financière des programmes est inférieure aux inscriptions de crédits, il est nécessaire de pratiquer une diminution d'AP sans pour autant clôturer ces dernières. La diminution des AP est à prononcer pour un montant de 12,97 M€, sur les programmes détaillés dans le tableau ci-dessous :

| Réduction AP maîtrise d'ouvrage < 2025 | AP Initiale | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2025 | Liquidé au 31 12 2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|------------------------------------------------|-------------|----------------------------------------|-----------------------------|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| D Education | 58,00 | - 0,44 | 57,56 | 35,03 | 7,25 | 10,25 | 3,98 | 1,06 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 58,00 | - 0,44 | 57,56 | 35,03 | 7,25 | 10,25 | 3,98 | 1,06 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 2,43 | 0,00 * | 2,43 | 0,70 | 0,35 | 0,68 | 0,64 | 0,07 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 1,13 | 0,00 | 1,13 | 0,40 | 0,20 | 0,19 | 0,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 0,80 | 0,00 | 0,80 | 0,13 | 0,06 | 0,37 | 0,19 | 0,06 | 0,00 | 0,00 |
| E3 - Archives | 0,50 | 0,00 | 0,50 | 0,17 | 0,09 | 0,12 | 0,12 | 0,01 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 0,52 | - 0,11 | 0,42 | 0,15 | 0,10 | 0,10 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 0,52 | - 0,11 | 0,42 | 0,15 | 0,10 | 0,10 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 2,70 | - 0,13 | 2,57 | 0,77 | 0,47 | 0,70 | 0,53 | 0,11 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 0,12 | - 0,01 | 0,11 | 0,03 | 0,05 | 0,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G2 - Espaces naturels | 2,24 | - 0,05 | 2,19 | 0,72 | 0,37 | 0,47 | 0,53 | 0,11 | 0,00 | 0,00 |
| G3 - Energies renouvelables | 0,30 | - 0,07 | 0,23 | 0,00 | 0,04 | 0,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 0,04 | | 0,04 | 0,03 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 2,31 | - 0,01 | 2,30 | 1,28 | 0,50 | 0,38 | 0,05 | 0,09 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 2,31 | - 0,01 | 2,30 | 1,28 | 0,50 | 0,38 | 0,05 | 0,09 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 102,75 | - 9,89 | 92,86 | 54,85 | 21,81 | 6,36 | 5,12 | 0,27 | 0,16 | 4,29 |
| I1 - Routes | 99,45 | - 8,14 | 90,31 | 54,09 | 20,99 | 5,54 | 5,04 | 0,27 | 0,16 | 4,23 |
| I3 - Mobilités durables | 3,30 | - 0,75 | 2,55 | 0,77 | 0,82 | 0,82 | 0,08 | 0,00 | 0,00 | 0,06 |
| K Administration générale | 33,38 | - 2,39 | 30,99 | 8,86 | 5,67 | 8,46 | 5,85 | 0,86 | 0,39 | 0,91 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 11,70 | - 1,78 | 9,92 | 3,95 | 2,08 | 1,86 | 1,57 | 0,45 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 21,68 | - 0,60 | 21,08 | 4,91 | 3,59 | 6,59 | 4,28 | 0,41 | 0,39 | 0,91 |
| Total général | 202,10 | - 12,97 | 189,14 | 101,64 | 36,14 | 26,91 | 16,24 | 2,46 | 0,55 | 5,20 |

*Mission E : réduction de 2 242,35 € montant qui n'apparaît pas au sien du tableau ci-dessus au regard de la faiblesse de la somme mais qui est bien comptabilisé.

Les missions concernées par les réductions d'AP sont la mission éducation pour un montant de 0,44 M€, la mission culture et patrimoine pour 2 242,35 €, la mission sports et activité de pleine nature 0,11 M€, la mission environnement et prévention des risques pour 0,13 M€, la mission agriculture et pêche 0,01 M€, la mission réseau routier et mobilité pour 9,89 M€ et la mission administration générale pour 2,39 M€.

Le détail de ces ajustements est donné dans les annexes 4 et 5.

3. Autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement

3.1 Autorisations de programme 2025 relatives aux subventions d'équipement

Les AP relatives aux subventions d'équipement pour 2025 s'élèvent à 20,7 M€ montant en baisse de 4M€ par rapport aux AP individualisées en 2024.

Les AP de la **mission action sociale et insertion**, d'un montant de 0,91 M€, seront consacrées au programme logement avec l'aide à la construction et à la réhabilitation de logements sociaux

(0,66 M€) et le financement d'une maison d'enfants à caractère social (0,25 M€).

La **mission autonomie** d'un montant de 2,3 M€ soutiendra la réhabilitation des EHPAD de Lézignan-Corbières et de Rieux-Minervois (2 M€) ainsi que la construction de résidences autonomes (0,3 M€).

Les AP de la **mission culture et patrimoine**, d'un montant de 0,34 M€, financera les travaux sur les sites pôles du Pays Cathare (0,3 M€) et l'aide aux acteurs culturels (0,4 M€).

Les AP de la **mission sport jeunesse** s'élèvent à 0,1 M€ et sont destinées au financement des itinéraires de randonnées.

Les AP de la **mission environnement et prévention des risques** s'élèvent à 6,42 M€. Un montant de 4,3 M€ est consacré au programme eau avec 2,2 M€ pour financer les travaux des réseaux d'eau potable et d'assainissement et 2,1 M€ pour la prévention des inondations dans le cadre de la GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). Le programme espaces naturels s'élève à 0,81 M€ répartis entre la restauration du patrimoine arboré du canal du Midi (0,4 M€), le soutien aux parcs naturels régionaux (0,1 M€), la stratégie pour la biodiversité (0,23 M€) et les financements à l'entente interdépartementale pour la démoustication (0,08 M€). Enfin, le programme sécurité civile se porte à 1,31 M€ d'AP dont 1 M€ pour le remboursement du capital des emprunts du SDIS pour le renouvellement du matériel, 0,25 M€ pour la caserne de Limoux, 0,04 M€ pour les dispositifs de Défense des Forêts Contre les Incendies (DFCI) et 0,02 M€ pour l'Entente pour la forêt Méditerranéenne.

La **mission aménagement et attractivité du territoire** est le poste majoritaire des subventions. Le montant des AP prévues pour 2025 est de 9,14 M€.

La nouvelle ligne à grande vitesse Montpellier Perpignan sera financée pour 0,77 M€ des études et des acquisitions de terrains.

Le programme accompagnement du territoire (7,28 M€) finance les investissements communaux et intercommunaux en matière d'équipements publics (7,25 M€ pour les cœurs de village, la voirie, les équipements scolaires, culturels ou sportifs) mais aussi la lutte contre la désertification médicale (0,03 M€). Le programme tourisme (0,1 M€) est destiné à la réhabilitation de l'auberge de jeunesse de Carcassonne. Le programme agriculture et pêche (1 M€) comprend les financements relatifs aux projets d'hydraulique agricole pour 0,57 M€ (0,4 M€ pour les concessions hydrauliques départementales, 0,1 M€ pour l'irrigation collective, 0,04 M€ pour la participation statutaire 2025 à l'institution des eaux de la montagne noire et 0,03 M€ pour le projet Aqua Domitia). Le soutien dans le cadre de la stratégie agricole, la reprise des friches agricoles ou encore le développement des circuits de proximité s'élève à 0,38 M€. Les aménagements fonciers des terres agricoles et des zones agricoles protégées seront financés à hauteur de 0,05 M€.

La **mission réseau routier et mobilité** est concernée par une AP de 0,5 M€ pour accompagner les projets communaux et intercommunaux de mobilités douces.

Enfin, la **mission pilotage et coordination** se porte à 1 M€ avec la troisième édition du Budget participatif.

| | AP 2025 | BP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| B Action sociale et insertion | 0,91 | 0,00 | 0,33 | 0,08 | 0,26 | 0,24 | 0,00 |
| B4 Logement | 0,91 | 0,00 | 0,33 | 0,08 | 0,26 | 0,24 | 0,00 |
| C Autonomie | 2,28 | 0,37 | 0,82 | 0,72 | 0,38 | 0,00 | 0,00 |
| C1 Personnes âgées | 2,28 | 0,37 | 0,82 | 0,72 | 0,38 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 0,34 | 0,09 | 0,12 | 0,10 | 0,04 | 0,00 | 0,00 |
| E1 Développement culturel | 0,04 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 0,00 | 0,00 |
| E2 Sites culturels | 0,30 | 0,08 | 0,11 | 0,09 | 0,03 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 0,10 | 0,06 | 0,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 Sport et activités de pleine nature | 0,10 | 0,06 | 0,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 6,42 | 0,32 | 1,22 | 1,97 | 1,33 | 0,61 | 0,98 |
| G1 Eau | 4,30 | 0,07 | 0,80 | 1,64 | 1,24 | 0,55 | 0,00 |
| G2 Espaces naturels | 0,81 | 0,18 | 0,33 | 0,27 | 0,03 | 0,00 | 0,00 |
| G4 Sécurité civile | 1,31 | 0,07 | 0,09 | 0,06 | 0,06 | 0,06 | 0,98 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 9,14 | 1,50 | 1,12 | 1,45 | 2,14 | 0,68 | 2,26 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 0,77 | 0,54 | 0,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H2 Accompagnement des territoires | 7,28 | 0,22 | 0,66 | 1,40 | 2,10 | 0,65 | 2,26 |
| H4 Tourisme | 0,10 | 0,05 | 0,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 Agriculture et pêche | 1,00 | 0,70 | 0,19 | 0,05 | 0,04 | 0,03 | 0,00 |
| H6 Inondations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 0,50 | 0,02 | 0,15 | 0,20 | 0,13 | 0,00 | 0,00 |
| I3 Mobilités durables | 0,50 | 0,02 | 0,15 | 0,20 | 0,13 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 1,00 | 0,35 | 0,50 | 0,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L3 Budget participatif | 1,00 | 0,35 | 0,50 | 0,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 20,70 | 2,71 | 4,30 | 4,67 | 4,26 | 1,52 | 3,24 |

3.2 Réduction des AP antérieures à 2023 relatives aux subventions d'équipement

Lorsque la réalisation financière des programmes est inférieure aux inscriptions de crédits, il est nécessaire de pratiquer une diminution d'AP sans pour autant clôturer ces dernières. La diminution des AP est à prononcer pour un montant de 8,98 M€, sur les programmes détaillés dans le tableau ci-dessous :

| | AP Subvention impactées par les réductions | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|-------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| B Action sociale et insertion | 6,12 | 0,96 | 5,16 | 2,36 | 0,89 | 0,65 | 0,94 | 0,32 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 6,12 | 0,96 | 5,16 | 2,36 | 0,89 | 0,65 | 0,94 | 0,32 | 0,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 3,83 | 0,02 | 3,81 | 0,93 | 0,57 | 1,08 | 1,07 | 0,00 | 0,00 | 0,16 |
| C1 - Personnes âgées | 3,83 | 0,02 | 3,81 | 0,93 | 0,57 | 1,08 | 1,07 | 0,00 | 0,00 | 0,16 |
| E Culture et patrimoine | 3,28 | 0,13 | 3,15 | 1,74 | 0,51 | 0,62 | 0,20 | 0,08 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 0,06 | 0,00 | 0,06 | 0,00 | 0,03 | 0,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 3,22 | 0,13 | 3,09 | 1,74 | 0,48 | 0,59 | 0,20 | 0,08 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 0,91 | 0,03 | 0,88 | 0,59 | 0,16 | 0,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 0,91 | 0,03 | 0,88 | 0,59 | 0,16 | 0,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 56,13 | 2,43 | 53,70 | 25,52 | 4,42 | 6,06 | 4,02 | 3,11 | 2,05 | 8,51 |
| G1 - Eau | 33,69 | 2,41 | 31,28 | 16,41 | 3,30 | 4,90 | 3,10 | 2,22 | 1,15 | 0,19 |
| G2 - Espaces naturels | 1,12 | 0,02 | 1,10 | 0,54 | 0,22 | 0,21 | 0,05 | 0,03 | 0,05 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 21,32 | 0,00 | 21,32 | 8,56 | 0,90 | 0,95 | 0,87 | 0,86 | 0,86 | 8,32 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 135,48 | 5,03 | 130,46 | 74,66 | 13,83 | 12,15 | 12,36 | 10,28 | 3,30 | 3,88 |
| H1 - Infrastruct. d'intérêt dép. | 47,74 | 0,31 | 47,43 | 21,43 | 4,51 | 4,76 | 5,80 | 5,75 | 2,62 | 2,55 |
| H2 - Accompagnement territoires | 57,59 | 2,48 | 55,10 | 31,18 | 6,96 | 6,29 | 5,71 | 3,50 | 0,68 | 0,78 |
| H5 - Agriculture et pêche | 8,82 | 0,15 | 8,67 | 8,00 | 0,49 | 0,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Inondations | 21,34 | 2,08 | 19,26 | 14,04 | 1,86 | 0,92 | 0,85 | 1,02 | 0,00 | 0,55 |
| I Réseau routier et mobilité | 2,88 | 0,30 | 2,59 | 2,11 | 0,16 | 0,24 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I1 - Routes | 2,49 | 0,30 | 2,19 | 2,08 | 0,01 | 0,10 | 0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I3 - Mobilités durables | 0,39 | 0,00 | 0,39 | 0,03 | 0,15 | 0,15 | 0,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 1,50 | 0,08 | 1,43 | 1,16 | 0,15 | 0,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L3 - Budget participatif | 1,50 | 0,08 | 1,43 | 1,16 | 0,15 | 0,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 210,14 | 8,98 | 201,17 | 109,07 | 20,70 | 21,03 | 18,67 | 13,80 | 5,35 | 12,56 |

LA PROPOSITION

Après en avoir délibéré, je vous propose, Mesdames, Messieurs de bien vouloir :

- voter une autorisation d'engagement de dépenses imprévues en section de fonctionnement de 11 M €
- voter les autorisations de programme 2025 avec leurs échéanciers prévisionnels (annexe 1 à 2) pour un montant de 51 M€ dont 30,30 M€ pour les équipements départementaux et 20,7 M€ pour les subventions d'équipement,
- procéder à l'individualisation des AP relatives aux équipements départementaux à hauteur de 30,30 €, telles que présentées en annexe 3,
- procéder à la désindividualisation pour réduction des AP antérieures à 2025 relatives aux équipements départementaux en annexe 4 pour 12,97 M€ et arrêter leur montant à 189,22 M€ en annexe 5,
- procéder à la désindividualisation pour réduction des AP antérieures à 2023 relatives aux subventions d'équipement en annexe 6 pour 8,98 M€ et arrêter leur montant à 201,17 M€ en annexe 7.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

ANNEXE 1 – Budget primitif 2025 – Echancier prévisionnel des autorisations de programme relatives aux équipements départementaux

| AP 2025 Maîtrise d'ouvrage | AP 2025 | BP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|-------------------|-------------|---------------------|
| D Education | 3 950 000,00 | 2 093 366,65 | 1 056 633,35 | 550 000,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 3 950 000,00 | 2 093 366,65 | 1 056 633,35 | 550 000,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 28 000,00 | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E3 - Archives | 8 000,00 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 Sites culturels | 20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 30 000,00 | 15 800,00 | 14 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 30 000,00 | 15 800,00 | 14 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 7 000,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H4 Tourisme | 7 000,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 26 130 000,00 | 60 000,00 | 19 740 000,00 | 2 790 000,00 | 680 000,00 | 0,00 | 2 860 000,00 |
| I1 - Routes | 26 130 000,00 | 60 000,00 | 19 740 000,00 | 2 790 000,00 | 680 000,00 | 0,00 | 2 860 000,00 |
| K Administration générale | 100 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 100 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 50 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L2 - Communication externe | 50 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 30 295 000,00 | 2 249 166,65 | 20 855 833,35 | 3 375 000,00 | 955 000,00 | 0,00 | 2 860 000,00 |

ANNEXE 2 – Budget primitif 2025 – Echancier prévisionnel des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement

| | AP 2025 | BP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| B Action sociale et insertion | 911 800,00 | 4 200,00 | 329 200,00 | 79 200,00 | 259 200,00 | 240 000,00 | 0,00 |
| B4 Logement | 911 800,00 | 4 200,00 | 329 200,00 | 79 200,00 | 259 200,00 | 240 000,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 2 280 000,00 | 369 000,00 | 815 000,00 | 721 000,00 | 375 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 Personnes âgées | 2 280 000,00 | 369 000,00 | 815 000,00 | 721 000,00 | 375 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 340 000,00 | 85 000,00 | 120 000,00 | 100 000,00 | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E1 Développement culturel | 40 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 Sites culturels | 300 000,00 | 75 000,00 | 110 000,00 | 90 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 100 000,00 | 55 000,00 | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 Sport et activités de pleine nature | 100 000,00 | 55 000,00 | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 6 423 700,00 | 320 470,00 | 1 221 038,70 | 1 966 649,35 | 1 329 003,98 | 609 373,13 | 977 164,84 |
| G1 Eau | 4 300 000,00 | 70 000,00 | 800 000,00 | 1 640 000,00 | 1 240 000,00 | 550 000,00 | 0,00 |
| G2 Espaces naturels | 810 000,00 | 180 000,00 | 332 000,00 | 268 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 Sécurité civile | 1 313 700,00 | 70 470,00 | 89 038,70 | 58 649,35 | 59 003,98 | 59 373,13 | 977 164,84 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 9 140 000,00 | 1 501 389,59 | 1 118 610,41 | 1 450 000,00 | 2 135 000,00 | 675 000,00 | 2 260 000,00 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 765 000,00 | 540 000,00 | 225 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H2 Accompagnement des territoires | 7 280 000,00 | 215 000,00 | 655 000,00 | 1 400 000,00 | 2 100 000,00 | 650 000,00 | 2 260 000,00 |
| H4 Tourisme | 100 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 Agriculture et pêche | 995 000,00 | 696 389,59 | 188 610,41 | 50 000,00 | 35 000,00 | 25 000,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 500 000,00 | 20 000,00 | 150 000,00 | 200 000,00 | 130 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| I3 Mobilités durables | 500 000,00 | 20 000,00 | 150 000,00 | 200 000,00 | 130 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 1 000 000,00 | 350 000,00 | 500 000,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L3 Budget participatif | 1 000 000,00 | 350 000,00 | 500 000,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 20 695 500,00 | 2 705 059,59 | 4 298 849,11 | 4 666 849,35 | 4 263 203,98 | 1 524 373,13 | 3 237 164,84 |

ANNEXE 3 – Budget primitif 2025 – Individualisation des équipements en autorisation de programme

Programme D1 - Collèges

Montant du programme voté : 3 950 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 3 950 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 3 950 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 3 910 000,00 € | 2 053 366,65 € | 1 056 633,35 € | 550 000,00 € | 250 000,00 € |
| D11 | ALA-D103O002 | Alain : Travaux | | 2025 | D103E08 | 000 053 | 750 000,00 | 473 366,65 | 276 633,35 | 0,00 | 0,00 |
| | SECU-D111O001 | Sécurisation tous Collèges | | | D111E03 | 23 | 1 100 000,00 | 375 000,00 | 350 000,00 | 350 000,00 | 25 000,00 |
| | TMAN-D112O001 | TOUS COLLEGES | | | D112E11 | 20 | 400 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| | TRAV-D113O001 | Victor Hugo : restructuration du service restauration | | | D113E23 | 23 | 1 260 000,00 | 1 060 000,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TRAV-D113O002 | Désimperméabilisation des sols - Végétalisation | | | D113E24 | 23 | 400 000,00 | 45 000,00 | 130 000,00 | 100 000,00 | 125 000,00 |
| Total D12 - Equipement | | | | | | | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D12 | TMAN-D112O003 | Victor Hugo mobiliers | | | D112E11 | 21 | 40 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | | | 3 950 000,00 € | 2 093 366,65 € | 1 056 633,35 € | 550 000,00 € | 250 000,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme E2 Sites culturels

Montant du programme voté : 20 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 20 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 20 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-------------------------------------------|---------------|------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total E21 Aides à l'investissement | | | | | | | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E32 | UNES-E205O002 | Refonte site internet candidature UNESCO | | 2025 | E205E04 | 20 | 20 000,00 | 20 000,00 | | | |
| TOTAL | | | | | | | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme E3 - Archives

Montant du programme voté : 8 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 8 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 8 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-----------------------------------------------|---------------|-------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total E32 - Traitement et conservation | | | | | | | 8 000,00 € | 8 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E32 | ARCH-E301O006 | Conservation préventive | | 2025 | E301E13 | 21 | 8 000,00 | 8 000,00 | | | |
| TOTAL | | | | | | | 8 000,00 € | 8 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté : 30 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 30 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 30 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|------------------------------------------------------|---------------|-----------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|---------------|---------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total G42 - Autres actions de sécurité civile | | | | | | | 30 000,00 € | 15 800,00 € | 14 200,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G42 | DFCI-G401O001 | DFCI | | 2025 | G401E15 | 23 | 30 000,00 | 15 800,00 | 14 200,00 | | |
| TOTAL | | | | | | | 30 000,00 € | 15 800,00 € | 14 200,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme H4 Tourisme

Montant du programme voté : 7 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 7 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 7 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|----------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|------------|--------|--------|--------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total H42 Marque "Pays cathare" | | | | | | | 7 000,00 € | 7 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H42 | MCAT-H401O001 | création de site internet Marque Pays Cathare | 2025 | H401E05 | 20 | 7 000,00 | 7 000,00 | | | | |
| TOTAL | | | | | | | 7 000,00 € | 7 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme I1 - Routes

Montant du programme voté : 26 130 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 26 130 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 26 130 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|-------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|---------------|-----------------------------------|---------------|-----------------|----------------|--------------|----------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | < 2028 |
| Total I11 - Etudes | | | | | | | 1 800 000,00 € | 0,00 € | 580 000,00 € | 580 000,00 € | 580 000,00 € | 60 000,00 € |
| I11 | ETUD-H104O002 | Etudes 2026-2028 | 2025 | I104E05 | 20 | 1 800 000,00 | 0,00 | 580 000,00 | 580 000,00 | 580 000,00 | 60 000,00 | |
| Total I12 - Travaux neufs | | | | | | | 100 000,00 € | 50 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 50 000,00 € |
| I12 | GRPR-I105O023 | RD124 - Réparation d'accotements RD / effondrement berges canal | 2025 | I105E28 | 23 | 100 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | |
| Total I13 Entretien et gestion du réseau | | | | | | | 24 230 000,00 € | 10 000,00 € | 19 160 000,00 € | 2 210 000,00 € | 100 000,00 € | 2 750 000,00 € |
| I13 | PERN-I106O003 | Pérennisation des chaussées | 2025 | I106E31 | 23 | 14 500 000,00 | 0,00 | 12 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 550 000,00 | |
| | PERN-I106O004 | Pérennisation des dépendances | | | 21 | 30 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | PERN-I106O012 | RD6009 Renforc. Sigean PO | | | 23 | 4 000 000,00 | 0,00 | 3 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 | |
| | PERN-I106O035 | Opé Courantes Annuelles 2024-2027 | | | I106E32 | 23 | 1 400 000,00 | 0,00 | 600 000,00 | 600 000,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| | PERN-I106O038 | RD117 Mise sécu parapets P-Lys | | | I106E33 | 23 | 2 300 000,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | 300 000,00 |
| | PERN-I106O039 | RD118 - Renforcement 2x2 voies déviation Cepie | | | I106E34 | 23 | 350 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 50 000,00 |
| | PERN-I106O040 | RD11 Renforcement section Caunes la redorte | | | I106E35 | 23 | 1 100 000,00 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| TOTAL | | | | | | | 26 130 000,00 € | 60 000,00 € | 19 740 000,00 € | 2 790 000,00 € | 680 000,00 € | 2 860 000,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté : 100 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 100 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 100 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-------------------------|---------------------------|--------------|-----------|------------|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total K41 Gestion du patrimoine immobilier | | | | | | | 100 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € |
| K41 | APRO-K422O002 | Acquisition bornes IRVE | 2025 | K422E13 | 23 | 100 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| TOTAL | | | | | | | 100 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme L2 - Communication externe

Montant du programme voté : 50 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 50 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 50 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|-----------|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|--------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total L21 - Actions de communication | | | | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € |
| L21 | CABI-L201O001 | Refonte site internet et Matériel | 2025 | L201E08 | 20 | 50 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | - | |
| TOTAL | | | | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

ANNEXE 4 – désindividualisation pour réduction des autorisations de programme relatives aux équipements départementaux antérieures à 2025.

Programme D1 - Collèges

Montant du programme actualisé 2020 : 5 595 206,31 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 5 595 206,31 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 2 497,47 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------------------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 5 595 206,31 € | - 2 497,47 € | 5 592 708,84 € | 4 014 542,02 € | 146 741,83 € | 800 000,00 € | 631 424,99 € | |
| D11 | TMAN-D112O002 | TOUS COLLEGES | Collège Simone Veil (Grazailles) / Mailheuls : ITE | 2020 | D112E05 | 23 | 3 595 206,31 | - 2 497,47 | 3 592 708,84 | 3 531 540,97 | 81 167,87 | | | |
| | TRAV-D113O001 | | | | | | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 | 483 001,05 | 85 573,98 | 800 000,00 | 631 424,99 | |
| Total | | | | | | | 5 595 206,31 € | - 2 497,47 € | 5 592 708,84 € | 4 014 542,02 € | 146 741,83 € | 800 000,00 € | 631 424,99 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 2 497,47 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 5 592 708,84 €

Montant du programme actualisé 2021 : 1 285 567,09 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 285 567,09 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 51 429,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 1 285 567,09 € | - 51 429,00 € | 1 234 138,09 € | 307 238,86 € | 116 899,23 € | 810 000,00 € | | |
| D11 | ACCE-D102O002 | André Chenier : (400 000€) et autres Collèges : Travaux accessibilité | | 2021 | D102E03 | 23 | 750 000,00 | - 2 421,18 | 747 578,82 | 205 679,59 | 11 899,23 | 530 000,00 | | |
| | TRAV-D113O001 | Installations thermiques | | | D113E04 | 20 | 186 736,42 | - 10 340,00 | 176 396,42 | 76 396,42 | 50 000,00 | 50 000,00 | | |
| | TRAV-D113O002 | Ombrage tous Collèges | | | D113E19 | 23 | 348 830,87 | - 38 667,82 | 310 163,05 | 25 162,85 | 55 000,00 | 230 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 1 285 567,09 € | - 51 429,00 € | 1 234 138,09 € | 307 238,86 € | 116 899,23 € | 810 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 51 429,00 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 1 234 138,09 €

Montant du programme actualisé 2022 : 7 809 106,90 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 809 106,90 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 96 369,40 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 7 809 106,90 € | - 96 369,40 € | 7 712 737,50 € | 2 851 887,00 € | 1 590 000,00 € | 3 270 850,50 € | | |
| D11 | REHA-D110O001 | Restructuration du services de restauration : Pierre et Marie CURIE, Alaric , Victor Hugo | | 2022 | D110E12 | 23 | 1 364 647,02 | - 1 228,74 | 1 363 418,28 | 263 418,28 | 150 000,00 | 950 000,00 | | |
| | TMAN-D112O002 | Travaux de maintenance Travaux | | | D112E08 | 23 | 6 444 459,88 | - 95 140,86 | 6 349 319,02 | 2 588 468,72 | 1 440 000,00 | 2 320 850,50 | | |
| Total | | | | | | | 7 809 106,90 € | - 96 369,40 € | 7 712 737,50 € | 2 851 887,00 € | 1 590 000,00 € | 3 270 850,50 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 96 369,40 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 7 712 737,50 €

Montant du programme actualisé 2023 : 17 440 019,61 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 17 440 019,61 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 256 177,42 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-------------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 11 519 392,77 € | - 210 254,20 € | 11 309 138,57 € | 2 932 138,57 € | 2 304 000,00 € | 3 635 000,00 € | 1 885 000,00 € | 553 000,00 € |
| D11 | REHA-D110O003 | Bastion : salles de techno /cour: façades / toiture | | 2023 | D110E16 | 23 | 949 933,73 | - 26 317,95 | 923 615,78 | 186 615,78 | 317 000,00 | 420 000,00 | | |
| | | Collège Simone Veil (Grazailles) : création de salles dans bâtiment SEGPA | | | D110E15 | 23 | 350 000,00 | | 350 000,00 | 0,00 | 150 000,00 | 200 000,00 | | |
| | TOUS LOCAUX | D110E17 | | | 23 | 2 316 286,72 | - 19 914,99 | 2 296 371,73 | 179 371,73 | 400 000,00 | 1 222 000,00 | 495 000,00 | | |
| | SECU-D111O001 | Sécurisation tous Collèges | | | D111E02 | 23 | 607 129,80 | - 13 822,34 | 593 307,46 | 368 307,46 | 107 000,00 | 118 000,00 | | |
| | TRAV-D113O001 | Installations thermiques | | | D113E20 | 23 | 3 247 161,08 | - 75 113,69 | 3 172 047,39 | 244 047,39 | 530 000,00 | 945 000,00 | 900 000,00 | 553 000,00 |
| | TRAV-D113O002 | Victor Hugo : rénovation thermique (Complément AP 2018) | | | D113E12 | 23 | 1 499 966,44 | - 4 688,93 | 1 495 277,51 | 1 195 277,51 | 300 000,00 | | | |
| | TRAV-D113O005 | Désamiantage travaux correctifs | | | D113E13 | 23 | 1 799 481,05 | - 59 225,19 | 1 740 255,86 | 580 255,86 | 450 000,00 | 410 000,00 | 320 000,00 | |
| | Réfection des réseaux informatiques (Tous Collèges) | D113E17 | 23 | 749 433,95 | - 11 171,11 | 738 262,84 | 198 262,84 | 50 000,00 | 320 000,00 | 170 000,00 | | | | |
| Total action D12 - Equipement | | | | | | | 5 920 626,84 € | - 45 923,22 € | 5 874 703,62 € | 2 033 077,26 € | 1 700 000,00 € | 1 250 000,00 € | 891 626,36 € | 0,00 € |
| D12 | ENEQ-D105O001 | Equipement education - matériels informatiques | | 2023 | D105E07 | 21 | 2 916 683,42 | - 4 198,21 | 2 912 485,21 | 1 154 422,30 | 700 000,00 | 650 000,00 | 408 082,91 | |
| | REHA-D110O002 | Cuisines équipements | | | D110E18 | 21 | 751 825,60 | - 45,52 | 751 780,08 | 59 780,08 | 450 000,00 | 200 000,00 | 42 000,00 | |
| | REHA-D110O008 | Achat de mobilier | | | | | 463 804,85 | - 3 190,04 | 460 614,81 | 87 451,18 | 100 000,00 | 100 000,00 | 173 163,45 | |
| | TMAN-D112O003 | TOUS COLLEGES | | | D112E09 | 21 | 899 788,58 | - 8 587,14 | 891 201,44 | 314 800,37 | 400 000,00 | 100 000,00 | 76 601,07 | |
| | Travaux de maintenance Matériel | | 21 | 888 524,59 | - 29 902,31 | 858 622,28 | 416 823,35 | 50 000,00 | 200 000,00 | 191 798,93 | | | | |
| Total | | | | | | | 17 440 019,61 € | - 256 177,42 € | 17 183 842,19 € | 4 965 215,83 € | 4 004 000,00 € | 4 885 000,00 € | 2 776 626,36 € | 553 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 256 177,42 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 17 183 842,19 €

Montant du programme voté 2024 : 7 300 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 300 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 31 939,32 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 6 270 069,33 € | -15 597,21 € | 6 254 472,12 € | 4 058 326,48 € | 1 176 145,64 € | 330 000,00 € | 300 000,00 € | 390 000,00 € |
| D11 | ALAH-D103O002 | Alain : Travaux | 2024 | D103E03 | 000 053 | 20 | 4 920 069,33 | - | 4 920 069,33 | 4 003 623,69 | 916 145,64 | | | |
| | TMAN-D112O001 | TOUS COLLEGES | | | | | D112E10 | 150 000,00 | - 14 282,83 | 135 737,17 | 80 000,00 | 30 000,00 | | |
| | TRAV-D113O001 | Menuiseries extérieures | | | | | D113E21 | 1 200 000,00 | - 1 334,38 | 1 198 665,62 | 8 665,62 | 200 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| Total action D12 - Equipement | | | | | | | 1 029 930,67 € | -16 342,11 € | 1 013 588,56 € | 395 488,56 € | 80 000,00 € | 150 000,00 € | 271 201,07 € | 116 898,93 € |
| D12 | ALAH-D103O003 | Alain : Equipements | 2024 | D103E03 | 000 053 | 21 | 279 930,67 | - | 279 930,67 | 279 930,67 | | | | |
| | TMAN-D112O003 | TOUS COLLEGES | | | | | D112E10 | 750 000,00 | - 16 342,11 | 733 657,89 | 115 557,89 | 80 000,00 | 150 000,00 | 271 201,07 |
| Total | | | | | | | 7 300 000,00 € | - 31 939,32 € | 7 268 060,68 € | 4 453 815,04 € | 1 256 145,64 € | 480 000,00 € | 571 201,07 € | 506 898,93 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 31 939,32 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 7 268 060,68 €

Programme E1 - Développement culturel

Montant du programme actualisé 2023 : 1 110 843,97 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 110 843,97 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : - 489,63 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E11 - Développement des collections | | | | | | | 908 854,59 € | - 489,63 € | 908 364,96 € | 305 364,96 € | 157 000,00 € | 157 000,00 € | 289 000,00 € | |
| E11 | DCUL-E102O001 | Développement des collections | 2023 | E102E08 | 21 | 908 854,59 | - 489,63 | 908 364,96 | 305 364,96 | 157 000,00 | 157 000,00 | 289 000,00 | | |
| E12 - Aides aux acteurs culturels et aux pratiques culturelles et artistiques | | | | | | | 201 989,38 € | 0,00 € | 201 989,38 € | 84 989,38 € | 35 000,00 € | 314 000,00 € | 314 000,00 € | |
| E12 | CULT-E101O004 | Aides aux acteurs culturels - Renouvellement de matériel scénique | 2023 | E101E09 | 21 | 169 989,38 | - | 169 989,38 | 79 989,38 | 30 000,00 | 157 000,00 | 157 000,00 | | |
| | DCUL-E102O002 | Aides aux acteurs culturels | | | | E102E08 | 32 000,00 | - | 32 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 157 000,00 | 157 000,00 | |
| Total | | | | | | | 1 110 843,97 € | - 489,63 € | 1 110 354,34 € | 390 354,34 € | 192 000,00 € | 471 000,00 € | 603 000,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : - 489,63 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 1 110 354,34 €

Montant du programme voté 2024 : 20 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 20 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 941,12 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|-----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E13 - Mise en valeur de l'offre culturelle | | | | | | | 20 000,00 € | - 941,12 € | 19 058,88 € | 9 058,88 € | 10 000,00 € | | | |
| E13 | CULT-E101O007 | Mise en valeur offre cult. Maison des mémoires - nv parcours muséographique à la chambre Joé Bousquet et restauration d'une tapisserie murale | 2024 | E101E18 | 21 | 20 000,00 | - 941,12 | 19 058,88 | 9 058,88 | 10 000,00 | | | | |
| Total | | | | | | | 20 000,00 € | - 941,12 € | 19 058,88 € | 9 058,88 € | 10 000,00 € | | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 941,12 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 19 058,88 €

Programme E3 - Archives

Montant du programme actualisé 2023 : 503 683 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 503 683 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 811,60 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|---------------------------------------------------------|-------------|-------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action E31 - Développement des collections | | | | | | | 72 217,19 € | - 797,01 € | 71 420,18 € | 19 557,43 € | 12 000,00 € | 18 000,00 € | 21 862,75 € | |
| E31 | | Développement des collections | 2023 | E301E11 | 21 | 72 217,19 | - 797,01 | 71 420,18 | 19 557,43 | 12 000,00 | 18 000,00 | 21 862,75 | | |
| Total action E31 - Développement des collections | | | | | | | 298 148,56 € | - 14,59 € | 298 133,97 € | 106 681,23 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 11 452,74 € |
| E32 | | Développement des collections | 2023 | E301E11 | 21 | 298 148,56 | - 14,59 | 298 133,97 | 106 681,23 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 11 452,74 | |
| Total action E31 - Développement des collections | | | | | | | 133 317,14 € | 0,00 € | 133 317,14 € | 44 254,63 € | 15 000,00 € | 39 800,00 € | 34 262,51 € | |
| E33 | | Développement des collections | 2023 | E301E11 | 21 | 133 317,14 | - | 133 317,14 | 44 254,63 | 15 000,00 | 39 800,00 | 34 262,51 | | |
| Total | | | | | | | 503 682,89 € | - 811,60 € | 502 871,29 € | 170 493,29 € | 87 000,00 € | 117 800,00 € | 116 125,26 € | 11 452,74 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 811,60 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 502 871,29 €

Programme F1 - Sports et activité de pleine nature

Montant du programme actualisé 2022 : 159 358,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 159 358,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 107 432,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action F12 - Sports de pleine nature | | | | | | | | | | | | | | |
| F12 | TDEN-F103O004 | Véloroute Canal du Midi : Aménagement Aire de Bezons (Etudes préalables) | | 2022 | F103E16 | 20 | 159 358,00 | - 107 432,00 | 51 926,00 | 1 926,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 159 358,00 € | - 107 432,00 € | 51 926,00 € | 1 926,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 107 432,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 51 926,00 €

Montant du programme actualisé 2023 : 364 772,58 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 364 772,58 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 576,47 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action F12 - Sports de pleine nature | | | | | | | | | | | | | | |
| F12 | AIR-F1001O003 | Activités de plein air | | 2023 | F1001E07 | 21 | 14 983,08 | - 578,10 | 14 406,98 | 5 406,98 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| | TDEN-F103O002 | Travaux et entretien sur sentiers département | | 2023 | F103E14 | 23 | 349 789,50 | - 0,37 | 349 789,13 | 139 789,13 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | |
| Total | | | | | | | 364 772,58 € | - 576,47 € | 364 196,11 € | 145 196,11 € | 73 000,00 € | 73 000,00 € | 73 000,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 576,47 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 364 196,11 €

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2023 : 80 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 80 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 10 000,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G14 - Hydrogéologie et qualité des eaux | | | | | | | | | | | | | | |
| G14 | HYDR-G102O009 | Etude MOA Dalle de restauration de la continuité Hydraulique de l'Argent double sous le pont de la RD72 à la redorte (Pont de Ferrals) | | 2023 | G102E27 | 23 | 80 000,00 | - 10 000,00 | 70 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 80 000,00 € | - 10 000,00 € | 70 000,00 € | 0,00 € | 35 000,00 € | 35 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 10 000,00 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 70 000,00 €

Montant du programme voté 2024 : 40 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 40 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 636,35 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G14 - Hydrogéologie et qualité des eaux | | | | | | | | | | | | | | |
| G14 | HYDR-G102O015 | Gestion ressources, aménagements hydrauliques et planification pour l'eau | | 2024 | G102E20 | 21 | 40 000,00 | - 636,35 | 39 363,65 | 29 363,65 | 10 000,00 | | | |
| Total | | | | | | | 40 000,00 € | - 636,35 € | 39 363,65 € | 29 363,65 € | 10 000,00 € | | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 636,35 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 39 363,65 €

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme actualisé 2023 : **2 092 518,86 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **2 092 518,86 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **48 345,57 €**

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2026 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G21 - Pépinières | | | | | | | 199 750,73 € | - 516,55 € | 199 234,18 € | 79 234,18 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 0,00 € |
| G21 | PEPI-G202O001 | Achat matériels divers Nébias et Léznigan | 2023 | G202E04 | 21 | 74 760,80 | - 128,35 | 74 632,25 | 25 632,25 | 25 000,00 | 15 000,00 | 9 000,00 | | |
| | | Travaux divers sur pépinières | | | | 23 | 124 990,13 | - 388,20 | 124 601,93 | 53 601,93 | 15 000,00 | 25 000,00 | 31 000,00 | |
| Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS) | | | | | | | 1 892 768,13 € | - 47 829,02 € | 1 844 939,11 € | 505 189,98 € | 313 000,00 € | 429 060,00 € | 492 689,13 € | 105 000,00 € |
| G22 | TDEN-G203O005 | Etudes ENS | 2023 | G203E27 | 20 | 229 348,78 | - 7 353,68 | 221 993,08 | 83 993,08 | 48 000,00 | 48 000,00 | 48 000,00 | | |
| | TDEN-G203O008 | Signalétique ENS | | | | 21 | 375 000,00 | - 27 651,52 | 347 348,48 | 57 348,48 | 35 000,00 | 75 000,00 | 75 000,00 | 105 000,00 |
| | TDEN-G203O009 | Acquisition ENS | | | | 21 | 59 885,42 | - 12 823,82 | 47 061,60 | 11 121,60 | 10 000,00 | 14 000,00 | 11 940,00 | |
| | TDEN-G203O011 | Gestion des propriétés ENS | | | | 23 | 1 228 535,95 | | 1 228 535,95 | 352 728,82 | 222 000,00 | 294 060,00 | 359 749,13 | |
| Total | | | | | | | 2 092 518,86 € | - 48 345,57 € | 2 044 173,29 € | 584 424,16 € | 353 000,00 € | 469 060,00 € | 532 689,13 € | 105 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : **48 345,57 €**
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : **2 044 173,29 €**

Programme G3 - Energies Renouvelables

Montant du programme voté 20224 : **300 000,00 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **300 000,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **71 866,00 €**

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2026 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G31 - Soutien aux actions de performance énergétique | | | | | | | 300 000,00 € | - 71 866,00 € | 228 134,00 € | 0,00 € | 35 000,00 € | 193 134,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G31 | ENRE-G301O001 | Etude intégration paysagère et replantations / Elaboration plan mobilité / Diagnostic Réduc. Conso | 2024 | G301E07 | 20 | 300 000,00 | - 71 866,00 | 228 134,00 | 0,00 | 35 000,00 | 193 134,00 | | | |
| Total | | | | | | | 300 000,00 € | - 71 866,00 € | 228 134,00 € | 0,00 € | 35 000,00 € | 193 134,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : **71 866,00 €**
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : **228 134,00 €**

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2022 : **161 786,00 €**
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : **161 786,00 €**
 Disponible à l'individualisation : **- €**
 Montant désindividualisé au cours de la séance : **10 000,00 €**

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|----------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2026 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H53 - Programme hydro-agricole | | | | | | | 161 786,00 € | - 10 000,00 € | 151 786,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 10 000,00 € | 50 000,00 € | 91 786,00 € |
| H53 | HYDA-H503O002 | Mise à jour données schéma eau brute, en lien avec BRL et chambre d'agriculture | 2022 | H503E05 | 23 | 161 786,00 | - 10 000,00 | 151 786,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 50 000,00 | 91 786,00 | |
| Total | | | | | | | 161 786,00 € | - 10 000,00 € | 151 786,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 10 000,00 € | 50 000,00 € | 91 786,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : **10 000,00 €**
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : **151 786,00 €**

Programme I1 - Routes

Montant du programme actualisée 2021 : 28 857 496,69 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 28 857 496,69 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 782 121,13 €

| Segment | | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------|--------------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé | | |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | 4 353 366,95 € | | | | | | 0,00 € | 4 353 366,95 € | 2 971 303,78 € | 945 000,00 € | 380 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 57 063,17 € |
| I12 | GRPR-I1050003 | RD8113/1113 girat sortie ouest Castelnaudary Griffoul | 2021 | I105E14 | 21 | 27 372,52 | | 27 372,52 | 27 372,52 | | | | | | | |
| | | 23 | | | 229 020,16 | | 229 020,16 | 229 020,16 | | | | | | | | |
| | GRPR-I1050004 | RD813 Répar. béton pont Nielle | | | 23 | 498 455,31 | | 498 455,31 | 498 455,31 | | | | | | | |
| | | 21 | | | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | | | | | | | | |
| | GRPR-I1050007 | RD810 Aménag.Puichéric/Redorte | | | 23 | 1 495 000,00 | | 1 495 000,00 | 1 495 000,00 | 173 814,83 | 940 000,00 | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 185,17 | |
| | GRPR-I1050008 | RD8139 Renf.chaussée PLN à A9 | | | 23 | 680 865,66 | | 680 865,66 | 680 865,66 | | | | | | | |
| | | 21 | | | 11 900,40 | | 11 900,40 | 11 900,40 | | | | | | | | |
| | | 23 | | | 98 001,29 | | 98 001,29 | 98 001,29 | | | | | | | | |
| MOD-I10020006 | Opé. Courantes Annuelles 2022 | | 23 | 1 237 951,61 | | 1 237 951,61 | 1 237 951,61 | 1 237 951,61 | | | | | | | | |
| MOD-I10020009 | RD102 Renforcem. Fanjeaux/Gaja | | 21 | 70 000,00 | | 70 000,00 | 70 000,00 | 14 122,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 878,00 | | | |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | 21 304 129,74 € | | | | | | - 31 655,07 € | 21 272 474,67 € | 21 272 474,67 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| I13 | PERN-I1060003 | Pérennisation des chaussées | 2021 | I106E11 | 23 | 14 031 559,17 | | 14 031 559,17 | 14 031 559,17 | | | | | | | |
| | | 21 | | | 312 140,72 | | - 31 655,07 | 280 485,65 | 280 485,65 | | | | | | | |
| | PERN-I1060004 | Pérennisation des dépendances | | | 23 | 4 324 825,89 | | 4 324 825,89 | 4 324 825,89 | | | | | | | |
| | | 23 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | | | | | | | |
| | PERN-I1060010 | RD33 Aménag. tracé Carca/Bram | | | 23 | 453 388,95 | | 453 388,95 | 453 388,95 | | | | | | | |
| | PERN-I1060015 | RD8101 -13 Renforc. /mise en sécu (rocade Carca) | | | 23 | 2 082 402,66 | | 2 082 402,66 | 2 082 402,66 | | | | | | | |
| PERN-I1060029 | Sécurisation réseau et équip. | | 23 | 99 814,35 | | 99 814,35 | 99 814,35 | | | | | | | | | |
| PERN-I1060032 | Trèbes | | 23 | 99 814,35 | | 99 814,35 | 99 814,35 | | | | | | | | | |
| Total action I14 - Imprévus et divers | | | 3 200 000,00 € | | | | | | - 750 466,06 € | 2 449 533,94 € | 1 449 533,94 € | 750 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 250 000,00 € | |
| I14 | PERN-I1060030 | Traitement évén. aléatoires | 2021 | I106E11 | 23 | 3 200 000,00 | - 750 466,06 | 2 449 533,94 | 1 449 533,94 | 750 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 250 000,00 | | |
| Total | | | 28 857 496,69 € | | | | | | - 782 121,13 € | 28 075 375,56 € | 25 693 312,39 € | 1 695 000,00 € | 380 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 307 063,17 € |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 782 121,13 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 28 075 375,56 €

Montant du programme actualisée 2022 : 30 554 043,16 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 30 554 043,16 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 786 391,44 €

| Segment | | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|------------------------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé | | |
| Total action I11 - Etudes | | | 2 100 000,00 € | | | | | | - 274 878,55 € | 1 825 121,45 € | 846 962,47 € | 680 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 0,00 € | 98 158,98 € |
| I11 | ETUD-I1040002 | Div. Acqui. Foncières 2023-2026 | 2022 | I104E03 | 21 | 450 000,00 | - 3 735,09 | 446 264,91 | 98 105,93 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 48 158,98 | | |
| | | Etudes 2023 à 2026 | 2022 | I104E03 | 20 | 1 650 000,00 | - 271 143,46 | 1 378 856,54 | 748 856,54 | 580 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | | |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | 1 100 000,00 € | | | | | | 0,00 € | 1 100 000,00 € | 326 783,34 € | 0,00 € | 200 000,00 € | 550 000,00 € | 0,00 € | 23 216,66 € |
| I12 | GRPR-I1050017 | RD 627 Leucate - Réparation pont de la Corrége | 2022 | I105E09 | 23 | 1 100 000,00 | | 1 100 000,00 | 326 783,34 | 0,00 | 200 000,00 | 550 000,00 | 0,00 | 23 216,66 | | |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | 27 354 043,16 € | | | | | | - 1 511 512,89 € | 25 842 530,27 € | 23 953 714,17 € | 705 000,00 € | 210 000,00 € | 210 000,00 € | 210 000,00 € | 553 816,10 € |
| I13 | PERN-I1060003 | Pérennisation des chaussées | 2022 | I106E07 | 23 | 14 304 043,16 | | 14 304 043,16 | 14 304 043,16 | | | | | | | |
| | PERN-I1060004 | Pérennisation des dépendances | | | 23 | 11 000 000,00 | | - 1 511 512,89 | 9 488 487,11 | 8 487 120,73 | 105 000,00 | 160 000,00 | 180 000,00 | 180 000,00 | 436 366,38 | |
| | PERN-I1060012 | RD8009 Renforc. Sigean PO | | | 23 | 1 800 000,00 | | 1 800 000,00 | 1 800 000,00 | 1 112 348,93 | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 87 951,07 | |
| | PERN-I1060013 | RD8009 Contrat Route PR Narb | | | 23 | 250 000,00 | | 250 000,00 | 250 000,00 | 70 201,35 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 29 798,65 |
| Total | | | 30 554 043,16 € | | | | | | - 1 786 391,44 € | 28 767 651,72 € | 25 127 459,98 € | 1 385 000,00 € | 510 000,00 € | 860 000,00 € | 210 000,00 € | 675 191,74 € |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 1 786 391,44 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 28 767 651,72 €

Montant du programme actualisée 2023 : 8 667 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 8 667 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 2 147 402,03 €

| Segment | | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé | | |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | 900 000,00 € | | | | | | 0,00 € | 900 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 850 000,00 € | 0,00 € | 50 000,00 € | |
| I12 | GRPR-I1050005 | RD 8161 girat. carrefour Cité | 2023 | I105E17 | 23 | 900 000,00 | | 900 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 850 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | | |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | 7 767 000,00 € | | | | | | - 2 147 402,03 € | 5 619 597,97 € | 2 526 023,98 € | 1 675 000,00 € | 600 000,00 € | 300 000,00 € | 0,00 € | 518 573,99 € |
| I13 | PERN-I1060026 | Répar./mise conform. OA HVA + RD 117 Pierre-Lys | 2023 | I106E19 | 23 | 917 000,00 | - 117 402,03 | 799 597,97 | 199 597,97 | 100 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | | |
| | PERN-I1060034 | RD118/119 Supp. Obstacles latéraux | | | I106E23 | 23 | 350 000,00 | - 130 000,00 | 220 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | |
| | PERN-I1060035 | Opé. Courantes Annuelles 2024-2027 | | | I106E15 | 23 | 3 000 000,00 | - 800 000,00 | 2 200 000,00 | 1 228 084,13 | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 171 915,87 |
| | PERN-I1060036 | RD 118 Renforcem. et murets VL | | | I106E16 | 23 | 2 000 000,00 | - 800 000,00 | 1 200 000,00 | 599 436,32 | 200 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 563,88 |
| | PERN-I1060037 | RD820 Renf. col du Bac | | | I106E17 | 23 | 1 500 000,00 | - 500 000,00 | 1 000 000,00 | 498 905,56 | 375 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 126 094,44 |
| Total | | | 8 667 000,00 € | | | | | | - 2 147 402,03 € | 6 519 597,97 € | 2 526 023,98 € | 1 675 000,00 € | 600 000,00 € | 1 150 000,00 € | 0,00 € | 568 573,99 € |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 2 147 402,03 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 6 519 597,97 €

Montant du programme actualisée 2024 : 31 375 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 31 375 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 4 425 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------|---------|---------------|----------------|---------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I12 | GRPR-I105O007 | RD610 Aménag.Puichéric/Redorte | 2024 | I105E24 | 21 | 100 000,00 | | 100 000,00 | 44 989,49 | 56 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10,51 | | |
| | GRPR-I105O022 | RD 35 Peyriac Minervois - Réparation pont sur l'Argent Double | | | | I105E20 | 23 | 700 000,00 | | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | 650 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| | GRPR-I105O023 | RD124 - Réparation d'accotements RD / effondrement berges canal | | | | I105E22 | 23 | 350 000,00 | | 350 000,00 | 198 105,83 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 894,17 |
| | GRPR-I105O026 | RD 611 Réparation du pont sur la Berre à RIPAUD | | | | I105E27 | 23 | 700 000,00 | | 700 000,00 | 0,00 | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| | MOD-I1002O008 | RD102 Renforcem. Fanjeux/Gaja | | | | I1002E05 | 21 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | | I1002E05 | 23 | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 | 497 487,18 | 950 000,00 | 200 000,00 | 350 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I13 | PERN-I106O003 | Pérennisation des chaussées | 2024 | I106E24 | 23 | 15 425 000,00 | - 3 325 000,00 | 12 100 000,00 | 0,00 | 10 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000 000,00 | | |
| | PERN-I106O004 | Pérennisation des dépendances | | | | I106E26 | 21 | 250 000,00 | | 250 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 40 000,00 | |
| | PERN-I106O024 | RD6139 PR 07+132 poutraison | | | | I106E28 | 23 | 1 200 000,00 | | 1 200 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 1 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | PERN-I106O029 | Sécurisation réseau et équip. | | | | I106E29 | 23 | 3 200 000,00 | - 300 000,00 | 2 900 000,00 | 0,00 | 1 175 000,00 | 1 570 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 155 000,00 |
| Total action I14 - Imprévus et divers | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I14 | PERN-I106O030 | Traitement évén. aléatoires | 2024 | I106E30 | 23 | 3 200 000,00 | | 3 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 520 000,00 | 1 520 000,00 | 0,00 | 0,00 | 160 000,00 | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 31 375 000,00 | - 4 425 000,00 | 26 950 000,00 | 740 582,48 | 16 235 000,00 | 4 050 000,00 | 3 030 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 2 834 417,52 | | |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 4 425 000,00 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 26 950 000,00 €

Programme I3 - Mobilités durables

Montant du programme voté 2023 : 3 000 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 3 000 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 750 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------------|---------------------------|-----------|---------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP < 2028 Actualisé |
| Total action I31 - voies vertes et pistes cyclables | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I31 | MOB-I301O001 | Mobilités douces - provisions projets | 2023 | I301E01 | 23 | 3 000 000,00 | - 750 000,00 | 2 250 000,00 | 685 507,04 | 750 000,00 | 750 000,00 | 0,00 | 0,00 | 64 492,96 | | |
| | MOB-I301O002 | Voies vertes études | | | | I301E06 | 20 | 97 569,20 | | 97 569,20 | 34 228,80 | 20 000,00 | 20 000,00 | 23 340,40 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 3 000 000,00 | - 750 000,00 | 2 250 000,00 | 685 507,04 | 750 000,00 | 750 000,00 | 0,00 | 0,00 | 64 492,96 | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 750 000,00 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 2 250 000,00 €

Programme K3 - Système Information et télécommunications

Montant du programme actualisée 2021 : 5 970 242,31 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 5 970 242,31 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 423 769,83 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|-----------|---------|--------------|----------------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | | | | | | | | | | | |
| K31 | SDSH-K309O001 | Logiciels métiers | 2021 | K309E10 | 20 | 4 007 591,43 | - 1 095 775,60 | 2 911 815,83 | 1 247 315,83 | 534 500,00 | 340 000,00 | 400 000,00 | 390 000,00 | 390 000,00 | | |
| | SDSH-K309O002 | Postes de travail | | | | K309E11 | 20 | 658 474,73 | - 134 410,05 | 524 064,68 | 94 084,68 | 180 000,00 | 150 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SDSH-K309O003 | Infrastructures | | | | K309E12 | 21 | 1 304 176,15 | - 193 584,18 | 1 110 591,97 | 660 591,97 | 150 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 5 970 242,31 | - 1 423 769,83 | 4 546 472,48 | 2 001 972,48 | 864 500,00 | 790 000,00 | 500 000,00 | 390 000,00 | 390 000,00 | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 1 423 769,83 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 4 546 472,48 €

Montant du programme actualisée 2022 : 4 924 382,64 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 4 924 382,64 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 285 356,89 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|-----------|---------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | | | | | | | | | | | |
| K31 | AINV-K302O001 | Audiovisuel | 2022 | K302E05 | 21 | 82 655,30 | - 36 204,80 | 46 450,50 | 31 450,50 | 15 000,00 | | | | | | |
| | SDSH-K309O002 | Postes de travail | | | | K309E13 | 21 | 2 295 923,13 | - 193 848,72 | 2 102 074,41 | 946 374,41 | 340 700,00 | 400 000,00 | 415 000,00 | | |
| | SDSH-K309O003 | Infrastructures | | | | K309E14 | 20 | 2 326 573,47 | | 2 326 573,47 | 696 078,93 | 637 000,00 | 500 000,00 | 493 494,54 | | |
| Total action K32 - Télécommunications | | | | | | | | | | | | | | | | |
| K32 | AINV-K302O003 | Téléphonie | 2022 | K302E06 | 21 | 219 230,74 | - 55 303,37 | 163 927,37 | 133 927,37 | 30 000,00 | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 4 924 382,64 | - 285 356,89 | 4 639 025,75 | 1 807 831,21 | 1 022 700,00 | 900 000,00 | 908 494,54 | 0,00 | 0,00 | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 285 356,89 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 4 639 025,75 €

Montant du programme actualisée 2024 : 542 853,38 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 542 853,38 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 73 596,02 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | | 357 792,86 € | - 73 596,02 € | 284 196,84 € | 12 696,84 € | 66 500,00 € | 102 500,00 € | 102 500,00 € | |
| K31 | FIPH-K305O001 | FIPH SI | 2024 | K305E04 | 20 | 2 000,00 | - 500,00 | 1 500,00 | 0,00 | 500,00 | 500,00 | 500,00 | | |
| | | | | | | 21 | 7 744,44 | - 1 647,60 | 6 096,84 | 96,84 | 2 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | SDSH-K309O003 | Infrastructures Prestations expertise | | | | K309E16 | 20 | 348 048,42 | - 71 448,42 | 276 600,00 | 12 600,00 | 64 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| Total action K32 - Télécommunications | | | | | | | 185 060,52 € | 0,00 € | 185 060,52 € | 70 724,18 € | 104 000,00 € | 10 336,34 € | | |
| K32 | AINV-K302O003 | Téléphonie | 2024 | K302E07 | 20 | 185 060,52 | | 185 060,52 | 70 724,18 | 104 000,00 | 10 336,34 | | | |
| Total | | | | | | | 542 853,38 € | - 73 596,02 € | 469 257,36 € | 83 421,02 € | 170 500,00 € | 112 836,34 € | 102 500,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 73 596,02 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 469 257,36 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté 2023 : 7 565 100,69 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 565 100,69 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 604 434,20 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|--------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|--|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | |
| Total action K41 - Moyens courants des services | | | | | | | 2 712 370,02 € | - 33 220,77 € | 2 679 149,25 € | 841 149,25 € | 612 000,00 € | 612 000,00 € | 614 000,00 € | | |
| K41 | APRO-K422O002 | Acquisition matériel de transport thermiques et électriques | 2023 | K422E09 | 21 | 1 641 179,13 | - 5 139,13 | 1 636 040,00 | 447 040,00 | 380 000,00 | 380 000,00 | 429 000,00 | | | |
| | APRO-K422O004 | Acquisition matériel (bureau + mobilier + électroménager + appareils médicaux) | | | | K422E10 | 21 | 1 003 430,89 | - 25 980,54 | 977 570,35 | 382 570,35 | 214 000,00 | 214 000,00 | 167 000,00 | |
| | FIPH-K423O002 | Acquisition matériel FIPH (bureau + mobilier + autres) | | | | K423E03 | 21 | 67 760,00 | - 2 221,10 | 65 538,90 | 11 538,90 | 18 000,00 | 18 000,00 | 18 000,00 | |
| Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier | | | | | | | 4 852 730,67 € | - 571 213,43 € | 4 281 517,24 € | 1 467 690,39 € | 1 003 500,00 € | 1 072 500,00 € | 737 826,85 € | | |
| K42 | BATH-K408O001 | Programmation 2023-2027 : Acquisition 3 sculptures | 2023 | K408E04 | 21 | 28 485,00 | | 28 485,00 | 28 485,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | Programmation 2023-2027 : Maintien du bâti | | | | 23 | 1 703 874,33 | - 19 858,90 | 1 684 015,73 | 704 415,73 | 356 600,00 | 370 000,00 | 253 000,00 | | |
| | BATH-K408O002 | Programmation 2023-2027 : Installations thermiques | | K408E05 | 23 | 437 944,00 | - 246 564,90 | 191 379,10 | 76 379,10 | 0,00 | 60 000,00 | 55 000,00 | | | |
| | BATH-K408O003 | Programmation 2023-2027 : Accessibilité handicapés | | K408E11 | 23 | 268 000,00 | | 268 000,00 | 0,00 | 0,00 | 88 000,00 | 180 000,00 | | | |
| | BATH-K408O004 | Programmation 2023-2027 : Aménagement des locaux | | K408E07 | 23 | 1 713 821,37 | - 188 327,88 | 1 525 493,69 | 537 508,39 | 390 865,15 | 457 000,00 | 140 120,15 | | | |
| | | Programmation 2023-2027 : Aménagement des locaux (DREAL) | | | | 23 | 310 499,65 | - 66 835,32 | 243 664,33 | 85 129,48 | 158 534,85 | 0,00 | 0,00 | | |
| | BATH-K408O006 | FIPH 2023-2027 | | K408E08 | 23 | 56 766,17 | - 13 500,00 | 43 266,17 | 2 766,17 | 13 500,00 | 13 500,00 | 13 500,00 | | | |
| | BATH-K408O007 | Numérisation de plans 2023-2027 | | K408E09 | 21 | 143 721,70 | - 11 515,00 | 132 206,70 | 0,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 52 206,70 | | | |
| | BATH-K408O011 | Etudes générales 2023-2027 | | K408E10 | 20 | 100 000,00 | - 22 840,00 | 77 160,00 | 2 160,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | | | |
| | GPI-K4002O009 | Acquisition matériel technique | | K4002E12 | 21 | 89 618,45 | - 1 771,93 | 87 846,52 | 30 846,52 | 19 000,00 | 19 000,00 | 19 000,00 | | | |
| Total | | | | | | | 7 565 100,69 € | - 604 434,20 € | 6 960 666,49 € | 2 308 839,64 € | 1 615 500,00 € | 1 684 500,00 € | 1 351 826,85 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 604 434,20 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 6 960 666,49 €

ANNEXE 5 – Réduction d’AP antérieures à 2025 relatives aux équipements départementaux.

| | AP 2020 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| D Education | 5 595 206,31 | - 2 497,47 | 5 592 708,84 | 4 014 542,02 | 146 741,83 | 800 000,00 | 631 424,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 5 595 206,31 | - 2 497,47 | 5 592 708,84 | 4 014 542,02 | 146 741,83 | 800 000,00 | 631 424,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 800 000,00 | | 800 000,00 | 411 783,62 | 285 000,00 | 103 216,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 800 000,00 | | 800 000,00 | 411 783,62 | 285 000,00 | 103 216,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K Administration générale | 1 361 491,18 | | 1 361 491,18 | 1 168 211,94 | 116 193,44 | 77 085,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 1 361 491,18 | | 1 361 491,18 | 1 168 211,94 | 116 193,44 | 77 085,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 7 756 697,49 | - 2 497,47 | 7 754 200,02 | 5 594 537,58 | 547 935,27 | 980 302,18 | 631 424,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | AP 2021 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| D Education | 1 285 567,09 | - 51 429,00 | 1 234 138,09 | 307 238,86 | 116 899,23 | 810 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 1 285 567,09 | - 51 429,00 | 1 234 138,09 | 307 238,86 | 116 899,23 | 810 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 600 000,00 | | 600 000,00 | 95 555,10 | 60 000,00 | 298 856,93 | 145 587,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 600 000,00 | | 600 000,00 | 95 555,10 | 60 000,00 | 298 856,93 | 145 587,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 28 857 496,69 | - 782 121,13 | 28 075 375,56 | 25 693 312,39 | 1 695 000,00 | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 307 063,17 |
| I1 - Routes | 28 857 496,69 | - 782 121,13 | 28 075 375,56 | 25 693 312,39 | 1 695 000,00 | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 307 063,17 |
| K Administration générale | 15 620 242,31 | - 1 423 769,83 | 14 196 472,48 | 3 421 622,32 | 2 013 539,00 | 3 942 782,97 | 2 828 705,89 | 690 000,00 | 386 816,83 | 913 005,47 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 5 970 242,31 | - 1 423 769,83 | 4 546 472,48 | 2 001 972,48 | 864 500,00 | 790 000,00 | 500 000,00 | 390 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 9 650 000,00 | | 9 650 000,00 | 1 419 649,84 | 1 149 039,00 | 3 152 782,97 | 2 328 705,89 | 300 000,00 | 386 816,83 | 913 005,47 |
| Total général | 46 363 306,09 | - 2 257 319,96 | 44 105 986,13 | 29 517 728,67 | 3 885 438,23 | 5 431 639,90 | 2 974 293,86 | 690 000,00 | 386 816,83 | 1 220 068,64 |

| | AP 2022 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2029 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| D Education | 7 809 106,90 | - 96 369,40 | 7 712 737,50 | 2 851 887,00 | 1 590 000,00 | 3 270 850,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 7 809 106,90 | - 96 369,40 | 7 712 737,50 | 2 851 887,00 | 1 590 000,00 | 3 270 850,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 200 000,00 | | 200 000,00 | 31 170,00 | 0,00 | 70 000,00 | 40 000,00 | 58 830,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 200 000,00 | | 200 000,00 | 31 170,00 | 0,00 | 70 000,00 | 40 000,00 | 58 830,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 159 358,00 | - 107 432,00 | 51 926,00 | 1 926,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 159 358,00 | - 107 432,00 | 51 926,00 | 1 926,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 150 000,00 | | 150 000,00 | 132 000,00 | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G2 - Espaces naturels | 150 000,00 | | 150 000,00 | 132 000,00 | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 161 786,00 | - 10 000,00 | 151 786,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 50 000,00 | 91 786,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 161 786,00 | - 10 000,00 | 151 786,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 50 000,00 | 91 786,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 30 554 043,16 | - 1 786 391,44 | 28 767 651,72 | 25 127 459,98 | 1 385 000,00 | 510 000,00 | 860 000,00 | 210 000,00 | 160 000,00 | 515 191,74 |
| I1 - Routes | 30 554 043,16 | - 1 786 391,44 | 28 767 651,72 | 25 127 459,98 | 1 385 000,00 | 510 000,00 | 860 000,00 | 210 000,00 | 160 000,00 | 515 191,74 |
| K Administration générale | 4 999 382,64 | - 285 356,89 | 4 714 025,75 | 1 813 495,21 | 1 092 036,00 | 900 000,00 | 908 494,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 4 924 382,64 | - 285 356,89 | 4 639 025,75 | 1 807 831,21 | 1 022 700,00 | 900 000,00 | 908 494,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 75 000,00 | | 75 000,00 | 5 664,00 | 69 336,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 44 033 676,70 | - 2 285 549,73 | 41 748 126,97 | 29 957 938,19 | 4 110 036,00 | 4 785 850,50 | 1 858 494,54 | 360 616,00 | 160 000,00 | 515 191,74 |

| | AP 2023 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------|-------------------|
| D Education | 17 440 019,61 | - 256 177,42 | 17 183 842,19 | 4 965 215,83 | 4 004 000,00 | 4 885 000,00 | 2 776 626,36 | 553 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 17 440 019,61 | - 256 177,42 | 17 183 842,19 | 4 965 215,83 | 4 004 000,00 | 4 885 000,00 | 2 776 626,36 | 553 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 1 614 526,86 | - 1 301,23 | 1 613 225,63 | 560 847,63 | 279 000,00 | 309 800,00 | 452 125,26 | 11 452,74 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 1 110 843,97 | - 489,63 | 1 110 354,34 | 390 354,34 | 192 000,00 | 192 000,00 | 336 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E3 - Archives | 503 682,89 | - 811,60 | 502 871,29 | 170 493,29 | 87 000,00 | 117 800,00 | 116 125,26 | 11 452,74 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 364 772,58 | - 576,47 | 364 196,11 | 145 196,11 | 73 000,00 | 73 000,00 | 73 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 364 772,58 | - 576,47 | 364 196,11 | 145 196,11 | 73 000,00 | 73 000,00 | 73 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 2 172 518,86 | - 58 345,57 | 2 114 173,29 | 584 424,16 | 388 000,00 | 504 060,00 | 532 689,13 | 105 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 80 000,00 | - 10 000,00 | 70 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G2 - Espaces naturels | 2 092 518,86 | - 48 345,57 | 2 044 173,29 | 584 424,16 | 353 000,00 | 469 060,00 | 532 689,13 | 105 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 11 764 569,20 | - 2 897 402,03 | 8 867 167,17 | 3 245 759,82 | 2 446 000,00 | 1 370 000,00 | 1 173 340,40 | 0,00 | 0,00 | 633 066,95 |
| I1 - Routes | 8 667 000,00 | - 2 147 402,03 | 6 519 597,97 | 2 526 023,98 | 1 675 000,00 | 600 000,00 | 1 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 568 573,99 |
| I3 - Mobilités durables | 3 097 569,20 | - 750 000,00 | 2 347 569,20 | 719 735,84 | 770 000,00 | 770 000,00 | 23 340,40 | 0,00 | 0,00 | 64 492,96 |
| K Administration générale | 7 826 870,69 | - 604 434,20 | 7 222 436,49 | 2 366 196,00 | 1 640 500,00 | 1 744 500,00 | 1 411 826,85 | 59 413,64 | 0,00 | 0,00 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 261 770,00 | | 261 770,00 | 57 356,36 | 25 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 59 413,64 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 7 565 100,69 | - 604 434,20 | 6 960 666,49 | 2 308 839,64 | 1 615 500,00 | 1 684 500,00 | 1 351 826,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 41 183 277,80 | - 3 818 236,92 | 37 365 040,88 | 11 867 639,55 | 8 829 500,00 | 8 886 360,00 | 6 419 608,00 | 728 866,38 | 0,00 | 633 066,95 |

| | AP 2024 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------|--------------|--------------|------------|---------|--------------|
| D Education | 7 300 000,00 | - 31 939,32 | 7 268 060,68 | 4 453 815,04 | 1 256 145,64 | 480 000,00 | 571 201,07 | 506 898,93 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 7 300 000,00 | - 31 939,32 | 7 268 060,68 | 4 453 815,04 | 1 256 145,64 | 480 000,00 | 571 201,07 | 506 898,93 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 20 000,00 | - 941,12 | 19 058,88 | 9 058,88 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 20 000,00 | - 941,12 | 19 058,88 | 9 058,88 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 380 000,00 | - 72 502,35 | 307 497,65 | 55 163,65 | 59 200,00 | 193 134,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 40 000,00 | - 636,35 | 39 363,65 | 29 363,65 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G3 - Energies renouvelables | 300 000,00 | - 71 866,00 | 228 134,00 | 0,00 | 35 000,00 | 193 134,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 40 000,00 | | 40 000,00 | 25 800,00 | 14 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 31 575 000,00 | - 4 425 000,00 | 27 150 000,00 | 787 730,48 | 16 285 000,00 | 4 100 000,00 | 3 082 852,00 | 60 000,00 | 0,00 | 2 834 417,52 |
| I1 - Routes | 31 375 000,00 | - 4 425 000,00 | 26 950 000,00 | 740 582,48 | 16 235 000,00 | 4 050 000,00 | 3 030 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 2 834 417,52 |
| I3 - Mobilités durables | 200 000,00 | | 200 000,00 | 47 148,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 52 852,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K Administration générale | 3 573 853,38 | - 73 596,02 | 3 500 257,36 | 87 641,76 | 806 006,56 | 1 793 329,78 | 698 500,00 | 114 779,26 | 0,00 | 0,00 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 542 853,38 | - 73 596,02 | 469 257,36 | 83 421,02 | 170 500,00 | 112 836,34 | 102 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 3 031 000,00 | | 3 031 000,00 | 4 220,74 | 635 506,56 | 1 680 493,44 | 596 000,00 | 114 779,26 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 42 848 853,38 | - 4 603 978,81 | 38 244 874,57 | 5 393 409,81 | 18 416 352,20 | 6 566 463,78 | 4 352 553,07 | 681 678,19 | 0,00 | 2 834 417,52 |

ANNEXE 6 – désindividualisation pour réduction des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement antérieures à 2023.

Programme B4 - Logement

Montant du programme actualisé 2014 : 1 070 439,47 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 070 439,47 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 668 911,29 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|--------------------------------|--|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | 1 070 439,47 € | 668 911,29 € | 401 528,18 € | 668 911,29 € | 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O002 | Réhabilit. logements particul. | | 1 070 439,47 | 668 911,29 | 401 528,18 | 668 911,29 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | 1 070 439,47 € | 668 911,29 € | 401 528,18 € | 668 911,29 € | 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 668 911,29
 Montant du programme voté 2014 au cours de la séance : 401 528,18

Montant du programme actualisé 2020 : 135 600,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 135 600,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 56 871,02 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|--|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | 50 000,00 € | 45 273,02 € | 4 726,98 € | 3 726,98 € | 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O002 | Réhabilit. logements particul. | | 50 000,00 | 45 273,02 | 4 726,98 | 3 726,98 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | 85 600,00 € | 11 598,00 € | 74 002,00 € | 73 002,00 € | 1 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O006 | PIG Précarité énergétique / Pacte territorial | | 85 600,00 | 11 598,00 | 74 002,00 | 73 002,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | 135 600,00 € | 56 871,02 € | 78 728,98 € | 78 728,98 € | 1 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 56 871,02
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 78 728,98

Montant du programme actualisé 2021 : 240 400,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 240 400,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 19 806,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|--|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B43 - Aides à la construction | | | | 126 400,00 € | 4 000,00 € | 122 400,00 € | 26 219,20 € | 69 620,80 € | 27 560,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B43 | LOGE-B403O005 | HLM | | 126 400,00 | 4 000,00 | 122 400,00 | 26 219,20 | 69 620,80 | 27 560,00 | 0,00 | 0,00 |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | 114 000,00 € | 15 806,00 € | 98 194,00 € | 89 794,00 € | 8 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O006 | PIG Précarité énergétique / Pacte territorial | | 114 000,00 | 15 806,00 | 98 194,00 | 89 794,00 | 8 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | 240 400,00 € | 19 806,00 € | 220 594,00 € | 116 013,20 € | 77 020,80 € | 27 560,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 19 806,00
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 220 594,00

Montant du programme actualisé 2022 : 1 156 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 156 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 218 300,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|--|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | | | | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B43 - Aides à la construction | | | | 756 000,00 € | 48 000,00 € | 708 000,00 € | 186 240,00 € | 234 400,00 € | 156 960,00 € | 130 400,00 € | 0,00 € |
| B43 | LOGE-B403O005 | HLM | | 756 000,00 | 48 000,00 | 708 000,00 | 186 240,00 | 234 400,00 | 156 960,00 | 130 400,00 | 0,00 |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | 400 000,00 € | 170 300,00 € | 229 700,00 € | 113 800,00 € | 64 900,00 € | 51 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O006 | PIG Précarité énergétique / Pacte territorial | | 400 000,00 | 170 300,00 | 229 700,00 | 113 800,00 | 64 900,00 | 51 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | 1 156 000,00 € | 218 300,00 € | 937 700,00 € | 300 040,00 € | 299 300,00 € | 207 960,00 € | 130 400,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 218 300,00
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 937 700,00

Programme C1 - Personnes âgées

Montant du programme actualisé 2021 : 50 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 50 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 20 000,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|------------------------------------------------------|--------------|------------------------|--|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| C14 - Aides à l'investissement - maisons de retraite | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 30 000,00 € | 0,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| C14 | PA-C1001O005 | Etablissements pour PA | | 50 000,00 | 20 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 30 000,00 € | 0,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 20 000,00
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 30 000,00

Programme E2 - Sites culturels

Montant du programme actualisé 2019 : 493 124,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 493 124,00 €
 Disponible à l'individualisation : €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 55 772,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|---------------------------------------|--------------|------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | | | | 493 124,00 € | 55 772,00 € | 437 352,00 € | 87 000,00 € | 43 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E21 | EQUU-E204O01 | Equipements culturels (avant 2020) | | 2019 | E204E03 | 204 | 493 124,00 € | 55 772,00 € | 437 352,00 € | 87 000,00 € | 43 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | | | | | | | 493 124,00 € | 55 772,00 € | 437 352,00 € | 87 000,00 € | 43 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 55 772,00 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance : 437 352,00 €

Montant du programme actualisé 2020 : 433 027,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 433 027,00 €
 Disponible à l'individualisation : €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 49 597,89 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|---------------------------------------|--------------|--------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | | | | 433 027,00 € | 49 597,89 € | 383 029,11 € | 320 240,11 € | 62 785,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E21 | CATH-E203O01 | Investissement des sites pôles | | 2020 | E203E21 | 204 | 433 027,00 € | 49 597,89 € | 383 029,11 € | 320 240,11 € | 62 785,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | | | | | | | 433 027,00 € | 49 597,89 € | 383 029,11 € | 320 240,11 € | 62 785,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 49 597,89 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 383 029,11 €

Montant du programme actualisé 2021 : 453 548,20 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 453 548,20 €
 Disponible à l'individualisation : €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 20 928,52 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|---------------------------------------|--------------|--------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | | | | 453 548,20 € | 20 928,52 € | 432 619,68 € | 358 130,54 € | 27 887,48 € | 46 601,26 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E21 | CATH-E203O01 | Investissement des sites pôles | | 2021 | E203E24 | 204 | 453 548,20 € | 20 928,52 € | 432 619,68 € | 358 130,54 € | 27 887,48 € | 46 601,26 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | | | | | | | 453 548,20 € | 20 928,52 € | 432 619,68 € | 358 130,54 € | 27 887,48 € | 46 601,26 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 20 928,52 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 432 619,68 €

Montant du programme actualisé 2022 : 712 654,17 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 712 654,17 €
 Disponible à l'individualisation : €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 617,66 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|---------------------------------------|--------------|--------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | | | | 712 654,17 € | 6 617,66 € | 706 036,51 € | 346 832,17 € | 141 809,33 € | 217 395,01 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E21 | CATH-E203O01 | Investissement des sites pôles | | 2022 | E203E32 | 204 | 712 654,17 € | 6 617,66 € | 706 036,51 € | 346 832,17 € | 141 809,33 € | 217 395,01 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | | | | | | | 712 654,17 € | 6 617,66 € | 706 036,51 € | 346 832,17 € | 141 809,33 € | 217 395,01 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 6 617,66 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 706 036,51 €

Programme F1 - Sports et activités de pleine nature

Montant du programme actualisé 2022 : 94 208,33 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 94 208,33 €
 Disponible à l'individualisation : €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 27 213,61 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|--------------|---------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action F12 - Sports de pleine nature | | | | | | | 94 208,33 € | 27 213,61 € | 66 994,72 € | 52 415,62 € | 4 482,39 € | 10 096,71 € | 0,00 € | 0,00 € |
| F12 | TDEN-F103O02 | Espaces sites itinéraires | | 2022 | F103E30 | 204 | 94 208,33 € | 27 213,61 € | 66 994,72 € | 52 415,62 € | 4 482,39 € | 10 096,71 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | | | | | | | 94 208,33 € | 27 213,61 € | 66 994,72 € | 52 415,62 € | 4 482,39 € | 10 096,71 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 27 213,61 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 66 994,72 €

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2018: 3 758 820,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes: 3 758 820,00 €
 Disponible à l'individualisation: - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance: 418 186,01 €

| Segment | Opération | Localité | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|--------------------|---------------------|-------------------|
| | | | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G13 Programme AEP Accroissement | | | | | | 3 758 820,00 € | 418 186,01 € | 3 340 633,99 € | 3 062 091,86 € | -101 182,55 € | 35 554,82 € | 164 716,87 € | 0,00 € |
| G13 | EALIA-G13CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2018 | G102E03 | 204 | 2 092 295,00 | 85 623,46 | 1 972 668,54 | 1 701 274,40 | 81 137,25 | 26 324,52 | 124 713,67 | 0,00 |
| G13 | EALIA-G13CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2018 | G102E04 | 204 | 1 661 324,00 | 200 561,55 | 1 370 772,45 | 1 350 737,45 | 20 045,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 3 758 820,00 € | 418 186,01 € | 3 340 633,99 € | 3 062 091,86 € | -101 182,55 € | 35 554,82 € | 164 716,87 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance: 418 186,01 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance: 3 340 633,99 €

Montant du programme voté 2019: 3 282 429,77 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes: 2 922 429,77 €
 Disponible à l'individualisation: - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance: 372 429,48 €

| Segment | Opération | Localité | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| | | | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G13 Programme AEP Accroissement | | | | | | 3 282 429,77 € | 3 282 429,77 € | 424 429,80 € | 184 439,82 € | 166 662,18 € | 88 226,20 € | 36 692,22 € | 0,00 € |
| G13 | EALIA-G13CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2019 | G102E03 | 204 | 421 305,73 | 5 669,90 | 424 439,83 | 184 439,82 | 166 662,15 | 38 225,00 | 35 982,68 | 0,00 |
| Total action G13 Programme de prévention des inondations | | | | | | 1 861 111,04 € | 289 639,66 € | 1 688 672,49 € | 1 640 297,81 € | 46 274,27 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G13 | HYDR-G13CO13 | GEMAPI Aude | 2019 | G102E18 | 204 | 1 861 111,04 | 289 639,66 | 1 688 672,49 | 1 640 297,81 | 46 274,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 3 282 429,77 € | 3 282 429,77 € | 4 240 121,91 € | 3 684 737,63 € | 212 936,45 € | 88 226,20 € | 36 692,22 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance: 372 429,48 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance: 2 910 000,29 €

Montant du programme voté 2020: 6 428 889,62 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes: 6 428 889,62 €
 Disponible à l'individualisation: - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance: 840 578,63 €

| Segment | Opération | Localité | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G12 Programme AEP Accroissement | | | | | | 3 182 928,98 € | 340 938,23 € | 2 841 990,75 € | 2 588 866,83 € | 289 686,17 € | -176 789,80 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G12 | EALIA-G12CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2020 | G101E09 | 204 | 1 960 372,84 | 282 194,22 | 1 678 178,61 | 1 237 054,61 | 264 333,40 | -176 789,80 | 0,00 | 0,00 |
| G12 | EALIA-G12CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2020 | G101E10 | 204 | 1 222 456,14 | 59 744,01 | 1 162 712,13 | 1 125 461,22 | 34 252,77 | 0,00 | 0,00 | |
| Total action G13 Programme de prévention des inondations | | | | | | 2 245 273,12 € | 489 442,34 € | 1 740 828,23 € | 1 880 163,00 € | 76 686,29 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G13 | HYDR-G13CO13 | GEMAPI Aude | 2020 | G102E18 | 204 | 2 245 273,12 | 489 442,34 | 1 740 828,23 | 1 880 163,00 | 76 686,29 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | 5 428 098,52 € | 840 578,63 € | 4 682 790,99 € | 4 469 029,83 € | 366 372,46 € | -176 789,80 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance: 840 578,63 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance: 4 699 759,89 €

Montant du programme voté 2021: 5 647 871,62 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes: 5 647 871,62 €
 Disponible à l'individualisation: - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance: 366 771,66 €

| Segment | Opération | Localité | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| | | | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | | |
| Total action G12 Programme AEP Accroissement | | | | | | 2 788 382,11 € | 189 428,89 € | 2 698 953,22 € | 2 888 122,75 € | 374 787,98 € | 807 199,77 € | 321 842,07 € | 328 302,60 € | 348 243,89 € | 86 187,48 € |
| G12 | EALIA-G12CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2021 | G101E11 | 204 | 1 578 791,36 | 55 385,28 | 1 522 406,08 | 487 016,37 | 162 897,58 | 306 000,00 | 181 380,33 | 102 000,00 | 246 243,89 | 86 187,48 |
| G12 | EALIA-G12CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2021 | G101E12 | 204 | 1 210 590,75 | 133 043,61 | 1 086 345,84 | 242 111,78 | 211 160,00 | 322 189,77 | 170 281,69 | 130 302,60 | 0,00 | 0,00 |
| Total action G13 Programme de prévention des inondations | | | | | | 2 048 839,61 € | 178 341,86 € | 1 870 247,65 € | 1 739 858,22 € | 342 388,23 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G13 | HYDR-G13CO13 | GEMAPI Aude | 2021 | G102E22 | 204 | 2 048 839,61 | 178 341,86 | 1 870 247,65 | 1 739 858,22 | 342 388,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | 5 647 871,62 € | 366 771,66 € | 4 682 100,07 € | 4 240 987,97 € | 717 386,29 € | 807 199,77 € | 321 842,07 € | 328 302,60 € | 348 243,89 € | 86 187,48 € |

Montant désindividualisé après la présente séance: 366 771,66 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance: 4 682 100,07 €

Montant du programme voté 2022: 5 273 470,64 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes: 5 273 470,64 €
 Disponible à l'individualisation: - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance: 617 880,62 €

| Segment | Opération | Localité | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|---------------|
| | | | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | | |
| Total action G10 Programme AEP Accroissement | | | | | | 3 580 404,00 € | 329 830,30 € | 3 250 573,70 € | 4 481 212,84 € | 418 841,17 € | 546 288,79 € | 422 109,00 € | 123 524,68 € | 25 188,74 € | 0,00 € |
| G10 | EALIA-G10CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2022 | G101E16 | 204 | 1 691 988,00 | 285 288,27 | 1 396 699,73 | 475 878,43 | 196 206,22 | 237 000,00 | 322 589,48 | 128 524,88 | 25 188,74 | 0,00 |
| G10 | EALIA-G10CO02 | Subventions versées AEP et ASBT | 2022 | G101E17 | 204 | 1 798 416,00 | 44 241,23 | 1 754 174,77 | 1 005 229,61 | 219 534,62 | 309 689,76 | 215 112,55 | 0,00 | 0,00 | |
| Total action G13 Programme de prévention des inondations | | | | | | 1 820 889,64 € | 188 182,72 € | 1 632 706,92 € | 1 239 423,88 € | 418 610,28 € | 38 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G13 | HYDR-G13CO13 | GEMAPI Aude | 2022 | G102E24 | 204 | 1 820 889,64 | 188 182,72 | 1 632 706,92 | 1 239 423,88 | 418 610,28 | 38 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | 5 273 470,64 € | 617 880,62 € | 4 766 907,02 € | 5 720 636,72 € | 837 451,45 € | 622 288,79 € | 422 109,00 € | 123 524,68 € | 25 188,74 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance: 617 880,62 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance: 4 766 907,02 €

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme voté 2021: 187 776,26 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes: 167 776,26 €
 Disponible à l'individualisation: - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance: 22 572,25 €

| Segment | Opération | Localité | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------|
| | | | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | |
| Total action G22 Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS) | | | | | | 187 776,26 € | 22 572,25 € | 165 204,01 € | 147 019,33 € | 15 230,08 € | 2 891,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G22 | TDEN-G203CO07 | Stratégie dép. biodiversité | 2021 | G203E30 | 204 | 187 776,26 | 22 572,25 | 165 204,01 | 147 019,33 | 15 230,08 | 2 891,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | 187 776,26 € | 22 572,25 € | 165 204,01 € | 147 019,33 € | 15 230,08 € | 2 891,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance: 22 572,25 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance: 165 204,01 €

Programme H1 - Infrastructures d'intérêt départemental

Montant du programme voté 2021 : 666 666,60 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 666 666,60 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 293 720,30 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|-----------------------------|---------------|-----------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquide au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H14 LGV | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 666 666,60 € | 293 720,30 € | 372 946,30 € | 294 866,30 € | 28 080,00 € | 50 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H14 | STRU-H1010006 | LGV | | 2021 | H101E19 | 204 | 666 666,60 | 293 720,30 | 372 946,30 | 294 866,30 | 28 080,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 666 666,60 € | 293 720,30 € | 372 946,30 € | 294 866,30 € | 28 080,00 € | 50 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 293 720,30 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 372 946,30 €

Montant du programme voté 2022 : 486 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 486 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 18 740,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|-----------------------------|---------------|-----------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquide au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H14 LGV | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 486 000,00 € | 18 740,00 € | 467 260,00 € | 388 800,00 € | 78 460,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H14 | STRU-H1010006 | LGV | | 2022 | H101E25 | 204 | 486 000,00 | 18 740,00 | 467 260,00 | 388 800,00 | 78 460,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 486 000,00 € | 18 740,00 € | 467 260,00 € | 388 800,00 € | 78 460,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 18 740,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 467 260,00 €

Programme H2 - Accompagnement territoires

Montant du programme voté 2018 : 3 030 222,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 3 030 222,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 280 800,00 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | 3 030 222,00 € | 280 800,00 € | 3 030 822,00 € | 2 883 840,00 € | 281 432,00 € | 74 360,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H22 | EQUH-H2030003 | Bâtiments publics | 2018 | H203E09 | 204 | 2 150 010,00 | 224 964,00 | 1 925 046,00 | 1 600 696,00 | 250 000,00 | 74 360,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030002 | Cœurs de village | 2018 | H203E05 | 204 | 1 182 212,00 | 88 836,00 | 1 114 576,00 | 1 083 144,00 | 31 432,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 3 030 222,00 € | 280 800,00 € | 3 030 822,00 € | 2 883 840,00 € | 281 432,00 € | 74 360,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 280 800,00 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance : 3 030 822,00 €

Montant du programme voté 2019 : 1 561 089,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 561 089,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 28 800,70 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | 1 561 089,00 € | 28 800,70 € | 1 524 188,30 € | 1 037 275,18 € | 167 236,00 € | 77 389,14 € | 62 287,00 € | 0,00 € |
| H22 | EQUH-H2030002 | Cœurs de village | 2019 | H203E11 | 204 | 428 547,00 | 24 687,70 | 400 879,30 | 386 254,16 | 7 236,00 | 7 389,14 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030003 | Bâtiments publics | 2019 | H203E15 | 204 | 925 542,00 | 2 236,00 | 923 306,00 | 651 019,00 | 150 000,00 | 70 000,00 | 52 287,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 1 561 089,00 € | 28 800,70 € | 1 524 188,30 € | 1 037 275,18 € | 167 236,00 € | 77 389,14 € | 62 287,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 28 800,70 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance : 1 524 188,30 €

Montant du programme voté 2020 : 10 786 748,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 10 786 748,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 820 228,26 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|----------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | 10 786 748,00 € | 820 228,26 € | 10 176 621,76 € | 8 613 406,01 € | 608 488,67 € | 271 808,84 € | 282 086,38 € | 0,00 € |
| H22 | EQUH-H2030002 | Cœurs de village | 2020 | H203E21 | 204 | 2 777 149,00 | 241 350,82 | 2 535 798,18 | 2 484 348,34 | 50 000,00 | 1 449,84 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030003 | Bâtiments publics | 2020 | H203E25 | 204 | 3 006 986,00 | 114 341,10 | 2 892 644,90 | 2 510 667,00 | 256 266,57 | 25 396,00 | 100 315,33 | 0,00 |
| | EQUH-H2030008 | Equipements culturels | 2020 | H203E27 | 204 | 1 458 764,00 | 86 108,00 | 1 442 656,00 | 1 092 599,00 | 13 129,00 | 27 883,00 | 72 024,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030008 | Equipements sportifs | 2020 | H203E28 | 204 | 743 319,00 | 78 946,00 | 664 373,00 | 644 272,00 | 20 101,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H20300010 | Projets structurels du territoire | 2020 | H203E28 | 204 | 755 089,00 | 2 351,00 | 752 738,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 150 000,00 | 80 000,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030011 | Voies | 2020 | H203E30 | 204 | 1 871 748,00 | 125 604,33 | 1 746 143,67 | 1 580 309,67 | 60 000,00 | 80 000,00 | 55 834,00 | 0,00 |
| H28 | EQUH-H2030014 | Chaire renouvelable | 2020 | H203E33 | 204 | 142 724,00 | 1 516,00 | 141 208,00 | 101 209,00 | 9 000,00 | 17 078,00 | 13 922,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 10 786 748,00 € | 820 228,26 € | 10 176 621,76 € | 8 613 406,01 € | 608 488,67 € | 271 808,84 € | 282 086,38 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 820 228,26 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 10 176 621,76 €

Montant du programme voté 2021 : 11 108 480,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 11 108 480,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 204 620,23 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | 10 008 480,00 € | 788 609,01 € | 9 233 899,99 € | 7 636 680,06 € | 800 331,64 € | 443 331,88 € | 104 327,62 € | 188 906,87 € |
| H22 | EQUH-H2030001 | Equipements scolaires | 2021 | H203E34 | 204 | 1 078 696,00 | 59 964,00 | 1 019 132,00 | 790 697,00 | 200 000,00 | 28 438,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030002 | Cœurs de village | 2021 | H203E35 | 204 | 3 068 146,00 | 176 896,17 | 2 891 309,83 | 2 278 252,90 | 347 912,75 | 120 000,00 | 14 919,52 | 130 224,66 |
| | EQUH-H2030003 | Bâtiments publics | 2021 | H203E36 | 204 | 2 511 150,00 | 107 156,13 | 2 403 993,87 | 1 754 555,87 | 285 418,79 | 215 000,00 | 89 408,00 | 59 551,21 |
| | EQUH-H2030005 | Equipements touristiques | 2021 | H203E38 | 204 | 245 300,00 | 68 702,65 | 176 597,35 | 117 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030008 | Equipements sportifs | 2021 | H203E41 | 204 | 1 489 382,00 | 287 951,00 | 1 211 431,00 | 1 132 023,00 | 20 000,00 | 59 408,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030011 | Voies | 2021 | H203E43 | 204 | 1 636 819,00 | 102 296,06 | 1 534 522,94 | 1 463 034,23 | 50 000,00 | 20 488,66 | 0,00 | 0,00 |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | 11 100 000,00 € | 436 017,22 € | 884 982,78 € | 160 938,78 € | 284 348,00 € | 260 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H28 | ATER-H2010009 | Aide à l'investissement scolaire | 2021 | H201E14 | 204 | 1 100 000,00 | 436 017,22 | 664 982,78 | 190 636,78 | 264 348,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 11 108 480,00 € | 1 204 620,23 € | 8 908 989,77 € | 7 888 228,83 € | 1 084 679,64 € | 713 331,88 € | 104 327,62 € | 188 906,87 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 1 204 620,23 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 8 908 989,77 €

Montant du programme voté 2022 : 7 880 121,88 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 880 121,88 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 338 088,91 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|--------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | 7 880 121,88 € | 338 088,91 € | 7 626 021,77 € | 4 722 088,45 € | 1 104 660,18 € | 1 001 682,87 € | 680 284,78 € | 180 926,89 € |
| H22 | EQUH-H2030001 | Equipements scolaires | 2022 | H203E77 | 204 | 1 075 528,00 | 25 045,33 | 1 050 482,67 | 599 373,00 | 289 696,32 | 122 611,93 | 79 201,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030002 | Cœurs de village | 2022 | H203E78 | 204 | 2 112 579,00 | 46 410,78 | 2 066 168,22 | 1 938 588,76 | 480 000,00 | 104 175,93 | 102 175,50 | 44 225,03 |
| | EQUH-H2030003 | Bâtiments publics | 2022 | H203E79 | 204 | 2 775 088,00 | 113 467,00 | 2 661 621,00 | 1 408 368,00 | 223 962,00 | 580 000,00 | 250 046,00 | 136 038,00 |
| | EQUH-H2030005 | Equipements touristiques | 2022 | H203E72 | 204 | 28 516,00 | 13 841,00 | 14 675,00 | 6 628,00 | 6 559,31 | 3 489,09 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030008 | Equipements culturels | 2022 | H203E68 | 204 | 128 520,00 | 23 344,00 | 105 176,00 | 68 827,00 | 10 000,00 | 20 037,00 | 6 312,00 | 0,00 |
| | EQUH-H2030011 | Voies | 2022 | H203E71 | 204 | 1 488 827,00 | 38 654,55 | 1 447 172,45 | 1 100 944,30 | 74 344,43 | 159 284,96 | 112 557,28 | 31,48 |
| | EQUH-H2030012 | Interpépères | 2022 | H203E87 | 204 | 356 661,68 | 77 337,25 | 279 324,43 | 247 370,39 | 20 000,00 | 11 964,04 | 0,00 | 31,48 |
| Total | | | | | | 7 880 121,88 € | 338 088,91 € | 7 626 021,77 € | 4 722 088,45 € | 1 104 660,18 € | 1 001 682,87 € | 680 284,78 € | 180 926,89 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 338 088,91 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 7 626 021,77 €

Programme HS - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2020 : 2 041 409,57 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 041 409,57 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 111 854,86 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action HS3 Programme hydro-agricole | | | | | | | 2 041 409,57 € | 111 854,86 € | 1 929 554,71 € | 1 898 131,05 € | 31 423,66 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HS3 | HYDA-H503O003 | Irrigation collective | | 2020 | H503E12 | 204 | 2 041 409,57 | 111 854,86 | 1 929 554,71 | 1 898 131,05 | 31 423,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 2 041 409,57 € | 111 854,86 € | 1 929 554,71 € | 1 898 131,05 € | 31 423,66 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 111 854,86 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 1 929 554,71 €

Montant du programme voté 2021 : 758 581,65 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 758 581,65 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 27 328,47 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action HS3 Programme hydro-agricole | | | | | | | 758 581,65 € | 27 328,47 € | 731 253,18 € | 445 024,25 € | 286 228,93 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HS3 | HYDA-H503O003 | Irrigation collective | | 2021 | H503E14 | 204 | 758 581,65 | 27 328,47 | 731 253,18 | 445 024,25 | 286 228,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 758 581,65 € | 27 328,47 € | 731 253,18 € | 445 024,25 € | 286 228,93 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 27 328,47 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 731 253,18 €

Montant du programme voté 2022 : 44 796,80 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 44 796,80 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 8 595,98 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action HS3 Programme hydro-agricole | | | | | | | 44 796,80 € | 8 595,98 € | 36 200,82 € | 12 632,82 € | 22 398,00 € | 1 170,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HS3 | HYDA-H503O003 | Irrigation collective | | 2022 | H503E16 | 204 | 44 796,80 | 8 595,98 | 36 200,82 | 12 632,82 | 22 398,00 | 1 170,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 44 796,80 € | 8 595,98 € | 36 200,82 € | 12 632,82 € | 22 398,00 € | 1 170,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 8 595,98 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 36 200,82 €

Programme H6 - Inondations

Montant du programme voté 2018 : 10 979 493,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 10 979 493,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 707 855,01 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|--------------|--------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H61 Inondations octobre 2018 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 10 979 493,00 € | 707 855,01 € | 10 271 637,99 € | 8 688 453,21 € | 242 000,00 € | 79 468,49 € | 608 232,03 € | 653 484,26 € |
| H61 | INON-H610001 | Inondations oct 2018 - Voire | | 2018 | H601E01 | 204 | 9 500 000,00 | 171 672,01 | 9 328 327,99 | 8 393 375,24 | 202 000,00 | 29 468,49 | 90 000,00 | 653 454,26 |
| | INON-H610003 | Inondations oct 2018 -AEP Assi | | 2018 | H601E01 | 204 | 1 479 493,00 | 936 183,00 | 943 310,00 | 295 077,97 | 40 000,00 | 50 000,00 | 590 232,03 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 10 979 493,00 € | 707 855,01 € | 10 271 637,99 € | 8 688 453,21 € | 242 000,00 € | 79 468,49 € | 608 232,03 € | 653 484,26 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 707 855,01 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance : 10 271 637,99 €

Montant du programme voté 2019 : 3 000 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 3 000 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 113 721,07 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|--------------|------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H61 Inondations octobre 2018 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 3 000 000,00 € | 1 113 721,07 € | 1 886 278,93 € | 623 980,49 € | 248 000,00 € | 430 483,86 € | 212 903,14 € | 370 911,44 € |
| H61 | INON-H610001 | Inondations oct 2018 - Voire | | 2019 | H601E10 | 204 | 3 000 000,00 | 1 113 721,07 | 1 886 278,93 | 623 980,49 | 248 000,00 | 430 483,86 | 212 903,14 | 370 911,44 |
| Total | | | | | | | 3 000 000,00 € | 1 113 721,07 € | 1 886 278,93 € | 623 980,49 € | 248 000,00 € | 430 483,86 € | 212 903,14 € | 370 911,44 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 1 113 721,07 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance : 1 886 278,93 €

Montant du programme voté 2020 : 2 276 588,30 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 276 588,30 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 260 853,51 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|--------------|------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|--------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H62 Inondations octobre 2019 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 328 729,00 € | 14 504,00 € | 314 225,00 € | 299 575,00 € | 14 652,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H62 | INON-H610005 | Inondations oct 2019 - Voire | | 2020 | H601E05 | 204 | 328 729,00 | 14 504,00 | 314 225,00 | 299 575,00 | 14 652,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total action H63 Inondations janvier 2020 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 1 947 859,30 € | 246 339,51 € | 1 701 469,79 € | 1 409 080,69 € | 160 310,67 € | 100 000,00 € | 32 078,44 € | 0,00 € |
| H63 | INON-H610006 | Inondations janv. 2020 Voire | | 2020 | H601E06 | 204 | 1 947 859,30 | 246 339,51 | 1 701 469,79 | 1 409 080,69 | 160 310,67 | 100 000,00 | 32 078,44 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 2 276 588,30 € | 260 853,51 € | 2 015 694,79 € | 1 708 655,69 € | 174 962,67 € | 100 000,00 € | 32 078,44 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 260 853,51 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 2 015 694,79 €

Programme H1 - Routes

Montant du programme voté 2018 : 2 177 343,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 177 343,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 296 782,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------|---------------|--------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H16 Subventions d'investissement | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 2 177 343,00 € | 296 782,00 € | 1 880 561,00 € | 1 850 561,00 € | 7 535,31 € | 22 464,69 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H16 | EQRO-H1020003 | Voire (avant 2020) | | 2018 | H102E05 | 204 | 2 177 343,00 | 296 782,00 | 1 880 561,00 | 1 850 561,00 | 7 535,31 | 22 464,69 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 2 177 343,00 € | 296 782,00 € | 1 880 561,00 € | 1 850 561,00 € | 7 535,31 € | 22 464,69 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 296 782,00 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance : 1 880 561,00 €

Programme L3 - Budget participatif

Montant du programme voté 2022 : 1 500 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 500 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 75 000,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------|---------------|---------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action L31 Actions du budget participatif | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 1 500 000,00 € | 75 000,00 € | 1 425 000,00 € | 1 163 491,89 € | 150 000,00 € | 111 508,11 € | 0,00 € | 0,00 € |
| L31 | BPAR-L3010001 | Budget participatif | | 2022 | L301E03 | 204 | 1 500 000,00 | 75 000,00 | 1 425 000,00 | 1 163 491,89 | 150 000,00 | 111 508,11 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 1 500 000,00 € | 75 000,00 € | 1 425 000,00 € | 1 163 491,89 € | 150 000,00 € | 111 508,11 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 75 000,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 1 425 000,00 €

ANNEXE 7 – AP antérieures à 2023 impactées par les réductions concernant les subventions d'équipement

| | AP ant 2018 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| B Action sociale et insertion | 1 070 439,47 | 668 911,29 | 401 528,18 | 400 528,18 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 1 070 439,47 | 668 911,29 | 401 528,18 | 400 528,18 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Env. et prév. des risques | 16 977 406,19 | 0,00 | 16 977 406,19 | 7 193 679,91 | 610 173,03 | 607 712,15 | 604 000,00 | 601 000,00 | 598 000,00 | 6 762 841,10 |
| G4 - Sécurité civile | 16 977 406,19 | 0,00 | 16 977 406,19 | 7 193 679,91 | 610 173,03 | 607 712,15 | 604 000,00 | 601 000,00 | 598 000,00 | 6 762 841,10 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 33 611 460,72 | 0,00 | 33 611 460,72 | 19 906 132,36 | 2 359 536,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,36 |
| H1 - Infrastruct. d'intérêt dép. | 30 031 200,00 | 0,00 | 30 031 200,00 | 16 416 249,64 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,36 |
| H5 - Agriculture et pêche | 3 580 260,72 | 0,00 | 3 580 260,72 | 3 489 882,72 | 90 378,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 51 659 306,38 | 668 911,29 | 50 990 395,09 | 27 500 340,45 | 2 970 309,43 | 2 877 270,55 | 2 873 158,40 | 2 870 158,40 | 2 867 158,40 | 9 031 999,46 |

| | AP 2018 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| B Action sociale et insertion | 448 000,00 | 0,00 | 448 000,00 | 284 000,00 | 105 600,00 | 10 400,00 | 24 000,00 | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 448 000,00 | 0,00 | 448 000,00 | 284 000,00 | 105 600,00 | 10 400,00 | 24 000,00 | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 6 609 623,00 | 416 185,01 | 6 193 437,99 | 4 268 729,62 | 290 315,57 | 227 043,21 | 347 716,67 | 195 000,00 | 197 000,00 | 667 630,92 |
| G1 - Eau | 3 789 623,00 | 416 185,01 | 3 343 437,99 | 3 052 001,85 | 101 182,55 | 36 534,92 | 154 716,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 2 850 000,00 | 0,00 | 2 850 000,00 | 1 216 727,77 | 189 133,02 | 191 508,29 | 193 000,00 | 195 000,00 | 197 000,00 | 667 630,92 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 15 812 715,00 | 1 091 455,01 | 14 811 259,99 | 12 366 882,27 | 563 432,00 | 153 818,49 | 608 232,03 | 653 484,26 | 0,00 | 465 410,94 |
| H2 - Accompagnement territoires | 3 333 222,00 | 293 600,00 | 3 039 622,00 | 2 883 840,00 | 281 432,00 | 74 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Inondations | 12 479 493,00 | 797 855,01 | 11 771 637,99 | 9 483 042,27 | 282 000,00 | 79 458,49 | 608 232,03 | 653 484,26 | 0,00 | 465 410,94 |
| I Réseau routier et mobilité | 2 398 722,00 | 296 782,00 | 2 101 940,00 | 2 039 065,19 | 12 535,48 | 42 464,69 | 7 874,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I1 - Routes | 2 398 722,00 | 296 782,00 | 2 101 940,00 | 2 039 065,19 | 12 535,48 | 42 464,69 | 7 874,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 25 269 060,00 | 1 714 422,02 | 23 106 637,98 | 18 674 677,08 | 866 283,05 | 423 326,39 | 963 825,34 | 848 484,26 | 197 000,00 | 1 133 041,96 |

| | AP 2019 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------|------------------|
| B Action sociale et insertion | 134 150,00 | 0,00 | 134 150,00 | 130 948,00 | 3 091,00 | 111,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 134 150,00 | 0,00 | 134 150,00 | 130 948,00 | 3 091,00 | 111,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 288 000,00 | 0,00 | 288 000,00 | 248 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 Personnes âgées | 288 000,00 | 0,00 | 288 000,00 | 248 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 493 124,00 | 55 772,00 | 437 352,00 | 306 638,00 | 87 000,00 | 43 714,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 493 124,00 | 55 772,00 | 437 352,00 | 306 638,00 | 87 000,00 | 43 714,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 520 000,00 | 0,00 | 520 000,00 | 401 424,20 | 107 035,00 | 11 540,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 Sports&activ. pleine nature | 520 000,00 | 0,00 | 520 000,00 | 401 424,20 | 107 035,00 | 11 540,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 4 624 921,28 | 272 408,46 | 4 352 512,82 | 3 308 516,55 | 353 666,03 | 307 530,22 | 252 528,35 | 130 371,67 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 4 624 921,28 | 272 408,46 | 4 352 512,82 | 3 308 516,55 | 353 666,03 | 307 530,22 | 252 528,35 | 130 371,67 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 6 817 472,31 | 1 140 624,77 | 5 676 847,54 | 3 734 674,48 | 504 326,03 | 713 630,05 | 265 190,14 | 370 911,44 | 0,00 | 88 118,40 |
| H2 - Accompagnement territoires | 1 351 069,00 | 26 903,70 | 1 324 165,30 | 1 037 273,16 | 157 236,00 | 77 389,14 | 52 287,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 1 980 000,00 | 0,00 | 1 980 000,00 | 1 752 890,48 | 37 489,03 | 169 620,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Inondations | 3 506 383,31 | 1 113 721,07 | 2 392 662,24 | 944 507,84 | 309 601,00 | 468 620,42 | 212 903,14 | 370 911,44 | 0,00 | 88 118,40 |
| Total général | 12 877 667,59 | 1 468 805,23 | 11 408 862,36 | 8 130 198,23 | 1 095 018,06 | 1 076 526,07 | 517 718,49 | 501 283,11 | 0,00 | 88 118,40 |

| | AP 2020 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------|-----------------|
| B Action sociale et insertion | 787 600,00 | 56 871,02 | 730 728,98 | 642 554,98 | 36 800,00 | 51 374,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 787 600,00 | 56 871,02 | 730 728,98 | 642 554,98 | 36 800,00 | 51 374,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 433 027,00 | 49 997,89 | 383 029,11 | 320 240,11 | 62 789,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 433 027,00 | 49 997,89 | 383 029,11 | 320 240,11 | 62 789,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Env. et prév. des risques | 5 426 099,52 | 840 378,63 | 4 585 720,89 | 4 034 718,83 | 374 251,46 | 176 750,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 5 426 099,52 | 840 378,63 | 4 585 720,89 | 4 034 718,83 | 374 251,46 | 176 750,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 15 621 226,54 | 992 974,62 | 14 628 251,92 | 12 805 690,12 | 749 883,90 | 330 657,84 | 453 878,77 | 287 021,00 | 0,00 | 1 120,29 |
| H2 - Accompagnement territoires | 10 997 520,00 | 620 226,25 | 10 347 293,75 | 8 864 317,01 | 543 497,57 | 230 667,84 | 421 800,33 | 287 021,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 2 041 409,57 | 111 854,86 | 1 929 554,71 | 1 898 131,05 | 31 423,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Inondations | 2 612 296,67 | 260 893,51 | 2 351 403,16 | 2 043 242,06 | 174 962,67 | 100 000,00 | 32 078,44 | 0,00 | 0,00 | 1 120,29 |
| Total général | 22 267 953,06 | 1 840 222,16 | 20 327 730,90 | 17 803 204,04 | 1 223 724,36 | 558 782,44 | 453 878,77 | 287 021,00 | 0,00 | 1 120,29 |

| | AP 2021 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| B Action sociale et insertion | 650 000,00 | 19 806,00 | 630 194,00 | 334 533,20 | 154 660,80 | 89 000,00 | 52 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 650 000,00 | 19 806,00 | 630 194,00 | 334 533,20 | 154 660,80 | 89 000,00 | 52 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 118 058,00 | 20 000,00 | 98 058,00 | 88 058,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 - Personnes âgées | 118 058,00 | 20 000,00 | 98 058,00 | 88 058,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 683 548,20 | 20 928,52 | 662 619,68 | 538 470,94 | 27 887,48 | 96 261,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 683 548,20 | 20 928,52 | 662 619,68 | 538 470,94 | 27 887,48 | 96 261,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 5 235 747,88 | 388 343,90 | 4 847 404,08 | 2 577 087,90 | 732 359,37 | 640 080,77 | 321 642,07 | 233 802,60 | 246 243,89 | 96 187,48 |
| G1 - Eau | 5 047 971,62 | 366 771,66 | 4 682 200,07 | 2 430 067,97 | 717 066,29 | 637 189,77 | 321 642,07 | 233 802,60 | 246 243,89 | 96 187,48 |
| G2 - Espaces naturels | 187 776,26 | 22 572,25 | 165 204,01 | 147 019,93 | 15 293,08 | 2 891,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement, attractivité du terr. | 16 188 969,48 | 1 525 572,00 | 14 663 397,48 | 9 945 101,50 | 2 053 641,38 | 1 139 469,03 | 429 824,22 | 526 577,69 | 284 361,70 | 284 361,96 |
| H1 - Infrastruct. d'intérêt dép. | 3 225 921,83 | 293 720,30 | 2 932 201,53 | 1 147 951,07 | 312 441,70 | 334 361,70 | 284 361,70 | 284 361,70 | 284 361,70 | 284 361,96 |
| H2 - Accompagnement territoires | 12 204 408,00 | 1 204 523,23 | 10 999 882,77 | 8 352 128,18 | 1 454 870,75 | 805 107,33 | 145 462,52 | 242 215,99 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Agriculture et pêche | 758 581,65 | 27 328,47 | 731 253,18 | 446 024,25 | 286 228,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 22 876 263,56 | 1 974 650,32 | 20 901 613,24 | 13 463 251,54 | 2 988 345,03 | 1 974 811,06 | 803 466,29 | 760 380,29 | 530 605,59 | 380 549,44 |

| | AP 2022 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------|
| B Action sociale et insertion | 1 221 000,00 | 218 300,00 | 1 002 700,00 | 340 378,00 | 301 694,00 | 230 228,00 | 130 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 1 221 000,00 | 218 300,00 | 1 002 700,00 | 340 378,00 | 301 694,00 | 230 228,00 | 130 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 402 315,25 | 0,00 | 402 315,25 | 52 315,25 | 80 000,00 | 135 000,00 | 135 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 - Personnes âgées | 402 315,25 | 0,00 | 402 315,25 | 52 315,25 | 80 000,00 | 135 000,00 | 135 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 1 007 654,17 | 6 617,66 | 1 001 036,51 | 451 819,21 | 141 809,33 | 272 735,01 | 134 672,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 1 007 654,17 | 6 617,66 | 1 001 036,51 | 451 819,21 | 141 809,33 | 272 735,01 | 134 672,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 240 003,37 | 27 213,61 | 212 789,76 | 148 021,30 | 44 482,39 | 20 286,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 240 003,37 | 27 213,61 | 212 789,76 | 148 021,30 | 44 482,39 | 20 286,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 5 572 395,23 | 517 663,52 | 5 054 731,71 | 2 931 508,94 | 887 611,10 | 658 782,34 | 423 106,03 | 128 524,56 | 25 198,74 | 0,00 |
| G1 - Eau | 5 302 728,35 | 517 663,52 | 4 785 064,83 | 2 734 912,19 | 834 451,43 | 636 871,88 | 423 106,03 | 128 624,56 | 25 198,74 | 0,00 |
| G2 - Espaces naturels | 269 666,88 | 0,00 | 269 666,88 | 196 596,75 | 53 159,67 | 19 910,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 22 419 718,48 | 365 435,89 | 22 054 282,59 | 9 588 206,46 | 3 206 581,16 | 2 900 711,87 | 3 379 445,78 | 2 953 130,32 | 26 207,00 | 0,00 |
| H1 - Infrastructures d'intérêt départemental | 13 020 800,00 | 18 740,00 | 13 002 060,00 | 3 889 940,00 | 1 931 920,00 | 1 800 000,00 | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| H2 - Accompagnement des territoires | 9 354 321,68 | 338 099,91 | 9 016 221,77 | 5 705 833,54 | 1 282 263,16 | 1 069 541,87 | 679 445,78 | 253 130,32 | 26 207,00 | 0,00 |
| H6 - Agriculture et pêche | 44 796,80 | 6 595,98 | 38 200,82 | 12 632,82 | 22 398,00 | 1 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 1 500 000,00 | 75 000,00 | 1 425 000,00 | 1 163 491,89 | 150 000,00 | 111 508,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L3 - Budget participatif | 1 500 000,00 | 75 000,00 | 1 425 000,00 | 1 163 491,89 | 150 000,00 | 111 508,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 32 363 086,50 | 1 210 230,68 | 31 152 855,82 | 14 675 741,05 | 4 812 177,88 | 4 329 251,40 | 4 202 624,77 | 3 081 654,88 | 51 405,74 | 0,00 |

Pour rappel, les AP individualisées en 2023 et 2024 s'élèvent respectivement à 20 381 607,52 € et 22 489 973,85 € et ne sont pas réduites à ce stade.

| Votants | Pour | Contre | |
|----------------------------------|------|--------|---|
| 36 | 36 | 0 | |
| Abstentions | | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-017

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 - autorisations d'engagement et de programme du budget principal

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 20 mars 2025 fixant les orientations budgétaires permettant d'élaborer le budget primitif 2025,

CONSIDERANT que le budget des autorisations de programme a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- voter une autorisation d'engagement de dépenses imprévues en section de fonctionnement de 11 M €,
- voter les autorisations de programme 2025 avec leurs échéanciers prévisionnels (annexe 1 à 2) pour un montant de 51 M€ dont 30,30 M€ pour les équipements départementaux et 20,7 M€ pour les subventions d'équipement,
- procéder à l'individualisation des AP relatives aux équipements départementaux à hauteur de 30,30 €, telles que présentées en annexe 3,
- procéder à la désindividualisation pour réduction des AP antérieures à 2025 relatives aux équipements départementaux en annexe 4 pour 12,97 M€ et arrêter leur montant à 189,22 M€ en annexe 5,
- procéder à la désindividualisation pour réduction des AP antérieures à 2023 relatives aux subventions d'équipement en annexe 6 pour 8,98 M€ et arrêter leur montant à 201,17 M€ en annexe 7.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

ANNEXE 1 – Budget primitif 2025 – Echancier prévisionnel des autorisations de programme relatives aux équipements départementaux

| AP 2025 Maîtrise d'ouvrage | AP 2025 | BP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|-------------------|-------------|---------------------|
| D Education | 3 950 000,00 | 2 093 366,65 | 1 056 633,35 | 550 000,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 3 950 000,00 | 2 093 366,65 | 1 056 633,35 | 550 000,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 28 000,00 | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E3 - Archives | 8 000,00 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 Sites culturels | 20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 30 000,00 | 15 800,00 | 14 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 30 000,00 | 15 800,00 | 14 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 7 000,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H4 Tourisme | 7 000,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 26 130 000,00 | 60 000,00 | 19 740 000,00 | 2 790 000,00 | 680 000,00 | 0,00 | 2 860 000,00 |
| I1 - Routes | 26 130 000,00 | 60 000,00 | 19 740 000,00 | 2 790 000,00 | 680 000,00 | 0,00 | 2 860 000,00 |
| K Administration générale | 100 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 100 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 50 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L2 - Communication externe | 50 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 30 295 000,00 | 2 249 166,65 | 20 855 833,35 | 3 375 000,00 | 955 000,00 | 0,00 | 2 860 000,00 |

ANNEXE 2 – Budget primitif 2025 – Echancier prévisionnel des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement

| | AP 2025 | BP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| B Action sociale et insertion | 911 800,00 | 4 200,00 | 329 200,00 | 79 200,00 | 259 200,00 | 240 000,00 | 0,00 |
| B4 Logement | 911 800,00 | 4 200,00 | 329 200,00 | 79 200,00 | 259 200,00 | 240 000,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 2 280 000,00 | 369 000,00 | 815 000,00 | 721 000,00 | 375 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 Personnes âgées | 2 280 000,00 | 369 000,00 | 815 000,00 | 721 000,00 | 375 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 340 000,00 | 85 000,00 | 120 000,00 | 100 000,00 | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E1 Développement culturel | 40 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 Sites culturels | 300 000,00 | 75 000,00 | 110 000,00 | 90 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 100 000,00 | 55 000,00 | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 Sport et activités de pleine nature | 100 000,00 | 55 000,00 | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 6 423 700,00 | 320 470,00 | 1 221 038,70 | 1 966 649,35 | 1 329 003,98 | 609 373,13 | 977 164,84 |
| G1 Eau | 4 300 000,00 | 70 000,00 | 800 000,00 | 1 640 000,00 | 1 240 000,00 | 550 000,00 | 0,00 |
| G2 Espaces naturels | 810 000,00 | 180 000,00 | 332 000,00 | 268 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 Sécurité civile | 1 313 700,00 | 70 470,00 | 89 038,70 | 58 649,35 | 59 003,98 | 59 373,13 | 977 164,84 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 9 140 000,00 | 1 501 389,59 | 1 118 610,41 | 1 450 000,00 | 2 135 000,00 | 675 000,00 | 2 260 000,00 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 765 000,00 | 540 000,00 | 225 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H2 Accompagnement des territoires | 7 280 000,00 | 215 000,00 | 655 000,00 | 1 400 000,00 | 2 100 000,00 | 650 000,00 | 2 260 000,00 |
| H4 Tourisme | 100 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 Agriculture et pêche | 995 000,00 | 696 389,59 | 188 610,41 | 50 000,00 | 35 000,00 | 25 000,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 500 000,00 | 20 000,00 | 150 000,00 | 200 000,00 | 130 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| I3 Mobilités durables | 500 000,00 | 20 000,00 | 150 000,00 | 200 000,00 | 130 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 1 000 000,00 | 350 000,00 | 500 000,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L3 Budget participatif | 1 000 000,00 | 350 000,00 | 500 000,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 20 695 500,00 | 2 705 059,59 | 4 298 849,11 | 4 666 849,35 | 4 263 203,98 | 1 524 373,13 | 3 237 164,84 |

ANNEXE 3 – Budget primitif 2025 – Individualisation des équipements en autorisation de programme**Programme D1 - Collèges**

Montant du programme voté : 3 950 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 3 950 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 3 950 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 3 910 000,00 € | 2 053 366,65 € | 1 056 633,35 € | 550 000,00 € | 250 000,00 € |
| D11 | ALA-D103O002 | Alain : Travaux | | 2025 | D103E08 | 000 053 | 750 000,00 | 473 366,65 | 276 633,35 | 0,00 | 0,00 |
| | SECU-D111O001 | Sécurisation tous Collèges | | | D111E03 | 23 | 1 100 000,00 | 375 000,00 | 350 000,00 | 350 000,00 | 25 000,00 |
| | TMAN-D112O001 | TOUS COLLEGES | | | D112E11 | 20 | 400 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| | TRAV-D113O001 | Victor Hugo : restructuration du service restauration | | | D113E23 | 23 | 1 260 000,00 | 1 060 000,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TRAV-D113O002 | Désimperméabilisation des sols - Végétalisation | | | D113E24 | 23 | 400 000,00 | 45 000,00 | 130 000,00 | 100 000,00 | 125 000,00 |
| Total D12 - Equipement | | | | | | | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D12 | TMAN-D112O003 | Victor Hugo mobiliers | | | D112E11 | 21 | 40 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | | | 3 950 000,00 € | 2 093 366,65 € | 1 056 633,35 € | 550 000,00 € | 250 000,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme E2 Sites culturels

Montant du programme voté : 20 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 20 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 20 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-------------------------------------------|---------------|------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total E21 Aides à l'investissement | | | | | | | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E32 | UNES-E205O002 | Refonte site internet candidature UNESCO | | 2025 | E205E04 | 20 | 20 000,00 | 20 000,00 | | | |
| TOTAL | | | | | | | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme E3 - Archives

Montant du programme voté : 8 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 8 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 8 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-----------------------------------------------|---------------|-------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total E32 - Traitement et conservation | | | | | | | 8 000,00 € | 8 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E32 | ARCH-E301O006 | Conservation préventive | | 2025 | E301E13 | 21 | 8 000,00 | 8 000,00 | | | |
| TOTAL | | | | | | | 8 000,00 € | 8 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme G4 - Sécurité civile

Montant du programme voté : 30 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 30 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 30 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|------------------------------------------------------|---------------|-----------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|---------------|---------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total G42 - Autres actions de sécurité civile | | | | | | | 30 000,00 € | 15 800,00 € | 14 200,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G42 | DFCI-G401O001 | DFCI | | 2025 | G401E15 | 23 | 30 000,00 | 15 800,00 | 14 200,00 | | |
| TOTAL | | | | | | | 30 000,00 € | 15 800,00 € | 14 200,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme H4 Tourisme

Montant du programme voté : 7 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 7 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 7 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|----------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|-----------------------------------|------------|--------|--------|--------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total H42 Marque "Pays cathare" | | | | | | | 7 000,00 € | 7 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H42 | MCAT-H401O001 | création de site internet Marque Pays Cathare | 2025 | H401E05 | 20 | 7 000,00 | 7 000,00 | | | | |
| TOTAL | | | | | | | 7 000,00 € | 7 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme I1 - Routes

Montant du programme voté : 26 130 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 26 130 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 26 130 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|-------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|---------------|-----------------------------------|---------------|-----------------|----------------|--------------|----------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | < 2028 |
| Total I11 - Etudes | | | | | | | 1 800 000,00 € | 0,00 € | 580 000,00 € | 580 000,00 € | 580 000,00 € | 60 000,00 € |
| I11 | ETUD-H04O002 | Etudes 2026-2028 | 2025 | I104E05 | 20 | 1 800 000,00 | 0,00 | 580 000,00 | 580 000,00 | 580 000,00 | 60 000,00 | |
| Total I12 - Travaux neufs | | | | | | | 100 000,00 € | 50 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 50 000,00 € |
| I12 | GRPR-I105O023 | RD124 - Réparation d'accotements RD / effondrement berges canal | 2025 | I105E28 | 23 | 100 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | |
| Total I13 Entretien et gestion du réseau | | | | | | | 24 230 000,00 € | 10 000,00 € | 19 160 000,00 € | 2 210 000,00 € | 100 000,00 € | 2 750 000,00 € |
| I13 | PERN-I106O003 | Pérennisation des chaussées | 2025 | I106E31 | 23 | 14 500 000,00 | 0,00 | 12 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 550 000,00 | |
| | PERN-I106O004 | Pérennisation des dépendances | | I106E37 | 21 | 30 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | PERN-I106O012 | RD6009 Renforc. Sigean PO | | I106E32 | 23 | 1 400 000,00 | 0,00 | 600 000,00 | 600 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | |
| | PERN-I106O035 | Opé Courantes Annuelles 2024-2027 | | I106E33 | 23 | 2 300 000,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | 300 000,00 | |
| | PERN-I106O038 | RD117 Mise sécu parapets P-Lys | | I106E34 | 23 | 350 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 50 000,00 | |
| | PERN-I106O039 | RD118 - Renforcement 2x2 voies déviation Cepie | | I106E35 | 23 | 1 100 000,00 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | |
| | PERN-I106O040 | RD11 Renforcement section Caunes la redorte | | I106E36 | 23 | 550 000,00 | 0,00 | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| TOTAL | | | | | | | 26 130 000,00 € | 60 000,00 € | 19 740 000,00 € | 2 790 000,00 € | 680 000,00 € | 2 860 000,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté : 100 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 100 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 100 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-------------------------|---------------------------|--------------|-----------|------------|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total K41 Gestion du patrimoine immobilier | | | | | | | 100 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € |
| K41 | APRO-K422O002 | Acquisition bornes IRVE | 2025 | K422E13 | 23 | 100 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| TOTAL | | | | | | | 100 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €

Programme L2 - Communication externe

Montant du programme voté : 50 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 0,00 €
 Disponible à l'individualisation : 50 000,00 €
 Montant individualisé au cours de la séance : 50 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|-----------|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|--------|
| | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésime AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Total L21 - Actions de communication | | | | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € |
| L21 | CABI-L201O001 | Refonte site internet et Matériel | 2025 | L201E08 | 20 | 50 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | - | - |
| TOTAL | | | | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € |

Disponible à l'individualisation après la présente séance : 0,00 €



ANNEXE 4 – désindividualisation pour réduction des autorisations de programme relatives aux équipements départementaux antérieures à 2025.

| Programme D1 - Collèges | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------------|-------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| Montant du programme actualisé 2020 : 5 595 206,31 € | | | | | | | | | | | | | |
| Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 5 595 206,31 € | | | | | | | | | | | | | |
| Disponible à l'individualisation : - € | | | | | | | | | | | | | |
| Montant désindividualisé au cours de la séance : 2 497,47 € | | | | | | | | | | | | | |
| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | 5 595 206,31 € | - 2 497,47 € | 5 592 708,84 € | 4 014 542,02 € | 146 741,83 € | 800 000,00 € | 631 424,99 € | |
| D11 | TMAN-D112O002 | TOUS COLLEGES | 2020 | D112E05 | 23 | 3 595 206,31 | - 2 497,47 | 3 592 708,84 | 3 531 540,97 | 81 167,87 | | | |
| | TRAV-D113O001 | Collège Simone Veil (Grazailles) / Mailheuls : ITE | | | | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 | 483 001,05 | 85 573,98 | 800 000,00 | 631 424,99 | |
| Total | | | | | | 5 595 206,31 € | - 2 497,47 € | 5 592 708,84 € | 4 014 542,02 € | 146 741,83 € | 800 000,00 € | 631 424,99 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 2 497,47 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 5 592 708,84 €

Montant du programme actualisé 2021 : 1 285 567,09 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 285 567,09 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 51 429,00 €

| Programme D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | 1 285 567,09 € | - 51 429,00 € | 1 234 138,09 € | 307 238,86 € | 116 899,23 € | 810 000,00 € | | |
| D11 | ACCE-D102O002 | André Chenier : (400 000€) et autres Collèges : Travaux accessibilité | 2021 | D102E03 | 23 | 750 000,00 | - 2 421,18 | 747 578,82 | 205 879,59 | 11 899,23 | 530 000,00 | | |
| | TRAV-D113O001 | Installations thermiques | | D113E04 | 20 | 188 738,42 | - 10 340,00 | 178 398,42 | 78 398,42 | 50 000,00 | 50 000,00 | | |
| | TRAV-D113O002 | Ombrage tous Collèges | | D113E19 | 23 | 348 830,87 | - 38 887,82 | 310 182,85 | 25 182,85 | 55 000,00 | 230 000,00 | | |
| Total | | | | | | 1 285 567,09 € | - 51 429,00 € | 1 234 138,09 € | 307 238,86 € | 116 899,23 € | 810 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 51 429,00 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 1 234 138,09 €

Montant du programme actualisé 2022 : 7 809 106,90 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 809 106,90 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 96 369,40 €

| Programme D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|
| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | 7 809 106,90 € | - 96 369,40 € | 7 712 737,50 € | 2 851 887,00 € | 1 590 000,00 € | 3 270 850,50 € | | |
| D11 | REHA-D110O001 | Restructuration du services de restauration : Pierre et Marie CURIE, Alaric , Victor Hugo | 2022 | D110E12 | 23 | 1 384 647,02 | - 1 228,74 | 1 383 418,28 | 283 418,28 | 150 000,00 | 950 000,00 | | |
| | TMAN-D112O002 | Travaux de maintenance Travaux | | D112E08 | 23 | 6 444 459,88 | - 95 140,88 | 6 349 319,22 | 2 588 488,72 | 1 440 000,00 | 2 320 850,50 | | |
| Total | | | | | | 7 809 106,90 € | - 96 369,40 € | 7 712 737,50 € | 2 851 887,00 € | 1 590 000,00 € | 3 270 850,50 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 96 369,40 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 7 712 737,50 €

Montant du programme actualisé 2023 : 17 440 019,61 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 17 440 019,61 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 256 177,42 €

| Programme D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|--------------|------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | 11 519 392,77 € | - 210 254,20 € | 11 309 138,57 € | 2 932 138,57 € | 2 304 000,00 € | 3 635 000,00 € | 1 885 000,00 € | 553 000,00 € |
| D11 | REHA-D110O003 | Bastion : salles de techno /cour: façades / toiture | 2023 | D110E16 | 23 | 949 933,73 | - 26 317,95 | 923 615,78 | 188 615,78 | 317 000,00 | 420 000,00 | | |
| | | Collège Simone Veil (Grazailles) : création de salles dans bâtiment SEGPA | | D110E15 | 23 | 350 000,00 | | 350 000,00 | 0,00 | 150 000,00 | 200 000,00 | | |
| | TOUS LOCAUX | D110E17 | | 23 | 2 316 288,72 | - 19 914,99 | 2 296 373,73 | 179 371,73 | 400 000,00 | 1 222 000,00 | 495 000,00 | | |
| | SECU-D111O001 | Sécurisation tous Collèges | | D111E02 | 23 | 807 129,80 | - 13 822,34 | 793 307,46 | 368 307,46 | 107 000,00 | 118 000,00 | | |
| | TRAV-D113O001 | Installations thermiques | | D113E20 | 23 | 3 247 161,08 | - 75 113,69 | 3 172 047,39 | 244 047,39 | 530 000,00 | 945 000,00 | 900 000,00 | 553 000,00 |
| | TRAV-D113O002 | Victor Hugo : rénovation thermique (Complément AP 2018) | | D113E12 | 23 | 1 499 968,44 | - 4 888,93 | 1 495 079,51 | 1 195 277,51 | 300 000,00 | | | |
| | TRAV-D113O005 | Désamiantage travaux correctifs | | D113E13 | 23 | 1 799 481,05 | - 59 225,19 | 1 740 255,86 | 580 255,86 | 450 000,00 | 410 000,00 | 320 000,00 | |
| | TRAV-D113O005 | Réfection des réseaux informatiques (Tous Collèges) | D113E17 | 23 | 749 433,95 | - 11 171,11 | 738 262,84 | 198 262,84 | 50 000,00 | 320 000,00 | 170 000,00 | | |
| Total action D12 - Equipement | | | | | | 5 920 626,84 € | - 45 923,22 € | 5 874 703,62 € | 2 033 077,26 € | 1 700 000,00 € | 1 250 000,00 € | 891 626,36 € | 0,00 € |
| D12 | ENEQ-D105O001 | Equipement education - matériels informatiques | 2023 | D105E07 | 21 | 2 916 683,42 | - 4 198,21 | 2 912 485,21 | 1 154 422,30 | 700 000,00 | 650 000,00 | 408 082,91 | |
| | REHA-D110O002 | Cuisines équipements | | D110E18 | 21 | 751 825,60 | - 45,52 | 751 780,08 | 59 780,08 | 450 000,00 | 200 000,00 | 42 000,00 | |
| | REHA-D110O008 | Achat de mobilier | | | | 483 804,85 | - 3 190,04 | 480 614,81 | 87 451,18 | 100 000,00 | 100 000,00 | 173 183,45 | |
| | TMAN-D112O003 | TOUS COLLEGES | | D112E09 | 21 | 899 788,58 | - 8 587,14 | 891 201,44 | 314 800,37 | 400 000,00 | 100 000,00 | 76 601,07 | |
| | Travaux de maintenance Matériel | | 21 | 888 524,59 | - 29 902,31 | 858 622,28 | 416 823,35 | 50 000,00 | 200 000,00 | 191 798,93 | | | |
| Total | | | | | | 17 440 019,61 € | - 256 177,42 € | 17 183 842,19 € | 4 965 215,83 € | 4 004 000,00 € | 4 885 000,00 € | 2 776 626,36 € | 553 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 256 177,42 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 17 183 842,19 €

Montant du programme voté 2024 : 7 300 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 300 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 31 939,32 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------|---------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | |
| Total action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation | | | | | | | 6 270 069,33 € | -15 597,21 € | 6 254 472,12 € | 4 058 326,48 € | 1 176 145,64 € | 330 000,00 € | 300 000,00 € | 390 000,00 € | |
| D11 | ALAH-D103O002 | Alain : Travaux | TOUS COLLEGES | 2024 | D103E03 | 000 053 | 4 920 069,33 | | 4 920 069,33 | 4 003 923,69 | 916 145,64 | | | | |
| | TMAN-D112O001 | Menuiseries extérieures | | | | D112E10 | 20 | 150 000,00 | - 14 282,83 | 135 737,17 | 45 737,17 | 60 000,00 | 30 000,00 | | |
| | TRAV-D113O001 | Menuiseries extérieures | | | | D113E21 | 23 | 1 200 000,00 | - 1 334,38 | 1 198 665,62 | 8 665,62 | 200 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | 390 000,00 |
| Total action D12 - Equipement | | | | | | | 1 029 930,67 € | -16 342,11 € | 1 013 588,56 € | 395 488,56 € | 80 000,00 € | 150 000,00 € | 271 201,07 € | 116 898,93 € | |
| D12 | ALAH-D103O003 | Alain : Equipements | TOUS COLLEGES | 2024 | D103E03 | 000 053 | 279 930,67 | | 279 930,67 | | | | | | |
| | TMAN-D112O003 | TOUS COLLEGES | | | | D112E10 | 21 | 750 000,00 | - 16 342,11 | 733 657,89 | 115 557,89 | 80 000,00 | 150 000,00 | 271 201,07 | 116 898,93 |
| Total | | | | | | | 7 300 000,00 € | - 31 939,32 € | 7 268 060,68 € | 4 453 815,04 € | 1 256 145,64 € | 480 000,00 € | 571 201,07 € | 506 898,93 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 31 939,32 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 7 268 060,68 €

Programme E1 - Développement culturel

Montant du programme actualisé 2023 : 1 110 843,97 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 110 843,97 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : - 489,63 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé |
| E11 - Développement des collections | | | | | | | 908 854,59 € | - 489,63 € | 908 364,96 € | 305 364,96 € | 157 000,00 € | 157 000,00 € | 289 000,00 € |
| E11 | DCUL-E102O001 | Développement des collections | | 2023 | E102E08 | 21 | 908 854,59 | - 489,63 | 908 364,96 | 305 364,96 | 157 000,00 | 157 000,00 | 289 000,00 |
| E12 - Aides aux acteurs culturels et aux pratiques culturelles et artistiques | | | | | | | 201 989,38 € | 0,00 € | 201 989,38 € | 84 989,38 € | 35 000,00 € | 314 000,00 € | 314 000,00 € |
| E12 | CULT-E101O004 | Aides aux acteurs culturels - Renouvellement de matériel scénique | | 2023 | E101E09 | 21 | 169 989,38 | | 169 989,38 | 79 989,38 | 30 000,00 | 157 000,00 | 157 000,00 |
| | DCUL-E102O002 | Aides aux acteurs culturels | | | | | E102E08 | | 32 000,00 | | 32 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| Total | | | | | | | 1 110 843,97 € | - 489,63 € | 1 110 354,34 € | 390 354,34 € | 192 000,00 € | 471 000,00 € | 603 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : - 489,63 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 1 110 354,34 €

Montant du programme voté 2024 : 20 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 20 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 941,12 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé |
| E13 - Mise en valeur de l'offre culturelle | | | | | | | 20 000,00 € | - 941,12 € | 19 058,88 € | 9 058,88 € | 10 000,00 € | | |
| E13 | CULT-E101O007 | Mise en valeur offre cult. Maison des mémoires - nv parcours muséographique à la chambre Joé Bousquet et restauration d'une tapisserie murale | | 2024 | E101E18 | 21 | 20 000,00 | - 941,12 | 19 058,88 | 9 058,88 | 10 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 20 000,00 € | - 941,12 € | 19 058,88 € | 9 058,88 € | 10 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 941,12 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 19 058,88 €

Programme E3 - Archives

Montant du programme actualisé 2023 : 503 683 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 503 683 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 811,60 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|---------------------------------------------------------|-------------|-------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action E31 - Développement des collections | | | | | | | 72 217,19 € | - 797,01 € | 71 420,18 € | 19 557,43 € | 12 000,00 € | 18 000,00 € | 21 862,75 € | |
| E31 | | Développement des collections | | 2023 | E301E11 | 21 | 72 217,19 | - 797,01 | 71 420,18 | 19 557,43 | 12 000,00 | 18 000,00 | 21 862,75 | |
| Total action E31 - Développement des collections | | | | | | | 298 148,56 € | - 14,59 € | 298 133,97 € | 106 681,23 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 11 452,74 € |
| E32 | | Développement des collections | | 2023 | E301E11 | 21 | 298 148,56 | - 14,59 | 298 133,97 | 106 681,23 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | |
| Total action E31 - Développement des collections | | | | | | | 133 317,14 € | 0,00 € | 133 317,14 € | 44 254,63 € | 15 000,00 € | 39 800,00 € | 34 262,51 € | |
| E33 | | Développement des collections | | 2023 | E301E11 | 21 | 133 317,14 | | 133 317,14 | 44 254,63 | 15 000,00 | 39 800,00 | 34 262,51 | |
| Total | | | | | | | 503 682,89 € | - 811,60 € | 502 871,29 € | 170 493,29 € | 87 000,00 € | 117 800,00 € | 116 125,26 € | 11 452,74 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 811,60 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 502 871,29 €

Programme F1 - Sports et activité de pleine nature

Montant du programme actualisé 2022 : 159 358,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 159 358,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 107 432,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action F12 - Sports de pleine nature | | | | | | | 159 358,00 € | - 107 432,00 € | 51 926,00 € | 1 926,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | | |
| F12 | TDEN-F103O004 | Véloroute Canal du Midi : Aménagement Aire de Bezons (Etudes préalables) | | 2022 | F103E16 | 20 | 159 358,00 | - 107 432,00 | 51 926,00 | 1 928,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 159 358,00 € | - 107 432,00 € | 51 926,00 € | 1 926,00 € | 25 000,00 € | 25 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 107 432,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 51 926,00 €

Montant du programme actualisé 2023 : 364 772,58 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 364 772,58 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 576,47 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action F12 - Sports de pleine nature | | | | | | | 364 772,58 € | - 576,47 € | 364 196,11 € | 145 196,11 € | 73 000,00 € | 73 000,00 € | 73 000,00 € | 0,00 € |
| F12 | AIR-F1001O003 | Activités de plein air | | 2023 | F1001E07 | 21 | 14 983,08 | - 578,10 | 14 406,98 | 5 408,98 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| | TDEN-F103O002 | Travaux et entretien sur sentiers département | | 2023 | F103E14 | 23 | 349 789,50 | - 0,37 | 349 789,13 | 139 789,13 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | |
| Total | | | | | | | 364 772,58 € | - 576,47 € | 364 196,11 € | 145 196,11 € | 73 000,00 € | 73 000,00 € | 73 000,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 576,47 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 364 196,11 €

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2023 : 80 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 80 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 10 000,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G14 - Hydrogéologie et qualité des eaux | | | | | | | 80 000,00 € | - 10 000,00 € | 70 000,00 € | 0,00 € | 35 000,00 € | 35 000,00 € | | |
| G14 | HYDR-G102O009 | Etude MOA Dalle de restauration de la continuité Hydraulique de l'Argent double sous le pont de la RD72 à la redorte (Pont de Ferrals) | | 2023 | G102E27 | 23 | 80 000,00 | - 10 000,00 | 70 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 80 000,00 € | - 10 000,00 € | 70 000,00 € | 0,00 € | 35 000,00 € | 35 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 10 000,00 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 70 000,00 €

Montant du programme voté 2024 : 40 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 40 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 636,35 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé |
| Total action G14 - Hydrogéologie et qualité des eaux | | | | | | | 40 000,00 € | - 636,35 € | 39 363,65 € | 29 363,65 € | 10 000,00 € | | |
| G14 | HYDR-G102O015 | Gestion ressources, aménagements hydrauliques et planification pour l'eau | | 2024 | G102E20 | 21 | 40 000,00 | - 636,35 | 39 363,65 | 29 363,65 | 10 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 40 000,00 € | - 636,35 € | 39 363,65 € | 29 363,65 € | 10 000,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 636,35 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 39 363,65 €

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme actualisé 2023 : 2 092 518,86 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 092 518,86 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 48 345,57 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2026 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G21 - Pépinières | | | | | | | 199 750,73 € | - 516,55 € | 199 234,18 € | 79 234,18 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 40 000,00 € | 0,00 € |
| G21 | PEPI-G202O001 | Achat matériels divers Nébias et Lézignan | 2023 | G202E04 | 21 | 74 760,80 | - 128,35 | 74 632,25 | 25 632,25 | 25 000,00 | 15 000,00 | 9 000,00 | | |
| | | Travaux divers sur pépinières | | | | 23 | 124 990,13 | - 388,20 | 124 601,93 | 53 601,93 | 15 000,00 | 25 000,00 | 31 000,00 | |
| Total action G22 - Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS) | | | | | | | 1 892 768,13 € | - 47 829,02 € | 1 844 939,11 € | 505 189,98 € | 313 000,00 € | 429 060,00 € | 492 689,13 € | 105 000,00 € |
| G22 | TDEN-G203O005 | Etudes ENS | 2023 | G203E27 | 20 | 229 348,78 | - 7 353,68 | 221 993,08 | 83 993,08 | 46 000,00 | 46 000,00 | 46 000,00 | | |
| | TDEN-G203O008 | Signalétique ENS | | | | 21 | 375 000,00 | - 27 651,52 | 347 348,48 | 57 348,48 | 35 000,00 | 75 000,00 | 75 000,00 | 105 000,00 |
| | TDEN-G203O009 | Acquisition ENS | | | | 21 | 59 885,42 | - 12 823,82 | 47 061,60 | 11 121,60 | 10 000,00 | 14 000,00 | 11 940,00 | |
| | TDEN-G203O011 | Gestion des propriétés ENS | | | | 23 | 1 228 535,95 | | 1 228 535,95 | 352 728,82 | 222 000,00 | 294 060,00 | 359 749,13 | |
| Total | | | | | | | 2 092 518,86 € | - 48 345,57 € | 2 044 173,29 € | 584 424,16 € | 353 000,00 € | 469 060,00 € | 532 689,13 € | 105 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 48 345,57 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 2 044 173,29 €

Programme G3 - Energies Renouvelables

Montant du programme voté 2022 : 300 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 300 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 71 866,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2026 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G31 - Soutien aux actions de performance énergétique | | | | | | | 300 000,00 € | - 71 866,00 € | 228 134,00 € | 0,00 € | 35 000,00 € | 193 134,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G31 | ENRE-G301O001 | Etude intégration paysagère et replantations / Elaboration plan mobilité / Diagnostic Réduc. Conso | 2024 | G301E07 | 20 | 300 000,00 | - 71 866,00 | 228 134,00 | 0,00 | 35 000,00 | 193 134,00 | | | |
| Total | | | | | | | 300 000,00 € | - 71 866,00 € | 228 134,00 € | 0,00 € | 35 000,00 € | 193 134,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 71 866,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 228 134,00 €

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2022 : 161 786,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 161 786,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 10 000,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|----------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2026 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H53 - Programme hydro-agricole | | | | | | | 161 786,00 € | - 10 000,00 € | 151 786,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 10 000,00 € | 50 000,00 € | 91 786,00 € |
| H53 | HYDA-H503O002 | Mise à jour données schéma eau brute, en lien avec BRL et chambre d'agriculture | 2022 | H503E05 | 23 | 161 786,00 | - 10 000,00 | 151 786,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 50 000,00 | 91 786,00 | |
| Total | | | | | | | 161 786,00 € | - 10 000,00 € | 151 786,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 10 000,00 € | 50 000,00 € | 91 786,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 10 000,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 151 786,00 €

Programme I1 - Routes

Montant du programme actualisée 2021 : 28 857 496,69 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 28 857 496,69 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 782 121,13 €

| Segment | | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------|-----------|-----------|------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | | | | 4 353 366,95 € | 0,00 € | 4 353 366,95 € | 2 971 303,78 € | 945 000,00 € | 380 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 57 063,17 € |
| I12 | GRPR-I105O003 | RD6113/1113 girat sortie ouest Castelnaudary Griffoul | 2021 | I105E14 | 21 | 27 372,52 | | 27 372,52 | 27 372,52 | | | | | |
| | | | | | 23 | 229 020,16 | | 229 020,16 | 229 020,16 | | | | | |
| | GRPR-I105O004 | RD613 Répar. béton pont Nielle | | | 23 | 498 455,31 | | 498 455,31 | 498 455,31 | | | | | |
| | GRPR-I105O007 | RD610 Aménag.Puichéric/Redorte | | | 21 | 5 000,00 | | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | | | | |
| | | | | | 23 | 1 495 000,00 | | 1 495 000,00 | 173 814,83 | 940 000,00 | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 185,17 |
| | GRPR-I105O008 | RD6139 Renf.chaussée PLN à A9 | | | 23 | 680 665,66 | | 680 665,66 | 680 665,66 | | | | | |
| | | | | | 21 | 11 900,40 | | 11 900,40 | 11 900,40 | | | | | |
| | | | | | 23 | 98 001,29 | | 98 001,29 | 98 001,29 | | | | | |
| | MOD-I1002O006 | Opé. Courantes Annuelles 2022 | | | 23 | 1 237 951,61 | | 1 237 951,61 | 1 237 951,61 | | | | | |
| MOD-I1002O008 | RD102 Renforcem. Fanjeaux/Gaja | 21 | 70 000,00 | I1002E10 | | 70 000,00 | 14 122,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 878,00 | |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | | | | 21 304 129,74 € | - 31 655,07 € | 21 272 474,67 € | 21 272 474,67 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| I13 | PERN-I106O003 | Pérennisation des chaussées | 2021 | I106E11 | 23 | 14 031 559,17 | | 14 031 559,17 | 14 031 559,17 | | | | | |
| | PERN-I106O004 | Pérennisation des dépendances | | | 21 | 312 140,72 | - 31 655,07 | 280 485,65 | 280 485,65 | | | | | |
| | | | | | 23 | 4 324 825,89 | | 4 324 825,89 | 4 324 825,89 | | | | | |
| | PERN-I106O010 | RD33 Aménag. tracé Carca/Bram | | | 23 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | | | | |
| | PERN-I106O015 | RD6101 -13 Renforc. /mise en sécu (rocade Carca) | | | 23 | 453 386,95 | | 453 386,95 | 453 386,95 | | | | | |
| | PERN-I106O029 | Sécurisation réseau et équip. | | | 23 | 2 082 402,66 | | 2 082 402,66 | 2 082 402,66 | | | | | |
| PERN-I106O032 | Trèbes | 23 | 99 814,35 | | 99 814,35 | 99 814,35 | | | | | | | | |
| Total action I14 - Imprévus et divers | | | | | | 3 200 000,00 € | - 750 466,06 € | 2 449 533,94 € | 1 449 533,94 € | 750 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 250 000,00 € |
| I14 | PERN-I106O030 | Traitement évén. aléatoires | 2021 | I106E11 | 23 | 3 200 000,00 | - 750 466,06 | 2 449 533,94 | 1 449 533,94 | 750 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 250 000,00 |
| Total | | | | | | 28 857 496,69 € | - 782 121,13 € | 28 075 375,56 € | 25 693 312,39 € | 1 695 000,00 € | 380 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 307 063,17 € |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 782 121,13 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 28 075 375,56 €

Montant du programme actualisée 2022 : 30 554 043,16 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 30 554 043,16 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 786 391,44 €

| Segment | | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------------------------|---------------------------|-----------|----------|------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé | |
| Total action I11 - Etudes | | | | | | 2 100 000,00 € | - 274 878,55 € | 1 825 121,45 € | 846 962,47 € | 680 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 0,00 € | 98 158,98 € |
| I11 | ETUD-I104O002 | Div. Acqui. Foncières 2023-2026 | 2022 | I104E03 | 21 | 450 000,00 | - 3 735,09 | 446 264,91 | 98 105,93 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 48 158,98 | |
| | | Etudes 2023 à 2026 | 2022 | I104E03 | 20 | 1 650 000,00 | - 271 143,46 | 1 378 856,54 | 748 856,54 | 580 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | | | | 1 100 000,00 € | 0,00 € | 1 100 000,00 € | 326 783,34 € | 0,00 € | 200 000,00 € | 550 000,00 € | 0,00 € | 23 216,66 € | |
| I12 | GRPR-I105O0017 | RD 627 Leucate - Réparation pont de la Corrière | 2022 | I105E09 | 23 | 1 100 000,00 | | 1 100 000,00 | 326 783,34 | 0,00 | 200 000,00 | 550 000,00 | 0,00 | 23 216,66 | |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | | | | 27 354 043,16 € | - 1 511 512,89 € | 25 842 530,27 € | 23 953 714,17 € | 705 000,00 € | 210 000,00 € | 210 000,00 € | 210 000,00 € | 553 816,10 € | |
| I13 | PERN-I106O003 | Pérennisation des chaussées | 2022 | I106E07 | 23 | 14 304 043,16 | | 14 304 043,16 | 14 304 043,16 | | | | | | |
| | PERN-I106O004 | Pérennisation des dépendances | | | 23 | 11 000 000,00 | - 1 511 512,89 | 9 488 487,11 | 8 487 120,73 | 105 000,00 | 160 000,00 | 160 000,00 | 160 000,00 | 436 366,38 | |
| | PERN-I106O012 | RD8009 Renforc. Sigean PO | | | 23 | 1 800 000,00 | | 1 800 000,00 | 1 112 348,93 | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 87 651,07 | |
| | PERN-I106O013 | RD8009 Contrat Route PR Narb | | | 23 | 250 000,00 | | 250 000,00 | 70 201,35 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 29 798,65 |
| Total | | | | | | 30 554 043,16 € | - 1 786 391,44 € | 28 767 651,72 € | 25 127 459,98 € | 1 385 000,00 € | 510 000,00 € | 860 000,00 € | 210 000,00 € | 675 191,74 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 1 786 391,44 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 28 767 651,72 €

Montant du programme actualisée 2023 : 8 667 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 8 667 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 2 147 402,03 €

| Segment | | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|------------------------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-------------------|---------------------|------------|
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé | |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | | | | 900 000,00 € | 0,00 € | 900 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 850 000,00 € | 0,00 € | 50 000,00 € | |
| I12 | GRPR-I105O005 | RD 6161 girat. carrefour Cité | 2023 | I105E17 | 23 | 900 000,00 | | 900 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 850 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | | | | 7 767 000,00 € | - 2 147 402,03 € | 5 619 597,97 € | 2 526 023,98 € | 1 675 000,00 € | 600 000,00 € | 300 000,00 € | 0,00 € | 518 573,99 € | |
| I13 | PERN-I106O026 | Répar/mise conform. OA HVA + RD 117 Pierre-Lys | 2023 | I106E19 | 23 | 917 000,00 | - 117 402,03 | 799 597,97 | 199 597,97 | 100 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | |
| | PERN-I106O034 | RD119/119 Supp. Obstacles latéraux | | | I106E23 | 23 | 350 000,00 | - 130 000,00 | 220 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| | PERN-I106O035 | Opé. Courantes Annuelles 2024-2027 | | | I106E15 | 23 | 3 000 000,00 | - 600 000,00 | 2 400 000,00 | 1 228 084,13 | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 171 915,87 |
| | PERN-I106O036 | RD 118 Renforcem. et murets VL | | | I106E16 | 23 | 2 000 000,00 | - 800 000,00 | 1 200 000,00 | 599 436,32 | 200 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 563,88 |
| | PERN-I106O037 | RD620 Renf. col du Bac | | | I106E17 | 23 | 1 500 000,00 | - 500 000,00 | 1 000 000,00 | 498 905,56 | 375 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 126 094,44 |
| Total | | | | | | 8 667 000,00 € | - 2 147 402,03 € | 6 519 597,97 € | 2 526 023,98 € | 1 675 000,00 € | 600 000,00 € | 1 150 000,00 € | 0,00 € | 568 573,99 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 2 147 402,03 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 6 519 597,97 €

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

Montant du programme actualisée 2024 : 31 375 000,00 €
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 31 375 000,00 €
Disponible à l'individualisation : - €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 4 425 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------|------------|-----------|---------------|------------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | CP < 2028 Actualisé | |
| Total action I12 - Travaux neufs | | | | | | | 3 900 000,00 € | 0,00 € | 3 900 000,00 € | 740 582,48 € | 1 805 000,00 € | 850 000,00 € | 350 000,00 € | 0,00 € | 154 417,52 € | |
| I12 | GRPR-I1050007 | RD610 Aménag.Puichéric/Redorte | 2024 | I105E24 | 21 | 100 000,00 | | 100 000,00 | 44 689,49 | 56 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10,51 | | |
| | GRPR-I1050022 | RD 35 Peyriac Minervois - Réparation pont sur l'Argent Double | | | | I105E20 | 23 | 700 000,00 | | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | 650 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| | GRPR-I1050023 | RD124 - Réparation d'accotements RD / effondrement berges canal | | | | I105E22 | 23 | 350 000,00 | | 350 000,00 | 198 105,83 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 894,17 |
| | GRPR-I1050028 | RD 611 Réparation du pont sur la Berre à RIFAUD | | | | I105E27 | 23 | 700 000,00 | | 700 000,00 | 0,00 | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| | MOD-I10020008 | RD102 Renforcem. Fanjeux/Gaja | | | | I1002E05 | 21 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | | I1002E05 | 23 | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 | 497 487,18 | 950 000,00 | 200 000,00 | 350 000,00 | 2 512,84 | |
| Total action I13 - Entretien et gestion du réseau | | | | | | | 24 275 000,00 € | - 4 425 000,00 € | 19 850 000,00 € | 0,00 € | 14 430 000,00 € | 1 680 000,00 € | 1 160 000,00 € | 60 000,00 € | 2 520 000,00 € | |
| I13 | PERN-I1080003 | Pérennisation des chaussées | 2024 | I108E24 | 23 | 15 425 000,00 | - 3 325 000,00 | 12 100 000,00 | 0,00 | 10 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000 000,00 | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | PERN-I1080004 | Pérennisation des dépendances | | | | I108E26 | 21 | 250 000,00 | | 250 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 40 000,00 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | PERN-I1080024 | RD6139 PR 07+132 poutraison | | I108E28 | 23 | 1 200 000,00 | | 1 200 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 1 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | PERN-I1080029 | Sécurisation réseau et équip. | | I108E29 | 23 | 3 200 000,00 | - 300 000,00 | 2 900 000,00 | 0,00 | 1 175 000,00 | 1 570 000,00 | 0,00 | 0,00 | 155 000,00 | | |
| Total action I14 - Imprévus et divers | | | | | | | 3 200 000,00 € | 0,00 € | 3 200 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 520 000,00 € | 1 520 000,00 € | 0,00 € | 160 000,00 € | |
| I14 | PERN-I1080030 | Traitement éven. aléatoires | 2024 | I108E30 | 23 | 3 200 000,00 | | 3 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 520 000,00 | 1 520 000,00 | 0,00 | 160 000,00 | | |
| Total | | | | | | | 31 375 000,00 € | - 4 425 000,00 € | 26 950 000,00 € | 740 582,48 € | 16 235 000,00 € | 4 050 000,00 € | 3 030 000,00 € | 60 000,00 € | 2 834 417,52 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance pour une tombée d'AP de : 4 425 000,00 €
Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 26 950 000,00 €

Programme I3 - Mobilités durables

Montant du programme voté 2023 : 3 000 000,00 €
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 3 000 000,00 €
Disponible à l'individualisation : - €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 750 000,00 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | |
|------------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------------|---------------------------|------------|-----------|--------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP < 2028 Actualisé |
| Total action I31 - voies vertes et pistes cyclables | | | | | | | 3 000 000,00 € | - 750 000,00 € | 2 250 000,00 € | 685 507,04 € | 750 000,00 € | 750 000,00 € | 0,00 € | 64 492,96 € |
| I31 | MOB-I3010001 | Mobilités douces - provisions projets | 2023 | I301E01 | 23 | 3 000 000,00 | - 750 000,00 | 2 250 000,00 | 685 507,04 | 750 000,00 | 750 000,00 | 0,00 | 0,00 | 64 492,96 |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| | MOB-I3010002 | Voies vertes études | | I301E06 | 20 | 97 569,20 | | 97 569,20 | 34 228,80 | 20 000,00 | 20 000,00 | 23 340,40 | | |
| Total | | | | | | | 3 000 000,00 € | - 750 000,00 € | 2 250 000,00 € | 685 507,04 € | 750 000,00 € | 750 000,00 € | 0,00 € | 64 492,96 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 750 000,00 €
Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 2 250 000,00 €

Programme K3 - Système Information et télécommunications

Montant du programme actualisée 2021 : 5 970 242,31 €
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 5 970 242,31 €
Disponible à l'individualisation : - €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 423 769,83 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|------------|-----------|--------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | | 5 970 242,31 € | - 1 423 769,83 € | 4 546 472,48 € | 2 001 972,48 € | 864 500,00 € | 790 000,00 € | 500 000,00 € | 390 000,00 € | |
| K31 | SDSH-K3090001 | Logiciels métiers | 2021 | K309E10 | 20 | 4 007 591,43 | - 1 095 775,60 | 2 911 815,83 | 1 247 315,83 | 534 500,00 | 340 000,00 | 400 000,00 | 390 000,00 | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | |
| | SDSH-K3090002 | Postes de travail | | | | K309E11 | 20 | 658 474,73 | - 134 410,05 | 524 064,68 | 94 084,68 | 180 000,00 | 150 000,00 | 100 000,00 | 0,00 |
| | SDSH-K3090003 | Infrastructures | | K309E12 | 21 | 1 304 176,15 | - 193 584,18 | 1 110 591,97 | 660 591,97 | 150 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| Total | | | | | | | 5 970 242,31 € | - 1 423 769,83 € | 4 546 472,48 € | 2 001 972,48 € | 864 500,00 € | 790 000,00 € | 500 000,00 € | 390 000,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 1 423 769,83 €
Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 4 546 472,48 €

Montant du programme actualisée 2022 : 4 924 382,64 €
Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 4 924 382,64 €
Disponible à l'individualisation : - €
Montant désindividualisé au cours de la séance : 285 356,89 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|------------|-----------|--------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|--|--|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | | |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | | 4 705 151,90 € | - 230 053,52 € | 4 475 098,38 € | 1 673 903,84 € | 992 700,00 € | 900 000,00 € | 908 494,54 € | 0,00 € | | |
| K31 | AINV-K3020001 | Audiovisuel | 2022 | K302E05 | 21 | 82 655,30 | - 36 204,80 | 46 450,50 | 31 450,50 | 15 000,00 | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | SDSH-K3090002 | Postes de travail | | | | K309E13 | 21 | 2 295 923,13 | - 193 848,72 | 2 102 074,41 | 946 374,41 | 340 700,00 | 400 000,00 | 415 000,00 | | |
| | SDSH-K3090003 | Infrastructures | | K309E14 | 20 | 2 326 573,47 | | 2 326 573,47 | 696 078,93 | 637 000,00 | 500 000,00 | 493 494,54 | | | | |
| Total action K32 - Télécommunications | | | | | | | 219 230,74 € | - 55 303,37 € | 163 927,37 € | 133 927,37 € | 30 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | |
| K32 | AINV-K3020003 | Téléphonie | 2022 | K302E06 | 21 | 219 230,74 | - 55 303,37 | 163 927,37 | 133 927,37 | 30 000,00 | | | | | | |
| Total | | | | | | | 4 924 382,64 € | - 285 356,89 € | 4 639 025,75 € | 1 807 831,21 € | 1 022 700,00 € | 900 000,00 € | 908 494,54 € | 0,00 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 285 356,89 €
Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 4 639 025,75 €

Montant du programme actualisée 2024 : 542 853,38 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 542 853,38 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 73 596,02 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 357 792,86 € | - 73 596,02 € | 284 196,84 € | 12 696,84 € | 66 500,00 € | 102 500,00 € | 102 500,00 € | |
| K31 | FIPH-K305O001 | FIPH SI | 2024 | K305E04 | 20 | | 2 000,00 | - 500,00 | 1 500,00 | 0,00 | 500,00 | 500,00 | 500,00 | |
| | | | | | | 21 | 7 744,44 | - 1 647,60 | 6 096,84 | 96,84 | 2 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | |
| | SDSH-K309O003 | Infrastructures Prestations expertise | | | | K309E16 | 20 | 348 048,42 | - 71 448,42 | 276 600,00 | 12 600,00 | 64 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| Total action K32 - Télécommunications | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 185 060,52 € | 0,00 € | 185 060,52 € | 70 724,18 € | 104 000,00 € | 10 336,34 € | | |
| K32 | AINV-K302O003 | Téléphonie | 2024 | K302E07 | 20 | | 185 060,52 | | 185 060,52 | 70 724,18 | 104 000,00 | 10 336,34 | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 542 853,38 € | - 73 596,02 € | 469 257,36 € | 83 421,02 € | 170 500,00 € | 112 836,34 € | 102 500,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 73 596,02 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 469 257,36 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté 2023 : 7 565 100,69 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 565 100,69 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 604 434,20 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|------------------------------------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | |
| Total action K41 - Moyens courants des services | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 2 712 370,02 € | - 33 220,77 € | 2 679 149,25 € | 841 149,25 € | 612 000,00 € | 612 000,00 € | 614 000,00 € | | |
| K41 | APRO-K422O002 | Acquisition matériel de transport thermiques et électriques | 2023 | K422E09 | 21 | | 1 641 179,13 | - 5 139,13 | 1 636 040,00 | 447 040,00 | 380 000,00 | 380 000,00 | 429 000,00 | | |
| | APRO-K422O004 | Acquisition matériel (bureau + mobilier + électroménager + appareils médicaux) | | | | K422E10 | 21 | 1 003 430,89 | - 25 980,54 | 977 570,35 | 382 570,35 | 214 000,00 | 214 000,00 | 167 000,00 | |
| | FIPH-K423O002 | Acquisition matériel FIPH (bureau + mobilier + autres) | | | | K423E03 | 21 | 67 760,00 | - 2 221,10 | 65 538,90 | 11 538,90 | 18 000,00 | 18 000,00 | 18 000,00 | |
| Total action K42 - Gestion du patrimoine immobilier | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 4 852 730,67 € | - 571 213,43 € | 4 281 517,24 € | 1 467 690,39 € | 1 003 500,00 € | 1 072 500,00 € | 737 826,85 € | | |
| K42 | BATH-K408O001 | Programmation 2023-2027 : Acquisition 3 sculptures | 2023 | K408E04 | 21 | | 28 485,00 | | 28 485,00 | 28 485,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | Programmation 2023-2027 : Maintien du bâti | | | | 23 | 1 703 874,33 | - 19 858,90 | 1 684 015,73 | 704 415,73 | 356 600,00 | 370 000,00 | 253 000,00 | | |
| | BATH-K408O002 | Programmation 2023-2027 : Installations thermiques | | K408E05 | 23 | 437 944,00 | - 246 564,90 | 191 379,10 | 76 379,10 | 0,00 | 60 000,00 | 55 000,00 | | | |
| | BATH-K408O003 | Programmation 2023-2027 : Accessibilité handicapés | | K408E11 | 23 | 268 000,00 | | 268 000,00 | 0,00 | 0,00 | 88 000,00 | 180 000,00 | | | |
| | BATH-K408O004 | Programmation 2023-2027 : Aménagement des locaux | | K408E07 | 23 | | 1 713 821,37 | - 188 327,68 | 1 525 493,69 | 537 508,39 | 390 865,15 | 457 000,00 | 140 120,15 | | |
| | | Programmation 2023-2027 : Aménagement des locaux (DREAL) | | | | | 310 499,65 | - 66 835,32 | 243 664,33 | 85 129,48 | 158 534,85 | 0,00 | 0,00 | | |
| | BATH-K408O006 | FIPH 2023-2027 | | K408E08 | 23 | 56 766,17 | - 13 500,00 | 43 266,17 | 2 766,17 | 13 500,00 | 13 500,00 | 13 500,00 | | | |
| | BATH-K408O007 | Numérisation de plans 2023-2027 | | K408E09 | 21 | 143 721,70 | - 11 515,00 | 132 206,70 | 0,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 52 206,70 | | | |
| | BATH-K408O011 | Etudes générales 2023-2027 | | K408E10 | 20 | 100 000,00 | - 22 840,00 | 77 160,00 | 2 160,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | | | |
| | GPI-K4002O009 | Acquisition matériel technique | | K4002E12 | 21 | 89 618,45 | - 1 771,93 | 87 846,52 | 30 846,52 | 19 000,00 | 19 000,00 | 19 000,00 | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 7 565 100,69 € | - 604 434,20 € | 6 960 666,49 € | 2 308 839,64 € | 1 615 500,00 € | 1 684 500,00 € | 1 351 826,85 € | | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 604 434,20 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 6 960 666,49 €

ANNEXE 5 – Réduction d'AP antérieures à 2025 relatives aux équipements départementaux.

| | AP 2020 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| D Education | 5 595 206,31 | - 2 497,47 | 5 592 708,84 | 4 014 542,02 | 146 741,83 | 800 000,00 | 631 424,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 5 595 206,31 | - 2 497,47 | 5 592 708,84 | 4 014 542,02 | 146 741,83 | 800 000,00 | 631 424,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 800 000,00 | | 800 000,00 | 411 783,62 | 285 000,00 | 103 216,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 800 000,00 | | 800 000,00 | 411 783,62 | 285 000,00 | 103 216,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K Administration générale | 1 361 491,18 | | 1 361 491,18 | 1 168 211,94 | 116 193,44 | 77 085,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 1 361 491,18 | | 1 361 491,18 | 1 168 211,94 | 116 193,44 | 77 085,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 7 756 697,49 | - 2 497,47 | 7 754 200,02 | 5 594 537,58 | 547 935,27 | 980 302,18 | 631 424,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | AP 2021 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| D Education | 1 285 567,09 | - 51 429,00 | 1 234 138,09 | 307 238,86 | 116 899,23 | 810 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 1 285 567,09 | - 51 429,00 | 1 234 138,09 | 307 238,86 | 116 899,23 | 810 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 600 000,00 | | 600 000,00 | 95 555,10 | 60 000,00 | 298 856,93 | 145 587,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 600 000,00 | | 600 000,00 | 95 555,10 | 60 000,00 | 298 856,93 | 145 587,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 28 857 496,69 | - 782 121,13 | 28 075 375,56 | 25 693 312,39 | 1 695 000,00 | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 307 063,17 |
| I1 - Routes | 28 857 496,69 | - 782 121,13 | 28 075 375,56 | 25 693 312,39 | 1 695 000,00 | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 307 063,17 |
| K Administration générale | 15 620 242,31 | - 1 423 769,83 | 14 196 472,48 | 3 421 622,32 | 2 013 539,00 | 3 942 782,97 | 2 828 705,89 | 690 000,00 | 386 816,83 | 913 005,47 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 5 970 242,31 | - 1 423 769,83 | 4 546 472,48 | 2 001 972,48 | 864 500,00 | 790 000,00 | 500 000,00 | 390 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 9 650 000,00 | | 9 650 000,00 | 1 419 649,84 | 1 149 039,00 | 3 152 782,97 | 2 328 705,89 | 300 000,00 | 386 816,83 | 913 005,47 |
| Total général | 46 363 306,09 | - 2 257 319,96 | 44 105 986,13 | 29 517 728,67 | 3 885 438,23 | 5 431 639,90 | 2 974 293,86 | 690 000,00 | 386 816,83 | 1 220 068,64 |

| | AP 2022 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2029 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| D Education | 7 809 106,90 | - 96 369,40 | 7 712 737,50 | 2 851 887,00 | 1 590 000,00 | 3 270 850,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 7 809 106,90 | - 96 369,40 | 7 712 737,50 | 2 851 887,00 | 1 590 000,00 | 3 270 850,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 200 000,00 | | 200 000,00 | 31 170,00 | 0,00 | 70 000,00 | 40 000,00 | 58 830,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 200 000,00 | | 200 000,00 | 31 170,00 | 0,00 | 70 000,00 | 40 000,00 | 58 830,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 159 358,00 | - 107 432,00 | 51 926,00 | 1 926,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 159 358,00 | - 107 432,00 | 51 926,00 | 1 926,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 150 000,00 | | 150 000,00 | 132 000,00 | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G2 - Espaces naturels | 150 000,00 | | 150 000,00 | 132 000,00 | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 161 786,00 | - 10 000,00 | 151 786,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 50 000,00 | 91 786,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 161 786,00 | - 10 000,00 | 151 786,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 50 000,00 | 91 786,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 30 554 043,16 | - 1 786 391,44 | 28 767 651,72 | 25 127 459,98 | 1 385 000,00 | 510 000,00 | 860 000,00 | 210 000,00 | 160 000,00 | 515 191,74 |
| I1 - Routes | 30 554 043,16 | - 1 786 391,44 | 28 767 651,72 | 25 127 459,98 | 1 385 000,00 | 510 000,00 | 860 000,00 | 210 000,00 | 160 000,00 | 515 191,74 |
| K Administration générale | 4 999 382,64 | - 285 356,89 | 4 714 025,75 | 1 813 495,21 | 1 092 036,00 | 900 000,00 | 908 494,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 4 924 382,64 | - 285 356,89 | 4 639 025,75 | 1 807 831,21 | 1 022 700,00 | 900 000,00 | 908 494,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 75 000,00 | | 75 000,00 | 5 664,00 | 69 336,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 44 033 676,70 | - 2 285 549,73 | 41 748 126,97 | 29 957 938,19 | 4 110 036,00 | 4 785 850,50 | 1 858 494,54 | 360 616,00 | 160 000,00 | 515 191,74 |

| | AP 2023 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------|-------------------|
| D Education | 17 440 019,61 | - 256 177,42 | 17 183 842,19 | 4 965 215,83 | 4 004 000,00 | 4 885 000,00 | 2 776 626,36 | 553 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 17 440 019,61 | - 256 177,42 | 17 183 842,19 | 4 965 215,83 | 4 004 000,00 | 4 885 000,00 | 2 776 626,36 | 553 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 1 614 526,86 | - 1 301,23 | 1 613 225,63 | 560 847,63 | 279 000,00 | 309 800,00 | 452 125,26 | 11 452,74 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 1 110 843,97 | - 489,63 | 1 110 354,34 | 390 354,34 | 192 000,00 | 192 000,00 | 336 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E3 - Archives | 503 682,89 | - 811,60 | 502 871,29 | 170 493,29 | 87 000,00 | 117 800,00 | 116 125,26 | 11 452,74 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 364 772,58 | - 576,47 | 364 196,11 | 145 196,11 | 73 000,00 | 73 000,00 | 73 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 364 772,58 | - 576,47 | 364 196,11 | 145 196,11 | 73 000,00 | 73 000,00 | 73 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 2 172 518,86 | - 58 345,57 | 2 114 173,29 | 584 424,16 | 388 000,00 | 504 060,00 | 532 689,13 | 105 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 80 000,00 | - 10 000,00 | 70 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G2 - Espaces naturels | 2 092 518,86 | - 48 345,57 | 2 044 173,29 | 584 424,16 | 353 000,00 | 469 060,00 | 532 689,13 | 105 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 11 764 569,20 | - 2 897 402,03 | 8 867 167,17 | 3 245 759,82 | 2 446 000,00 | 1 370 000,00 | 1 173 340,40 | 0,00 | 0,00 | 633 066,95 |
| I1 - Routes | 8 667 000,00 | - 2 147 402,03 | 6 519 597,97 | 2 526 023,98 | 1 675 000,00 | 600 000,00 | 1 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 568 573,99 |
| I3 - Mobilités durables | 3 097 569,20 | - 750 000,00 | 2 347 569,20 | 719 735,84 | 770 000,00 | 770 000,00 | 23 340,40 | 0,00 | 0,00 | 64 492,96 |
| K Administration générale | 7 826 870,69 | - 604 434,20 | 7 222 436,49 | 2 366 196,00 | 1 640 500,00 | 1 744 500,00 | 1 411 826,85 | 59 413,64 | 0,00 | 0,00 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 261 770,00 | | 261 770,00 | 57 356,36 | 25 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 59 413,64 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 7 565 100,69 | - 604 434,20 | 6 960 666,49 | 2 308 839,64 | 1 615 500,00 | 1 684 500,00 | 1 351 826,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 41 183 277,80 | - 3 818 236,92 | 37 365 040,88 | 11 867 639,55 | 8 829 500,00 | 8 886 360,00 | 6 419 608,00 | 728 866,38 | 0,00 | 633 066,95 |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025



Publié le
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

| | AP 2024 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------|--------------|--------------|------------|---------|--------------|
| D Education | 7 300 000,00 | - 31 939,32 | 7 268 060,68 | 4 453 815,04 | 1 256 145,64 | 480 000,00 | 571 201,07 | 506 898,93 | 0,00 | 0,00 |
| D1 - Collèges | 7 300 000,00 | - 31 939,32 | 7 268 060,68 | 4 453 815,04 | 1 256 145,64 | 480 000,00 | 571 201,07 | 506 898,93 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 20 000,00 | - 941,12 | 19 058,88 | 9 058,88 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E1 - Développement culturel | 20 000,00 | - 941,12 | 19 058,88 | 9 058,88 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 380 000,00 | - 72 502,35 | 307 497,65 | 55 163,65 | 59 200,00 | 193 134,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 40 000,00 | - 636,35 | 39 363,65 | 29 363,65 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G3 - Energies renouvelables | 300 000,00 | - 71 866,00 | 228 134,00 | 0,00 | 35 000,00 | 193 134,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 40 000,00 | | 40 000,00 | 25 800,00 | 14 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 31 575 000,00 | - 4 425 000,00 | 27 150 000,00 | 787 730,48 | 16 285 000,00 | 4 100 000,00 | 3 082 852,00 | 60 000,00 | 0,00 | 2 834 417,52 |
| I1 - Routes | 31 375 000,00 | - 4 425 000,00 | 26 950 000,00 | 740 582,48 | 16 235 000,00 | 4 050 000,00 | 3 030 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 2 834 417,52 |
| I3 - Mobilités durables | 200 000,00 | | 200 000,00 | 47 148,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 52 852,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K Administration générale | 3 573 853,38 | - 73 596,02 | 3 500 257,36 | 87 641,76 | 806 006,56 | 1 793 329,78 | 698 500,00 | 114 779,26 | 0,00 | 0,00 |
| K3 - Système Information et télécommunications | 542 853,38 | - 73 596,02 | 469 257,36 | 83 421,02 | 170 500,00 | 112 836,34 | 102 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 3 031 000,00 | | 3 031 000,00 | 4 220,74 | 635 506,56 | 1 680 493,44 | 596 000,00 | 114 779,26 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 42 848 853,38 | - 4 603 978,81 | 38 244 874,57 | 5 393 409,81 | 18 416 352,20 | 6 566 463,78 | 4 352 553,07 | 681 678,19 | 0,00 | 2 834 417,52 |

ANNEXE 6 – désindividualisation pour réduction des autorisations de programme relatives aux subventions d'équipement antérieures à 2023.

| Programme B4 - Logement | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|--------------------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Segment | | Opération | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | | | 1 070 439,47 € | 668 911,29 € | 401 528,18 € | 668 911,29 € | 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O002 | Réhabilit. logements particul. | 2014 | B403E01 | 204 | 1 070 439,47 | 668 911,29 | 401 528,18 | 668 911,29 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 1 070 439,47 € | 668 911,29 € | 401 528,18 € | 668 911,29 € | 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 668 911,29
 Montant du programme voté 2014 au cours de la séance : 401 528,18

Montant du programme actualisé 2020 : 135 600,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 135 600,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 56 871,02 €

| Programme B4 - Logement | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Segment | | Opération | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | | | 50 000,00 € | 45 273,02 € | 4 726,98 € | 3 726,98 € | 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O002 | Réhabilit. logements particul. | 2020 | B403E17 | 204 | 50 000,00 | 45 273,02 | 4 726,98 | 3 726,98 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | | | 85 600,00 € | 11 598,00 € | 74 002,00 € | 73 002,00 € | 1 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O006 | PIG Précarité énergétique / Pacte territorial | 2020 | B403E20 | 204 | 85 600,00 | 11 598,00 | 74 002,00 | 73 002,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 135 600,00 € | 56 871,02 € | 78 728,98 € | 78 728,98 € | 1 600,00 € | 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 56 871,02
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 78 728,98

Montant du programme actualisé 2021 : 240 400,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 240 400,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 19 806,00 €

| Programme B4 - Logement | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Segment | | Opération | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B43 - Aides à la construction | | | | | | 126 400,00 € | 4 000,00 € | 122 400,00 € | 26 219,20 € | 68 620,80 € | 27 560,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B43 | LOGE-B403O005 | HLM | 2021 | B403E24 | 204 | 126 400,00 | 4 000,00 | 122 400,00 | 26 219,20 | 68 620,80 | 27 560,00 | 0,00 | 0,00 |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | | | 114 000,00 € | 15 806,00 € | 98 194,00 € | 89 794,00 € | 8 400,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O006 | PIG Précarité énergétique / Pacte territorial | 2021 | B403E26 | 204 | 114 000,00 | 15 806,00 | 98 194,00 | 89 794,00 | 8 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 240 400,00 € | 19 806,00 € | 220 594,00 € | 116 013,20 € | 77 020,80 € | 27 560,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 19 806,00
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 220 594,00

Montant du programme actualisé 2022 : 1 156 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 156 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 218 300,00 €

| Programme B4 - Logement | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| Segment | | Opération | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| B43 - Aides à la construction | | | | | | 756 000,00 € | 48 000,00 € | 708 000,00 € | 186 240,00 € | 234 400,00 € | 156 960,00 € | 130 400,00 € | 0,00 € |
| B43 | LOGE-B403O005 | HLM | 2022 | B403E35 | 204 | 756 000,00 | 48 000,00 | 708 000,00 | 186 240,00 | 234 400,00 | 156 960,00 | 130 400,00 | 0,00 |
| B44 - Réhabilitation de logements de particuliers | | | | | | 400 000,00 € | 170 300,00 € | 229 700,00 € | 113 800,00 € | 64 900,00 € | 51 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| B44 | LOGE-B403O006 | PIG Précarité énergétique / Pacte territorial | 2022 | B403E37 | 204 | 400 000,00 | 170 300,00 | 229 700,00 | 113 800,00 | 64 900,00 | 51 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 1 156 000,00 € | 218 300,00 € | 937 700,00 € | 300 040,00 € | 299 300,00 € | 207 960,00 € | 130 400,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 218 300,00
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 937 700,00

| Programme C1 - Personnes âgées | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--|--|--|--|--|-------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | Montant du programme actualisé 2021 : 50 000,00 € | | | | | | |
| | | | | | | Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 50 000,00 € | | | | | | |
| | | | | | | Disponible à l'individualisation : - € | | | | | | |
| | | | | | | Montant désindividualisé au cours de la séance : 20 000,00 € | | | | | | |

| Segment | | Opération | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|------------------------------------------------------|--------------|------------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Code Action | Opération | Libellé | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| C14 - Aides à l'investissement - maisons de retraite | | | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 30 000,00 € | 0,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| C14 | PA-C1001O005 | Etablissements pour PA | 2021 | C1001E16 | 204 | 50 000,00 | 20 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 30 000,00 € | 0,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 20 000,00
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 30 000,00

Programme E2 - Sites culturels

Montant du programme actualisé 2019 : 493 124,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 493 124,00 €
 Disponible à l'individualisation : €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 55 772,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|--------------------------------|--------------|------------------------------------|------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------|
| | | | | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | 493 124,00 € | 55 772,00 € | 437 352,00 € | 87 000,00 € | 43 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| E21 | EQUU-E204O01 | Equipements culturels (avant 2020) | 2019 | E204E03 | 204 | 493 124,00 € | 55 772,00 € | 437 352,00 € | 87 000,00 € | 43 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | | | | 493 124,00 € | 55 772,00 € | 437 352,00 € | 87 000,00 € | 43 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 55 772,00 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance : 437 352,00 €

Montant du programme actualisé 2020 : 433 027,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 433 027,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 49 597,89 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | |
|--------------------------------|--------------|--------------------------------|------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------|
| | | | | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | 433 027,00 € | 49 597,89 € | 383 029,11 € | 320 240,11 € | 62 789,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| E21 | CATH-E203O01 | Investissement des sites pôles | 2020 | E203E21 | 204 | 433 027,00 € | 49 597,89 € | 383 029,11 € | 320 240,11 € | 62 789,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total | | | | 433 027,00 € | 49 597,89 € | 383 029,11 € | 320 240,11 € | 62 789,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 49 597,89 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 383 029,11 €

Montant du programme actualisé 2021 : 453 548,20 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 453 548,20 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 20 928,52 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|--------------------------------|--------------|--------------------------------|------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | 453 548,20 € | 20 928,52 € | 432 619,68 € | 358 130,94 € | 27 887,48 € | 46 601,26 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E21 | CATH-E203O01 | Investissement des sites pôles | 2021 | E203E24 | 204 | 453 548,20 € | 20 928,52 € | 432 619,68 € | 358 130,94 € | 27 887,48 € | 46 601,26 € |
| Total | | | | 453 548,20 € | 20 928,52 € | 432 619,68 € | 358 130,94 € | 27 887,48 € | 46 601,26 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 20 928,52 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 432 619,68 €

Montant du programme actualisé 2022 : 712 654,17 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 712 654,17 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 617,66 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|--------------------------------|--------------|--------------------------------|------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| E21 - Aides à l'investissement | | | | 712 654,17 € | 6 617,66 € | 706 036,51 € | 346 832,17 € | 141 809,33 € | 217 395,01 € | 0,00 € | 0,00 € |
| E21 | CATH-E203O01 | Investissement des sites pôles | 2022 | E203E32 | 204 | 712 654,17 € | 6 617,66 € | 706 036,51 € | 346 832,17 € | 141 809,33 € | 217 395,01 € |
| Total | | | | 712 654,17 € | 6 617,66 € | 706 036,51 € | 346 832,17 € | 141 809,33 € | 217 395,01 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 6 617,66 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 706 036,51 €

Programme F1 - Sports et activités de pleine nature

Montant du programme actualisé 2022 : 94 208,33 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 94 208,33 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 27 213,61 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|--------------------------------------------|--------------|---------------------------|------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action F12 - Sports de pleine nature | | | | 94 208,33 € | 27 213,61 € | 66 994,72 € | 52 415,62 € | 4 482,39 € | 10 096,71 € | 0,00 € | 0,00 € |
| F12 | TDEN-F103O02 | Espaces sites itinéraires | 2022 | F103E30 | 204 | 94 208,33 € | 27 213,61 € | 66 994,72 € | 52 415,62 € | 4 482,39 € | 10 096,71 € |
| Total | | | | 94 208,33 € | 27 213,61 € | 66 994,72 € | 52 415,62 € | 4 482,39 € | 10 096,71 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 27 213,61 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 66 994,72 €

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2018 : 3 768 820,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 3 768 820,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 418 136,01 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-----------------------------------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-------------------|
| | | | Milieu AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G13 Programme AEP Accroissement | | | | | | 3 768 820,00 € | 418 136,01 € | 3 349 407,69 € | 3 062 091,66 € | 101 192,65 € | 35 634,92 € | 164 718,87 € | 0,00 € |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2018 | G102E03 | 204 | 2 062 295,00 | 85 632,46 | 1 976 662,54 | 1 701 274,40 | 81 137,25 | 28 524,92 | 154 718,87 | 0,00 |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2019 | G102E04 | 204 | 1 891 324,00 | 200 591,55 | 1 370 172,45 | 1 350 737,49 | 20 045,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 3 768 820,00 € | 418 136,01 € | 3 349 407,69 € | 3 062 091,66 € | 101 192,65 € | 35 634,92 € | 164 718,87 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 418 136,01 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance : 3 048 437,88 €

Montant du programme voté 2019 : 2 323 426,77 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 323 426,77 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 372 486,48 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-----------------------------------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| | | | Milieu AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G13 Programme AEP Accroissement | | | | | | 421 036,73 € | 3 386,80 € | 424 423,53 € | 188 488,83 € | 166 662,18 € | 88 226,39 € | 88 693,33 € | 0,00 € |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2019 | G102E03 | 204 | 421 305,73 | 3 689,90 | 424 423,53 | 184 433,82 | 166 662,15 | 88 226,39 | 88 693,33 | 0,00 |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2019 | G102E04 | 204 | 1 891 111,04 | 289 638,66 | 1 688 672,49 | 1 640 297,81 | 48 274,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G13 | HYDR-G120013 | GEMAPI Aude | 2019 | G102E18 | 204 | 1 591 111,04 | 265 538,56 | 1 688 672,49 | 1 640 297,81 | 48 274,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 3 233 420,77 € | 372 486,48 € | 3 110 612,51 € | 1 924 707,44 € | 166 662,18 € | 88 226,39 € | 88 693,33 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 372 486,48 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance : 2 110 612,51 €

Montant du programme voté 2020 : 6 428 088,62 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 6 428 088,62 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 840 678,63 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milieu AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G12 Programme AEP Accroissement | | | | | | 3 182 928,08 € | 340 836,78 € | 2 941 892,80 € | 2 588 666,53 € | 289 686,17 € | 176 760,80 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2020 | G101E08 | 204 | 1 860 372,84 | 322 194,22 | 1 678 178,61 | 1 237 054,61 | 284 333,40 | 176 760,80 | 0,00 | 0,00 |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2020 | G101E10 | 204 | 1 232 455,46 | 59 741,48 | 1 193 713,99 | 1 125 461,22 | 34 292,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total action G13 Programme de prévention des inondations | | | | | | 2 245 271,12 € | 489 442,34 € | 1 743 628,23 € | 1 580 185,00 € | 75 686,29 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G13 | HYDR-G120013 | GEMAPI Aude | 2020 | G102E18 | 204 | 2 243 271,12 | 489 442,34 | 1 743 628,23 | 1 688 162,00 | 75 686,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 5 428 088,62 € | 840 678,63 € | 4 688 730,99 € | 4 084 718,83 € | 374 261,46 € | 176 760,80 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 840 678,63 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 4 698 750,39 €

Montant du programme voté 2021 : 5 647 871,62 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 5 647 871,62 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 366 771,65 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| | | | Milieu AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | | |
| Total action G12 Programme AEP Accroissement | | | | | | 2 786 382,11 € | 189 428,69 € | 2 609 862,92 € | 888 182,75 € | 374 677,98 € | 807 198,77 € | 321 842,07 € | 333 902,60 € | 248 243,89 € | 86 187,48 € |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2021 | G101E11 | 204 | 1 578 791,36 | 55 385,28 | 1 624 406,68 | 487 016,37 | 162 697,68 | 305 000,00 | 181 360,33 | 103 000,00 | 248 243,89 | 86 187,48 |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2021 | G101E12 | 204 | 1 218 590,15 | 133 044,31 | 1 088 345,84 | 242 111,78 | 211 160,00 | 322 169,77 | 170 281,69 | 130 802,60 | 0,00 | 0,00 |
| Total action G13 Programme de prévention des inondations | | | | | | 2 048 839,61 € | 176 341,86 € | 2 073 247,65 € | 1 729 888,22 € | 342 388,23 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| G13 | HYDR-G120013 | GEMAPI Aude | 2021 | G102E22 | 204 | 2 048 839,61 | 176 341,86 | 2 073 247,65 | 1 729 888,22 | 342 388,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | 5 647 871,62 € | 366 771,65 € | 4 682 100,07 € | 4 240 987,97 € | 717 066,29 € | 807 198,77 € | 321 842,07 € | 333 902,60 € | 248 243,89 € | 86 187,48 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 366 771,65 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 4 682 300,07 €

Montant du programme voté 2022 : 6 273 470,64 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 6 273 470,64 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 617 880,62 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|---------------|
| | | | Milieu AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé | | |
| Total action G12 Programme AEP Accroissement | | | | | | 3 550 404,00 € | 309 630,90 € | 3 260 979,20 € | 1 481 212,84 € | 418 841,17 € | 648 838,78 € | 423 109,00 € | 123 324,68 € | 25 182,74 € | 0,00 € |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2022 | G101E16 | 204 | 1 691 986,00 | 285 285,27 | 1 368 676,43 | 415 876,13 | 196 206,52 | 237 000,00 | 202 989,48 | 128 524,98 | 25 182,74 | 0,00 |
| G12 | EAUA-G120002 | Subventions versées AEP et ASBT | 2022 | G101E17 | 204 | 1 758 403,00 | 44 241,23 | 1 754 196,77 | 1 005 299,61 | 219 534,65 | 389 639,76 | 215 112,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total action G13 Programme de prévention des inondations | | | | | | 1 820 889,64 € | 188 182,72 € | 1 734 688,92 € | 1 238 423,88 € | 418 616,28 € | 38 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| G13 | HYDR-G120013 | GEMAPI Aude | 2022 | G102E24 | 204 | 1 820 889,64 | 188 182,72 | 1 734 688,92 | 1 238 423,88 | 418 616,28 | 38 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | 6 273 470,64 € | 617 880,62 € | 4 766 807,02 € | 3 717 808,80 € | 864 494,43 € | 628 868,78 € | 423 109,00 € | 123 324,68 € | 25 182,74 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 617 880,62 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 4 766 807,02 €

Programme G2 - Espaces naturels

Montant du programme voté 2021 : 187 776,26 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 167 776,26 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 22 572,25 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milieu AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action G22 Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS) | | | | | | 187 776,26 € | 22 572,25 € | 165 204,01 € | 147 019,33 € | 15 230,06 € | 2 891,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| G22 | TDEN-G2030007 | Stratégie dep. biodiversité | 2021 | G200E30 | 204 | 187 776,26 | 22 572,25 | 165 204,01 | 147 019,33 | 15 230,06 | 2 891,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 187 776,26 € | 22 572,25 € | 165 204,01 € | 147 019,33 € | 15 230,06 € | 2 891,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 22 572,25 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 165 204,01 €

Programme H1 - Infrastructures d'intérêt départemental

Montant du programme voté 2021 : 666 666,60 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 666 666,60 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 293 720,30 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|-----------------------------|---------------|-----------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquide au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H14 LGV | | | | | | | 666 666,60 € | 293 720,30 € | 372 946,30 € | 294 866,30 € | 28 080,00 € | 50 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H14 | STRU-H1010006 | LGV | | 2021 | H101E19 | 204 | 666 666,60 | 293 720,30 | 372 946,30 | 294 866,30 | 28 080,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 666 666,60 € | 293 720,30 € | 372 946,30 € | 294 866,30 € | 28 080,00 € | 50 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 293 720,30 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 372 946,30 €

Montant du programme voté 2022 : 486 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 486 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 18 740,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|-----------------------------|---------------|-----------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquide au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H14 LGV | | | | | | | 486 000,00 € | 18 740,00 € | 467 260,00 € | 388 800,00 € | 78 460,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H14 | STRU-H1010006 | LGV | | 2022 | H101E25 | 204 | 486 000,00 | 18 740,00 | 467 260,00 | 388 800,00 | 78 460,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 486 000,00 € | 18 740,00 € | 467 260,00 € | 388 800,00 € | 78 460,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 18 740,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 467 260,00 €

Programme H2 - Aocompagnement territoires

Montant du programme voté 2018 : 3 030 222,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 3 030 222,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 280 800,00 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 3 030 222,00 | 280 800,00 | 3 030 822,00 | 2 880 940,00 | 281 432,00 | 74 360,00 | 0,00 | 0,00 |
| H22 | EQUU-H2030003 | Bâtiments publics | 2018 | H203E09 | 204 | 2 150 010,00 | 224 964,00 | 1 925 046,00 | 1 600 696,00 | 250 000,00 | 74 360,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030002 | Cœurs de village | 2018 | H203E05 | 204 | 1 182 212,00 | 88 836,00 | 1 114 876,00 | 1 083 144,00 | 31 432,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 3 030 222,00 | 280 800,00 | 3 030 822,00 | 2 880 940,00 | 281 432,00 | 74 360,00 | 0,00 | 0,00 |

Montant désindividualisé après la présente séance : 280 800,00 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance : 3 030 822,00 €

Montant du programme voté 2019 : 1 561 088,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 561 088,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 26 800,70 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|-------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 1 561 088,00 | 26 800,70 | 1 524 186,30 | 1 037 275,18 | 167 236,00 | 77 389,14 | 62 287,00 | 0,00 |
| H22 | EQUU-H2030002 | Cœurs de village | 2019 | H203E11 | 204 | 425 547,00 | 24 687,70 | 400 879,30 | 386 254,16 | 7 236,00 | 7 389,14 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030003 | Bâtiments publics | 2019 | H203E15 | 204 | 525 542,00 | 2 236,00 | 523 306,00 | 651 019,00 | 150 000,00 | 70 000,00 | 52 287,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 1 561 088,00 | 26 800,70 | 1 524 186,30 | 1 037 275,18 | 167 236,00 | 77 389,14 | 62 287,00 | 0,00 |

Montant désindividualisé après la présente séance : 26 800,70 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance : 1 524 186,30 €

Montant du programme voté 2020 : 10 786 748,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 10 786 748,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 820 228,26 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|----------------|------------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 10 786 748,00 | 820 228,26 | 10 176 621,76 | 8 613 406,01 | 608 488,67 | 271 808,34 | 282 086,33 | 0,00 |
| H22 | EQUU-H2030002 | Cœurs de village | 2020 | H203E21 | 204 | 2 777 149,00 | 241 350,82 | 2 535 798,18 | 2 484 348,34 | 50 000,00 | 1 449,94 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030003 | Bâtiments publics | 2020 | H203E25 | 204 | 3 006 986,00 | 114 341,10 | 2 892 644,90 | 2 510 667,00 | 256 266,57 | 25 396,00 | 100 315,33 | 0,00 |
| | EQUU-H2030008 | Equipements culturels | 2020 | H203E27 | 204 | 1 458 764,00 | 56 108,00 | 1 442 656,00 | 1 092 599,00 | 13 129,00 | 27 883,00 | 72 024,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030008 | Equipements sportifs | 2020 | H203E28 | 204 | 743 319,00 | 78 946,00 | 664 373,00 | 644 272,00 | 20 101,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H20300010 | Projets structurants de territoire | 2020 | H203E28 | 204 | 755 088,00 | 2 351,00 | 752 697,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 150 000,00 | 50 000,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030011 | Voies | 2020 | H203E30 | 204 | 1 871 748,00 | 125 604,33 | 1 746 143,67 | 1 580 309,67 | 60 000,00 | 80 000,00 | 55 834,00 | 0,00 |
| H28 | EQUU-H2030014 | Chaque renouvelable | 2020 | H203E33 | 204 | 142 724,00 | 1 516,00 | 141 208,00 | 101 209,00 | 9 000,00 | 17 078,00 | 13 922,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 10 786 748,00 | 820 228,26 | 10 176 621,76 | 8 613 406,01 | 608 488,67 | 271 808,34 | 282 086,33 | 0,00 |

Montant désindividualisé après la présente séance : 820 228,26 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 10 176 621,76 €

Montant du programme voté 2021 : 11 108 483,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 11 108 483,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 204 623,23 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 10 008 483,00 | 789 606,01 | 9 238 896,99 | 7 636 680,06 | 900 331,64 | 443 331,68 | 104 327,62 | 139 806,37 |
| H22 | EQUU-H2030001 | Equipements scolaires | 2021 | H203E34 | 204 | 1 078 696,00 | 59 964,00 | 1 019 132,00 | 790 697,00 | 200 000,00 | 28 436,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030002 | Cœurs de village | 2021 | H203E35 | 204 | 3 068 146,00 | 176 836,17 | 2 891 309,83 | 2 278 252,50 | 347 912,75 | 120 000,00 | 14 919,52 | 130 224,66 |
| | EQUU-H2030003 | Bâtiments publics | 2021 | H203E36 | 204 | 2 511 150,00 | 107 156,13 | 2 403 993,87 | 1 754 556,67 | 285 418,79 | 215 000,00 | 89 408,00 | 59 551,21 |
| | EQUU-H2030005 | Equipements touristiques | 2021 | H203E38 | 204 | 245 300,00 | 65 702,65 | 179 597,35 | 117 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030008 | Equipements sportifs | 2021 | H203E41 | 204 | 1 469 382,00 | 287 951,00 | 1 211 431,00 | 1 132 023,00 | 20 000,00 | 59 408,00 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030011 | Voies | 2021 | H203E43 | 204 | 1 635 819,00 | 102 296,06 | 1 533 522,94 | 1 463 034,23 | 50 000,00 | 20 488,66 | 0,00 | 0,00 |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | 1 100 000,00 | 436 017,22 | 684 982,78 | 160 938,73 | 264 346,00 | 260 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| H28 | ATER-H2010009 | Aide à l'investissement scolaire | 2021 | H201E14 | 204 | 1 100 000,00 | 436 017,22 | 664 982,78 | 190 636,78 | 264 346,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | 11 108 483,00 | 1 204 623,23 | 9 900 860,77 | 7 828 228,83 | 1 167 877,64 | 693 331,68 | 104 327,62 | 139 806,37 |

Montant désindividualisé après la présente séance : 1 204 623,23 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 9 900 860,77 €

Montant du programme voté 2022 : 7 860 121,88 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 7 860 121,88 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 338 089,91 €

| Segment | Opération | Libellé | Autorisation de programme | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|---------------|--------------------------|---------------------------|-----------|------------|-----------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | | | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liquité au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H22 Aides aux équipements publics communaux | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 7 860 121,88 | 338 089,91 | 7 626 021,77 | 4 722 089,45 | 1 104 680,18 | 1 001 682,37 | 680 294,78 | 180 026,98 |
| H22 | EQUU-H2030001 | Equipements scolaires | 2022 | H203E77 | 204 | 1 075 528,00 | 25 045,33 | 1 050 482,67 | 599 373,00 | 289 696,32 | 122 611,93 | 79 201,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030002 | Cœurs de village | 2022 | H203E78 | 204 | 2 112 579,00 | 46 410,78 | 2 066 168,22 | 1 938 588,76 | 480 000,00 | 104 176,93 | 102 178,50 | 44 225,03 |
| | EQUU-H2030003 | Bâtiments publics | 2022 | H203E79 | 204 | 2 775 088,00 | 113 467,00 | 2 661 621,00 | 1 408 368,00 | 223 962,00 | 580 000,00 | 250 046,00 | 136 038,00 |
| | EQUU-H2030005 | Equipements touristiques | 2022 | H203E72 | 204 | 28 516,00 | 13 841,00 | 14 677,00 | 6 628,00 | 6 559,91 | 3 489,09 | 0,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030008 | Equipements culturels | 2022 | H203E68 | 204 | 128 520,00 | 23 344,00 | 105 176,00 | 68 827,00 | 10 000,00 | 20 037,00 | 6 312,00 | 0,00 |
| | EQUU-H2030011 | Voies | 2022 | H203E71 | 204 | 1 485 827,00 | 38 654,55 | 1 447 172,45 | 1 100 944,30 | 74 344,43 | 159 294,96 | 112 557,28 | 31,48 |
| EQUU-H2030012 | Interpéries | 2022 | H203E87 | 204 | 356 661,68 | 77 337,25 | 279 324,43 | 247 370,39 | 20 000,00 | 11 964,04 | 0,00 | 31,48 | |
| Total | | | | | | 7 860 121,88 | 338 089,91 | 7 626 021,77 | 4 722 089,45 | 1 104 680,18 | 1 001 682,37 | 680 294,78 | 180 026,98 |

Montant désindividualisé après la présente séance : 338 089,91 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 7 626 021,77 €

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

Programme HS - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2020 : 2 041 409,57 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 041 409,57 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 111 854,86 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action HS3 Programme hydro-agricole | | | | | | | 2 041 409,57 € | 111 854,86 € | 1 929 554,71 € | 1 898 131,05 € | 31 423,66 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HS3 | HYDA-H503O003 | Irrigation collective | | 2020 | H503E12 | 204 | 2 041 409,57 | 111 854,86 | 1 929 554,71 | 1 898 131,05 | 31 423,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 2 041 409,57 € | 111 854,86 € | 1 929 554,71 € | 1 898 131,05 € | 31 423,66 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 111 854,86 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 1 929 554,71 €

Montant du programme voté 2021 : 758 581,65 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 758 581,65 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 27 328,47 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action HS3 Programme hydro-agricole | | | | | | | 758 581,65 € | 27 328,47 € | 731 253,18 € | 445 024,25 € | 286 228,93 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HS3 | HYDA-H503O003 | Irrigation collective | | 2021 | H503E14 | 204 | 758 581,65 | 27 328,47 | 731 253,18 | 445 024,25 | 286 228,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 758 581,65 € | 27 328,47 € | 731 253,18 € | 445 024,25 € | 286 228,93 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 27 328,47 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 731 253,18 €

Montant du programme voté 2022 : 44 796,80 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 44 796,80 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 8 595,98 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------|---------------------------|-----------|----------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant Individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action HS3 Programme hydro-agricole | | | | | | | 44 796,80 € | 8 595,98 € | 36 200,82 € | 12 632,82 € | 22 398,00 € | 1 170,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HS3 | HYDA-H503O003 | Irrigation collective | | 2022 | H503E16 | 204 | 44 796,80 | 8 595,98 | 36 200,82 | 12 632,82 | 22 398,00 | 1 170,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | | | | 44 796,80 € | 8 595,98 € | 36 200,82 € | 12 632,82 € | 22 398,00 € | 1 170,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 8 595,98 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 36 200,82 €

Programme H6 - Inondations

Montant du programme voté 2018 : 10 979 493,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 10 979 493,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 707 855,01 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|--------------|--------------------------------|---------|---------------------------|-----------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H61 Inondations octobre 2018 | | | | | | | 10 979 493,00 € | 707 855,01 € | 10 271 637,99 € | 8 688 455,21 € | 242 000,00 € | 79 468,49 € | 608 232,03 € | 653 484,26 € |
| H61 | INON-H61O001 | Inondations oct 2018 - Voirie | 2018 | H601E01 | 204 | 9 500 000,00 | 171 672,01 | 9 328 327,99 | 8 393 375,24 | 202 000,00 | 29 468,49 | 90 000,00 | 653 484,26 | |
| H61 | INON-H61O003 | Inondations oct 2018 -AEP Ass1 | 2018 | H601E01 | 204 | 1 479 493,00 | 536 183,00 | 943 310,00 | 295 077,97 | 40 000,00 | 50 000,00 | 593 232,03 | 0,00 | |
| Total | | | | | | | 10 979 493,00 € | 707 855,01 € | 10 271 637,99 € | 8 688 455,21 € | 242 000,00 € | 79 468,49 € | 608 232,03 € | 653 484,26 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 707 855,01 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance : 10 271 637,99 €

Montant du programme voté 2019 : 3 000 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 3 000 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 1 113 721,07 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|--------------|-------------------------------|---------|---------------------------|-----------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H61 Inondations octobre 2018 | | | | | | | 3 000 000,00 € | 1 113 721,07 € | 1 886 278,93 € | 623 980,49 € | 248 000,00 € | 430 483,86 € | 212 903,14 € | 370 911,44 € |
| H61 | INON-H61O001 | Inondations oct 2018 - Voirie | 2019 | H601E10 | 204 | 3 000 000,00 | 1 113 721,07 | 1 886 278,93 | 623 980,49 | 248 000,00 | 430 483,86 | 212 903,14 | 370 911,44 | |
| Total | | | | | | | 3 000 000,00 € | 1 113 721,07 € | 1 886 278,93 € | 623 980,49 € | 248 000,00 € | 430 483,86 € | 212 903,14 € | 370 911,44 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 1 113 721,07 €
 Montant du programme voté 2019 au cours de la séance : 1 886 278,93 €

Montant du programme voté 2020 : 2 276 588,30 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 276 588,30 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 260 853,51 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|--------------|-------------------------------|---------|---------------------------|-----------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H62 Inondations octobre 2019 | | | | | | | 328 729,00 € | 14 504,00 € | 314 225,00 € | 299 575,00 € | 14 652,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H62 | INON-H61O005 | Inondations oct 2019 - Voirie | 2020 | H601E05 | 204 | 328 729,00 | 14 504,00 | 314 225,00 | 299 575,00 | 14 652,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total action H63 Inondations janvier 2020 | | | | | | | 1 947 859,30 € | 246 339,51 € | 1 701 469,79 € | 1 409 080,69 € | 160 310,67 € | 100 000,00 € | 32 078,44 € | 0,00 € |
| H63 | INON-H61O006 | Inondations janv. 2020 Voirie | 2020 | H601E06 | 204 | 1 947 859,30 | 246 339,51 | 1 701 469,79 | 1 409 080,69 | 160 310,67 | 100 000,00 | 32 078,44 | 0,00 | |
| Total | | | | | | | 2 276 588,30 € | 260 853,51 € | 2 015 694,79 € | 1 708 655,69 € | 174 962,67 € | 100 000,00 € | 32 078,44 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 260 853,51 €
 Montant du programme voté 2020 au cours de la séance : 2 015 694,79 €

Programme H1 - Routes

Montant du programme voté 2018 : 2 177 343,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 2 177 343,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 296 782,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|------------------------------------------------------|--------------|-------------------|---------|---------------------------|-----------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action H16 Subventions d'investissement | | | | | | | 2 177 343,00 € | 296 782,00 € | 1 880 561,00 € | 1 850 561,00 € | 7 535,31 € | 22 464,69 € | 0,00 € | 0,00 € |
| H16 | EQRO-H12O003 | Voie (avant 2020) | 2018 | H102E05 | 204 | 2 177 343,00 | 296 782,00 | 1 880 561,00 | 1 850 561,00 | 7 535,31 | 22 464,69 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | | 2 177 343,00 € | 296 782,00 € | 1 880 561,00 € | 1 850 561,00 € | 7 535,31 € | 22 464,69 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 296 782,00 €
 Montant du programme voté 2018 au cours de la séance : 1 880 561,00 €

Programme L3 - Budget participatif

Montant du programme voté 2022 : 1 500 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 1 500 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 75 000,00 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------|--------------|---------------------|---------|---------------------------|-----------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Code Action | Opération | Libellé | Mièsem AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisé | Liqués au 31/12/2024 | CP 2025 Actualisé | CP 2026 Actualisé | CP 2027 Actualisé | CP 2028 Actualisé |
| Total action L31 Actions du budget participatif | | | | | | | 1 500 000,00 € | 75 000,00 € | 1 425 000,00 € | 1 163 491,89 € | 150 000,00 € | 111 508,11 € | 0,00 € | 0,00 € |
| L31 | BPAR-L301O01 | Budget participatif | 2022 | L301E03 | 204 | 1 500 000,00 | 75 000,00 | 1 425 000,00 | 1 163 491,89 | 150 000,00 | 111 508,11 | 0,00 | 0,00 | |
| Total | | | | | | | 1 500 000,00 € | 75 000,00 € | 1 425 000,00 € | 1 163 491,89 € | 150 000,00 € | 111 508,11 € | 0,00 € | 0,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 75 000,00 €
 Montant du programme voté 2022 au cours de la séance : 1 425 000,00 €

ANNEXE 7 – AP antérieures à 2023 impactées par les réductions concernant les subventions d'équipement

| | AP ant 2018 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| B Action sociale et insertion | 4 070 439,47 | 668 911,29 | 401 528,18 | 400 528,18 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 1 070 439,47 | 668 911,29 | 401 528,18 | 400 528,18 | 600,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Env. et prév. des risques | 16 977 406,19 | 0,00 | 16 977 406,19 | 7 193 679,91 | 610 173,03 | 607 712,15 | 604 000,00 | 601 000,00 | 598 000,00 | 6 762 841,10 |
| G4 - Sécurité civile | 16 977 406,19 | 0,00 | 16 977 406,19 | 7 193 679,91 | 610 173,03 | 607 712,15 | 604 000,00 | 601 000,00 | 598 000,00 | 6 762 841,10 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 33 611 460,72 | 0,00 | 33 611 460,72 | 19 906 132,36 | 2 359 536,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,36 |
| H1 - Infrastruct. d'intérêt dép. | 30 031 200,00 | 0,00 | 30 031 200,00 | 16 416 249,84 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,36 |
| H5 - Agriculture et pêche | 3 580 260,72 | 0,00 | 3 580 260,72 | 3 489 882,72 | 90 378,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 51 659 306,38 | 668 911,29 | 50 990 395,09 | 27 500 340,45 | 2 970 309,43 | 2 877 270,55 | 2 873 158,40 | 2 870 158,40 | 2 867 158,40 | 9 031 999,46 |

| | AP 2018 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| B Action sociale et insertion | 448 000,00 | 0,00 | 448 000,00 | 284 000,00 | 105 600,00 | 10 400,00 | 24 000,00 | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 448 000,00 | 0,00 | 448 000,00 | 284 000,00 | 105 600,00 | 10 400,00 | 24 000,00 | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 6 609 623,00 | 416 185,01 | 6 193 437,99 | 4 268 729,62 | 290 315,57 | 227 043,21 | 347 716,67 | 195 000,00 | 197 000,00 | 667 630,92 |
| G1 - Eau | 3 759 623,00 | 416 185,01 | 3 343 437,99 | 3 052 001,85 | 101 182,55 | 36 534,92 | 154 716,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G4 - Sécurité civile | 2 850 000,00 | 0,00 | 2 850 000,00 | 1 216 727,77 | 189 133,02 | 191 508,29 | 193 000,00 | 195 000,00 | 197 000,00 | 667 630,92 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 15 812 715,00 | 1 091 455,01 | 14 811 259,99 | 12 366 882,27 | 563 432,00 | 153 818,49 | 608 232,03 | 653 484,26 | 0,00 | 465 410,94 |
| H2 - Accompagnement territoires | 3 333 222,00 | 293 800,00 | 3 039 622,00 | 2 883 840,00 | 281 432,00 | 74 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Inondations | 12 479 493,00 | 797 655,01 | 11 771 837,99 | 9 483 042,27 | 282 000,00 | 79 458,49 | 608 232,03 | 653 484,26 | 0,00 | 465 410,94 |
| I Réseau routier et mobilité | 2 398 722,00 | 296 782,00 | 2 101 940,00 | 2 039 065,19 | 12 535,48 | 42 464,69 | 7 874,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| I1 - Routes | 2 398 722,00 | 296 782,00 | 2 101 940,00 | 2 039 065,19 | 12 535,48 | 42 464,69 | 7 874,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 25 269 060,00 | 1 714 422,02 | 23 106 637,98 | 18 674 677,08 | 866 283,05 | 423 326,39 | 963 825,34 | 848 484,26 | 197 000,00 | 1 133 041,86 |

| | AP 2019 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------|--------------|------------|------------|---------|-----------|
| B Action sociale et insertion | 134 150,00 | 0,00 | 134 150,00 | 130 948,00 | 3 091,00 | 111,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 Logement | 134 150,00 | 0,00 | 134 150,00 | 130 948,00 | 3 091,00 | 111,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 288 000,00 | 0,00 | 288 000,00 | 248 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 Personnes âgées | 288 000,00 | 0,00 | 288 000,00 | 248 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 493 124,00 | 55 772,00 | 437 352,00 | 306 638,00 | 87 000,00 | 43 714,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 493 124,00 | 55 772,00 | 437 352,00 | 306 638,00 | 87 000,00 | 43 714,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 520 000,00 | 0,00 | 520 000,00 | 401 424,20 | 107 035,00 | 11 540,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 Sports&activ. pleine nature | 520 000,00 | 0,00 | 520 000,00 | 401 424,20 | 107 035,00 | 11 540,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 4 624 921,28 | 272 408,46 | 4 352 512,82 | 3 308 516,55 | 353 566,03 | 307 530,22 | 252 528,35 | 130 371,67 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 4 624 921,28 | 272 408,46 | 4 352 512,82 | 3 308 516,55 | 353 566,03 | 307 530,22 | 252 528,35 | 130 371,67 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 6 817 472,31 | 1 140 624,77 | 5 676 847,54 | 3 734 674,48 | 504 326,03 | 713 630,05 | 265 190,14 | 370 911,44 | 0,00 | 88 118,40 |
| H2 - Accompagnement territoires | 1 351 069,00 | 28 903,70 | 1 324 165,30 | 1 037 273,16 | 157 236,00 | 77 389,14 | 52 287,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 1 980 000,00 | 0,00 | 1 980 000,00 | 1 752 690,48 | 37 489,03 | 169 620,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Inondations | 3 506 383,31 | 1 113 721,07 | 2 392 662,24 | 944 507,84 | 309 601,00 | 468 620,42 | 212 903,14 | 370 911,44 | 0,00 | 88 118,40 |
| Total général | 12 877 667,59 | 1 468 805,23 | 11 408 862,36 | 8 130 198,23 | 1 095 018,06 | 1 076 526,07 | 517 718,49 | 501 283,11 | 0,00 | 88 118,40 |

| | AP 2020 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------|------------|------------|------------|---------|----------|
| B Action sociale et insertion | 787 600,00 | 56 871,02 | 730 728,98 | 642 554,98 | 36 800,00 | 51 374,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 787 600,00 | 56 871,02 | 730 728,98 | 642 554,98 | 36 800,00 | 51 374,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 433 027,00 | 49 997,89 | 383 029,11 | 320 240,11 | 62 789,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 433 027,00 | 49 997,89 | 383 029,11 | 320 240,11 | 62 789,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Env. et prév. des risques | 5 426 099,52 | 840 378,63 | 4 585 720,89 | 4 034 718,83 | 374 251,46 | 176 750,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G1 - Eau | 5 426 099,52 | 840 378,63 | 4 585 720,89 | 4 034 718,83 | 374 251,46 | 176 750,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 15 621 226,54 | 992 974,62 | 14 628 251,92 | 12 805 690,12 | 749 883,90 | 330 657,84 | 453 878,77 | 287 021,00 | 0,00 | 1 120,29 |
| H2 - Accompagnement territoires | 10 997 520,00 | 820 226,25 | 10 347 293,75 | 8 864 317,01 | 543 497,57 | 230 667,84 | 421 800,33 | 287 021,00 | 0,00 | 0,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 2 041 409,57 | 111 854,86 | 1 929 554,71 | 1 888 131,05 | 31 423,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Inondations | 2 812 296,97 | 260 893,51 | 2 351 403,46 | 2 043 242,06 | 174 962,67 | 100 000,00 | 32 078,44 | 0,00 | 0,00 | 1 120,29 |
| Total général | 22 267 953,06 | 1 840 222,16 | 20 327 730,90 | 17 893 204,04 | 1 223 724,36 | 558 782,44 | 453 878,77 | 287 021,00 | 0,00 | 1 120,29 |

| | AP 2021 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| B Action sociale et insertion | 650 000,00 | 19 806,00 | 630 194,00 | 334 533,20 | 154 660,80 | 89 000,00 | 52 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 650 000,00 | 19 806,00 | 630 194,00 | 334 533,20 | 154 660,80 | 89 000,00 | 52 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 118 058,00 | 20 000,00 | 98 058,00 | 88 058,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 - Personnes âgées | 118 058,00 | 20 000,00 | 98 058,00 | 88 058,00 | 20 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 683 548,20 | 20 928,52 | 662 619,68 | 538 470,94 | 27 887,48 | 96 261,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 683 548,20 | 20 928,52 | 662 619,68 | 538 470,94 | 27 887,48 | 96 261,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 5 235 747,88 | 388 343,90 | 4 847 404,08 | 2 577 087,90 | 732 359,37 | 640 080,77 | 321 642,07 | 233 802,60 | 246 243,89 | 96 187,48 |
| G1 - Eau | 5 047 971,62 | 366 771,66 | 4 682 200,07 | 2 430 067,97 | 717 066,29 | 637 189,77 | 321 642,07 | 233 802,60 | 246 243,89 | 96 187,48 |
| G2 - Espaces naturels | 187 776,26 | 22 572,25 | 165 204,01 | 147 019,93 | 15 293,08 | 2 891,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménage. attractivité du terr. | 16 188 969,48 | 1 525 572,00 | 14 663 337,48 | 9 945 101,50 | 2 053 641,38 | 1 139 469,03 | 429 624,22 | 526 577,69 | 284 361,70 | 284 361,96 |
| H1 - Infrastruct. d'intérêt dép. | 3 225 921,83 | 293 720,30 | 2 932 201,53 | 1 147 951,07 | 312 441,70 | 334 361,70 | 284 361,70 | 284 361,70 | 284 361,70 | 284 361,96 |
| H2 - Accompagnement territoires | 12 204 406,00 | 1 204 523,23 | 10 999 882,77 | 8 352 126,18 | 1 454 670,75 | 805 107,33 | 145 462,52 | 242 215,99 | 0,00 | 0,00 |
| H6 - Agriculture et pêche | 758 581,65 | 27 328,47 | 731 253,18 | 446 024,25 | 286 228,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 22 876 263,56 | 1 974 650,32 | 20 901 613,24 | 13 463 251,54 | 2 988 345,03 | 1 974 811,06 | 803 466,29 | 760 380,29 | 530 605,59 | 380 549,44 |

| | AP 2022 | Désindividualisation pour réduction AP | AP Actualisée après BP 2024 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | CP 2029 | CP 2030 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------|
| B Action sociale et insertion | 1 221 000,00 | 218 300,00 | 1 002 700,00 | 340 378,00 | 301 694,00 | 230 228,00 | 130 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| B4 - Logement | 1 221 000,00 | 218 300,00 | 1 002 700,00 | 340 378,00 | 301 694,00 | 230 228,00 | 130 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C Autonomie | 402 315,25 | 0,00 | 402 315,25 | 52 315,25 | 80 000,00 | 135 000,00 | 135 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C1 - Personnes âgées | 402 315,25 | 0,00 | 402 315,25 | 52 315,25 | 80 000,00 | 135 000,00 | 135 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E Culture et patrimoine | 1 007 654,17 | 6 617,66 | 1 001 036,51 | 451 819,21 | 141 809,33 | 272 735,01 | 134 672,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| E2 - Sites culturels | 1 007 654,17 | 6 617,66 | 1 001 036,51 | 451 819,21 | 141 809,33 | 272 735,01 | 134 672,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F Sport Jeunesse | 240 003,37 | 27 213,61 | 212 789,76 | 148 021,30 | 44 482,39 | 20 286,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| F1 - Sports et activité de pleine nature | 240 003,37 | 27 213,61 | 212 789,76 | 148 021,30 | 44 482,39 | 20 286,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 5 572 395,23 | 517 663,52 | 5 054 731,71 | 2 931 508,94 | 887 611,10 | 658 782,34 | 423 106,03 | 128 524,56 | 25 198,74 | 0,00 |
| G1 - Eau | 5 302 728,35 | 517 663,52 | 4 785 064,83 | 2 734 912,19 | 834 451,43 | 636 871,88 | 423 106,03 | 128 624,56 | 25 198,74 | 0,00 |
| G2 - Espaces naturels | 269 666,88 | 0,00 | 269 666,88 | 196 596,75 | 53 159,67 | 19 910,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H Aménagement attractivité Territoire | 22 419 716,48 | 365 435,89 | 22 054 280,59 | 9 588 206,46 | 3 206 581,16 | 2 900 711,87 | 3 379 445,78 | 2 953 130,32 | 26 207,00 | 0,00 |
| H1 - Infrastructures d'intérêt départemental | 13 020 800,00 | 18 740,00 | 13 002 060,00 | 3 889 940,00 | 1 931 920,00 | 1 800 000,00 | 2 700 000,00 | 2 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| H2 - Accompagnement des territoires | 9 354 321,68 | 338 099,91 | 9 016 221,77 | 5 705 833,54 | 1 282 263,16 | 1 069 541,87 | 679 445,78 | 253 130,32 | 26 207,00 | 0,00 |
| H6 - Agriculture et pêche | 44 796,80 | 6 595,98 | 38 200,82 | 12 632,82 | 22 398,00 | 1 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 1 500 000,00 | 75 000,00 | 1 425 000,00 | 1 163 491,89 | 150 000,00 | 111 508,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| L3 - Budget participatif | 1 500 000,00 | 75 000,00 | 1 425 000,00 | 1 163 491,89 | 150 000,00 | 111 508,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total général | 32 363 086,50 | 1 210 230,68 | 31 152 855,82 | 14 675 741,05 | 4 812 177,88 | 4 329 251,40 | 4 202 624,77 | 3 081 654,88 | 51 485,74 | 0,00 |

Pour rappel, les AP individualisées en 2023 et 2024 s'élèvent respectivement à 20 381 607,52 € et 22 489 973,85 € et ne sont pas réduites à ce stade.

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

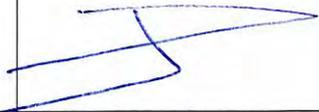
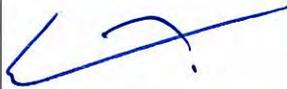
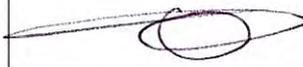
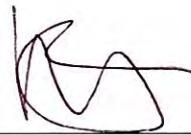
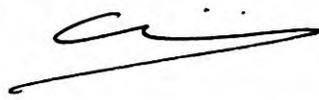
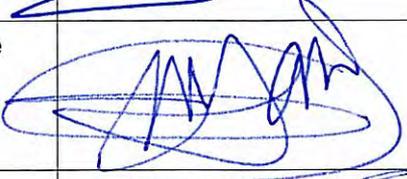
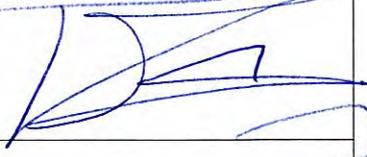
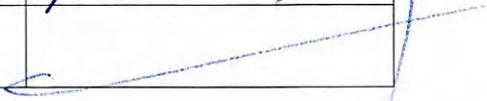
Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

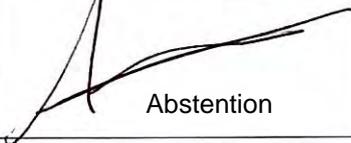
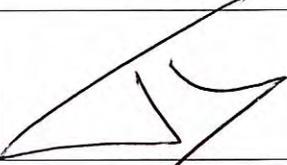
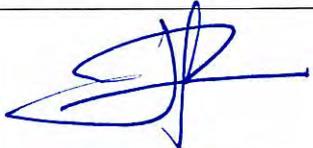
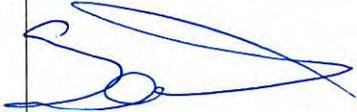
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

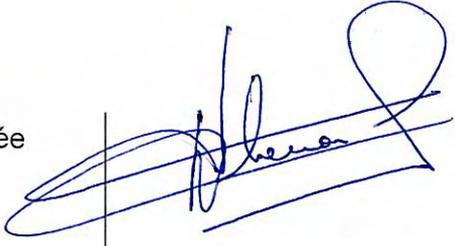


| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières | |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès | |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien | |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric | |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude | |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 | |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |



| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - budget principal | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et l'affectation du résultat,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 20 mars 2025 fixant les orientations budgétaires permettant d'élaborer le budget primitif 2025,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

Lors de la session du 20 mars dernier, nous avons débattu des orientations autour d'un projet de budget pour 2025 qui traduit nos engagements forts en faveur :

- du renforcement des solidarités humaines, devant la montée des risques pesant sur notre modèle social,
- de la poursuite du développement du territoire audois tout en stabilisant l'emprunt afin de préserver nos capacités d'engagement à moyen terme,
- de la transition écologique.

Ce projet de budget porte la marque de nos ambitions politiques et vise à préserver notre capacité d'action face à une conjoncture inflationniste lourde et un haut niveau d'incertitude sur nos

recettes.

Cette année, nos dépenses de fonctionnement augmenteront légèrement en raison de l'indexation des éléments de rémunération et d'un certain nombre de mesures décidées par l'Etat.

Nos recettes de fonctionnement progresseraient légèrement du fait de la reprise des droits de mutation à titre onéreux (+ 5,2 M€) en lien avec la reprise des ventes et la hausse du taux de 4,5 à 5 %. La dynamique de la TSCA (+ 5,7 M€) contribue également au maintien de nos recettes.

Notre capacité d'autofinancement est diminuée, mais la collectivité a ajusté son budget de sorte que le financement des investissements soit préservé.

Nos investissements seront dédiés pour une part importante à la transition écologique, pour répondre au défi de l'urgence climatique, et à la confirmation d'un fort soutien en direction des territoires dans un contexte où la dépense publique, plus que jamais nécessaire, est attendue en baisse.

Ce rapport budgétaire détaillera, dans une première partie, les dépenses des missions et des programmes qui constituent le support de présentation de notre budget, conformément au règlement budgétaire et financier adopté en 2024.

Une deuxième partie présentera le budget plus globalement pour exposer les conditions de son équilibre.

Le rapport est organisé comme suit :

| | |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Mission A - Enfance Famille | 5 |
| Programme A1 - Petite Enfance | 5 |
| Programme A2 - Aide sociale à l'enfance | 7 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission A | 9 |
| Mission B - Action Sociale et Insertion | 10 |
| Programme B1 – Allocations RMI / RSA | 10 |
| Programme B2 - Insertion professionnelle..... | 11 |
| Programme B3 - Action Sociale | 12 |
| Programme B4 - Logement | 13 |
| Mission C – Autonomie | 16 |
| Programme C1 - Personnes Agées..... | 16 |
| Programme C2 - Personnes Handicapées | 20 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission C | 22 |
| Mission D – Education | 24 |
| Programme D1 - Collèges | 24 |
| Programme D2 – Actions éducatives | 27 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission D | 27 |
| Mission E - Culture et Patrimoine | 28 |
| Programme E1 - Développement culturel..... | 28 |
| Programme E2 – Sites culturels | 29 |
| Programme E3 – Archives..... | 30 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission E | 32 |
| Mission F – Sport Jeunesse | 33 |
| Programme F1 – Sports et activités de pleine nature | 33 |
| Programme F2 – Jeunesse | 34 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission F..... | 35 |
| Mission G - Environnement et prévention des risques | 36 |
| Programme G1 – Eau | 36 |
| Programme G2 - Espaces Naturels..... | 37 |
| Programme G3 - Energies Renouvelables | 39 |
| Programme G4 - Sécurité civile..... | 40 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission G | 41 |
| Mission H - Aménagement et attractivité du territoire | 42 |
| Programme H1 – Infrastructures d'intérêt départemental | 42 |
| Programme H2 – Accompagnement des territoires | 43 |
| Programme H3 – Coopération décentralisée..... | 45 |
| Programme H4 – Tourisme | 45 |
| Programme H5 – Agriculture et Pêche | 46 |
| Programme H6 – Inondations..... | 48 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission H | 49 |
| Mission I - Réseau routier et mobilité | 50 |
| Programme I1 – Routes | 50 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission I | 54 |
| Mission K – Administration Générale | 55 |
| Programme K1 – Ressources humaines | 55 |
| Programme K2 – Budget et finances | 59 |
| Programme K3 – Systèmes d'information et télécommunications | 61 |
| Programme K4 – Logistique et patrimoine | 62 |
| Mission L – Pilotage et coordination | 65 |
| Programme L1 - Pilotage stratégique | 65 |
| Programme L2 - Communication externe | 66 |
| Programme L3 – Budget participatif | 66 |
| Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement - mission L | 67 |
| L'équilibre du budget 2025 | 68 |
| La section de fonctionnement 2025 | 68 |
| Les recettes de fonctionnement | 68 |
| Les dépenses de fonctionnement | 72 |
| La section d'investissement 2025 | 74 |
| Les recettes d'investissement | 74 |
| Les dépenses d'investissement | 75 |
| L'équilibre du budget | 77 |
| Conclusion 78 | |

Les crédits du budget 2025 par mission

Le budget 2025 totalise 819 835 124,88 € en dépenses et recettes, pour la section de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels et d'ordre et pour l'ensemble des missions et programmes.

Les propositions présentées sur les missions des solidarités (mission A à C) s'élèvent en dépenses de fonctionnement à 335 764 939,62 €. Ces dépenses sont en progression de 1,02% par rapport au budget 2024 (s'élevant pour rappel à 332 376 723,30 €). Elles représentent 59,9 % du budget (hors masse salariale).

Mission A - Enfance Famille

Les propositions du budget 2025 de la mission Enfance famille s'élèvent à 56 315 826,56 € en fonctionnement, soit une baisse de 3,98% par rapport au budget 2024 qui s'élevait à 58 648 505,05 € et à 396 457,42 € en investissement, soit une baisse de 63,8 % par rapport au budget 2024 qui s'élevait à 1,1 M€.

Programme A1 - Petite Enfance

Les compétences du Département dans le domaine de la protection maternelle et infantile (PMI) sont régies par le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles. Elles visent, d'une part, la prévention primaire en direction des familles (santé, épanouissement), d'autre part les modes d'accueil individuels et collectifs pour les enfants de moins de six ans.

Le Département inscrit ses missions de PMI dans le cadre du schéma des solidarités 2021-2025 et du schéma de services aux familles, en animant des actions qui visent l'adaptation des modes d'accueil de la petite enfance aux besoins des familles.

Les crédits de fonctionnement s'élèvent à 1 048 900 €, en baisse de 11,36 % par rapport au budget 2024.

Action A11 – Parentalité

En 2025, les crédits inscrits au titre de la parentalité s'élèvent à 334 000 € (+ 3,65%) et se décomposent comme suit :

- la participation au coût d'animation du REAAP (réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents) piloté par la CAF, à hauteur de 44 000 €,
- les subventions accordées au titre du soutien à la parentalité, aux espaces rencontres et lieux d'accueil enfant parent. Le budget alloué s'élève à 187 000 €, contre 210 000 € en 2024,
- La diversification des actions collectives en Maisons Départementales des Solidarités permettant à la fois de toucher un plus large public, de valoriser ce qui peut être réalisé et d'agir en prévention très précoce pour 40 000 €,
- Plusieurs subventions réaffectées par souci de cohérence et gérées jusqu'à présent par les missions

Action Sociale et Insertion (paniers solidaires) et Santé, pour un montant total prévisionnel de 63 000 €.

Action A12 – Santé

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 259 260 € et concernent la PMI en lien avec la prise en charge des consultations médicales par le régime général d'assurance maladie, la participation de l'Etat pour la compensation « Ségur » en lien avec les professionnels de la PMI et les remboursements perçus dans le cadre du projet Cocon porté par le Réseau Périnatalité Occitanie (RPO).

Les dépenses de fonctionnement en matière de santé s'établissent à 625 400 € et baissent de 154 000 € par rapport au budget 2024. Le BP 2025 demeure supérieur aux réalisations 2024 qui était de 584 962,43 €

Concernant la PMI, les dépenses sont réparties comme suit :

- les participations au dispositif de santé dans le cadre des missions PMI et plus particulièrement la participation versée au centre d'action médico-sociale précoce et au centre hospitalier de Castelnaudary (440 000 €) restent identiques à 2024.
- les honoraires médicaux et paramédicaux (échographies ...) (55 000 €),
- les approvisionnements, achats et transports de médicaments et de vaccins (47 000 €),
- l'achat de matériel aux professionnels des MDS (7 500 €)

Les autres dépenses de fonctionnement concernent :

- le versement à des organismes de formation, pour 50 400 €, dans le cadre des orientations du schéma Départemental des Solidarités sur le développement de la prévention précoce,
- 16 000 € concernent les remboursements de frais, annulations de titres sur exercices antérieurs et divers frais pour des actions de santé...
- les prestations de services d'un montant total de 5 000 € pour la stérilisation des sets d'instruments ou une intervention auprès des professionnels de psychomotricité au titre de la prévention de la vulnérabilité du jeune enfant,
- l'acquisition de tests de dépistages des troubles visuels et du langage nécessaires à la pratique du dépistage dans le cadre du bilan de 4 ans en école maternelle, et lors des consultations, pour un budget de 3 000 €,
- les frais d'étalonnage des testeurs de monoxyde d'azote, utilisés par les sages-femmes dans le cadre des suivis de grossesse, pour 1 500 €,

Action A13 - Modes d'accueil

Les dépenses de fonctionnement d'un montant de 89 500 € (+ 7 800 €) concernent :

- la formation obligatoire des assistants maternels et le financement des actions de santé pour 85 000 €,

- le remboursement des frais de garde d'enfants en période de formation des assistants maternels pour 4 500 €.

Programme A2 - Aide sociale à l'enfance

Les crédits s'élèvent à 55 266 926,56 € pour le fonctionnement en baisse de 3,83% par rapport au budget 2024 et à 396 457,42 € pour l'investissement en baisse de 63,8 % par rapport au budget 2024 qui s'élevait à 1,1 M€.

Action A21- Mesures de prévention

Les mesures de prévention concernent différentes actions auprès des familles et des enfants en difficultés sociales : service de prévention spécialisée, évaluation externalisée d'informations préoccupantes, aides ménagères, services de travailleuses en intervention sociale et familiale (TISF), actions éducatives en milieu ouvert (AEMO), mesures d'accompagnement en économie sociale et familiale (MAESF).

Les dépenses s'établissent à 5 101 791,90 € pour 2025, soit une baisse de 0,3 M€ par rapport au précédent budget.

Les services de prévention spécialisée sont aujourd'hui tarifés et financés par le Département, à hauteur de 648 542,03 €.

La dotation versée au Service d'aide éducative en milieu ouvert est de 3 066 048,63 €.

Les interventions éducatives à domicile notamment afin de soutenir la prise en charge éducative d'enfants présentant des troubles sont en évolution depuis 2023, soulignant les besoins exprimés dans l'accompagnement des familles naturelles ou des lieux de placement autour des enfants en situation de handicap (1 362 201,24 €),

Le coût de fonctionnement du nouveau GIP France enfance protégée qui se substitue au GIP enfance en danger est de 25 000 €.

Action A22 - Mesures de prises en charge physique

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2025 sont attendues à 3 417 471 € contre 3 402 500 € en 2024. Elles se décomposent essentiellement comme suit :

- la participation de l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance pour 1 918 471 € comprenant notamment la convention Adrien Taquet, pour un montant de 1 378 217 €, en attente de la reconduction de la contractualisation avec l'Etat, la prise en charge des jeunes majeurs pour 387 422 € et le SEGUR pour la compensation des revalorisations salariales des ESSMS 100 000 €.
- les remboursements de frais de placement par les départements extérieurs, avec une prévision de 1 000 000 €,
- les recouvrements de la sécurité sociale et de la CAF pour 290 000 € complétés par les recouvrements auprès des usagers et d'autres tiers pour 7 000 €,

- la participation de l'Etat à la prise en charge des mineurs non accompagnés (mise à l'abri et évaluation) pour 202 000 € en baisse du fait d'une activité en diminution et de l'évolution des règles de calculs applicables.

Les dépenses de fonctionnement pour 2025 s'élèvent à 50 152 154,66 € et sont en diminution de 1 876 715,30 € (soit - 3,61%) par rapport aux crédits 2024.

Cette baisse globale tient à la fois à :

- la validation pour 2025 d'un objectif annuel d'évolution des dépenses (OED) des établissements et services de protection de l'enfance tarifés à 0% (*hors mesures nouvelles, hors évolution des charges d'emprunt, d'amortissement, hors frais de siège autorisés et hors reprises de résultat des années antérieures*),
- la ré-interrogation concernant la poursuite de certains dispositifs qu'ils soient expérimentaux ou pérennes, en réduction de places notamment, malgré des besoins constants.

Ainsi, les principales dépenses de fonctionnement concernent essentiellement :

- les Maisons d'enfants à caractère social (MECS) avec un budget de 26 327 980,01 € (- 1,07%) essentiellement liée à un OED des établissements tarifés en ASE de 0%, et à l'ajustement de plusieurs dispositifs audois,
- les dépenses d'un montant de 1 704 716,02 € permettant de financer le centre parental (46 places au total),
- le coût de fonctionnement du service d'accueil des MNA estimé à 6 692 240 €, en baisse significative par rapport au budget voté en 2024 (- 1,3 M€) en raison de la baisse de la mise à l'abri constatée durant l'année,
- les lieux de vie et d'accueil avec un budget de 4 459 251 € correspondant à 54 places pérennes et 1 place en remobilisation,
- d'autres actions de prises en charge physiques, en lien avec le transport des jeunes confiés, la mise en œuvre de séjours ou encore visites en présence d'un tiers et la prise en charge nécessaire de frais médicaux (1 795 000 € soit - 0,9 M€),
- les indemnités versées aux personnes qui se voient confier des enfants (tiers dignes de confiance, tiers durables et bénévoles, parrains sous certaines conditions) avec un coût stable de 800 000 € en 2025.

La dotation globale d'exploitation (subvention d'équilibre) versée au budget annexe de la Structure enfance famille (SAE) est estimée à 7 392 167,63 € (+ 5,47%, soit + 0,4 M€).

Les dépenses d'investissement de 396 457,42 € sont entièrement dédiées à la subvention d'investissement versée au budget annexe de la SAE pour la réalisation du programme bâtimentaire.

Un rapport spécifique sur ce budget annexe est présenté à cette session.

Action A23 - Participations et subventions

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à un montant de 12 980 € et concernent :

- l'adhésion à l'Observatoire national de l'action sociale (ODAS) pour un montant de 2 980 €, inchangé depuis 2022,

- les subventions versées à des associations pour des interventions complémentaires à l'exercice des missions départementales pour une enveloppe de 10 000 €.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission A

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| A Enfance Famille | 56 104 323,86 | 58 648 505,05 | 57 915 817,10 | 56 315 826,56 |
| A1 Petite enfance | 1 129 957,38 | 1 183 350,00 | 917 477,28 | 1 048 900,00 |
| A11 Parentalité | 302 888,51 | 322 250,00 | 277 725,44 | 334 000,00 |
| A12 Santé | 755 743,47 | 779 400,00 | 584 962,43 | 625 400,00 |
| A13 Modes d'accueil | 71 325,40 | 81 700,00 | 54 789,41 | 89 500,00 |
| A2 Aide sociale à l'enfance | 54 974 366,48 | 57 465 155,05 | 56 998 339,82 | 55 266 926,56 |
| A21 Mesures de prévention | 5 265 675,89 | 5 423 775,09 | 5 423 775,09 | 5 101 791,90 |
| A22 Mesures de prises en charge physique | 49 692 210,59 | 52 028 869,96 | 51 562 054,73 | 50 152 154,66 |
| A23 Participations et subventions dans le domaine de l'ASE | 16 480,00 | 12 510,00 | 12 510,00 | 12 980,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 56 104 323,86 | 58 648 505,05 | 57 915 817,10 | 56 315 826,56 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| A Enfance Famille | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| A2 Aide sociale à l'enfance | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| A22 Mesures de prises en charge physique | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |

Mission B - Action Sociale et Insertion

Le code de l'action sociale et des familles confie au service social départemental la mission générale d'aider les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie de vie.

Outre les financements de l'allocation du RSA, la mission action sociale et insertion conduit les actions suivantes :

- ✓ Mener une politique d'insertion performante et inclusive,
- ✓ Accompagner les personnes en difficulté,
- ✓ Engager des actions innovantes pour lever les freins à l'emploi (mobilité, numérique, mode de garde des enfants, maîtrise des savoirs de base ..),
- ✓ Développer l'offre d'emplois pour les personnes en situation d'insertion,
- ✓ Favoriser l'accès des publics prioritaires à une offre de logement de qualité, respectueuse des critères de développement durable et accessible au plus grand nombre.

Les actions proposées s'inscrivent dans les engagements contractualisés avec différents partenaires (Etat, Collectivités locales, CAF, MSA, acteurs du monde économique).

Parmi ces engagements, le pacte des solidarités contractualisé avec l'Etat vient en remplacement de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'emploi (CALPAE) et du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE), et donne lieu à un cofinancement à hauteur de 1,8 M€.

Les crédits proposés pour cette mission s'élèvent à 120 220 912 € en fonctionnement, en augmentation de 0,20% par rapport au budget 2024 et 960 421,80 € en crédits d'investissement.

Programme B1 – Allocations RMI / RSA

La prévision sur les crédits d'allocation s'établit à 103 498 000 €. Les dépenses correspondent aux allocations versées, aux frais de gestion facturés par les organismes payeurs et aux opérations de régularisation.

Action B11- Allocations

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 103 239 000 €.

Le paiement de l'allocation RSA devrait représenter une charge encore importante pour la collectivité départementale (soit + 1,26% par rapport au budget 2024).

Cette évolution tient compte des dépenses réelles en 2024, légèrement inférieures au prévisionnel, et d'une majoration réglementaire du montant de l'allocation, calculée en fonction de l'inflation, et estimée pour 2025 à 1,9%.

Pour 2025, la prévision de hausse de 1,3 M€ du budget résulte d'une hypothèse de stabilisation du nombre d'allocataires en 2025.

Cependant, l'augmentation du nombre de foyers allocataires observée début 2025, pourrait avoir un impact à la hausse sur les dépenses d'allocation, si elle devait se confirmer dans les mois à venir.

Plusieurs facteurs peuvent agir sur l'évolution du nombre d'allocataires du RSA :

🚦 L'accompagnement vers l'emploi constitue un levier essentiel pour contenir le nombre

d'allocataires et le Département s'investit pleinement dans cette mission. La loi plein emploi du 12 décembre 2023 prévoit le renforcement de l'intervention de France Travail pour l'accompagnement des allocataires du RSA, avec un impact attendu sur l'accès à l'emploi de ce public et la sortie du dispositif RSA, dès 2025.

- ✚ La généralisation à partir du 1er mars de la "solidarité à la source", se traduira par le pré-remplissage des déclarations trimestrielles de ressources, donnant droit au RSA, avec pour effets attendus la simplification des démarches administratives et de l'accès aux droits, la réduction des erreurs de déclaration, et de l'implantation d'indus qui en découlent, et la diminution du non-recours aux droits lié à l'abandon des démarches administratives.

Action B12- Régularisations

Les recettes de fonctionnement, d'un montant de 1 037 300 €, correspondent aux titres de recette émis en recouvrement d'indus RSA suite au transfert de créances des organismes payeurs. La prévision sur ces recettes est calculée à partir d'une moyenne historique. Les produits de régularisation concernent également les amendes administratives et les sanctions pécuniaires en cas de fraude.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées, à hauteur de 259 000 € (- 3,36%), des frais de gestion administrative (221 000 €) ainsi que des annulations ou réductions d'indus RSA à la suite d'une remise de dette, d'une erreur administrative ou d'une décision de justice.

Programme B2 - Insertion professionnelle

Les crédits de fonctionnement en matière d'insertion professionnelle s'élèvent à 11 539 575 €, soit une modération de 0,75 M€ par rapport à 2024.

Action B25 - Fonds Social Européen

Les recettes au titre de la gestion de la subvention globale du FSE correspondent au remboursement d'opérations préalablement financées par le Département en 2022, 2023 et 2024. La prévision d'encaissement s'élève à 2 564 626 € sur l'exercice.

Il est proposé d'inscrire un crédit de dépenses de 1 160 000 €, soit 1/6^{ième} de la dotation attribuée au Département de l'Aude pour la période 2022-2027 qui permettra d'enrichir la programmation des actions du programme départemental d'insertion par le financement d'actions innovantes d'accompagnement vers l'emploi et de mise en situation de travail propices à l'insertion professionnelle durable.

Les crédits du FSE visent également à préserver l'équilibre financier des opérateurs en bénéficiant de l'avance dans l'année de la programmation du Département.

Action B26 - Accompagnement au parcours des bénéficiaires du RSA

Les crédits intègrent l'ensemble des actions relatives à l'orientation et à l'accompagnement des personnes en insertion, soit une dépense de 2 981 000 €, en légère baisse de 0,63% soit moins 18 902 €. La prévision 2025 reste légèrement supérieure aux réalisations 2024.

Ces crédits correspondent à l'ajustement des besoins, en lien avec la stabilisation du nombre d'allocataires du RSA devant être accompagnés, dans la continuité de la réforme qualitative du

cadre d'intervention des référents.

Action B27- Diversification de l'offre de parcours des BRSA

Les actions d'insertion sont cofinancées par l'Etat, dans le cadre d'une convention relative à l'insertion et à l'emploi, signée avec le Préfet de l'Aude en 2024 et dont le renouvellement est attendu en 2025 à hauteur de 894 909 €.

Cette action comprend les crédits dédiés à l'offre d'insertion sociale et professionnelle inscrite dans le programme départemental d'insertion (PDI), pour un volume de 7 398 575 €.

Ces crédits devront permettre la poursuite d'actions nouvelles ou initiées au cours des trois dernières années, visant le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi (par exemple le développement de groupements d'employeur d'insertion et de qualification), la levée des freins à l'insertion (mobilité et garde des enfants). Les chantiers d'insertion représentent à ce titre 2 181 000 € et les CDI d'insertion 1 525 000 €.

Les actions d'insertion sont également reconduites et devront être adaptées en 2025, dans une logique de complémentarité avec les autres acteurs du réseau France Travail (*par exemple l'accompagnement des créateurs d'entreprises et des travailleurs indépendants (0,6 M€), les ateliers numériques ou d'acquisition de savoirs de base*).

Les interventions du Département dans le cadre de la politique de la ville sont comptabilisées sur cette action, pour un montant de 234 000 €.

Enfin, un crédit de 4 875 € est réservé à la poursuite de l'animation des acteurs et intervenants des politiques d'insertion et d'accès à l'emploi, et à l'accompagnement au changement des pratiques professionnelles, dans le cadre du réseau pour l'emploi.

Programme B3 - Action Sociale

En la matière, les crédits répondent aux besoins des personnes les plus en difficulté pour éviter une dégradation de leur situation personnelle et financière. 1 797 000 € en fonctionnement (+ 0,85 %).

Action B33 - Aides financières aux personnes (hors Fonds Unique Logement)

Les aides financières à la personne d'un montant de 1 404 049 € (- 0,1 M€) sont encadrées par le règlement départemental des aides financières aux personnes en matière d'action sociale, d'insertion et d'aide sociale à l'enfance adopté en 2014. Ce montant est supérieur au réalisé 2024 qui s'établit à 1 378 163,34 €.

Le calcul des aides se base sur le quotient familial, permettant de prioriser les ménages aux ressources très modestes, sans exclure toutefois les personnes confrontées à des difficultés ponctuelles. Les critères et modalités d'intervention ont été révisés en 2024.

Le règlement actualisé entrera en vigueur au second semestre 2025.

L'enveloppe dédiée aux aides financières à la personne qui correspondent aux secours d'urgence, aux aides alimentaires et aux besoins de première nécessité (fonds d'action sociale territorial) s'élève à 1 402 000 €.

Action B34 - Aides financières aux personnes (APRE)

L'aide personnalisée au retour à l'emploi (APRE) est un fonds d'aide visant la prise en charge des frais afférents à la mise en œuvre d'un projet d'insertion professionnelle, mobilisable pour les BRSA. La dotation du fonds est de 287 951 € en 2025 en hausse de 69,4 % soit + 0,12 M€. En 2025, le Département accentue son action sur l'APRE.

Action B35 - Subventions dans le domaine de l'action sociale

Cette action regroupe les subventions de fonctionnement accordées aux associations œuvrant auprès des personnes en difficultés dans des domaines divers tels que l'accès aux biens de première nécessité (épiceries sociales), l'accès et le maintien dans un logement (association de défense des locataires) et l'accompagnement à l'insertion.

Il est proposé de réserver une enveloppe de 105 000 € pour le soutien à des associations caritatives.

Programme B4 - Logement

Ce programme est doté d'un crédit de 3 386 337 € en fonctionnement et de 960 421,80 € en investissement.

Action B41 - Aides aux personnes – Accompagnement

Les crédits sont destinés à l'accompagnement des publics pour l'accès et le maintien dans un logement adapté à leur situation.

Pour la mise en œuvre des actions d'accompagnement au logement, notamment dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique, le Département bénéficie de concours de l'Etat et de l'ANAH pour un montant de 935 791 € (solde du financement par l'ANAH de la mission d'animation du PIG mon coach éco-logis) ainsi que de la participation du CLER-Réseau pour la transition énergétique pour un montant de 122 978,27 € (mise en œuvre du SLIME). L'ensemble procure une recette globale de 1 058 769,27 €.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 883 687 € et concernent :

- les mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) (600 000 €),
- La mise en œuvre par le Département avec le concours de l'ANAH, d'un pacte territorial France Rénov', en relai du PIG « Mon Coach Eco-Logis, qui a pris fin en 2024. Le coût prévisionnel du pacte en 2025 est estimé à 537 687,00 €. Le financement de ces dépenses est en partie assuré par des redéploiements de crédits consacrés à la lutte contre la précarité énergétique et l'habitat indigne. Ce pacte est cofinancé par l'ANAH.
- les actions d'accompagnement à l'accès dans un logement adapté (300 200 €),
- le déploiement d'un service d'accueil, de diagnostic et d'orientation des personnes sans domicile fixe, à Carcassonne et à Narbonne (160 000 €),
- le concours au fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage (100 000 €),
- les actions d'accompagnement à l'amélioration du logement (65 000 €),

- la participation financière à l'agence départementale d'information sur le logement ADIL 11 (40 000 €),
- le soutien à la mise en place d'un espace de vie sociale itinérant pour les gens du voyage sédentarisés ou en aire d'accueil (32 800 €),
- le cofinancement avec l'Etat d'une mission d'appui pour la révision du schéma départemental d'accueil des gens du voyage (20 000 €)
- les mesures d'accompagnement judiciaire (16 000 €),
- le dispositif d'animation SLIME (12 000 €),

Action B42 - Aides aux personnes – Fonds Unique Logement (FUL)

Les recettes de fonctionnement d'un montant de 493 898 € concernent la contribution des communes, de la CAF, de la MSA et des fournisseurs d'énergie aux mesures d'accompagnement mises en place par le Département ainsi que des bailleurs sociaux.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 502 650 € et correspondent essentiellement à des aides attribuées à la personne au titre du FUL (accès et maintien dans le logement, participation aux dépenses énergétiques, règlement des dettes de logement).

Les recettes d'investissement, à hauteur de 80 000 €, correspondent au remboursement des prêts du FUL selon le plan d'amortissement défini dans le contrat de prêt.

Les dépenses d'investissement correspondent aux aides du FUL accordées sous la forme de prêt sans intérêt. Elles s'élèvent prévisionnellement à 70 000 €.

Action B43 - Aides à la construction

Les crédits de paiement en section d'investissement visent à apporter aux bailleurs sociaux un soutien financier dans leurs opérations de construction de logements locatifs sociaux, pour un montant de 575 236,80 €.

Action B44 - Réhabilitation de logements de particuliers

Des subventions d'investissement, d'un montant de 165 185 €, s'adressent aux opérations suivantes :

- travaux de rénovation énergétique opérés au sein des logements de ménages à ressources modestes menés dans le PIG départemental « Mon Coach Eco-Logis » (74 300 €),
- projets retenus au titre des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et des PIG territorialisés auxquels participe le Département (86 685 €),
- Le pacte territorial France Rénov' (4 200 €).

Action B45 – ANRU

Un financement par le Département de 150 000 € en investissement concerne les opérations liées au Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) du quartier Les Peupliers à Narbonne en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANAH).

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission B

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| B Action sociale et insertion | 117 098 896,85 | 119 976 568,00 | 118 278 123,18 | 120 220 912,00 |
| B1 Allocations RMI/ RSA | 99 644 718,16 | 102 223 205,00 | 101 824 891,25 | 103 498 000,00 |
| B11 Allocations | 99 369 905,38 | 101 955 205,00 | 101 588 882,12 | 103 239 000,00 |
| B12 Régularisations | 274 812,78 | 268 000,00 | 236 009,13 | 259 000,00 |
| B2 Insertion professionnelle | 12 454 605,03 | 12 291 024,00 | 11 811 696,66 | 11 539 575,00 |
| B25 Fonds social européen | 2 475 191,07 | 1 260 000,00 | 1 229 419,80 | 1 160 000,00 |
| B26 Enjeu 1 - PI - Accompagnement au parcours des BRSA | 2 435 342,60 | 2 999 902,00 | 2 907 345,10 | 2 981 000,00 |
| B27 Enjeu 2 - PI - Diversification de l'offre au parcours des BRSA | 7 544 071,36 | 8 031 122,00 | 7 674 931,76 | 7 398 575,00 |
| B3 Action sociale | 1 907 819,58 | 1 781 842,00 | 1 632 811,59 | 1 797 000,00 |
| B33 Aides financières aux personnes (hors FUL) | 1 581 273,78 | 1 503 842,00 | 1 378 163,34 | 1 404 049,00 |
| B34 Aides financières aux personnes (APRE) | 206 645,80 | 170 000,00 | 150 648,25 | 287 951,00 |
| B35 Subventions dans le domaine de l'action sociale | 119 900,00 | 108 000,00 | 104 000,00 | 105 000,00 |
| B4 Logement | 3 091 754,08 | 3 680 497,00 | 3 008 723,68 | 3 386 337,00 |
| B41 Aides aux personnes - Accompagnement | 1 703 829,80 | 2 097 939,00 | 1 662 691,95 | 1 883 687,00 |
| B42 Aides aux personnes - FUL | 1 387 924,28 | 1 582 558,00 | 1 346 031,73 | 1 502 650,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 117 098 896,85 | 119 976 568,00 | 118 278 123,18 | 120 220 912,00 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| B Action sociale et insertion | 762 635,91 | 1 148 083,04 | 924 445,91 | 960 421,80 |
| B3 Action sociale | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| B35 Subventions dans le domaine de l'action sociale | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| B4 Logement | 752 635,91 | 1 138 083,04 | 914 445,91 | 960 421,80 |
| B42 Aides aux personnes - FUL | 78 445,45 | 90 000,00 | 56 728,91 | 70 000,00 |
| B43 Aides à la construction | 461 716,48 | 566 262,04 | 492 444,00 | 575 236,80 |
| B44 Réhabilitation de logements de particuliers | 120 473,98 | 300 221,00 | 183 673,00 | 165 185,00 |
| B45 ANRU | 92 000,00 | 181 600,00 | 181 600,00 | 150 000,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Ref., Résultat) | 762 635,91 | 1 148 083,04 | 924 445,91 | 960 421,80 |

Mission C – Autonomie

Cette mission s'organise autour de deux programmes : personnes âgées et personnes en situation de handicap.

Le dispositif de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) occupe une place prédominante sur le volet personnes âgées tout comme la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) l'est, sur le volet personnes en situation de handicap.

L'augmentation de l'espérance de vie pour tous se traduit par une nouvelle catégorie de public, à la croisée de ces deux dispositifs que sont les personnes handicapées vieillissantes.

Il est donc à noter une convergence entre la politique en faveur des personnes en situation de handicap, fortement impulsée par la loi inclusive de 2005, et la politique en faveur des personnes âgées (plus de 60 ans).

Cette dernière a connu une évolution quantitative et qualitative importante suite à la promulgation de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) confortée récemment par la loi n° 2024-217 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie.

Cette politique Autonomie (PA/PH) reste le premier budget des Solidarités Humaines.

Dans un département où le taux de vieillissement de la population modeste est plus élevé que celui des moyennes nationales et régionales, cette politique volontariste se traduit par un effort financier conséquent à travers des actions de prévention dans le cadre de la conférence territoriale de l'Autonomie mises en œuvre par les conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et de l'habitat inclusif, dans le cadre d'un plan pluriannuel. La loi ASV prévoit un concours annuel de la CNSA pour le financement de ces actions.

- un soutien en direction des proches aidants, en développant notamment le « droit au répit » sur tout le territoire afin de prévenir leur épuisement
- le choix affirmé du virage domiciliaire, tant pour les personnes en situation de handicap que pour les personnes âgées, en accompagnant notamment les services autonomie à domicile dans un contexte actuel de réforme et de rapprochement avec les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD)
- une offre de parcours résidentiel pour les personnes vulnérables à travers de l'habitat intermédiaire ou des hébergements médico-sociaux, garantissant des conditions de vie décente au plus près des besoins identifiés (cf. Réponse Accompagnée pour Tous – RAT).

Une politique de contrôle d'effectivité quantitative et qualitative est déployée en parallèle pour contenir les dépenses sociales exponentielles tout comme le recentrage sur les missions réglementaires et un programme d'investissement pluriannuel revu et ajusté.

Programme C1 - Personnes Agées

Ce programme représente un montant de 80 219 328,31€ en fonctionnement, soit une augmentation de 5,25% par rapport au budget 2024 (+ 3,99 M€) et de 940 604,60 € en investissement soit + 36,1 % correspondant à + 0,25 M€

Action C11 - Action Aide Sociale

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 8 192 268,62 €.

Ce volet comprend en 2025 la compensation de la CNSA liées aux différents dispositifs prévus par la LFSS 2022, soit 6 707 499 € au titre de :

- ✓ la mise en œuvre de la « dotation qualité » d'un montant global de 4 931 391 €, dépense couverte à 100% par la CNSA,
- ✓ la revalorisation salariale au profit des SAAD associatifs relevant de la BAD et SAAD publics, compensée à 50% par la CNSA pour 1 671 461 €,
- ✓ la convention CNSA-CD11 2023-2026 pour soutenir l'action des Départements en matière d'aide à domicile dans le cadre du soutien aux aidants et de l'accueil familial pour un montant de 104 646,90 €.

Dans le cadre des crédits spécifiques octroyés par la CFPPA pour ses actions de prévention, et au regard du montant encaissé en 2024, il convient de proposer d'inscrire au budget 2025 un montant de recettes de 1 242 140,62 €, soit 1 109 781,62 € pour les actions de prévention et 132 359 € pour le forfait autonomie.

Concernant les recouvrements sur les bénéficiaires, tiers payants et successions, la prévision de recettes s'élève à 200 000 €.

Cette action comprend aussi le recouvrement auprès d'autres Départements faisant suite à des transferts de domicile de secours pour un montant de 35 000 €.

L'aide à la vie partagée (AVP), nouvelle aide pouvant être attribuée à des personnes hébergées dans un habitat inclusif PA/PH sans distinction, est compensée à hauteur de 80% des dépenses. En 2023 et 2024, un acompte total a été perçu pour 223 800 €, mais les premiers projets n'ayant démarré qu'en 2024, le solde sera déduit sur les sommes à percevoir en 2025. Aussi, il est proposé de n'inscrire que 7 629 € sur cette action.

Enfin, cette action comprend la récupération de l'avance de 105 000 € octroyée au SIVOM des Corbières en 2023, par convention, récupérable sur 3 années maximum à partir de 2024, pour un montant annuel de 35 000 €.

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 7 379 178,17 € et se répartissent entre l'aide sociale à domicile et les actions de prévention :

➤ **Volet aide sociale à domicile : 772 319 €**

L'action C11 comprend les dépenses relatives aux services ménagers, à la télé-sécurité et au portage de repas. Compte tenu de l'application d'une grille d'analyse des besoins, et la prévision d'une stabilisation du nombre de bénéficiaires, la demande pour 2025 est à l'identique de 2024 :

- Le service ménager : 306 000 €
- Le portage de repas et la téléassistance : 22 039 €
- Les frais divers (actes, télégestion, et remises gracieuses) : 139 700 €.

Au regard des projets déployés, l'aide à la vie partagée (AVP) dans le cadre du déploiement des habitats inclusifs est à provisionner pour un montant de 304 580 €, compensé à 80% par la CNSA.

➤ **Volet actions de prévention : 6 606 859,17 €**

Ce volet finance :

① des dépenses entièrement compensées en recettes par la CNSA en ce qui concerne la

conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) à travers le versement de deux dotations (actions collectives de prévention pour les seniors, soutien aux personnes âgées isolées, aux aidants, et forfait autonomie à destination des résidences autonomie) pour un montant de 1 296 295 €

② Des dépenses qui ne sont pas compensées par la CNSA :

- Les actions règlementaires en faveur de l'accueil familial : évaluations pour les demandes d'agrément et de renouvellement, sur marché avec des psychologues pour un montant de 14 115 €.
- Frais de formation aux gestes de premier secours avec le SDIS pour 3 000 € ainsi que les frais de déplacement et remplacement des accueillants pour s'y rendre pour un montant de 2 000 €
- La convention avec l'USSAP sur une action territoriale pour un montant de 2 000 €, engagement pris avec ce partenaire jusqu'au 31/12/2026
- La participation au transport santé solidaire menée par la CPAM pour un montant de 3 000 €, selon la convention valable jusqu'au 31/12/2027
- Les indemnités liées aux personnes qualifiées ayant répondu à l'appel à candidature lancé au mois de juillet 2022 pour un montant de 1 000 €

③ La convention CNSA-CD11 2023-2026 pour soutenir l'action des Départements en matière d'aide à domicile, soutien aux aidants et accueil familial, dont le cadre d'adhésion prévoit des dépenses à hauteur de 272 962 € en 2025 compensés pour un montant de 230 370 € par la CNSA (à N+1 selon les dépenses réelles) comprenant la compensation des frais d'ingénierie à hauteur de 60 000 € (masse salariale).

④ Les indemnités liées à la revalorisation salariale des ESSMS pour un montant de 3 445 687,17 €, compensées à 50% par la CNSA.

⑤ L'accompagnement en ingénierie des porteurs de projet dans le cadre de l'habitat inclusif pour un montant de 26 800 €

⑥ Le soutien financier exceptionnel du Conseil départemental aux SAD tarifés à hauteur de 1 540 000 €

Action C12 – Hébergement

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 7 900 000 € et correspondent aux montants des recouvrements sur les bénéficiaires, tiers payants et successions.

Les dépenses de fonctionnement 2025 s'établissent à 12 151 450 € pour couvrir les frais d'hébergement des personnes âgées avec notamment les frais d'hébergement en EHPAD. Au vu des difficultés financières grandissantes rencontrées par les EHPAD, un OED à 1% est proposé, soit 12 105 450 € pour les EHPAD et sans création de nouvelles places habilités à l'aide sociale.

En recettes d'investissement, le remboursement de l'avance octroyée de 100 000 € à l'EHPAD de Montréal selon le plan d'amortissement (2022 - 2026) est de 20 000 €.

Action C13 – APA – Aide personnalisée autonomie

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 28 278 455,06 €.

Les concours de la CNSA relatifs à l'APA s'élèvent à 24 794 234,35 € et comprennent 2 volets :

➤ 22 053 228 € au titre de la compensation (APA 1),

➤ 2 741 006,35 € au titre de la loi ASV (APA 2).

En outre, la prévision de recette en 2025 prend en compte l'aide personnalisée d'autonomie à domicile (APAD) :

- ✓ 2 741 749,06 € pour la revalorisation du tarif plancher (24,58 €/heure soit + 1,08 €) en 2025,
- ✓ 492 471 € au titre du remboursement des chèques sérénité et CESU non employés en 2024,
- ✓ 200 000 € pour la récupération des indus suite au contrôle d'effectivité des prestations en emploi direct,
- ✓ 50 000 € au titre de régularisations auprès des collectivités territoriales,

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 60 675 700,14 €.

Le dispositif APA, occupe une place centrale à travers :

- le règlement aux associations des factures d'heures d'aide humaine effectuées au domicile de la personne âgée et des repas,
- le financement de l'emploi direct d'une aide à domicile,
- le financement des aides techniques et matériel à usage unique,
- le règlement aux établissements de la dotation « dépendance », prévue par le décret du 21 décembre 2016, pris en application de la loi ASV,
- le financement d'une aide au répit pour les proches aidants, dont le statut a été reconnu par la loi ASV.

► **APA à domicile (APAD) : 42 037 562 €**

L'augmentation des dépenses d'APA à domicile est essentiellement due à une hausse du nombre de droits ouverts, des dispositifs mis en œuvre par la loi ASV (baisse de la participation des bénéficiaires, enveloppes dédiées à l'aide aux aidants), et à l'augmentation des tarifs notamment des SAD. Pour mémoire en 2024, la prévision était de 39 818 519 €.

Cependant, la hausse a été contenue en 2022 en raison des difficultés des SAD à recruter des intervenants et donc à assurer la totalité des besoins, nous constatons de nouvelles hausses en 2023 et 2024. En 2025, le tarif plancher a augmenté de 1,08 €.

Pour 2025, il convient de prendre en compte :

- la revalorisation du tarif plancher pour les SAAD prestataires non habilités dispensant des prestations d'aide et d'accompagnement dans le cadre de l'APA et la PCH à 24,58 € soit + 1,08 € et dont le coût sera totalement compensé par la CNSA,
- au regard de l'augmentation de l'activité des SAD, il convient de prévoir une augmentation des frais de télégestion, outil de facturation,
- une augmentation du nombre de bénéficiaires : + 400,
- la mise en œuvre du soutien à l'autonomie (9 heures de convivialité par mois) dans les plans d'aide APAD, pouvant être déplafonné si besoin. La compensation de ce dispositif sera intégrée au titre du concours APA par la CNSA,
- l'augmentation du SMIC en rapport avec l'inflation, sur un an.
- concernant le portage de repas, une augmentation des dépenses en 2023 et 2024 alors que celles-ci avaient tendance à diminuer ces 2 dernières années. Aussi, il est proposé de prévoir une augmentation de + 64 250 €
- les dispositifs d'aide aux aidants (accueil de jour et hébergement temporaire) sont de plus en plus utilisés grâce notamment au déplafonnement possible depuis la loi ASV et la communication réalisée sur l'aide aux aidants. Ainsi, il est proposé d'augmenter les crédits affectés à ces dispositifs à hauteur de l'augmentation de l'année précédente, soit + 11 500 € pour l'accueil de jour et + 6 720 € pour l'hébergement temporaire,
- le dispositif de téléassistance qui est un outil particulièrement utilisé pour la prévention des chutes : il est proposé une hausse de + 10 000 €,

- le dispositif des chèques sérénité est impacté à chaque augmentation du nombre de bénéficiaires aussi, il est proposé une augmentation de + 351 783 €.

Le financement de la dotation qualité pour un montant de 4 531 391€ est à inscrire. Ce montant est compensé à 100% par la CNSA. (70% en année N et le solde en N+1)

► APA en établissement : 18 638 138,14 €

Le Département de l'Aude s'est porté candidat pour expérimenter la réforme de la tarification des EHPAD qui fusionne le tarif soins et dépendance.

Cependant, le décret d'application n'ayant pas encore été publié, il est prévu le report de cette expérimentation au 1^{er} juillet 2025.

Dans l'attente, nous proposons les dépenses 2025 sur la projection d'une année complète.

Ainsi, il est proposé un OED à 4,65% ce qui générerait une augmentation des dépenses de 830 450,94€.

Le budget 2025 proposé est donc de 18 638 138,14€. Pour mémoire, le budget 2024 était 17 713 174 €

Action C14 - Aides à l'investissement - Maisons de retraite

Les dépenses d'investissement représentent un montant global de 940 604,60 € en progression de 36,10 % soit + 0,25 M€ et concernent pour l'essentiel :

- La reconstruction de l'EHPAD de Saissac pour un montant de 401 550 €,
- La réhabilitation de l'EHPAD du CH Lézignan pour un montant de 225 000 €.
- Les projets d'habitats inclusifs de l'AMI 2022 (APF, APAJH, AFDAIM) pour un montant de 80 000 €,
- La reconstruction de l'EHPAD Rieux Minervois pour un montant de 50 000 €,
- La reconstruction de la salle commune de la RA Mariapolis - 24 places pour un montant de 50 000 €,
- Le solde pour le financement de la construction de la résidence autonomie (RA) de Villeneuve minervois pour un montant de 40 000 €,
- La construction de la MARPA de la Piège Salles s/Hers pour un montant de 24 000 €,
- La construction de la RA du Pays d'Axat pour un montant de 20 000 €,
- Le projet d'habitat partagé à vocation sociale de Salles s/ l'Hers pour un montant de 20 000 €,
- Le solde de l'habitat inclusif les « Jardins Soleilha » pour un montant de 15 828 €,
- Les projets d'habitats inclusifs de l'AMI 2024 (Alogéa, les Jardins Soleilha et Domitia Habitat) pour un montant de 14 226,60 €,

Action C15 - Subvention dans le domaine des Personnes Agées

Pour 2025, en dépenses de fonctionnement, il est inscrit 13 000 € au titre des subventions allouées aux associations de personnes âgées.

Programme C2 - Personnes Handicapées

Ce programme représente un montant de dépenses de 79 008 872,75 € en fonctionnement en hausse de 2 % soit + 1,48 M€.

Action C21 - PCH et ACTP

Les recettes prévisionnelles pour 2025 s'établissent à 8 934 043,82 € dont 6 770 373 € au titre de la dotation de la CNSA pour la PCH (6 133 200 € d'acompte 2025 et 637 173 € de solde 2024).

En outre, la prévision de recette en 2025 prend en compte :

- ✓ 1 635 441,82 € de compensation de la CNSA pour la revalorisation du tarif plancher à 24,58 € / heure,
- ✓ 328 229 € de remboursement des chèques sérénité non employés en 2024,
- ✓ 100 000 € de remboursement des prises en charge PCH dans le cadre des transferts entre Départements,
- ✓ 100 000 € de récupération des indus suite au contrôle d'effectivité des prestations en emploi direct qui se réduit du fait de la mise en œuvre des CESU préfinancés,

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 35 157 869 € soit + 5,36 % représentant + 1,8 M€ et se répartissent comme suit :

► PCH : 33 537 869 €, qui prend en compte les éléments suivants :

- une augmentation du tarif plancher national de + 1,08 €, compensée par la CNSA,
- la montée en charge de la PCH parentalité,
- une augmentation du nombre de bénéficiaires (+ 20 en emploi direct et + 20 en prestataires),
- au regard de l'augmentation de l'activité des SAD, il convient de prévoir une augmentation des frais de télégestion, et de chèque autonomie, outils de paiement,
- l'impact de l'inflation sur le SMIC,
- le financement de la dotation qualité pour un montant de 995 756 €, compensé à 100% par la CNSA (70% en année N et le solde en N+1), prenant en considération l'augmentation du forfait de base à 3 383 € et une augmentation de l'activité suite à l'AAC 2024 qui a élargi les critères d'éligibilité.

Enfin, ce montant total comprend comme les années précédentes, une enveloppe au titre de la réponse accompagnée pour tous de 150 000 €.

► ACTP : 1 620 000 €

Le dispositif d'ACTP censé disparaître progressivement au profit de la PCH ne diminue que faiblement d'année en année. Il est donc proposé de reporter une diminution des crédits de 78 465 € pour 2025, à l'identique par rapport à 2024/2023 et de solliciter 1 620 000 €.

Action C22 – Hébergement

Les recettes s'élèvent à 6 127 671 € dont :

- ✓ 4 601 000 € au titre du recouvrement des frais sur les personnes en situation de handicap hébergées,
- ✓ 995 756 € pour la mise en œuvre de la dotation qualité au profit des SAAD qui sera compensée à 100% par la CNSA (70% en année N et le solde en N+1).
- ✓ 530 915 € pour la compensation par la CNSA des revalorisations salariales au profit des établissements pour personnes en situation de handicap à compétence exclusive du Département (soit 50% de la dépense estimée).

Concernant les dépenses d'hébergement des personnes en situation de handicap, les dépenses totales de fonctionnement s'établissent à 39 056 637,75 € réparties comme suit :

- ❖ Dans les EHPADs, il est proposé l'application d'un OED de + 1% correspondant à une dépense de 7 200 000 €.
- ❖ Dans les foyers PH, aucune augmentation d'OED n'étant proposée, nous proposons de maintenir la projection 2024 auquel s'ajoute la création de 3 places en accueil de jour EANM ST Vincent, soit un total de dépenses de 29 334 709,75 €
- ❖ La prévision des indemnités liées à la revalorisation salariale à verser aux foyers est identique à celle de 2024 et représente un montant total de 1 502 115 €. Il est à noter que les « oubliés Ségur » prévus en 2024 ne sont pas compensés par le Département.
- ❖ Concernant les prises en charge au titre de l'amendement CRETON, ces dépenses fluctuent d'année en année. Cependant, le manque de dispositifs d'accueil ou d'accompagnement, qui était à l'origine de la mise en place de l'amendement CRETON, reste une réalité. Le travail de la MDPH pour anticiper ces prises en charge a un impact sur les dépenses qui ont diminué en 2020 et se stabilise malgré de nouvelles entrées. Aussi, il est proposé d'inscrire une baisse de 20 000€, soit 480 000 € pour le BP 2025.
- ❖ Aucune augmentation n'est prévue au budget 2025 pour les Résidences Autonomie : il est donc proposé 140 500 €.
- ❖ Sur le volet placement familial, au regard de l'augmentation importante en 2024 (+ 80 000 €), il est proposé de revenir à une augmentation plus mesurée comme en 2023 soit + 20 000 €, soit 399 313 €.

Action C23 - Autres allocations pour personnes handicapées

La recette de fonctionnement de 1 000 € correspond à des indus.

Les dépenses de fonctionnement, à 4 650 200 €, concernent essentiellement :

- les dépenses d'aide à domicile pour les personnes handicapées (4 575 200 €),
- les frais divers pour 75 000 €, comme les frais de formation des familles d'accueil ou les frais d'édition des cartes mobilité inclusion.

Action C24 - Participations MDPH

En recettes, les dotations émanant de la CNSA sont évaluées à 795 136 €.

La dépense de fonctionnement s'établit à 96 166 € et concerne la contribution au Groupement d'intérêt public de la MDPH (hors mise à disposition de personnels) qui demeure inchangée.

Action C25 - Subventions dans le domaine du Handicap

Les subventions de fonctionnement allouées aux associations de personnes handicapées sont de 48 000 €.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission C

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| C Autonomie | 144 772 452,21 | 153 751 650,25 | 153 693 168,86 | 159 228 201,06 |
| C1 Personnes âgées | 70 728 032,72 | 76 220 117,77 | 76 162 393,74 | 80 219 328,31 |
| C11 Aide sociale | 5 974 296,24 | 5 636 784,39 | 5 579 060,36 | 7 379 178,17 |
| C12 Hébergement | 11 935 680,61 | 13 040 462,38 | 13 040 462,38 | 12 151 450,00 |
| C13 APA | 52 807 697,87 | 57 531 693,00 | 57 531 693,00 | 60 675 700,14 |
| C15 Subvention dans le domaine des personnes âgées | 10 358,00 | 11 178,00 | 11 178,00 | 13 000,00 |
| C2 Personnes handicapées | 74 044 419,49 | 77 531 532,48 | 77 530 775,12 | 79 008 872,75 |
| C21 PCH et ACTP | 31 066 200,64 | 33 368 701,84 | 33 367 944,48 | 35 157 869,00 |
| C22 Hébergement | 39 154 568,85 | 39 396 555,20 | 39 396 555,20 | 39 056 637,75 |
| C23 Autres allocations pour personnes handicapées | 3 659 378,81 | 4 638 854,25 | 4 638 854,25 | 4 650 200,00 |
| C24 MDPH | 126 165,19 | 96 165,19 | 96 165,19 | 96 166,00 |
| C25 Subventions dans le domaine du handicap | 38 106,00 | 31 256,00 | 31 256,00 | 48 000,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 144 772 452,21 | 153 751 650,25 | 153 693 168,86 | 159 228 201,06 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| C Autonomie | 160 000,00 | 732 128,00 | 662 378,60 | 940 604,60 |
| C1 Personnes âgées | 160 000,00 | 691 088,00 | 621 338,60 | 940 604,60 |
| C14 Aides à l'investissement - maisons de retraite | 160 000,00 | 691 088,00 | 621 338,60 | 940 604,60 |
| C2 Personnes handicapées | 0,00 | 41 040,00 | 41 040,00 | 0,00 |
| C26 Aides à l'investissement - établissements pour personnes en | 0,00 | 41 040,00 | 41 040,00 | 0,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refl., Résultat) | 160 000,00 | 732 128,00 | 662 378,60 | 940 604,60 |

Mission D – Education

Le Département s'est vu confier par les lois de décentralisation de 1986 une compétence obligatoire en matière d'éducation pour la construction, l'aménagement, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des collèges. La loi du 13 août 2004 a étendu ces compétences initiales et, depuis le 1^{er} janvier 2005, le Département est également chargé de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien des collèges.

Le Département de l'Aude comprend 28 collèges.

Cette mission représente un budget de 7 829 410 € en fonctionnement et 9 339 209,19 € en investissement.

Programme D1 - Collèges

Ce programme regroupe les études préparatoires avant travaux, les travaux (constructions neuves, extensions et restructurations, mise en accessibilité, maintenance corrective et préventive, travaux de sécurisation, travaux annuels de maintenance et d'amélioration) et les équipements (mobilier, installations techniques) des collèges publics.

Le programme comprend en outre les diverses dotations attribuées aux collèges publics, aux collèges des départements limitrophes qui accueillent des enfants audois et aux établissements d'enseignement privé.

Il représente un montant de 7 368 410 € en fonctionnement et 9 339 209,19 € en investissement.

Action D11 - Travaux de construction et de réhabilitation

Cette action comprend exclusivement des inscriptions de crédits d'investissement.

Des recettes d'investissement sont prévues à hauteur de 2 484 242 € comprenant :

- 2 203 342 € de dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) pour la reconstruction du collège Alain à Carcassonne (1 213 342 €), la rénovation énergétique du collège Victor Hugo à Narbonne (495 000 €), la réhabilitation des cuisines des collèges Varsovie à Carcassonne et Marcelin Albert à Saint-Nazaire-d'Aude (240 000 €), la rénovation énergétique des installations thermiques tous collèges (169 500 €), la création d'une salle de techno au collège le Bastion à Carcassonne (45 000 €) et la création de salles banalisées au Collège Simone Veil à Carcassonne (40 500 €) ;
- 232 900 € au titre du Fonds vert pour les travaux de rénovation énergétique du collège Victor Hugo à Narbonne (solde de la 2^{ème} tranche) ;
- 48 000 € de subvention de l'Agence de l'eau pour la désimperméabilisation et ombrage de cour dans plusieurs collèges.

En fonctionnement la dépense s'établit à 25 000 € et concerne le règlement d'un litige pour le collège Alain.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à un montant de 7 559 209,19 €.

Les opérations majeures sont notamment la reconstruction du collège Alain à Carcassonne dont les bâtiments de la phase 3 (salles de classe, administration, vie scolaire...) qui ont été réceptionnés le 28 août 2024. En 2025, seront finalisés les aménagements du plateau sportif et du parking du personnel pour un montant de 1 521 568,13 €.

La création de salles de technologie au collège le Bastion à Carcassonne et la construction d'escaliers d'évacuation supplémentaires. Le montant de 717 000 € est prévu au BP 2025 pour ces deux opérations.

Les travaux de réhabilitation du collège Victor Hugo à Narbonne concernent des travaux de rénovation thermique pour le bâtiment B avec le remplacement des menuiseries, brises soleil, doublage de murs, remplacement des appareils d'éclairage et remplacement des faux plafonds, installations de chauffage... Un montant de 1 400 000 € est inscrit au BP 2025 pour cette opération.

Parmi les autres réalisations de l'exercice inscrites dans les enveloppes de travaux « tous collèges », on peut citer :

- Collège Simone Veil : travaux de restructuration des anciens ateliers SEGPA en salles de classe avec démolition des anciens préfabriqués et travaux d'isolation par l'extérieur,
- Travaux globaux de modernisation des installations de chauffage,
- Travaux de rénovation dans les services de restauration des collèges Marcelin Albert et Varsovie notamment,
- Remplacement progressif des matériels et équipements de cuisine en fin de vie dans divers collèges suite aux analyses confiées au bureau d'études dans le cadre du marché d'appui en restauconception

Enfin, des travaux annuels récurrents sont réalisés sur l'ensemble des collèges, y compris les travaux imprévus et les travaux dans les logements de fonction :

- Réfection des réseaux informatiques dans plusieurs collèges,
- Travaux de sécurisation pour améliorer le niveau de protection dans plusieurs collèges (sécurité incendie, anti intrusion, stabilité des structures...),
- Désamiantage et travaux correctifs, notamment en lien avec les passages de la commission de sécurité,
- Remplacement des menuiseries extérieures dans divers collèges, notamment Le Bastion,
- Désimperméabilisation – végétalisation : plantation d'arbres et création d'espaces végétalisés dans plusieurs collèges.

Action D12 - Equipement

Pour cette action, les crédits de dépenses de fonctionnement sont de 321 500 € :

- 150 000 € sont les crédits nécessaires pour recourir à des prestations de service extérieures par le biais d'entreprises d'insertion, pour des interventions ponctuelles en renfort ou remplacement dans les collèges, sur des fonctions d'agents polyvalents,
- 113 000 € serviront aux achats de fournitures pour les agents des EMAT dans le cadre de leur activité en régie et leur équipement en vêtements, équipements de protection individuelle et matériel.
- 18 000 € correspondent à des vacations de diététicienne pour participer à la qualité de l'alimentation servie aux enfants. L'action sera poursuivie en 2024, en lien avec l'objectif de produits locaux et de la mise en œuvre de l'action « manger audois »,

- 18 000 € permettront de réaliser les audits et analyses du Laboratoire départemental d'analyses afin de veiller aux exigences sanitaires,
- 10 000 € sont destinés à financer le dispositif « précarité menstruelle » sur l'ensemble des 28 collèges audois,
- 7 500 € sont nécessaires pour une nouvelle prestation de gardiennage à l'internat du collège Varsovie
- 5 000 € sont dédiés aux équipements de sécurité obligatoires des agents techniques remplaçants dans les collèges,

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 780 000 €, réparties comme suit :

- 700 000 € pour le renouvellement des équipements informatiques des collèges (micro-ordinateurs, serveurs et autres périphériques),
- 1 080 000 € pour l'acquisition de mobilier et d'installations techniques dans le cadre du remplacement de matériel de cuisine suite à diverses pannes ainsi que des travaux de maintenance dans tous les collèges.

Action D13 - Entretien et réparations

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 417 200 € :

Ces crédits sont destinés aux dépenses d'entretien courant que les collèges ne peuvent pas financer ou qui relèvent de la compétence du Département (réparations sur installations de sécurité, reprises ponctuelles d'étanchéité, réparations sur menuiseries, gros travaux d'élagage ..),

Action D14 – Dotations aux collèges publics et privés

Les collèges disposant d'un service de restauration doivent verser une contribution au Département au titre du Fonds audois de rémunération des personnels d'internat (FARPI) équivalent à 22,5 % des participations versées par les familles. Ces recettes sont évaluées à 1 075 912 €. D'autre part, dans le cadre de la production des repas assurée par le service restauration du collège l'Alaric de Capendu au profit des communes de Marseillette, Douzens et Capendu, la convention tripartite entre l'EPL, les communes et le Département, fixe la participation financière des communes pour l'année 2025 à un montant de 19 077€.

Les crédits de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 6 604 710 € et concernent :

- les dotations aux collèges privés (compétence obligatoire pour la collectivité). Une convention triennale conclue avec l'enseignement catholique, qui a été renouvelée en 2021, fixe le montant des dotations à verser aux collèges privés sous contrat d'association au titre des forfaits externat. Le montant est de 1 352 491 €,
- La répartition de la dotation de fonctionnement aux collèges publics est globalement de 5 252 219 €. Sur une assiette de 4 541 191 €, la dotation aux collèges publics s'élève à 4 253 556 € après réfaction sur la base des fonds de roulement connus des EPL, ce qui permet de proposer une inscription en baisse de 288 236 € par rapport à 2024,
- De plus, la dotation de fonctionnement est complétée, pour les collèges publics, par diverses dotations d'un montant global de 998 663 € qui concernent les domaines suivants:

- la dotation spéciale haut débit,
- la participation aux Départements limitrophes pour les élèves audois (trois collèges situés dans l'Hérault, les Pyrénées Orientales et l'Ariège),
- la dotation spéciale contact sms,
- l'espace numérique de travail (ENT) régional,
- l'abonnement RESAH,
- la dotation EPS pour l'utilisation des équipements sportifs, du matériel sportif et les déplacements,
- la dotation de viabilisation exceptionnelle (dépenses imprévues de fluides et de chauffage)

Programme D2 – Actions éducatives

Action D21 - Aides à l'enseignement

Cette action d'un montant de 461 000 € en crédits de fonctionnement regroupe plusieurs participations en direction des collèges dont :

- un montant de 238 000 € pour des participations aux dépenses pour la restauration scolaire versées à la ville de Port-la-Nouvelle (collège la Nadière), à la Communauté de Communes Pyrénées Audoises (collège Antoine Pons de Chalabre), à la Région Occitanie pour le collège Jules Verne et Rosa Parks.
- Une enveloppe de 195 000 € dédiée aux projets pédagogiques (projets éducatifs EAC/LCD/Ciné justice, classes relais, déplacements rencontres sportives, soutien aux associations du secteur).
- un financement de 28 000 € pour l'opération collèges au cinéma (transports, billets).

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission D

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| D Education | 9 821 445,42 | 8 266 505,44 | 8 162 487,37 | 7 829 410,00 |
| D1 Collèges | 9 454 337,66 | 7 797 142,48 | 7 717 093,50 | 7 368 410,00 |
| D11 Travaux de construction et de réhabilitation | 0,00 | 41 280,00 | 41 280,00 | 25 000,00 |
| D12 Equipement | 360 975,81 | 376 935,40 | 355 234,64 | 321 500,00 |
| D13 Entretien et réparations | 919 146,03 | 667 640,08 | 626 924,03 | 417 200,00 |
| D14 Dotations aux collèges publics et privés | 8 174 215,82 | 6 711 287,00 | 6 693 654,83 | 6 604 710,00 |
| D2 Actions éducatives | 367 107,76 | 469 362,96 | 445 393,87 | 461 000,00 |
| D21 Aides à l'enseignement | 367 107,76 | 469 362,96 | 445 393,87 | 461 000,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 9 821 445,42 | 8 266 505,44 | 8 162 487,37 | 7 829 410,00 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| D Education | 13 099 623,03 | 11 332 434,97 | 10 458 553,75 | 9 339 209,19 |
| D1 Collèges | 13 099 623,03 | 11 332 434,97 | 10 458 553,75 | 9 339 209,19 |
| D11 Travaux de construction et de réhabilitation | 11 673 032,79 | 9 074 009,65 | 8 412 462,63 | 7 559 209,19 |
| D12 Equipement | 1 426 590,24 | 2 258 425,32 | 2 046 091,12 | 1 780 000,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 13 099 623,03 | 11 332 434,97 | 10 458 553,75 | 9 339 209,19 |

Mission E - Culture et Patrimoine

Cette mission totalise 3 202 006,50 € en fonctionnement et 969 887,48 € en investissement.

Programme E1 - Développement culturel

Le programme Développement culturel représente un montant de 2 078 561 € en fonctionnement et 243 000 € en investissement.

Action E11 - Développement des collections

Cette action concerne la Bibliothèque départementale.

La recette anticipée de 1 000 € provient des ventes réalisées suite aux actions de mise au pilon des collections de la Bibliothèque départementale.

Les dépenses de fonctionnement, à hauteur de 74 650 €, sont augmentées de 10 000€ (+ 15%) pour anticiper la hausse d'inscriptions à la bibliothèque numérique, en expérimentation en 2024, avant généralisation en 2025.

Des dépenses d'investissement sont inscrites à hauteur de 157 000 €. Elles concernent le renouvellement des collections et fonds documentaires de toute nature de la Bibliothèque départementale.

Action E12 - Aide aux acteurs culturels et aux pratiques culturelles et artistiques

Dans le cadre de la convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle, le service bénéficie d'une subvention de 20 000 € de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

Des crédits de fonctionnement pour un montant de 1 943 611 € sont proposés. Les dépenses concernent pour l'essentiel les subventions attribuées aux associations, collectivités et groupements de collectivités au titre des différents dispositifs de la politique culturelle départementale (spectacle vivant, arts plastiques, cinéma, éducation populaire, livre et lecture, valorisation du patrimoine et promotion de l'occitan).

Les subventions de fonctionnement aux communes et structures communales s'établissent à 320 840 €. Les subventions en faveur des associations s'élèvent à 964 215 €. Les participations aux structures dont le Département est membre se situent à 550 000 € répartis entre le GIP Cérès Franco (50 000 €), le CIRDOC (20 000 €), l'Etablissement public de coopération culturelle de l'abbaye de Lagrasse (380 000 €) et l'EPCC de la Scène nationale de Narbonne (100 000 €).

Les charges à caractère général du service culturel départemental (location de biens et matériels) sont estimées à 35 656 €.

Pour la Bibliothèque départementale, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à hauteur de 72 900 € dont 56 500 € concernent les subventions en matière d'actions culturelles en bibliothèques et 15 700 € la formation des acteurs du réseau de lecture publique.

En investissement, les dépenses s'élèvent à 76 000 €. Elles correspondent au renouvellement du parc scénique de prêt aux associations et partenaires culturels (30 000 €), à l'acquisition de matériel multimédia par la Bibliothèque départementale (5 000 €), à un subventionnement aux

travaux en cours au GIP Cérès Franco (31 000 €) et aux acteurs culturels (10 000 €).

Action E13 - Mise en valeur de l'offre culturelle

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 25 000 €. Dans le cadre de l'opération Premières Pages 15 000 € sont attendus de la CAF et de la MSA ainsi que 10 000 € de la DRAC.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 60 300 € et sont consacrées aux formations commandées par la Bibliothèque Départementale et au financement des opérations du programme d'animation culturelle en bibliothèque « Quoi de neuf ? » (38 500 €).

Une dépense d'investissement de 10 000 € est destinée à la réalisation d'un nouveau parcours muséographique à la Maison des mémoires de Carcassonne.

Programme E2 – Sites culturels

Ce programme représente un montant de 983 945,50 € en fonctionnement et 631 887,48 € en investissement.

Action E21 – Aide à l'investissement

La recette d'investissement de 3 116,75 € correspond à la dernière part de la contribution de propriétaire de site du Pays Cathare dans le cadre des actions collectives portées par le Département (signalétique commune des bâtiments, signature architecturale et paysagère, ...).

Le budget de l'action est, en crédits d'investissement, de 631 887,48 €. Ils se décomposent comme suit :

- 449 887,48 € pour les subventions allouées aux sites pôles du Pays Cathare et aux dossiers de l'Opération Grand Site de la Cité de Carcassonne, conformément au règlement d'intervention en faveur du tourisme et du patrimoine,
- 60 000 € pour les travaux de restauration de l'abbaye de Lagrasse et notamment le transept nord,
- 15 000 € au titre du partenariat avec la fondation du patrimoine précisé dans le cadre d'une convention spécifique,
- 20 000 € pour la refonte du site internet de la candidature UNESCO,
- 87 000 € pour le règlement du solde des subventions aux communes pour des projets d'équipements culturels (hors sites pôles Pays Cathares et OGS de la Cité de Carcassonne).

Action E22 - Aide au fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement représentent 983 945,50 €. Ces crédits correspondent à la poursuite des différents chantiers entrepris autour de la démarche Acte II du Pays Cathare, de la candidature à l'UNESCO de « Carcassonne et ses châteaux sentinelles de montagne » et de l'OGS de la cité de Carcassonne.

Ils se décomposent comme suit :

- 575 000 € pour la poursuite de la démarche de candidature à l'UNESCO, avec les réalisations

suivantes :

- 335 000 € : cotisation et participation aux actions de l'Association Mission Patrimoine Mondiale (AMPM),
 - 240 000 € : actions de communication sur la candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO.
- 341 212,50 € pour le pilotage et l'animation de l'Acte 2 et l'aide au fonctionnement des sites, dont.
- 202 000 € pour l'accompagnement du Département sur l'aide au fonctionnement des sites pôles ainsi qu'une participation à leur animation événementielle,
 - 116 500 € pour la programmation artistique, la médiation culturelle et la maintenance des applis dans le cadre de l'animation de l'Acte 2 du Pays Cathare
 - 22 712,50 € : Adhésion à la fondation du patrimoine et provision pour contentieux en cours
- 50 000 € pour la participation statutaire à l'Opération Grand Site (OGS),
- 15 000 € pour la mise en œuvre du schéma culturel,
- 2 600 € pour couvrir les adhésions et cotisations aux fédérations nationales et départementales d'arts vivants.
- 133 € concernent des frais bancaires sur l'Abbaye de Lagrasse

Programme E3 – Archives

Les Archives départementales ont pour mission de mettre à la disposition du grand public, les documents et données qu'elles collectent et conservent afin d'en faciliter la diffusion et la réutilisation. Elles mettent en œuvre des actions de communication, de valorisation des documents et de médiation culturelle.

Le programme représente un montant de 139 500 € en fonctionnement et 95 000 € en investissement.

Action E31 - Développement des collections

Le budget de fonctionnement est de 3 500 €, affecté aux abonnements (revues d'histoire locale et nationale).

Les dépenses d'investissement, à hauteur de 12 000 €, concernent l'acquisition en salles de ventes, auprès de libraires spécialisés ou de particuliers, d'ouvrages ou de documents d'archives qui viennent enrichir la bibliothèque ou les fonds. Ainsi, chaque année, les Archives départementales s'efforcent d'accroître le patrimoine écrit départemental par l'acquisition de documents, d'ouvrages ou de fonds d'origine privée qui viennent enrichir les fonds déjà collectés auprès des organismes publics.

Action E32 – Traitement et conservation

Une subvention de la DRAC Occitanie pour participer à une dépense dédiée à la reprise de données (retro conversion des instruments de recherche) avec pour objectif de participer au développement de notre offre culturelle sur les territoires, en l'occurrence via le site Internet des Archives pour 5 000 €.

Des crédits à hauteur de 82 000 € sont prévus en section de fonctionnement. Cette enveloppe se répartit comme suit :

- 17 000 € pour l'acquisition de matériels de conditionnement et matériels contribuant à la conservation et à la sauvegarde des documents,
- 31 000 € pour des opérations de traitement spécifique comme la désinfection, la reliure et la restauration des documents et ouvrages en danger,
- 33 000 € pour des prestations archivistiques (identification, expertises),
- 1 000 € pour les matériels de protection des agents.

Les crédits d'investissement à hauteur de 68 000 €, se ventilent comme suit :

- 8 000 € pour la gestion et l'optimisation des espaces de stockage et des rayonnages,
- 60 000 € pour l'opération « Diffusion numérique ». Elle vise à accroître les travaux de numérisation, à développer les outils de stockage et à enrichir les mises en ligne sur internet.
En 2024, ce sont 93 328 fichiers/documents qui ont été numérisés (documents hypothécaires).

Action E33 – Médiation culturelle

Les recettes en fonctionnement (5 900 €) proviennent d'une subvention de la DRAC Occitanie (5 000 €) pour la réalisation de tutoriels graphiques à diffuser sur notre site Internet pour aider l'ensemble des services producteurs d'archives publiques, dont les 433 communes du département, à bien gérer et conserver leur patrimoine écrit. Cette recette est complétée par la vente des publications réalisées par les Archives dans le cadre de l'exposition *Henry de Monfreid, d'ici et d'aventures* (250 €), l'histoire des rugbys dans l'Aude prévue fin août 2025 (500 €) et par la vente des publications anciennes des Archives et des frais de mise à disposition des informations par photocopie ou numérisation.

Les dépenses en fonctionnement, d'un montant de 54 000 €, se répartissent comme suit :

- 27 000 € pour les dépenses liées aux opérations d'ingénierie patrimoniale et culturelle traditionnelles des Archives auxquelles s'ajoutent en 2025 les frais de transport des œuvres empruntées, le coût de la réalisation et de la publication du catalogue de l'exposition *L'histoire des rugbys dans l'Aude*.
- 12 000 € pour finaliser la publication et la diffusion d'un ouvrage maqueté en 2024 et publié en 2025 à l'occasion la coupe du monde de rugby féminin, et pour accompagner une exposition itinérante réalisée en 2023 : *Histoire des rugbys dans l'Aude*.
- 9 500 € pour financer des prestations culturelles, l'organisation de conférences ou colloques ; frais liés aux voyages et missions culturelles.
- 5 500 € pour des prix ou dotations : concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), prix Joseph Poux.

En investissement, le montant proposé en dépenses est de 15 000 € et correspond à l'acquisition de matériels, de mobiliers d'expositions, d'équipements audiovisuels ou numériques.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission E

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| E Culture et patrimoine | 3 298 220,14 | 3 344 968,04 | 3 235 973,60 | 3 202 006,50 |
| E1 Développement culturel | 2 320 786,47 | 2 313 468,64 | 2 303 173,66 | 2 078 561,00 |
| E11 Développement des collections | 83 447,58 | 44 769,28 | 40 972,28 | 74 650,00 |
| E12 Aides aux acteurs culturels et aux pratiques culturelles et artistiques | 2 184 762,51 | 2 222 689,07 | 2 216 192,93 | 1 943 611,00 |
| E13 Mise en valeur de l'offre culturelle | 52 576,38 | 46 010,29 | 46 008,45 | 60 300,00 |
| E2 Sites culturels | 823 247,52 | 878 679,40 | 784 434,75 | 983 945,50 |
| E22 Aides au fonctionnement | 823 247,52 | 878 679,40 | 784 434,75 | 983 945,50 |
| E3 Archives | 154 186,15 | 152 820,00 | 148 365,19 | 139 500,00 |
| E31 Développement des collections | 3 246,33 | 3 203,00 | 2 943,78 | 3 500,00 |
| E32 Traitement et conservation | 89 393,66 | 65 197,00 | 65 051,77 | 82 000,00 |
| E33 Médiation culturelle | 61 546,16 | 84 420,00 | 80 369,64 | 54 000,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 3 298 220,14 | 3 344 968,04 | 3 235 973,60 | 3 202 006,50 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| E Culture et patrimoine | 630 575,55 | 1 467 690,06 | 1 385 489,83 | 969 887,48 |
| E1 Développement culturel | 208 522,03 | 451 500,00 | 450 069,25 | 243 000,00 |
| E11 Développement des collections | 150 854,59 | 155 000,00 | 154 510,37 | 157 000,00 |
| E12 Aides aux acteurs culturels et aux pratiques culturelles et artistiques | 39 989,38 | 286 500,00 | 286 500,00 | 76 000,00 |
| E13 Mise en valeur de l'offre culturelle | 17 678,06 | 10 000,00 | 9 058,88 | 10 000,00 |
| E2 Sites culturels | 346 730,87 | 911 190,06 | 836 532,18 | 631 887,48 |
| E21 Aides à l'investissement | 346 730,87 | 911 190,06 | 836 532,18 | 631 887,48 |
| E3 Archives | 75 322,65 | 105 000,00 | 98 888,40 | 95 000,00 |
| E31 Développement des collections | 7 217,19 | 13 615,25 | 12 818,24 | 12 000,00 |
| E32 Traitement et conservation | 44 388,32 | 70 847,26 | 65 532,67 | 68 000,00 |
| E33 Médiation culturelle | 23 717,14 | 20 537,49 | 20 537,49 | 15 000,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Ref., Résultat) | 630 575,55 | 1 467 690,06 | 1 385 489,83 | 969 887,48 |

Mission F – Sport Jeunesse

La mission Sport Jeunesse représente un budget de 2 044 549,82 € en fonctionnement et de 317 101,57 € en investissement réparti entre deux programmes, Sports et activités de pleine nature (F1) et Jeunesse (F2).

Programme F1 – Sports et activités de pleine nature

Le budget du programme est de 1 283 282,82 € en fonctionnement et 317 101,57 € en investissement.

Action F11 - Soutien aux pratiques sportives

Sur cette action, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 086 226 €.

Le Département souhaite développer la pratique sportive dans l'Aude et favoriser l'accès à des activités sportives de masse et de proximité. En plus des moyens en personnel déployés, cette ambition se traduit par le soutien financier aux acteurs du sport audois pour 916 426 € et l'accompagnement matériel ou financier aux projets des territoires et la distribution d'objets promotionnels pour 169 800 €.

Dans ce cadre, les associations audoises peuvent bénéficier d'une aide financière ou matérielle pour l'aide à leur fonctionnement, à l'organisation d'une manifestation ou à la réalisation d'un projet en lien avec leur territoire.

Les dépenses concernent pour l'essentiel les subventions départementales attribuées aux associations, collectivités et sociétés sportives professionnelles. En outre, des aides individuelles s'adressent à des sportifs de haut niveau dans le cadre de leur parcours sportif.

Action F12 - Sport de pleine nature

Le budget de fonctionnement s'élève à 197 056,82 €.

Une première composante de ce budget, d'un montant de 90 200 €, porte sur le programme départemental de plein air. Dans ce cadre, sont financés des prestations de service pour les activités voile, équitation et ski. Les charges de communication sont incluses dans ce poste.

Près de 20 000 jeunes audois, issus des milieux scolaires, associatifs ou de structures liées au handicap, participent à ce programme comprenant de nombreuses activités (kayak, équitation, escalade, golf, orientation, spéléologie, ski, tir à l'arc, vélo tout terrain, voile).

La deuxième composante du budget s'élève à 107 056,82 € et regroupe les postes suivants :

- 5 000 € : renouvellement de l'adhésion à l'Agence française des chemins de Compostelle pour le GR78 Chemin du Piémont Pyrénéen
- 5 000 € : accompagnement technique GEOTREK

Les subventions de fonctionnement se répartissent comme suit :

- 77 658,48 € : cofinancement par subventions des maîtres d'ouvrage publics du plan départemental des espaces sites et itinéraires (PDIPR).

- 19 398,34 € : cofinancement par subventions des maîtres d'ouvrage privés du plan départemental des espaces sites et itinéraires (PDIPR).

Des recettes d'investissement sont inscrites pour un montant de 69 628 € correspondant à la participation des EPCI (CC du Limouxin, CC des Pyrénées Audoises et CC de la Piège Lauragais Malepère) pour le financement des travaux de la voie verte du Canal du Midi à Montségur.

Quant aux dépenses d'investissement, elles s'élèvent à un total de 317 101,57 € et se répartissent comme suit :

- 142 066,57 € de financements des espaces sites itinéraires dans le cadre du PDESI, qui comprennent les subventions destinées aux EPCI, Communes et aux associations (72 066,57 €), ainsi que les travaux en maîtrise d'ouvrage directe sur les sentiers de Grande Randonnée (70 000 €),
- 147 035 € pour les subventions aux communes et intercommunalités sur les voies vertes,
- 25 000 € pour une étude préalable à la réalisation de l'aire multimodale de Bezons à Villemoustaussou dans le cadre du projet de la véloroute du Canal du Midi tronçon Argens-Minervoies à Argeliers,
- 3 000 € pour l'acquisition de kayaks et de VTT dans le cadre du programme plein air.

Programme F2 – Jeunesse

Les crédits de ce programme concernent la seule section de fonctionnement. Les dépenses s'élèvent à 761 267,00 €.

Action F21 – Soutien aux pratiques citoyennes, culturelles et de loisirs

Le budget de l'action, à hauteur de 505 500 € se répartit comme suit :

- 340 000 € de subvention de fonctionnement à l'association Acti-City,
- 64 000 € pour les dépenses d'animation du Conseil départemental des jeunes (CDJ), avec de nouvelles modalités d'organisation pour assurer une plus grande représentativité de la jeunesse audoise,
- 40 000 € pour financer l'opération « Chèque Passerelle » qui consiste à attribuer une aide forfaitaire de 50 € aux collégiens boursiers et aux apprentis pour la pratique d'activités sportives ou culturelles,
- 40 000 € pour financer le fonctionnement et les actions développées pour le public jeune par la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture (FRMJC) et les Francas de l'Aude,
- 15 000 € pour l'accompagnement et les frais annexes d'une démarche partenariale de politique publique concertée pour les jeunes « Alliance pour la Jeunesse Audoise – AJA ».
- 6 500 € pour financer l'organisation d'une journée au nom de la Mémoire pour les collégiens,

Action F22 - Insertion des jeunes

Les recettes en fonctionnement s'élèvent à 20 000 € et correspondent à la participation de la CAF et de la MSA au Fonds d'aide au jeunes (FAJ) géré par le Département.

En dépenses, les crédits d'intervention s'élèvent de 255 767 € et comportent :

- les aides financières dans le cadre du FAJ pour un montant de 121 680 €,
- le financement des Missions Locales d'Insertion pour 96 000 €. Ces dernières financées à hauteur de 68 000 € contribuent à l'insertion des jeunes en difficulté, en complément de la référence RSA (permanences d'accueil et d'écoute jeunes, prévention des addictions ..). De plus, la participation du Département pour le déploiement d'un réseau de point d'accueil d'écoute des jeunes s'élève à 28 000 €.
- Les missions de services civiques, qui conjuguent engagement et tremplin professionnel, en partenariat avec les acteurs de terrains s'élèvent à 38 087 €.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission F

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| F Sport Jeunesse | 2 257 017,91 | 2 403 712,71 | 2 342 653,43 | 2 044 549,82 |
| F1 Sports et activités de pleine | 1 487 674,95 | 1 539 784,71 | 1 526 822,34 | 1 283 282,82 |
| F11 Soutien aux pratiques sportives | 1 247 262,38 | 1 291 423,52 | 1 284 872,40 | 1 086 226,00 |
| F12 Sports de pleine nature | 240 412,57 | 248 361,19 | 241 949,94 | 197 056,82 |
| F2 Jeunesse | 769 342,96 | 863 928,00 | 815 831,09 | 761 267,00 |
| F21 Soutien aux pratiques citoyennes, culturelles et de loisirs | 521 985,02 | 549 291,00 | 541 331,10 | 505 500,00 |
| F22 Insertion des jeunes | 247 357,94 | 314 637,00 | 274 499,99 | 255 767,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 2 257 017,91 | 2 403 712,71 | 2 342 653,43 | 2 044 549,82 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| F Sport Jeunesse | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |
| F1 Sports et activités de pleine nature | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |
| F12 Sports de pleine nature | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |

Mission G - Environnement et prévention des risques

La mission regroupe quatre programmes concernant la préservation de l'environnement et un programme relatif à la sécurité civile. Le budget de la mission est de 24 396 506,97 € en fonctionnement et 5 264 854,77 € en investissement.

Programme G1 – Eau

Les crédits de ce programme s'élèvent à 1 340 274,19 € en fonctionnement et 3 455 329,18 € en investissement.

Action G11 – Etudes

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 25 000 € et concernent le financement des missions de suivi contractuel et d'audit des concessions hydrauliques des périmètres du Lauragais audois et de la Montagne Noire.

Action G12 - Programme AEP Assainissement

Les dépenses d'investissement, d'un montant de 1 660 000 € correspondent aux aides destinées à financer les opérations en matière d'eau et d'assainissement menées par Réseau11, les EPCI ou les communes, lorsque celles-ci n'ont pas délégué la compétence à un EPCI.

En matière d'eau potable, les priorités départementales sont la protection de la ressource, l'équilibre quantitatif des milieux, la fiabilisation de la production, les économies d'eau, la mutualisation de la ressource et des équipements d'eau potable.

En matière d'assainissement, les priorités départementales sont la mise aux normes réglementaires, la gestion rationalisée des sous-produits de l'assainissement et notamment des boues, la gestion patrimoniale et la prise en compte des démarches qualité.

Action G13 – Programme de prévention des inondations

En fonctionnement, les dépenses de cette action s'élèvent à 665 500 € et concernent le financement des participations statutaires aux structures suivantes :

- Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières (SMMAR) : 495 000 €,
- Syndicat Mixte RéSEau11 : 170 000 €,
- Syndicat Mixte de l'Agout : 500 €.

Les dépenses d'investissement sont inscrites à hauteur de 1 750 329,18 €.

Elles concernent le financement par subventions des actions en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et portées par les syndicats hydrauliques adhérents du SMMAR au titre des programmes PAPI, des opérations d'entretien des milieux figurant aux Contrats de Bassins Versants (CBV), des actions d'économies d'eau inscrites au Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du bassin de l'Aude de ce syndicat, le reversement de la part de capital de la dette du SMDA suite au retrait du Département de l'Aude de ce syndicat,

enfin les actions de prévention des inondations situées hors bassins versants de l'Aude et de la Berre (gestion de la ripisylve et restauration de berges sur les bassins de l'Agly et de l'Hers Vif).

Parmi les projets aidés par le Département, on pourra citer en 2025 l'engagement des études pour les opérations du PAPI 3 et certains travaux, dont prévisionnellement et de manière non exhaustive :

- Les études de diagnostics relatives à la connaissance des aléas, des enjeux, des dispositifs existants de gestion des risques, des retours d'expérience, en vue de l'actualisation de la gouvernance, du PAPI et de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour 100 000 €,
- Les études de réduction de vulnérabilité sur les territoires pilotes, pour des réseaux plus résilients (Voiries et Réseaux Divers (VRD); télécoms, enjeux communaux non assurables type station d'épuration (STEP), réseaux d'adduction d'eau potable (AEP)...) pour 20 000 €,
- Les études d'aménagements hydrauliques : Bram ; Preuille et Rébenty / Villegly ; Ceize et Mailhols / Rieux en Val ; Le Sou / Narbonne ; La Livière pour 80 000 €,
- Les études préalables de maîtrise d'œuvre Rec de Veyret pour 50 000 €,
- L'optimisation des champs d'expansion de crue (études et travaux) pour 70 000 €,
- Les études et travaux de protection de berges au droit d'enjeux habités sur l'Argent-Double et l'Aude - Rieux-Minervois : 100 000 €
- Les études des systèmes d'endiguement : 110 000 €.

Action G14 – Hydrogéologie et qualité des eaux

Des recettes de fonctionnement sont prévues pour un montant de 82 195,50 €. Elles correspondent aux financements à hauteur de 50 % de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) dans le cadre de la convention de partenariat avec le Département de l'Aude pour l'accompagnement des missions de l'Observatoire départemental de l'Eau (ODE) (réseau piézométrique pour 27 658,50 € et réseau de suivi des eaux superficielles pour 54 537 €).

Les crédits de fonctionnement, pour 77 616 €, sont destinés principalement aux mesures associées à l'ODE. Il s'agit de financer le suivi de la qualité hydrobiologique et physico-chimique des cours d'eau (acquisition et renouvellement de matériels, honoraires d'analyse d'eau) et le suivi quantitatif du niveau des masses d'eau souterraines.

Les dépenses d'investissement sont portées à 45 000 € et sont destinées à financer les opérations en maîtrise d'ouvrage départementale et inscrites à l'accord-cadre avec l'AERMC. Ces dépenses concernent la restauration de la continuité hydraulique de l'Argent double sous le pont de la RD 72 à La Redorte (35 000 €) et la mise en conformité du réseau Dal de suivi des eaux souterraines avec gestion de la télétransmission des données (10 000 €)

Action G15 – Assistance Technique Eau et Assainissement

Les dépenses et recettes relatives à la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement sont gérées par un budget annexe dont le détail est présenté dans un rapport spécifique. La subvention d'équilibre au budget annexe est calculée à hauteur de 572 158,19 €.

Programme G2 - Espaces Naturels

Ce programme s'élève à 2 781 994,45 € en fonctionnement et 775 559,74 € en investissement.

Action G21 – Pépinières

Les crédits demandés, à hauteur de 35 000 €, concernent le fonctionnement courant des pépinières départementales (achat de graines, interventions d'entretien, locations, fluides, acquisitions de consommables et de matériels spécifiques).

Les dépenses d'investissement à hauteur de 40 000 € sont destinées à la réalisation de divers travaux, notamment l'acquisition d'une nouvelle pompe d'irrigation à la pépinière de Nébias et l'optimisation de l'irrigation à la pépinière de Lézignan.

Action G22 - Programme de protection des Espaces Naturels Sensibles

Des recettes de fonctionnement sont prévues à hauteur de 613 466,23 € dont :

- 506 000 € de participation des communes concernées par les opérations de démoustication.
- 100 000 € de revenu tiré des coupes de bois sur les forêts propriétés départementales et de la perception des redevances versées par les fermiers,
- 7 466,23 € provenant des conventions de pâturage en forêts départementales signées avec des particuliers.

Les crédits de fonctionnement d'un montant de 1 827 143,45 € couvrent notamment les postes suivants :

- la participation à l'Entente interdépartementale pour la Démoustication (EID) : 932 000 €,
- les parcs naturels régionaux (PNR) : 704 660 €, dont 586 660 € de dotation statutaire pour le PNR de la Narbonnaise (380 000 €) et le PNR Corbières Fenouillèdes (206 160 €)
De plus, 118 000 € sont affectés à la gestion des terrains du Conservatoire du Littoral (CDL) pour le PNR Narbonnaise Méditerranée. Dans le détail cela est destiné pour :
 - 45 000 € à la convention tripartite CDL/Région/Département,
 - 38 000 € à la gestion de la réserve naturelle régionale de Ste Lucie,
 - 35 000 € à la gestion du Grand Castélou (maison du Parc).
- les subventions versées aux collectivités et associations en application de la stratégie départementale pour la biodiversité : 145 718,20 €,
- les frais de gestion sur les propriétés départementales : 44 124 €,

La recette d'investissement de 83 466 € correspond à une subvention au titre du fonds vert pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur le renouvellement de la stratégie départementale biodiversité.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 735 559,74 €, dont :

- 331 000 € pour la gestion des propriétés départementales (espaces naturels sensibles)

comprenant les acquisitions foncières (10 000 €), les études et inventaires sur les propriétés départementales, le dispositif de comptage de la fréquentation des sentiers (46 000 €), les travaux d'entretien et d'amélioration des propriétés départementales (240 000 €) et la signalétique (35 000 €),

- 80 000 € pour la participation aux investissements de l'Entente interdépartementale de démoustication (EID),
- 210 595,72 € de subventions d'investissement en faveur de la biodiversité et des zones humides, dans le cadre de la nouvelle stratégie,
- 106 964,02 € de subventions à destination des PNR et des gestionnaires de terrains du Conservatoire du littoral,
- 7 000 € de subventions pour la restauration du patrimoine arboré du canal du Midi.

Action G23 - Conseil et éducation à l'environnement

Une recette de fonctionnement de 5 000 € correspond au 4^{ème} versement de la subvention de l'Autorité de sûreté nucléaire (50% de la dépense) dans le cadre de la mise en œuvre des actions de communication relatives à la CLI ECRIN (Commission locale d'information du site Orano Malvési à Narbonne).

Les crédits de fonctionnement sont inscrits à hauteur de 919 851 € pour :

- le financement du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) pour 814 717 € dont 664 380 € issus du reversement de la taxe d'aménagement perçue par le Département et 150 337 € correspondant à une subvention spécifique,
- des subventions de fonctionnement pour 89 146 € à diverses structures intervenant dans le champ de l'éducation à l'environnement (43 000 €), et le financement des opérations de réduction de la vulnérabilité prescrits par le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de Titanobel à Cuxac-Cabardès, pour un montant de 46 146 € €,
- la mission d'animation de la charte qualité des eaux avec AQUA VALLEY (14 238 €)
- diverses contributions réglementaires ou contractuelles pour un montant de 1 750 € : l'association nationale des comités et commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base (ANCCLI) pour 1 000 €, et la cotisation au Comité Local Energies Renouvelables (CLER). Pour 750 €.

Programme G3 - Energies Renouvelables

Ce programme comprend une seule action.

Action G31 - Soutien aux actions de performance énergétiques

La recette de fonctionnement de 420 € correspond à la prise en charge de prestations vélo à hauteur de 60% dans le cadre du programme objectif employeur pro vélo.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 70 500 € se répartissent comme suit :

- 22 000 € pour les interventions dans le cadre du règlement départemental sur les énergies renouvelables,

- 11 000 €, dans le cadre de la convention 2024-2026 avec le SYADEN pour l'animation de la « mission chaleur renouvelable ADEME.
- 37 000 € pour l'organisation et les actions de communication en matière d'énergies renouvelables et de transition énergétique avec la mise en œuvre de la charte de l'arbre et la mise en œuvre stratégie bas carbone (soutien Territoires à énergie positive -TEPOS 2026), et la promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER),

En investissement, la recette de 60 461,87 € est attendue au titre d'une subvention de l'ADEME suite à l'appel à manifestation d'intérêt TENMOD (France Mobilités) pour lequel le Département a été lauréat.

En investissement, les dépenses s'élèvent à 35 000 € et seront dédiées, dans le cadre de la réponse à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) TIMS auquel le Département a répondu en consortium avec les 2 Communautés de communes Piège Lauragais Malepère et celle de Castelnaudary Lauragais Audois, à la réalisation d'une étude sur la création de plateformes de mobilité qui permettront un conseil personnalisé aux personnes rencontrant des difficultés de mobilité.

Programme G4 - Sécurité civile

Les dépenses sur ce programme concernent principalement le financement du service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Il s'élève à 20 203 738,33 € en fonctionnement et 998 965,85 € en investissement.

Action G41 - SDIS

Cette action s'élève à 20 107 439,33 € et comporte la contribution obligatoire du (SDIS) ainsi que les subventions départementales accordées dans le cadre de la convention de partenariat avec l'établissement :

- 19 611 782 € pour la contribution obligatoire,
- 495 657,33 € pour les subventions et à la couverture de la charge des intérêts des emprunts contractés par le SDIS pour la construction des casernes et les programmes de sécurisation.

En dépenses d'investissement, les subventions en annuité concourant au remboursement du capital des emprunts contractés par le SDIS pour la construction de casernes et les équipements s'élèvent à 898 431,05 € conformément au plan d'amortissement.

Action G42 - Autres actions de sécurité civile

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 96 299 € dont :

- La participation à l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne (53 529 €).
- La participation aux actions du SDIS au titre du programme annuel (cartographie, gestion de la base de données DFCL (SYGNAL), part départementale de la convention brûlages dirigés) pour 14 000 €
- Les subventions aux autres intervenants au titre du programme annuel (ADCCFF, COFOR)

pour 12 770 €

- La location de points hauts TDF pour 7 500 €
- Les prestations diverses liées au désarmement des vigies équipées en vidéo surveillance (nettoyage, retrait des dispositifs radio, entretien des relais radio destinés aux patrouilles...) pour 7 000 €
- L'entretien conservatoire des vigies pour 1 500 €

La recette de 25 032,34 € correspond à la subvention accordée par l'Etat au titre du Fonds vert pour la protection contre le feu du local technique de la vigie de l'Alaric.

Les dépenses d'investissement s'établissent à 100 534,80 € et se répartissent comme suit :

- la participation en investissement à l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne (20 000 €),
- les subventions aux EPCI ou autres maîtres d'ouvrage publics ou privés pour la réalisation d'ouvrages DFCI sont budgétisées à hauteur (50 534,80 €),
- les travaux en maîtrise d'ouvrage départementale (30 000 €), au titre du projet de coopération territoriale de l'espace Sud-ouest européen (SUDOE) menés en partenariat avec l'Espagne et le Portugal sur la question de la prévention des incendies de forêt par la mise en œuvre d'actions spécifiques basées sur l'agriculture (création de coupe-feux productifs). Ce projet est en partenariat avec le PNR Corbières-Fenouillèdes, la Chambre d'Agriculture, le SDIS et l'ONF notamment.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission G

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| G Environnement et prévention des risques | 20 708 037,50 | 21 560 033,50 | 21 310 813,97 | 24 396 506,97 |
| G1 Eau | 1 100 520,61 | 1 263 887,61 | 1 132 635,52 | 1 340 274,19 |
| G11 Etudes | 30 722,00 | 30 000,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| G13 Programme de prévention des inondations | 495 450,00 | 640 500,00 | 640 450,00 | 665 500,00 |
| G14 Hydrogéologie et qualité des eaux | 90 122,70 | 83 300,00 | 43 197,45 | 77 616,00 |
| G15 Assistance Technique Eau et Assainissement | 484 225,91 | 510 087,61 | 448 988,07 | 572 158,19 |
| G2 Espaces naturels | 2 705 241,53 | 2 938 291,87 | 2 921 186,68 | 2 781 994,45 |
| G21 Pépinières | 45 964,57 | 39 075,00 | 38 238,99 | 35 000,00 |
| G22 Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS) | 1 808 536,40 | 1 865 467,77 | 1 852 656,02 | 1 827 143,45 |
| G23 Conseil et éducation à l'environnement | 850 740,56 | 1 033 749,10 | 1 030 291,67 | 919 851,00 |
| G3 Energies renouvelables | 117 182,80 | 93 918,97 | 48 608,06 | 70 500,00 |
| G31 Soutien aux actions de performance énergétique | 117 182,80 | 93 918,97 | 48 608,06 | 70 500,00 |
| G4 Sécurité civile | 16 785 092,56 | 17 263 935,05 | 17 208 383,71 | 20 203 738,33 |
| G41 SDIS | 16 630 254,84 | 17 092 300,07 | 17 080 365,69 | 20 107 439,33 |
| G42 Autres actions de sécurité civile | 154 837,72 | 171 634,98 | 128 018,02 | 96 299,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 20 708 037,50 | 21 560 033,50 | 21 310 813,97 | 24 396 506,97 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| G Environnement et prévention des risques | 6 921 300,25 | 6 523 597,90 | 5 507 240,29 | 5 264 854,77 |
| G1 Eau | 4 430 173,74 | 3 857 309,96 | 3 417 918,88 | 3 455 329,18 |
| G12 Programme AEP Assainissement | 2 137 478,64 | 1 799 615,00 | 1 707 913,86 | 1 660 000,00 |
| G13 Programme de prévention des inondations | 2 281 478,09 | 2 017 694,96 | 1 680 641,37 | 1 750 329,18 |
| G14 Hydrogéologie et qualité des eaux | 11 217,01 | 40 000,00 | 29 363,65 | 45 000,00 |
| G2 Espaces naturels | 1 414 149,58 | 1 475 030,34 | 1 095 998,90 | 775 559,74 |
| G21 Pépinières | 39 750,73 | 40 000,00 | 39 483,45 | 40 000,00 |
| G22 Programme de protection des espaces naturels sensibles (ENS) | 1 374 398,85 | 1 435 030,34 | 1 056 515,45 | 735 559,74 |
| G3 Energies renouvelables | 189 462,00 | 234 994,00 | 77 076,00 | 35 000,00 |
| G31 Soutien aux actions de performance énergétique | 189 462,00 | 234 994,00 | 77 076,00 | 35 000,00 |
| G4 Sécurité civile | 887 514,93 | 956 263,60 | 916 246,51 | 998 965,85 |
| G41 Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) | 763 057,06 | 827 015,69 | 827 015,69 | 898 431,05 |
| G42 Autres actions de sécurité civile | 124 457,87 | 129 247,91 | 89 230,82 | 100 534,80 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 6 921 300,25 | 6 523 597,90 | 5 507 240,29 | 5 264 854,77 |

Mission H - Aménagement et attractivité du territoire

Le budget de la mission Aménagement et attractivité du territoire s'élève à 5 222 871,78 € en fonctionnement et 15 847 398,99 € en investissement.

Programme H1 – Infrastructures d'intérêt départemental

Le montant du programme s'élève à 3 200 € en fonctionnement et 5 053 520,10 € en investissement.

Action H11 – Numérique

En recettes de fonctionnement, la somme de 70 300 € concerne la stratégie départementale des usages du numérique, adopté en 2024 par l'Assemblée départementale. Il s'agit principalement d'un cadre d'intervention, compte tenu de la dimension transversale du numérique, les orientations seront déclinées dans les stratégies thématiques de la collectivité. Sa mise en œuvre est liée pour partie au partenariat avec l'Etat. Dans le cadre de la nouvelle feuille de route nationale sur l'inclusion numérique, « France Numérique Ensemble » et de sa déclinaison territoriale, en 2024, le Préfet a proposé au Département d'assurer le co-pilotage de ce projet ainsi que de porter le poste de conseiller numérique coordonnateur.

Dans ce cadre, et à la suite du positionnement de la collectivité, l'ANCT a attribué un montant de 45 300 € d'aide pour le Département de l'Aude pour porter un plan d'actions complété par le financement de l'Etat de 25 000 € du poste de conseiller numérique coordonnateur.

En fonctionnement, une dépense de 3 200 € est envisagée pour la mission usage du numérique et amélioration de la relation avec les usagers en plus du poste de conseiller numérique coordonnateur.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 800 000 € et concernent le déploiement du Très Haut Débit audiois. Le Département s'est engagé financièrement sur un montant pluriannuel de 12 M€ auprès du SYADEN pour l'aider à financer la phase 2 du projet.

Action H12 – Port de Port la Nouvelle

Les dépenses d'investissement s'établissent à 2 269 158,40 €.

Par convention avec la Région Occitanie et la Communauté d'agglomération du Grand Narbonne, le Département s'est engagé à hauteur de 30 M€, soit 15% pour la première phase d'aménagement du port de Port-la-Nouvelle.

Les intempéries qui ont touché le département en octobre 2018 ayant mobilisé d'importants moyens financiers, nous avons sollicité auprès de la Région un réaménagement de l'échéancier de paiement de notre participation jusqu'en 2030, avec des annuités de 2 269 158,40 € à compter de 2020.

Action H13 – Aéroport de Carcassonne

Des crédits d'investissement à hauteur de 284 361,70 € sont sollicités dans le cadre d'une programmation de travaux sur l'aéroport de Carcassonne, propriété de la Région Occitanie.

La délégation de service public étant arrivée à son terme en décembre 2019, c'est la Société publique locale aéroportuaire régionale (SPLAR) composée de la Région et du syndicat mixte de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes qui s'est vu confier à compter du 1^{er} janvier 2020, et pour une durée de 10 ans, la concession de service public pour l'exploitation, l'entretien et le développement de l'aéroport de Carcassonne.

Une nouvelle convention actée en 2021 lie la Région et ses partenaires (Département de l'Aude, Carcassonne Agglo et Grand Narbonne) jusqu'en 2029. La participation du Département est fixée à 10% du coût du programme évalué à 25 592 553,26 €, soit une contribution globale de 2 559 255,13 € lissée sur 9 ans. L'annuité de cette participation s'élève donc à 284 361,70 €.

Action H14 – LGV

Pour 2025, ce sont 700 000€ de crédits départementaux qui seront mobilisés sur cette opération pour répondre aux appels de fonds en lien avec les conventions financières signées avec SNCF Réseau et celles avec la SLNMP. La subvention européenne de la phase 1 versée à SNCF Réseau a permis de réduire le montant des appels de fonds 2025 pour l'ensemble des partenaires à jour de leur participation (- 500 000 € pour le Département de l'Aude).

Programme H2 – Accompagnement des territoires

Les crédits sur ce programme s'élèvent à 542 819 € en fonctionnement et 7 182 895,85 € en investissement.

Action H21 - Contrats territoriaux

Des crédits de fonctionnement à hauteur de 5 000 € sont destinés à accompagner des projets innovants et expérimentaux pouvant sortir des cadres d'intervention classiques, mais répondant à la fois à des enjeux centraux pour la collectivité et à des enjeux structurants pour les territoires (développement des énergies renouvelables, équipements à usages mixtes ou mutualisés ..).

Les crédits d'investissement, à hauteur de 10 000 € financeront des prises de participation éventuelles.

Action H22 – Aide aux équipements publics communaux

Le budget alloué aux subventions d'équipements s'élève à 6 879 554,85 € et se répartit dans les domaines suivants :

- bâtiments publics : 1 890 294,36 €
- équipements scolaires : 1 254 151,82 €
- cœurs de villages : 1 915 580,75 €
- voirie : 517 390,60 €
- équipements culturels : 123 729 €
- équipements sportifs : 318 899 €
- équipements touristiques : 145 995,92 €
- services de proximité : 154 520,19 €
- maisons de santé : 62 979,88 €
- projets structurants des territoires : 312 300 €
- établissements d'accueil de jeunes enfants : 65 000 €
- chaleur renouvelable : 33 713,33 €
- intempéries : 85 000 €

Action H23 – Maintien d’activités en milieu rural

Les crédits de fonctionnement, à hauteur de 149 819 €, se ventilent de la manière suivante :

- Maisons des services au public (MSAP) : 104 319 €

Conformément aux préconisations du schéma départemental d’amélioration de l’accessibilité des services au public, le Département apporte un soutien financier aux structures labellisées Maison France Services qui participent à l’amélioration de la vie quotidienne des habitants en complémentarité des services départementaux.

- Opération Gorges de Galamus : 25 000 €

Le financement prend la forme d’une aide à la commune de Cubières-sur-Cinoble pour l’embauche de saisonniers visant à sécuriser la traversée des gorges en période estivale.

- Agences postales : 20 500 €

Le Département apporte un concours financier aux communes de moins de 500 habitants qui possèdent une agence postale. Le montant de cette aide à l’emploi, calculé sur la base d’un SMIC, est fonction de la durée d’ouverture au public, déduction faite de la participation du Groupe La Poste. Le montant est reconduit à l’identique chaque année.

Action H24 - Lutte contre la désertification médicale

Le budget de fonctionnement pour 2025 est de 238 000 € et comprend :

- le dispositif d’aide aux internes en médecine générale qui effectuent un stage sur le territoire départemental pour un montant de 170 000 €,
- l’aide aux candidats à la formation d’infirmier en pratique avancée, avec une enveloppe dédiée de 18 000 €,
- l’accompagnement aux projets territoriaux innovants en matière d’offres de soins pour un montant de 10 000 €.
- le financement d’un observatoire santé environnement contre la pollution pour 40 000 €.

Le budget en investissement pour 2025 est de 28 995 € et comprend le dispositif d’aide à l’installation de médecins généralistes et spécialistes sur les zones déficitaires au plan de l’offre de soins ainsi que le dispositif d’aide à l’installation d’un cabinet secondaire.

Action H25 – Agence Technique Départementale (ATD)

Une recette de fonctionnement de 50 000 € correspond au remboursement de la mise à disposition de personnels départementaux et de moyens techniques à l’ATD (après déduction d’un forfait de 90 000 € correspondant à une prise en charge gratuite par le Département).

En dépenses de fonctionnement, la contribution statutaire à l’ATD s’établit à 150 000 €.

Action H26 – Contractualisation solidaire

Pour la dernière année de contrat, des crédits d'investissement à hauteur de 246 346 € sont nécessaires pour financer les plans d'actions contractualisés.

Dans le cadre du Schéma départemental des solidarités, le Département a initié une démarche de contractualisation sociale avec les intercommunalités qui vise à :

- accompagner les dynamiques territoriales
- adapter les politiques sociales départementales aux enjeux et spécificités locales
- valoriser l'action départementale ainsi que celle des territoires
- favoriser l'émergence de projets innovants

Programme H3 – Coopération décentralisée

Ce programme comprend une seule action et s'élève à 233 500 € en fonctionnement.

La politique de coopération internationale contribue à la réalisation des objectifs du projet départemental dans une logique de développement solidaire durable.

Action H31- Programmes de coopération décentralisée

La recette de fonctionnement de 42 000 € correspond au solde de la subvention du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) pour des actions de coopération décentralisée de l'Aude en Equateur et au Pérou.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 233 500 €. Le Département attribue des subventions à ses partenaires internationaux et aux acteurs audois de la solidarité internationale pour des projets de coopération décentralisée, dans la limite d'une enveloppe globale de 216 500 €.

Les crédits concernent également le renouvellement des adhésions aux réseaux internationaux pour un montant de 8 500 €.

L'organisation d'événements et manifestations sur les enjeux de la solidarité internationale donne lieu à une dépense de 8 500 €.

Programme H4 – Tourisme

Il représente un montant de 2 128 436,50 € en fonctionnement et 57 000 € en investissement.

Action H41 – Animation et promotion de l'offre touristique

Les dépenses de fonctionnement totalisent un montant de 1 960 436,50 €.

Un 1^{er} volet correspond aux subventions aux organismes de tourisme pour 1 843 900 € constitué des concours à l'Agence départementale du Tourisme (ADT) qui s'élèvent à 1 797 200 € (comprenant 90 000 € pour le salon international de l'agriculture en 2026) et des subventions à l'Agence des Pyrénées (4 400 € de participation statutaire) et au Relais des Gites de l'Aude (42 300 €).

Un 2nd volet (manifestations agricoles et touristiques) concerne le soutien aux associations et collectivités engagées dans des démarches de promotion de la destination Aude et de la marque

Pays Cathare, par l'organisation d'événementiels. L'enveloppe dédiée à ces animations est de 116 536,50 €.

Les dépenses d'investissement se portent à hauteur de 50 000 €, destinées à régler une subvention pour l'aménagement de l'auberge de jeunesse à la Cité de Carcassonne par la PEP11.

Action H42 - Marque « Pays Cathare »

La marque Pays Cathare est la propriété du Département. L'association pour le développement de la marque Pays Cathare (ADEM) a pour mission de développer la commercialisation des produits marqués Pays Cathare.

La marque Pays Cathare connaît une nouvelle dynamique impulsée par une gouvernance resserrée avec les professionnels labellisés Pays Cathare et regroupés dans une organisation inter-filières. La chambre d'agriculture, partie prenante de cette gouvernance et de l'équipe projet déploie des missions dédiées inscrites dans la convention globale Département - Chambre d'agriculture.

Le Département, propriétaire de la marque, reste garant de l'image générée par sa marque de qualité pour le bénéfice de l'attractivité du territoire en coordination avec les marques partagées de la destination touristique et du projet alimentaire territorial (PAT). Sur la base d'une communication renouvelée, avec l'appui de supports numériques et digitaux dédiés, de services d'appui marketing développés par les professionnels et des dispositifs qualité rénovés et sécurisés par des audits systématiques, une nouvelle gestion est proposée qui inclut désormais une participation financière des professionnels. Les actions financées tiennent compte des nouvelles orientations décidées.

Des recettes de fonctionnement de 3 000 € correspondent aux redevances à percevoir des professionnels marqués entrant dans le dispositif « Marque Pays Cathare » en 2025.

La demande de crédits en fonctionnement est de 168 000 € et se ventile comme suit :

- 95 000 € pour le financement des missions d'appui juridique, d'audit qualité et de contrôle autour de la marque,
- 33 000 € sont destinés à des plans de communication multi media (affichages, presse, publicité sur les lieux de vente, réseaux sociaux),
- 40 000 € de subventions de fonctionnement à diverses structures dont l'ADEM pour 9 000 € (participation aux charges de fonctionnement liées au recrutement d'un agent pour l'animation et la dynamisation du réseau), ainsi que les partenariats avec les clubs de l'élite sportive audoise pour 31 000 €.

En dépense d'investissement, 7 000 € sont prévus pour la création du site de la marque Pays Cathare.

Programme H5 – Agriculture et Pêche

Le budget de ce programme s'élève à 2 314 916,28 € en fonctionnement et à 1 691 019,37 € en investissement.

Action H51 – Santé animale et prévention des calamités

Les dépenses de fonctionnement soient 1 655 848,28 € se décomposent comme suit :

- la participation au déficit d'exploitation du budget annexe du Laboratoire départemental d'analyse qui s'élève à 1 294 948,28 €. Cette subvention d'équilibre est calculée sur la base du coût d'exploitation du service,
- 360 900 € en soutien aux mesures agroenvironnementales dont :
 - ✓ 232 900 € de subventions aux organismes professionnels agricoles,
 - ✓ 100 000 € consacrés à diverses actions dans le cadre des cofinancements européens tels que le dispositif de coopération d'ingénierie territoriale du FEADER ou le dispositif de développement local par les acteurs locaux (DLAL),
 - ✓ 13 000 € de subventions pour les prud'homies de pêche (Leucate, Bages, Port la Nouvelle et Gruissan), l'association gruisanaise pêche et conchyliculture, le comité interdépartemental de la pêche et des élevages marins et le CEPRALMAR,
 - ✓ 15 000 € pour la participation départementale au volet foncier de la convention annuelle avec la SAFER Occitanie.

Les crédits d'investissement, à hauteur de 543 500 € se concentrent sur la compétence en matière d'aménagement foncier rural.

- 500 000 € sont dédiés aux AFAFE (Aménagements Fonciers Agricoles Forestiers et Environnementaux) intercommunaux de Belvis/Espezet/Quirbajou/Roquefeuil et de Bourrière/Bourigeole/Festes et Saint André, ainsi que les études préalables aux AFAFE de Villeneuve/Trassanel/Cabrespine et Counozouls,
- 8 500 € de crédits de paiement en maîtrise d'ouvrage sont nécessaires pour les échanges et cessions de parcelles agricoles et/ou forestières,
- 35 000 € sont consacrés pour le dispositif de résorption des friches.

Action H52 – Circuits de proximité et agrotourisme

En recette de fonctionnement, 46 736 € correspondent pour 35 000 € à une subvention de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) en lien avec la mise en place des actions du PAT et pour 11 736 € à une subvention de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) concernant le dispositif SOS Courgettes porté avec la Maison Paysanne.

Un budget de fonctionnement de 412 859 € est dédié à cette action, comprenant plusieurs postes de dépenses :

- les concours financiers à la Chambre d'agriculture (273 413 €),
- le financement de la plateforme Agrilocal (14 760 €) pour le développement des circuits de proximité et la valorisation des produits locaux,
- la réalisation d'une campagne de communication autour du PAT (28 000 €),
- le financement des actions du PAT pour 69 686 € dont l'aide aux différents partenaires du programme (31 736 €) et la gestion des crédits mis à la disposition par la DRAAF pour financer les actions du PAT (37 950 €),
- 27 000 € pour l'aide au maintien à l'activité rurale des vétérinaires pour un montant égal à l'année dernière.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 324 988,33 € et se répartissent comme suit :

- 212 889,59 € dans le cadre des cofinancements européens et régionaux pour développer les circuits de proximité,
- 21 720,74 € pour aider les structures collectives (CUMA : coopérative d'utilisation de matériel agricole) à acquérir et moderniser l'équipement nécessaire à la production, à la transformation, au stockage ou à la commercialisation de produits locaux.
- 90 378 € pour le solde de la subvention attribuée à l'INRAE dans le cadre du transfert de la collection Vassal

Action H53 – Programme Hydro-Agricole

La recette de fonctionnement de 139 000 € provient de la redevance d'exploitation versée par l'opérateur BRL Exploitation, délégataire du service public d'eau organisé à partir du barrage-réservoir de Laprade, sur le périmètre hydraulique de Laprade.

Les dépenses de fonctionnement de 246 209 € correspondent notamment à la participation statutaire à l'institution pour l'aménagement du barrage de Montbel (IABM).

Les crédits d'investissement, à hauteur de 822 531,04 € concernent le financement des projets hydrauliques agricoles :

- 37 489,03 € au titre du solde du programme d'extension de la concession régionale Aqua Domitia pour le versement du solde du Maillon Minervois achevé mis en service en 2023,
- 400 000 € pour les coûts patrimoniaux concession du LAURAGAIS,
- 40 000 € pour la participation statutaire aux travaux portés par l'IEMN (Institution des Eaux de la Montagne Noire),
- 345 042,01 € pour des projets hydrauliques agricoles (études et/ou travaux), portés principalement par des associations syndicales agréées (ASA) :
 - ASA de Castelnau - La Redorte : Etudes préalables au projet de création du réseau de l'Argent Double sur 1200 ha : 13 773,08 € et création du réseau d'irrigation / Réseaux secondaires du Maillon Minervois AQUA DOMITIA : 35 000 €,
 - ASA de Cavanac : création de réseaux sous-pression : 286 268,93 €
 - Communauté d'Agglomération de Carcassonne : solde de l'étude du Schéma Hydraulique Eau Brute Agricole : 10 000 €.

Programme H6 – Inondations

Ce programme a été créé suite aux inondations d'octobre 2018. Son budget s'élève à 1 862 963,67 € en investissement et concerne, d'une part, les réparations sur la voirie et les bâtiments départementaux, d'autre part les subventions versées aux communes pour la reconstruction des équipements.

En l'absence de nouvelles calamités, les dépenses sur ce programme ont vocation à diminuer progressivement, au regard de l'effort de reconstruction accompli.

Action H61 – Inondations octobre 2018

Les subventions à régler en 2024, dans le cadre des engagements du programme de soutien aux communes sinistrées par les intempéries d'octobre 2018, se répartissent dans les domaines suivants et totalisent 1 688 001 € :

- voirie et équipements publics : 450 000 €,
- infrastructures en matière d'eau et assainissement : 40 000 €,
- engagement au titre du fonds de solidarité avec les communes audoises : 101 601 €,

Il convient d'ajouter à ces montants un financement de 1 096 400 € pour la reconstruction de l'EHPAD à Trèbes qui a été détruit lors de la crue de 2018.

Action H62 – Inondations octobre 2019

Notre département a été touché par des inondations et des coulées de boues les 22 et 23 octobre 2019. Une quarantaine de communes du littoral, des Corbières, du Limouxin et de la Haute-Vallée de l'Aude ont été reconnues en état de catastrophe naturelle.

L'aide financière du département pour les collectivités concernées s'élève sur l'exercice 2025 à 14 652 €.

Action H63 – Inondations janvier 2020

La tempête Gloria a touché le département fin janvier 2020 occasionnant de lourds dégâts aux biens non assurables des collectivités. Le Département est intervenu aux côtés de l'Etat et de la Région pour financer la réparation des dommages des communes pour la voirie, les ouvrages d'art, les rivières et les infrastructures d'AEP.

Les crédits de paiement nécessaires à la couverture de ces engagements s'élèvent à 160 310,67 € en 2025.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission H

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| H Aménagement et attractivité du territoire | 6 263 815,40 | 5 502 003,79 | 5 255 318,65 | 5 222 871,78 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 2 100,00 | 3 255,00 | 3 255,00 | 3 200,00 |
| H11 Numérique | 2 100,00 | 3 255,00 | 3 255,00 | 3 200,00 |
| H2 Accompagnement des territoires | 496 718,90 | 535 163,00 | 533 888,00 | 542 819,00 |
| H21 Contrats territoriaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| H22 Aides aux équipements publics communaux | 6 172,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H23 Maintien d'activités en milieu rural | 122 643,90 | 151 663,00 | 151 663,00 | 149 819,00 |
| H24 Lutte contre la désertification médicale | 147 903,00 | 233 500,00 | 232 225,00 | 238 000,00 |
| H25 Agence Technique Départementale | 220 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| H3 Coopération décentralisée | 602 249,24 | 258 999,50 | 250 383,80 | 233 500,00 |
| H31 Programmes de coopération décentralisée | 602 249,24 | 258 999,50 | 250 383,80 | 233 500,00 |
| H4 Tourisme | 2 876 146,95 | 2 460 774,89 | 2 422 369,58 | 2 128 436,50 |
| H41 Animation et promotion de l'offre touristique | 2 690 560,11 | 2 273 082,89 | 2 266 958,00 | 1 960 436,50 |
| H42 Marque "Pays cathare" | 185 586,84 | 187 692,00 | 155 411,58 | 168 000,00 |
| H5 Agriculture et pêche | 2 286 600,31 | 2 243 811,40 | 2 045 422,27 | 2 314 916,28 |
| H51 Santé animale et prévention des calamités | 1 227 821,79 | 1 426 367,94 | 1 292 061,14 | 1 655 848,28 |
| H52 Circuit de proximité et agrotourisme | 779 140,04 | 503 701,16 | 473 048,37 | 412 859,00 |
| H53 Programme hydro-agricole | 279 638,48 | 313 742,30 | 280 312,76 | 246 209,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 6 263 815,40 | 5 502 003,79 | 5 255 318,65 | 5 222 871,78 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| H Aménagement et attractivité du territoire | 16 939 863,35 | 18 013 954,17 | 17 599 991,47 | 15 847 398,99 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 4 534 686,75 | 5 253 520,10 | 5 244 000,09 | 5 053 520,10 |
| H11 Numérique | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 800 000,00 |
| H12 Port de Port-La-Nouvelle | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 | 2 269 158,40 |
| H13 Aéroport de Carcassonne | 284 361,70 | 284 361,70 | 284 361,70 | 284 361,70 |
| H14 LGV | 481 166,65 | 1 200 000,00 | 1 190 479,99 | 700 000,00 |
| H2 Accompagnement des territoires | 9 183 215,78 | 8 739 385,44 | 8 714 254,26 | 7 182 895,85 |
| H21 Contrats territoriaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| H22 Aides aux équipements publics communaux | 9 057 167,55 | 8 598 782,42 | 8 578 697,71 | 6 879 554,85 |
| H23 Maintien d'activités en milieu rural | 54 823,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| H24 Lutte contre la désertification médicale | 26 625,00 | 34 445,00 | 29 520,00 | 28 995,00 |
| H26 Contractualisation solidaire | 44 600,23 | 106 158,02 | 106 036,55 | 264 346,00 |
| H4 Tourisme | 355 604,00 | 66 164,00 | 66 164,00 | 57 000,00 |
| H41 Animation et promotion de l'offre touristique | 355 604,00 | 66 164,00 | 66 164,00 | 50 000,00 |
| H42 Marque "Pays cathare" | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 |
| H5 Agriculture et pêche | 1 784 103,57 | 2 261 922,08 | 1 901 601,65 | 1 691 019,37 |
| H51 Santé animale et prévention calamités agricoles | 530 166,61 | 523 500,00 | 429 234,03 | 543 500,00 |
| H52 Circuit de proximité et agrotourisme | 107 276,20 | 124 796,39 | 99 212,47 | 324 988,33 |
| H53 Programme hydro-agricole | 1 146 660,76 | 1 613 625,69 | 1 373 155,15 | 822 531,04 |
| H6 Inondations | 1 082 253,25 | 1 692 962,55 | 1 673 971,47 | 1 862 963,67 |
| H61 Inondations octobre 2018 | 866 382,39 | 1 486 261,45 | 1 467 655,37 | 1 688 001,00 |
| H62 Inondations octobre 2019 | 13 515,00 | 23 876,00 | 23 876,00 | 14 652,00 |
| H63 Inondations janvier 2020 | 202 355,86 | 182 825,10 | 182 440,10 | 160 310,67 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 16 939 863,35 | 18 013 954,17 | 17 599 991,47 | 15 847 398,99 |

Mission I - Réseau routier et mobilité

La mission Réseau routier et mobilité représente un budget de 12 128 053,21 € en fonctionnement et 22 052 535,48 € en investissement.

Programme I1 – Routes

Les crédits de fonctionnement (fournitures, prestations, locations des matériels...), mais aussi les moyens en personnel, permettent d'assurer l'entretien et la viabilité du réseau routier départemental.

Les dépenses d'investissement concernent pour l'essentiel les travaux et les réparations en maîtrise d'ouvrage du Département.

Les crédits du programme s'établissent à un total de 8 779 006,21 € en fonctionnement et 21 062 535,48 € en investissement.

Action I11 – Etudes

En dépenses d'investissement, 680 000 € sont prévus pour :

- les études courantes : 300 000 €,
- les études refacturées par le laboratoire routier départemental : 280 000 €,
- les acquisitions foncières : 100 000 €,

Action I12 - Travaux neufs

Cette action concerne les grands projets, la desserte du territoire et la modernisation du réseau.

Les prévisions de recettes, d'un montant de 1 547 477,76 €, concernent :

- la participation de l'Etat dans le cadre de la DSID pour 837 477,76 € qui se répartit entre l'aménagement de la RD 610 entre Puichéric et La Redorte (441 000 €), l'aménagement de la RD 611 Réparation du pont sur la Berre à Ripaud (300 000 €) et l'aménagement de sécurité tourne à gauche de la RD 6113 / 26 à Canet d'Aude (96 477,76 €),
- le reversement par l'Etat du produit des amendes radars automatiques pour 710 000 €.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à un montant de 2 800 000 €.

Les grands projets (travaux neufs) mobilisent une part importante des prévisions de consommations de crédits de paiement (1 800 000 €) au vu de l'avancement et de la finalisation de certaines opérations. Ils se répartissent principalement de la manière suivante :

- RD 610 - Aménagement entre Puichéric et La Redorte (1 000 000 €)
- RD 611 - Réparation pont sur la Berre à Ripaud (600 000 €)
- RD 124 - Réparation d'accotements de la RD / effondrement berges canal (200 000 €)

Le projet de modernisation et de desserte du territoire pour 2025 se porte sur la RD 102 pour le recalibrage et le renforcement de la liaison Fanjeaux à Gaja-la-Selve (1 000 000 €).

Action I13 - Entretien et gestion du réseau

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 6 811 150 €. Ces crédits se répartissent entre les dépenses nécessaires à l'entretien des chaussées et des dépendances :

- l'entretien du réseau routier réalisé en régie pour un montant global de 3 672 000 € (location de matériel et fourniture de consommables facturés par le Parc départemental),
- fourniture, contrôle et réparation de l'outillage et des petits équipements pour 117 500 €,
- fournitures nécessaires à l'entretien des dépendances et chaussées pour 819 423,75 €,

- l'entretien des dépendances vertes pour un montant de 400 000 €
- les travaux confiés aux entreprises pour 1 635 576,25 € (entretien des dépendances routières, expertise des plantations, entretien des chaussées).
- 120 000 € sont également prévus pour le débroussaillage au titre de la DFCI.
- 10 000 € sont également prévus pour l'évacuation et le traitement de divers déchets.

Une enveloppe de 36 650 € est également prévue pour des dépenses diverses (frais de publication des marchés, demandes au service de la publicité foncière, assistance Météo-France).

Une recette d'investissement de 59 930 € correspond à une subvention du programme LEADER relative à l'aménagement d'une signalétique touristique d'entrée sur les giratoires de la Vallée de l'Aude et du Limouxin.

Le budget d'investissement s'élève à 16 820 000€ et regroupe les opérations de réparation et entretien des ouvrages d'art, la pérennisation du réseau et les opérations de sécurité.

Ce budget comprend :

- La pérennisation des chaussées pour 10 100 000 € ;
 - Travaux préparatoires reprofilage en grave émulsion (925 000 €)
 - Travaux de revêtements sur diverses RD hors agglomération (2 500 000 €)
 - Traverses d'agglomérations en enrobé (1 500 000 €)
 - Travaux enduits superficiels sur diverses RD (2 925 000 €)
 - RD 118 – Renforcement chaussée secteur sud de Carcassonne (300 000 €)
 - RD 610 – Renforcement chaussée secteur Trèbes/Marseillette (200 000 €)
 - RD 6009 nord – Renforcement chaussée secteur Narbonne/Hérault (600 000 €)
 - RD 6009 centre – Renforcement chaussée secteur Narbonne/Sigean (650 000 €)
 - RD 6113 – Renforcement secteur Lézignan/Conilhac (500 000€)
- La pérennisation des dépendances pour 3 220 000 € ;
 - Réparation des ouvrages d'art (3 075 000 €)
 - Aménagement des aires de repos, des giratoires et des dépendances (105 000 €)
 - Acquisition de matériel et stations de comptage (40 000 €)
- La sécurisation du réseau et des équipements pour 1 175 000 € ;
 - Signalisation horizontale (500 000 €)
 - Signalisation verticale (300 000 €)
 - Dispositifs de retenues (275 000 €)
 - Opérations de sécurité (100 000 €)
- Les opérations courantes annuelles pour 1 000 000 €

Le programme relatif à la pérennisation du réseau intègre également les opérations individuelles suivantes :

- RD 6009 sud - Renforcement chaussée de Sigean aux P.O. (600 000 €)
- Réparation et mise en conformité de divers ouvrages d'art sur le canton de la Haute-Vallée (100 000 €)
- RD 118 - Renforcement et murets VL sur le canton d'Axat (200 000 €)
- RD 620 – Renforcement au col du Bac (375 000 €)
- RD 6139 – Réparation pont d'accès au port de Port-La-Nouvelle - 1ères études (50 000 €)

Action I14 - Imprévus et divers

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 952 850 € :

- 250 000 € au titre du remboursement des dégâts causés à la voirie par des tiers,
- 700 000 € au titre des redevances pour occupation du domaine public,
- 2 850 € de redevance de TDF pour le déneigement de la RD 87 – Pic de Nore.

Les dépenses de fonctionnement, à hauteur de 566 500 €, se répartissent principalement comme suit :

- la viabilité hivernale pour 416 500 € (location de matériel et intervention du Parc départemental, sel de déneigement),
- la fourniture de vêtements et les équipements de sécurité des agents pour 140 000 €,
- l'achat de produits d'entretien pour les centres routiers et l'équipement en trousse de secours (10 000 €),

En dépenses d'investissement, les crédits sont destinés à assurer la sécurisation du réseau routier départemental suite à des événements aléatoires (intempéries et purges de falaises) pour un montant de 750 000 €.

Action I15 - Parc et Laboratoire Routier

Cette action rend compte de la participation du Département à l'équilibre du budget annexe du Parc départemental et laboratoire routier. Les dépenses et recettes relatives au budget annexe sont présentés dans le rapport spécifique.

La subvention d'équilibre au budget annexe s'élève à 1 401 356,21 €.

Action I16 – Subventions d'investissement

Ces subventions sont destinées à aider les communes ou leurs groupements, à financer la réfection des réseaux de voirie ou la réparation des dommages causés par les intempéries, hors programmes spécifiques (inondations octobre 2018, octobre 2019 et janvier 2020).

Les dépenses, d'un montant de 12 435,48 €, correspondent au paiement du solde des subventions attribuées les années précédentes.

Programme I2 – Transports

Ce programme comprend une seule action.

Action I22 - Transports scolaires

En dépenses de fonctionnement, 3 125 547 € sont consacrés au transport scolaire des enfants en situation de handicap qui demeure une compétence départementale.

Un travail étroit a été engagé avec la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) afin d'ajuster les prises en charge au plus près des besoins du bénéficiaire et fluidifier la

communication avec les familles pour éviter un transport à la carte.

De plus, le déploiement de l'école inclusive engendre l'augmentation constante du nombre de bénéficiaires : + 30 en 2019 ; + 40 en 2020 ; + 57 en 2021, + 50 en 2022, + 55 en 2023.

Programme I3 – Mobilités durables

Ce programme vise à assurer une meilleure traçabilité du budget dédié aux mobilités durables. Il regroupe dans un ensemble cohérent, par transfert depuis d'autres programmes, les interventions sur la véloroute du Canal du midi et la voie verte de Bram à Montségur (F1 sports et activités de pleine nature), le financement des infrastructures cyclables des communes et des intercommunalités (CFI) et le développement de l'autopartage (G3 Energie renouvelables).

Les crédits du programme s'établissent à un total de 223 500 € en fonctionnement et 990 000 € en investissement.

Action I31 – Voies vertes et pistes cyclables

Des recettes en fonctionnement 36 000 € sont inscrites et correspondent aux participations des EPCI en rapport à l'entretien de la voie verte.

Les dépenses de fonctionnement, à hauteur de 223 500 € se répartissent comme suit :

- une enveloppe de 207 000 € pour l'entretien des voies vertes,
- 9 000 € de subvention à l'association Atout Fruit pour la mise en œuvre et le suivi du conservatoire fruitier le long de la voie verte du Canal du midi à Montségur.
- Autres frais divers et adhésions à des associations pour 7 500 €

En dépenses d'investissement, les crédits de paiements s'élèvent à 990 000 € qui se répartissent comme suit :

- 750 000 €, de crédits dédiés à la réalisation d'itinéraires ou pistes cyclables sur le domaine public routier départemental. Cette année, deux projets sont prévus : la création d'une voie verte à Montredon des Corbières et l'aménagement d'un carrefour à « feux intelligents » pour sécuriser le passage des piétons et des cyclistes sur le pont de la RD 4 à Bram.
- 240 000 € destinés aux mobilités douces dont 150 000 € de subvention pour le schéma itinéraire cyclable, 20 000 € de subvention pour financer les projets communaux et intercommunaux de mobilités douces.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission I

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| I Réseau routier et mobilité | 12 412 364,85 | 12 958 108,51 | 12 532 807,61 | 12 128 053,21 |
| I1 Routes | 9 206 778,32 | 9 261 971,57 | 9 028 829,92 | 8 779 006,21 |
| I13 Entretien et gestion du réseau | 7 394 996,24 | 7 401 875,14 | 7 396 693,66 | 6 811 150,00 |
| I14 Imprévus et divers | 840 912,04 | 549 716,51 | 545 201,48 | 566 500,00 |
| I15 Parc et Laboratoire Routier | 970 870,04 | 1 310 379,92 | 1 086 934,78 | 1 401 356,21 |
| I2 Transports | 2 914 860,18 | 3 441 159,63 | 3 251 791,88 | 3 125 547,00 |
| I22 Transports scolaires | 2 914 860,18 | 3 441 159,63 | 3 251 791,88 | 3 125 547,00 |
| I3 Mobilités durables | 290 726,35 | 254 977,31 | 252 185,81 | 223 500,00 |
| I31 Voies vertes et pistes cyclables | 275 678,35 | 254 977,31 | 252 185,81 | 223 500,00 |
| I32 Autopartage | 15 048,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 12 412 364,85 | 12 958 108,51 | 12 532 807,61 | 12 128 053,21 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| I Réseau routier et mobilité | 29 326 245,13 | 29 679 503,21 | 29 239 166,03 | 22 052 535,48 |
| II Routes | 28 888 120,96 | 29 009 754,08 | 28 876 746,36 | 21 062 535,48 |
| I11 Etudes | 590 478,63 | 667 512,64 | 576 498,84 | 680 000,00 |
| I12 Travaux neufs | 3 445 681,26 | 5 673 411,58 | 5 631 676,00 | 2 800 000,00 |
| I13 Entretien et gestion du réseau | 23 892 156,09 | 22 110 505,13 | 22 110 246,79 | 16 820 000,00 |
| I14 Imprévus et divers | 911 963,29 | 537 570,65 | 537 570,65 | 750 000,00 |
| I16 Subventions d'investissement | 47 841,69 | 20 754,08 | 20 754,08 | 12 535,48 |
| I3 Mobilités durables | 438 124,17 | 669 749,13 | 362 419,67 | 990 000,00 |
| I31 Voies vertes et pistes cyclables | 438 124,17 | 669 749,13 | 362 419,67 | 990 000,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 29 326 245,13 | 29 679 503,21 | 29 239 166,03 | 22 052 535,48 |

Mission K – Administration Générale

La mission Administration générale regroupe les crédits nécessaires à la mise en œuvre des politiques départementales à travers la mobilisation de ressources humaines, informatiques et techniques.

Le montant total du budget pour 2025 est de 167 537 770,64 € en section de fonctionnement et 28 080 585 € en section d'investissement (crédits réels hors affectation du résultat et crédits non affectés).

Programme K1 – Ressources humaines

Le budget RH est constitué de la masse salariale, mais également des dépenses de formation, d'action sociale (dont les contributions au comité des œuvres sociales, au RIAC, à l'Amicale). Il englobe également les dépenses liées à la santé et à la sécurité au travail.

Les recettes sont constituées par les remboursements de salaires des agents mis à disposition par la collectivité et les aides publiques (emplois d'avenir, apprentissage, Fonds d'insertion des personnes handicapées).

La masse salariale constitue le poste le plus important en termes de dépense. Englobant les rémunérations brutes et les contributions patronales afférentes, la masse salariale est fonction :

- de la politique de recrutement de la collectivité. La maîtrise des postes permanents reste un objectif de la collectivité. Des procédures de suivi et de décisions sont opérationnelles et un dialogue de gestion est mené par la DRH en lien avec toutes les directions.
- de l'évolution induite par les carrières et la structure de la pyramide des âges des agents départementaux. Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est l'indicateur principal de cette dimension.
- des décisions de la collectivité prises en matière de rémunération notamment l'évolution du régime indemnitaire basée sur l'inflation.
- des dispositions réglementaires nationales qui impactent les carrières et les rémunérations des agents. La mise en place de mesures statutaires liées aux différents cadres d'emplois, le relèvement catégoriel de certains indices ou encore la hausse des cotisations patronales sont autant de mesures impactant le budget du personnel.

Le programme Ressources humaines représente un budget de 138 867 695 € en 2025, en progression de 1,28 % par rapport au budget 2024.

Action K11 – Rémunération du personnel

Les recettes d'un montant de 1 285 339,85 € correspondent aux remboursements des mises à disposition d'agents départementaux (765 337,85 €), aux indemnités journalières de sécurité sociale (160 000 €), aux remboursements au titre du congé de paternité (10 000 €) et aux montants assuranciers liés aux accidents du travail (350 000 €).

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 134 712 007 €, en progression de 1,2 % par rapport au budget 2024.

Cette action est la somme de la masse salariale de référence des agents départementaux et des éléments de rémunération que l'on peut qualifier de complémentaires comme les heures supplémentaires, les astreintes, les remboursements de frais de déplacements.

La masse salariale des assistants familiaux est abordée dans un paragraphe distinct.

➤ la masse salariale

On peut définir, schématiquement, la masse salariale comme la somme des agents rémunérés et de l'ensemble des avantages sociaux rattachés.

- les effectifs

Au 31 décembre 2024, les effectifs rémunérés tous budgets (budget principal et budgets annexes) étaient de 2 600 agents dont 371 assistants familiaux.

L'effectif rémunéré est en baisse de 0,27 % entre 2022 et 2024 en tenant compte de l'intégration de 19 salariés de Cogitis intervenue au 1^{er} juillet 2024.

Pour l'exercice 2025, nous ciblons un effectif rémunéré moyen de 2 577 agents.

- le suivi des postes permanents et non permanents

Il convient de noter que la suppression d'un emploi au tableau des effectifs n'entraîne pas systématiquement de conséquences sur les effectifs rémunérés. En effet, si le poste supprimé n'est pas relié à une sortie financière alors il n'y a pas de diminution de dépenses comme on pourrait l'observer lors d'une suppression de poste à la suite du départ à la retraite d'un agent.

De la même manière, une création de poste n'entraîne pas automatiquement d'augmentation de la masse salariale, puisque les délais de recrutement, voire la pérennisation d'un agent contractuel, peuvent en réduire (ou effacer) les effets.

- le suivi des départs à la retraite

Sur les 158 départs potentiels en 2024 (14 limites d'âge et 144 ouvertures de droits), 27,8 % des agents ont réellement fait valoir leur droit à la retraite soit 44 départs (12 actés en 2024 et 32 actés en 2025).

Les retraites pour l'année 2025 représentent un volume potentiel de 210 départs dont 32 sont déjà actés.

Au regard des constats posés sur les dernières années, d'une pyramide des âges vieillissante, une estimation d'une cinquantaine de départs seraient à prévoir en 2025.

- le coût moyen d'un agent

Le coût moyen d'un agent dépend de plusieurs facteurs : des facteurs endogènes qui dépendent de la politique salariale de la collectivité et sur lesquels il est possible de mettre en œuvre des leviers d'action et des facteurs exogènes, extérieurs à la collectivité.

⇒ *l'évolution du point d'indice et du SMIC*

A ce jour, il n'y a pas eu d'annonce gouvernementale relative à une augmentation du point d'indice en 2025.

Le SMIC a été revalorisé 2 fois en 2024 : + 1,13 % au 1^{er} janvier pour un coût de

203 102 € sur le budget principal (dont 201 754 € pour les assistants familiaux) et + 2 % le 1^{er} novembre pour un coût de 58 852 € en 2 mois pour 2024 et 294 265 € en 2025 (assistants familiaux inclus).

Au 1^{er} janvier 2025, le SMIC n'a pas été revalorisé.

⇒ *le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et la politique de carrière*

Pour 2025, le coût chargé des avancements d'échelon est estimé à 385 153 € sur le budget principal soit 416 320 € tous budgets.

Le GVT, indicateur de mesure du coût des avancements de carrières, de l'ancienneté et de la qualification des effectifs (réussite à concours par exemple) a été de 0,90% en 2024, soit 475 884 €.

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Coût global annuel des avancements | 492 251 | 515 555 | 411 774 | 443 977 | 475 884 |
| Rémunération principale des titulaires | 48 017 100 | 48 367 737 | 50 491 696 | 52 914 017 | 53 083 417 |
| GVT | 1,03 % | 1,06 % | 0,82 % | 0,84 % | 0,90 % |

En ce qui concerne la politique de carrière, les ratios définis pour l'année 2025 restent identiques à ceux de 2024 à savoir 30 % pour les catégories A (50% pour les sages-femmes hors classe, les infirmiers en soins généraux hors classe, les cadres supérieurs de santé, les conseillers socio-éducatifs hors classe, les assistants socio-éducatifs de classe exceptionnelle, les ingénieurs principaux et les bibliothécaires principaux), 50 % pour les catégories B et 80 % pour les catégories C.

Ainsi, le coût chargé des avancements de grade et promotion interne est estimé à 173 717 € sur le budget principal.

⇒ *le régime indemnitaire*

L'enveloppe utilisée pour le régime indemnitaire a été de 10 695 693 € en 2021, 11 994 324 € en 2022, 14 162 892 € en 2023 et 15 751 280 € en 2024.

Le régime indemnitaire de la collectivité a été revu au 1^{er} juillet 2022 pour tous les agents y compris pour les assistants familiaux.

Conformément à la délibération sur le régime indemnitaire, celui-ci va évoluer en 2025 sur la base de l'indice INSEE pour les 3 catégories.

Une augmentation prévisionnelle de 1,3 % aurait un coût chargé de 223 623 € sur le budget principal, de 236 268 € tous budgets confondus.

Pour l'année 2025, l'enveloppe prévue est ainsi de 16 145 060 € (tous budgets confondus).

⇒ *les autres mesures réglementaires et cotisations*

- La Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) n'a pas été reconduite en 2024 et ne le sera pas en 2025.
- La compensation de la hausse de contribution de la CNRACL de 1 point intervenue en

2024 ne sera plus effective en 2025. Cela génère un coût supplémentaire de 531 510 € pour 2025 par rapport à 2024.

- L'augmentation de 3 points par an sur les 4 prochaines années du taux de la contribution patronale CNRACL pour un coût de 1 500 000 € par an sur le budget principal. Le taux 2024 de CNRACL était 31,65 % et passe en 2025 à 34,65 %, en 2026 à 37,65 %, en 2027 à 40,65 % pour atteindre 43,65 % en 2028.

➤ la rémunération des assistants familiaux

Les effectifs rémunérés au 31 décembre 2024 sont de 371 agents. Ils étaient de 358 agents au septembre 2024. Pour la construction du budget 2025, un effectif de 368 agents a été retenu.

Le SMIC a été revalorisé 2 fois en 2024 : + 1,13 % au 1er janvier pour un coût de 201 754 € et + 2 % le 1er novembre pour un coût de 58 460 € en 2 mois pour 2024 et de 291 560 € pour 2025.

La mise en œuvre de la loi Taquet du 7 février 2022, relative à la protection de l'enfant prévoyant une revalorisation de la rémunération des assistants familiaux, a été effectuée en novembre 2024. Cette mesure avec effet rétroactif au 1er septembre 2022, a généré un coût de 1 914 897 € sur l'année 2024. Sur la base des situations observées, cette mesure engendre un effet report sur l'année 2025 estimé à 437 274 €.

L'indexation annuelle de l'indemnité d'entretien, des retenues repas, des frais de demi-pension et d'allocation de rentrée scolaire établie sur la base de l'évolution des prix à la consommation serait de 69 427 € selon un taux Insee évalué à 1,3 %.

Action K12 – Actions de formation

La formation est un axe important de la politique de ressources humaines du Département, avec des crédits dédiés à hauteur de 643 088 € (hors cotisation CNFPT).

Les crédits concernent :

- le projet de territorialisation de l'action sociale et les actions dans le cadre des solidarités humaines pour un montant de 75 000 €
- des crédits pour des formations professionnalisantes dans le domaine de la transition écologique, des mobilités à hauteur de 30 000 € et des solidarités territoriales à hauteur de 33 000 €,
- la formation des assistants familiaux pour 59 150 €.
- les formations transversales : 15 000 € pour les agents du dispositif FIPH, 13 000 € en matière d'apprentissage, 90 000 € pour les formations hygiène et sécurité, 5 000 € pour la formation des cadres, 20 000 € pour le CPF, 9 488 € pour les interventions individuelles et collectives et 65 512 € pour d'autres formations.
- 16 589 € pour la plateforme idéalCO
- 15 000 € pour les locations de salle pour les formations

Les inscriptions prennent en compte également une enveloppe de 196 349 € qui se répartit comme suit :

- l'action relative à l'analyse des pratiques professionnelles pour 90 000 €,

- la poursuite des actions de supervision, concernant l'usure professionnelle (10 000 €),
- le renouvellement du partenariat avec l'IRTS de Perpignan (15 500 €),
- enfin, le Département a candidaté à un appel à projet FSE+ pour la mise en place de différentes actions de formation et de sensibilisation sur la thématique des violences intrafamiliales pour un montant de 80 849 €.

Action K13 – Actions de prévention

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 62 500 € et comprennent notamment :

- le remboursement des transports collectifs du personnel
(39 200 €),
- la médecine de travail, les dépenses de pharmacie (9 800 €),
- les concours divers, cotisations et subventions (10 000 €),
- les fournitures, équipements et la maintenance des appareils (3 500 €)

Action K14 – Action sociale

Pour 2024, les recettes relatives à l'action sociale s'élèvent à 601 500 € et comprennent :

- les remboursements de la part salariale des chèques déjeuners (372 000 €),
- les remboursements par le comité des œuvres sociales des personnels mis à disposition (229 500 €),

Les dépenses de fonctionnement relatives à l'action sociale pour le personnel départemental s'élèvent à 3 450 100 €.

Ces crédits concernent principalement :

- le COS : la subvention est calculée sur la base de 1,5 % de la masse salariale du personnel statutaire et contractuel, complétée par une participation forfaitaire de 700 € par assistant familial et une participation forfaitaire de 40 000 € pour l'organisation de la fête de Noël. La subvention au COS s'élève à 1 884 528,77 € pour 2025,
- la participation de la collectivité à la prévoyance et à la couverture santé pour 326 600 €,
- l'ARIAC : le financement se compose d'une subvention de fonctionnement (60 000 €) et d'une participation aux repas servis aux agents utilisateurs (40 000 €),
- les chèques déjeuners des agents départementaux, avec une participation de la collectivité évaluée à 930 000 €,
- les aides relatives aux séjours d'enfants, les allocations pour frais de garde des enfants, les allocations pour enfants handicapés (84 500 €),

➤ il est également prévu 120 000 € pour des versements de capitaux décès.

Programme K2 – Budget et finances

Les crédits du programme s'établissent à un total de 19 305 769,54 € en fonctionnement et 22 387 310 € en investissement.

Action K21 – Dette

Une recette de 160 770 € est prévue et correspond au nouveau placement de trésorerie de 6,9 M€ réalisé le 13 décembre 2024 sur un compte à terme auprès de la Paierie Départementale d'une durée de 12 mois au taux nominal de 2,33 %. Cet outil de gestion de trésorerie permet ainsi de valoriser un volant de trésorerie inactive et non rémunérée sur le compte au trésor.

L'ensemble des dépenses liées à la dette sont attachées à cette action. Elle comprend donc en section de fonctionnement les charges d'intérêt estimées à 4 730 360,54 €. Le remboursement en capital relève de la section d'investissement et s'élève à 22 834 310 €.

Le budget de l'action comprend également les mouvements de remboursements anticipés temporaires à hauteur de 31 100 009,45 €. Il s'agit d'opérations techniques d'optimisation de la gestion de dette et de la trésorerie qui s'équilibrent en recettes et en dépenses de la section d'investissement.

Lors de la présente séance est présenté un rapport spécifique sur l'état de la dette et les perspectives 2025 pour le Département. Ce recours à l'emprunt est de 25 M€, complété de 10 M€ de restes à réaliser de 2024.

Action K22 - Provisions pour charges et imprévus

Le montant des provisions en recette s'élève à 2 217 000 € dont 1 117 000 € qui correspondent à la reprise sur la provision du risque contentieux de 2024 des voies navigables de France (VNF).

Des crédits de fonctionnement sont demandés à hauteur de 1 254 000 € correspondant à une provision pour créances douteuses de 1 100 000 € (créances d'indus RMI et RSA, majoritairement), et une provision pour risques de 54 000 € dont 34 000 € pour la couverture d'un litige relatif à un marché public et 20 000 € pour un contentieux relatif à une garantie d'emprunt. Cette même somme est inscrite en recettes de fonctionnement.

Enfin une provision de 100 000 € est inscrite pour la monétisation et la conversion en points retraite du CET.

Action K23 - Subventions diverses

Les dépenses s'élèvent à 101 750 € dont :

- les cotisations aux organisations professionnelles : l'ADF, l'AFCCRE et l'Association des Départements Solidaires (41 000 €),
- Les subventions aux associations syndicales, d'anciens combattants et de protection civile maintenues à 60 750 €, au regard du caractère reconductible de ces soutiens financiers et des réalisations 2024.

Action K24 - Créances, pertes et reversement

Les recettes de fonctionnement, à hauteur de 569 500 €, comprennent :

- les dépenses d'apurement de charges rattachées (500 000 €),
- les produits exceptionnels (11 500 €),
- les recettes provenant de l'annulation de mandats sur exercices antérieurs (5 000 €) et les recouvrements sur créances admises en non valeurs (5 000 €),
- les produits financiers de la participation au capital des sociétés (BRL exploitation et la Caisse d'épargne LR) sont valorisés à 48 000 €, au vu des taux de rendement courants sur ces placements.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 13 219 659 € et recouvrent notamment :

- le prélèvement au titre du fonds national de péréquation DMT0 estimé à 6 669 000 €,
- les compensations financières versées à la Région dans le cadre des transferts de compétences en matière de planification des déchets non dangereux et des transports, respectivement de 46 080 € et 5 525 301 €,
- une enveloppe dédiée aux intérêts moratoires de 20 000 €,
- les apurements de produits rattachés, donnant lieu à une dépense de 244 278 €,
- une enveloppe dédiée aux remises gracieuses de dettes, d'un montant de 15 000 €,
- les dépenses relatives à l'annulation de titres sur exercices antérieurs, pour 91 238 €.
- les créances admises en non-valeur estimées à 600 000 €, en lien avec les provisions constituées, les créances éteintes donnant lieu à une dépense de 5 762 €,
- les frais de fonctionnement des cartes d'achat à hauteur de 3 000 €.

En dépenses d'investissement, les cautionnements et garanties apportés sur les baux de locations se portent à 3 000 €.

Programme K3 – Systèmes d'information et télécommunications

Le programme K3 s'élève en fonctionnement à 1 866 346 000 € et à 2 082 700 € en investissement.

Action K31 – Systèmes d'information

Les dépenses d'un montant de 1 332 346 € se répartissent comme suit :

- 643 000 € correspondent à la maintenance de l'existant. Les contrats sont, pour la plupart, indexés sur le Syntec dont l'augmentation moyenne est estimée à 3,5%,
- 519 346 € correspondent aux services hébergés. Le nombre de logiciels en mode SAAS est en augmentation. Les sites Web hébergés sont aussi en augmentation et il est nécessaire d'améliorer leur sécurité face aux cyberattaques. Ce budget est par conséquent en hausse de 32,8%.

- 80 000 € correspondent aux contrats de location et d'entretien du parc de copieurs en baisse de 20 000 € en lien avec l'attribution de nouveaux marchés.
- 40 000 € correspondent aux cotisations aux associations et aux centrales d'achat (dont l'adhésion à l'association Open-IG).
- 23 000 € correspondent à la mise en place d'un contrat de surveillance 24H/24 des cyberattaques
- 22 000 € correspondent aux fournitures (consommables impression, petit périphériques...)
- 5 000 € correspondent à des dépenses de formation

Les dépenses d'investissement s'élèvent à un total de 1 948 700 € et correspondent à l'acquisition de logiciels, les évolutions et la sécurisation des infrastructures techniques (réseau, stockage et serveurs) et les acquisitions de postes de travail nouveaux ou en remplacement et des prestations d'études pour accompagner la collectivité dans les choix et le portage de ces opérations.

Action K32 – Télécommunications

Les recettes, d'un montant 46 000 €, correspondent aux remboursements des dépenses de télécommunications par les organismes externes hébergés et par les budgets annexes.

Les crédits de fonctionnement sont en hausse de 2,69 % pour un montant de 534 000 € afin de tenir compte de l'augmentation du nombre d'abonnements (téléphonie mobile, sites connectés) et de l'amélioration des débits des connexions des sites distants.

Les dépenses d'investissement pour un montant de 134 000 € vont permettre de poursuivre le déploiement des outils de mobilité et de collaboration.

Programme K4 – Logistique et patrimoine

Les dépenses sur cette mission atteignent 7 497 960,10 € en fonctionnement et 3 610 575 € en investissement.

Action K41 - Moyens courants des services

Cette action donne lieu à une recette de fonctionnement de 332 150,34 € provenant du remboursement de frais de structure par le budget annexe du SATESE (159 719 €), de l'indemnisation d'assurance du sinistre à l'imprimerie en mai 2024 (101 431,34 €), de la refacturation des frais d'affranchissement aux organismes externes (65 000 €) et par le remboursement de frais par des tiers (6 000 €).

Les dépenses de fonctionnement, à hauteur de 2 955 560,10 €, sont en baisse par rapport au budget 2024 (- 2,06%). Les principaux postes sont :

- les frais de gestion des véhicules pour 893 840 € qui affichent une baisse de 3,76 % en lien avec la diminution des véhicules en location,
- les charges de gestion courante pour 404 960 €, en baisse par rapport aux années précédentes,
- les frais d'assurances et de prestations d'expertise en assurance pour 865 404,30 €,

- Les dépenses de fonctionnement du service accueil courrier s'établissent à 375 314,80 € dont 356 440€ consacrés au frais d'affranchissement.
- les crédits des frais d'annonces et d'insertion pour 68 400 €,
- les abonnements de presse et les acquisitions d'ouvrages pour 122 141 €,
- le remboursement au budget annexe du SATESE des dépenses exposées pour le compte de l'ATD, d'un montant de 110 000 €,
- divers frais pour un montant de 2 100 €
- les crédits affectés à l'organisation de manifestations par le Département, pour un montant de 113 400 €.

Les Crédits de paiement en investissement pour 2025, d'un montant de 637 000 € sont consacrés à l'acquisition de véhicules (405 000 €, dont 25 000 € pour les infrastructures de recharge de véhicules électriques) et à l'acquisition de mobilier (232 000 €).

Action K42 - Gestion du patrimoine immobilier

Les recettes de fonctionnement s'établissent à 635 640 €. Elles sont constituées des revenus locatifs (136 000 €) dont 60 000€ de l'EPCC « Les arts de lire-Abbaye de Lagrasse », des refacturations de consommations énergétiques (74 640 €) et des remboursements d'assurance (425 000 €).

Les dépenses de fonctionnement, d'un montant de 4 542 400 €, sont constituées de charges à caractère général. Ces dépenses comprennent les consommations énergiques (1 256 000 €), les loyers versés (984 700 €) et les taxes (424 600 €). Le solde finance les prestations d'entretien et de maintenance des bâtiments départementaux.

Les crédits relatifs aux frais de gardiennage des bâtiments s'élèvent à 574 200 €.

La recette d'investissement de 21 888 € concerne la rénovation de la MDS de Castelnaudary qui bénéficie du fonds vert.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 2 973 575 € et comprennent notamment :

- 100 000 € sur le plan route visant à remettre à niveau l'ensemble des bâtiments routiers;
- 150 000 € pour débiter les travaux du centre d'exploitation d'Espezet (sous Assistance à Maitrise d'ouvrage de l'ATD) ;
- 281 700 € pour le début des travaux relatifs à la création de locaux vestiaires-sanitaires pour les ateliers ;
- 582 747 € afin de commencer la deuxième tranche de rénovation énergétique de l'hôtel du Département
- 180 366 € affectés pour la transition énergétique sur d'autres sites (Décret tertiaire) ;
- 50 000 € consacrés à l'achèvement de la première tranche des ombrières photovoltaïques ;
- 285 926 € pour la poursuite des études de maitrise d'œuvre relative à la restructuration de l'antenne de Narbonne qui une fois rénovée permettra d'accueillir également la MDS Narbonne Ouest ;
- 230 000 € affectés à la modernisation des ascenseurs des bâtiments (remplacement des organes principaux qui présentent des pannes récurrentes), pour la première tranche réalisée en 2025 ;
- 13 500 € seront consacrés à des travaux réalisés dans le cadre du conventionnement avec le FIHFP ;
- 906 000 € seront enfin fléchés vers diverses opérations de requalification, de rénovation

et/ou de réaménagement des biens immobiliers appartenant ou loués par le Département (Ces dernières opérations concerneront le maintien du bâti pour 356 600 € et l'aménagement de locaux pour 549 400€).

- 25 000 € pour le renouvellement du matériel roulant et des équipements des équipes techniques de l'unité atelier et espaces verts.
- 25 000 € à des études générales à caractère pré-opérationnel et 40 000 € à la numérisation des plans et à la constitution d'une planothèque,
- Enfin, 40 000 € permettront l'acquisition de terrains.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement – mission K

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| K Administration générale | 163 274 157,57 | 171 392 144,38 | 168 619 328,52 | 167 537 770,64 |
| K1 Ressources humaines | 130 032 937,17 | 137 113 841,80 | 135 399 285,08 | 138 867 695,00 |
| K11 Rémunération du personnel | 126 292 474,36 | 133 128 185,60 | 131 768 473,84 | 134 712 007,00 |
| K12 Actions de formation | 563 751,32 | 601 454,40 | 413 582,68 | 643 088,00 |
| K13 Actions de prévention | 50 590,93 | 86 000,80 | 44 657,19 | 62 500,00 |
| K14 Action sociale | 3 126 120,56 | 3 298 201,00 | 3 172 571,37 | 3 450 100,00 |
| K2 Budget et finances | 21 868 553,00 | 23 128 594,43 | 22 378 564,19 | 19 305 769,54 |
| K21 Dette | 4 796 428,98 | 5 167 646,95 | 4 885 769,98 | 4 730 360,54 |
| K22 Provisions pour charges et imprévus | 1 553 000,00 | 2 217 000,00 | 2 217 000,00 | 1 254 000,00 |
| K23 Subventions diverses | 100 234,93 | 114 578,60 | 99 777,46 | 101 750,00 |
| K24 Créances, pertes et reversements | 15 418 889,09 | 15 629 368,88 | 15 176 016,75 | 13 219 659,00 |
| K3 Systèmes d'information et télécommunications | 3 535 405,61 | 2 937 837,98 | 2 890 968,54 | 1 866 346,00 |
| K31 Systèmes d'information | 3 063 710,15 | 2 434 984,38 | 2 407 743,99 | 1 332 346,00 |
| K32 Télécommunications | 471 695,46 | 502 853,60 | 483 224,55 | 534 000,00 |
| K4 Logistique et patrimoine | 7 837 261,79 | 8 211 870,17 | 7 950 510,71 | 7 497 960,10 |
| K41 Moyens courants des services | 2 910 119,69 | 3 017 655,17 | 2 951 590,41 | 2 955 560,10 |
| K42 Gestion du patrimoine immobilier | 4 927 142,10 | 5 194 215,00 | 4 998 920,30 | 4 542 400,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 163 274 157,57 | 171 392 144,38 | 168 619 328,52 | 167 537 770,64 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| K Administration générale | 28 244 998,15 | 28 525 677,00 | 27 350 600,00 | 28 080 585,00 |
| K2 Budget et finances | 23 665 459,76 | 22 842 880,00 | 22 824 395,68 | 22 387 310,00 |
| K21 Dette | 23 646 389,76 | 22 823 200,00 | 22 823 195,68 | 22 384 310,00 |
| K24 Créances, pertes et reversements | 19 070,00 | 19 680,00 | 1 200,00 | 3 000,00 |
| K3 Systèmes d'information et télécommunications | 1 657 486,51 | 1 983 000,00 | 1 741 512,66 | 2 082 700,00 |
| K31 Systèmes d'information | 1 622 664,76 | 1 854 159,51 | 1 663 207,67 | 1 948 700,00 |
| K32 Télécommunications | 34 821,75 | 128 840,49 | 78 304,99 | 134 000,00 |
| K4 Logistique et patrimoine | 2 922 051,88 | 3 699 797,00 | 2 784 691,66 | 3 610 575,00 |
| K41 Moyens courants des services | 443 612,76 | 707 220,00 | 614 615,44 | 637 000,00 |
| K42 Gestion du patrimoine immobilier | 2 478 439,12 | 2 992 577,00 | 2 170 076,22 | 2 973 575,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 28 244 998,15 | 28 525 677,00 | 27 350 600,00 | 28 080 585,00 |

Mission L – Pilotage et coordination

Cette mission regroupe les crédits affectés au pilotage politique et administratif du Département, constituant ainsi la seconde mission support. Les crédits de l'exercice s'élèvent à 2 796 384,00 € en fonctionnement et 520 000 € en investissement.

Programme L1 - Pilotage stratégique

Action L11 - Fonctionnement des groupes d'élus

Le budget de 1 635 684 € comprend principalement les dépenses relatives aux indemnités des élus soit 1 518 300 € (coûts chargés et remboursement de frais inclus) ainsi que leur formation pour 15 000 € et les frais de fonctionnement des groupes politiques pour 102 384 €.

Action L12 - CESE et autres organismes consultatifs

Le besoin en crédits est de 36 000 €.

Les dépenses relatives au fonctionnement du CESE s'élèvent à 14 000 € et comprennent notamment les frais de formation (1 000 €) et le remboursement des frais de déplacement (6 000 €).

Les crédits alloués aux autres organismes consultatifs s'établissent à 22 000 €.

Action L13 - Pilotage de l'administration

Les recettes attendues sont de 244 538,75 € dans le cadre de la mission « Europe » et se répartissent de la façon suivante :

- ✓ 236 538,75 € de subvention de l'Europe (FEDER) pour le projet Interreg SUDOE,
- ✓ 8 000 € de recettes perçues pour le remboursement des dépenses d'externalisation prévues pour la gestion de la subvention globale du Fonds social européen (FSE).

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 262 200 €. Elles comprennent dans le détail :

- 20 000 € pour des missions de pilotage et d'évaluation interne,
- 17 431 € pour les actions de communication interne,
- 60 000 € de prestations juridiques (avocats et autres auxiliaires de justice) et de frais générés par les contentieux de la collectivité (frais de représentation),
- l'adhésion du Département de l'Aude à l'Association des territoires pour des solutions solidaires d'un montant de 2 500 €,

Des dépenses spécifiques dans la mission « Europe », à hauteur de 162 269 €, et sont constituées par :

- 30 000 € de dépenses pour l'accompagnement en ingénierie du suivi du fonds social européen (FSE)
- 10 000 € pour les cotisations à des organismes (Occitanie Europe, Partenalia et Adret Europe)
- 4 000 € pour une subvention à Adret Europe pour l'organisation d'actions spécifiques sur le

territoire audois.

- 118 269 € pour les dépenses liées au projet Interreg SUDOE.

Le Département de l'Aude est partenaire de ce programme européen pour favoriser la recherche transnationale de mesures préventives aux incendies de forêt adaptées aux caractéristiques du sud-ouest de l'Europe. Le projet regroupe treize partenaires issus d'Espagne, du Portugal et de France, dont le Département de l'Aude et le PNR Corbières Fenouillèdes. Le projet audois porte sur l'expérimentation de pare feux productifs en Corbières. Les dépenses prévues pour 2025 seront entièrement compensées par une part de la recette globale validée.

Programme L2 - Communication externe

Action L21 - Actions de communication

Les crédits de fonctionnement dédiés aux actions de communication externe s'élèvent à 847 500 €. Les principaux postes sont constitués par les dépenses d'édition et d'impression (330 000 €), les réalisations audiovisuelles (180 000 €), les campagnes de communication dans les médias écrits et audiovisuels (234 000 €) ainsi que l'accompagnement stratégique et la conception de supports (60 000 €).

Les dépenses d'investissement, à hauteur de 20 000 € concernent le développement de diverses fonctionnalités concernant la refonte du site internet du Département.

Programme L3 – Budget participatif

Ce programme comprend, comme action unique, le financement des projets lauréats à l'appel à candidature sur les budgets participatifs n°2 et 3. Les subventions d'investissement du Département couvrent l'intégralité des coûts engagés sur les projets.

Action L31 - Actions du budget participatif

15 000 € de crédits en fonctionnement sont dédiés à l'accompagnement des démarches participatives et au règlement de l'abonnement à la plateforme numérique de participation (jeparticipe.aude.fr).

En dépenses d'investissements, il est proposé d'inscrire 500 000 € en crédits de paiements répartis comme suit :

- 150 000 € pour le versement du solde des subventions aux lauréats du Budget participatif #2,
- 350 000 € pour les aides attribuées après le vote des audois en 2025 pour le Budget participatif #3.

Annexe : Crédits de fonctionnement et d'investissement - mission L

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| L Pilotage et coordination | 2 709 847,78 | 2 950 243,67 | 2 741 552,67 | 2 796 384,00 |
| L1 Pilotage stratégique | 1 741 759,57 | 2 047 097,02 | 1 855 965,57 | 1 933 884,00 |
| L11 Fonctionnement des groupes d'élus | 1 535 986,13 | 1 634 504,00 | 1 549 918,74 | 1 635 684,00 |
| L12 CE SE et autres organismes consultatifs | 31 085,10 | 46 200,00 | 16 079,21 | 36 000,00 |
| L13 Pilotage de l'administration | 174 688,34 | 366 393,02 | 289 967,62 | 262 200,00 |
| L2 Communication externe | 954 888,21 | 881 726,65 | 864 167,10 | 847 500,00 |
| L21 Actions de communication | 954 888,21 | 881 726,65 | 864 167,10 | 847 500,00 |
| L3 Budget participatif | 13 200,00 | 21 420,00 | 21 420,00 | 15 000,00 |
| L31 Actions du budget participatif | 13 200,00 | 21 420,00 | 21 420,00 | 15 000,00 |
| TOTAL FON CTIONNEMENT (hors crédits non affectés) | 2 709 847,78 | 2 950 243,67 | 2 741 552,67 | 2 796 384,00 |

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| L Pilotage et coordination | 872 699,76 | 459 200,00 | 344 169,85 | 520 000,00 |
| L2 Communication externe | 15 550,52 | 30 000,00 | 14 646,96 | 20 000,00 |
| L21 Actions de communication | 15 550,52 | 30 000,00 | 14 646,96 | 20 000,00 |
| L3 Budget participatif | 857 149,24 | 429 200,00 | 329 522,89 | 500 000,00 |
| L31 Actions du budget participatif | 857 149,24 | 429 200,00 | 329 522,89 | 500 000,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENT REEL (hors RAT, Refi., Résultat) | 872 699,76 | 459 200,00 | 344 169,85 | 520 000,00 |

L'équilibre du budget 2025

Cette partie présente les recettes et reprend de manière synthétique les dépenses prévues au budget pour mettre en évidence les conditions de l'équilibre budgétaire et les choix volontaristes du Département.

Pour mémoire, faisant suite au vote du compte administratif, l'affectation du résultat de fonctionnement 2024 se traduit sur l'exercice 2025 par :

- un solde d'exécution négatif de la section d'investissement de 43 424 495,02 € (reporté).
- un excédent de fonctionnement capitalisé de 33 424 495,02 € pour abonder la section d'investissement,
- un résultat reporté en section de fonctionnement de 58 363 047,03 €.

La section de fonctionnement 2025

Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement hors résultat reporté s'élèvent à 588,76 M€.

- ❖ **La fiscalité directe** augmente de 0,37 M€ pour s'établir à 26,15 M€ représentant 4,4 % des recettes réelles de fonctionnement.

Le produit de l'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux** (IFER) s'élève à 3,25 M€, soit + 0,23 M€ par rapport au budget 2024. Le montant du **fonds national de garantie individuelle des ressources** (FNGIR) est stable et s'élève à 10,22 M€.

Le montant du **dispositif de compensation péréquée** (DCP ex transfert des frais de gestion de TFPB) est estimé à 12,67 M€. Cette recette, anciennement appelée « transfert des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties », est composée d'une part de la compensation des allocations individuelles de solidarités, et d'autre part, d'une péréquation prenant en compte des critères de ressources et de charges des Départements (RSA, APA, PCH et ACTP-PH).

Si la taxe foncière sur les propriétés bâties a été transférée, le montant résiduel des rôles supplémentaires est estimé à 0,02 M€.

- ❖ **La fiscalité indirecte** augmente de 7,1 M€ par rapport aux inscriptions budgétaires 2024 pour s'établir à 392,31 M€ soit 67% des recettes réelles.

La **fraction de TVA** s'élève à 159,43 M€. Cela correspond à la contribution des collectivités locales au redressement des comptes publics. Il n'est pas prévu de reversement de la TVA à l'Etat sur 2025 au regard de l'absence d'évolution de cette recette en 2024.

Elle se décompose en 3 postes :

- La **fraction de TVA compensatoire de la TFPB** ne progresse pas et reste identique à celle de 2024 soit 140,3 M€ du fait du gel de la dynamique.
- Le montant de la **TVA venant en remplacement de la CVAE**, identique à celui de 2024, s'élèverait à 15,29 M€.

- A cette enveloppe s'ajoute une **fraction complémentaire de TVA**, calculée sur une enveloppe nationale et répartie entre les Départements selon des critères de ressources et de charges. Pour notre collectivité, cette fraction complémentaire donne lieu à une prévision pour 2025 à hauteur 3,84 M€ (+ 0,02 M€).

La **taxe spéciale sur les conventions d'assurance** (TSCA) qui occupe le 2nd poste de la fiscalité indirecte, compense, d'une part, les transferts de compétences effectués ces dernières années en matière sociale et de personnel, et d'autre part les pertes de ressources liées à la réforme de la taxe professionnelle. La recette 2025 est évaluée sur la base d'une augmentation de 5,73 M€ par rapport au budget 2024 et s'établit à 84,91 M€ (soit + 6,62 % par rapport au réalisé 2024 de 79,64 M€).

Le produit des **droits de mutation** à titre onéreux (DMTO) est estimé à 67,35 M€ (+ 5,21 M€) contre une recette de 63,74 M€ en 2024. Après une baisse des DMTO en 2023 de près de 14 M€ (- 16 %) et de 10 M€ en 2024 (- 13,7 %), le montant prévu pour cette année est supérieur au montant des DMTO de 2019 (avant crise COVID) qui s'établissait à 62 M€. Cette prévision est en lien avec la reprise constatée fin 2024 et début 2025 (+ 3 %) et une hausse du taux de DMTO passant de 4,5 % à 5 % (possibilité donnée par la loi de finances 2025 soit + 0,5 point). La hausse de taux est neutralisée pour les primo accédants qui représentent au plan national la moitié des acquéreurs. Cette prévision reste liée aux aléas économiques.

Le **fonds globalisé de péréquation DMTO**, instauré en loi de finances 2020, regroupe en un prélèvement unique trois anciens prélèvements déterminés en fonction de la recette fiscale des DMTO (fonds de péréquation DMTO, fonds de solidarité en faveur des Départements et fonds de soutien interdépartemental). Depuis 2024, le Département de l'Aude n'est plus éligible à la 1^{ère} part (ex FSID) car le montant des DMTO par habitant est supérieurs à 90 % du produit moyen national. Celui-ci est prévu à hauteur de 16,62 M€ (- 4,02 M€). L'hypothèse tient compte de la baisse des DMTO au plan national en 2024 de 22,4 % et de 20,5 % pour l'Aude. Un prélèvement de 6,7 M€ ramène ainsi le solde net à 9,95 M€ contre 12,96 M€ en 2024.

Le produit de la **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** (TICPE) est évalué à 54,78 M€ pour 2025 en faible progression de 0,04 M€. Il est composé de la compensation des allocations RMI et RSA (42,4 M€), de l'allocation parent isolé (7,52 M€) et de la part relative aux transferts de compétences (4,86 M€).

La **taxe intérieure de consommation finale d'électricité** (TICFE) est prévue à hauteur de 5,67 M€ (identique au budget et au réalisé 2024).

Le produit de la **taxe d'aménagement** est figé à 3 M€ comme en 2024.

Enfin, le produit de la **taxe additionnelle de séjour** est estimé à 0,55 M€ (+ 0,11 M€) aligné sur les réalisations 2024.

❖ **Les dotations et participations** s'élèveraient à 146,82 M€ en baisse de 0,45 M€.

La **dotation globale de fonctionnement** est estimée à 68,31 M€, soit une baisse de 0,3 M€ sur la part de fonctionnement minimale par rapport au budget 2024. La **dotation générale de décentralisation** (DGD) est gelée à 2,55 M€.

La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (**DCRTP**), quant à elle, est reconduite à 11,39 M€.

Le concours **APA** de la **Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie** (CNSA) est attendu à 24,79 M€ (- 0,44 M€).

Les **autres recettes de la CNSA** visant à compenser une partie des charges relatives à la loi vieillissement (actions de prévention de la perte d'autonomie), à la PCH et à la MDPH sont estimées à 17,08 M€ (- 1,64 %, soit - 0,29 M€). La recette est proposée de façon prudente malgré les nouvelles prises en charge du Département depuis 2024 (notamment la dotation qualité, la revalorisation salariale au profit des SAAD, les mesures visant l'habitat inclusif) en lien avec la refonte des critères pour l'estimation des recettes CNSA.

Le **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion** (FMDI) diminue (- 0,16 M€) pour s'établir à 4,48 M€ comme au CA 2024.

Le **Contrat local des solidarités** 2024 – 2027 s'inscrit dans la continuité de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté depuis le 1^{er} janvier 2024 et s'établit à 0,89 M€ en diminution de 0,93 M€.

Les **allocations compensatrices** d'exonérations en matière de fiscalité sont maintenues à 3,88 M€.

Le remboursement du **FCTVA** lié aux dépenses d'entretien de la voirie et des bâtiments (dispositif adopté en LFI 2016 et maintenu en LFI 2025) est estimée à 0,4 M€.

Les **participations diverses** augmentent de 1,7 M€ et s'établissent à 13,03 M€. Elles regroupent notamment :

- le Fonds social européen (2,51 M€, + 0,62 M€),
- le concours de l'Etat pour 1,9 M€ au titre de la convention Adrien Taquet (1,4 M€), la prise en charge des jeunes majeurs pour 0,4 M€ et la compensation SEGUR (0,1 M€),
- le Fonds audois de rémunération des personnels d'internat (1,08 M€) (FARPI),
- la compensation de la CNSA de 4,38 M€ du tarif plancher de 24,58 € en 2025 pour les services d'aide à domicile et les établissements hébergeant les personnes âgées (2,7 M€) et les personnes handicapées (1,6 M€),
- l'aide de l'Etat pour les MNA mis à l'abri et les mineurs confiés (0,2 M€),
- les participations allouées au Département pour la gestion du FUL (0,49 M€),
- la participation des communes à l'entente interdépartementale pour la démoustication qui est centralisé par le Département (0,51 M€),
- le Pacte Territorial France Rénov de 1,06 M€ (0,93 M€ concours de l'Etat et de l'ANAH pour la mission d'animation du PIG mon coach éco-logis et 0,12 M€ au programme SLIME),
- la prise en charge des consultations médicales de la PMI (0,26 M€),
- la participation de l'Europe FSE + de 0,24 M€ pour le projet Interreg SUDOE pour le projet audois portant sur l'expérimentation de pare feux productifs en Corbières,

❖ **Les produits de gestion** s'élèvent à 14,86 M€ et sont en baisse de 1,87 M€.

Ils se composent essentiellement des recouvrements d'aide sociale (14,2 M€), répartis comme suit :

- Autonomie : 12,9 M€ dont 8,1 M€ relatifs aux personnes âgées (- 0,07 M€) et 4,8 M€ relatifs aux personnes handicapées (- 1 M€),
- Enfance famille : 1,3 M€ (- 0,25 M€),
- Autres : 0,65 M€ dont les prestations d'action sociale (0,37 M€, + 0,02 M€), les revenus locatifs stables (0,14 M€) et les remboursements versés par les fermiers des concessions hydrauliques départementales (0,14 M€).

❖ **Les recettes diverses de fonctionnement** regroupent les produits du domaine, les produits financiers et les produits exceptionnels.

Elles s'élèvent à 8,62 M€, soit une hausse de 0,67 M€ par rapport au budget 2024. Elles se répartissent ainsi :

- Produit du domaine et des services : 1,48 M€,
- Atténuations de charges : 1,16 M€,
- Indus APA et remboursement des chèques sérénité non utilisés en 2024 PA PH : 0,74 M€,
- Indus de RSA : 0,99 M€
- Remboursement des chèques sérénité non utilisés en 2024 PH : 0,33 M€,
- Produits financiers et exceptionnels : 1,71 M€,
- Reprises sur provision pour créances douteuses : 2,22 M€.

Le détail des recettes de fonctionnement est repris dans le tableau suivant.

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Fiscalité directe | 24 693 527,00 | 25 788 458,00 | 25 743 140,00 | 26 153 948,12 |
| Contributions directes | 2 979 661,00 | 3 125 307,00 | 3 079 989,00 | 3 266 764,12 |
| <i>Taxe foncière Rôles supplémentaires</i> | 107 568,00 | 100 000,00 | 12 287,00 | 15 000,00 |
| <i>IFER Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux</i> | 2 872 093,00 | 3 025 307,00 | 3 067 702,00 | 3 251 764,12 |
| Dispositif de compensation péréquée (ex transfert frais de gestion TFB) | 11 496 970,00 | 12 446 255,00 | 12 446 255,00 | 12 670 288,00 |
| FNGIR Fonds national de garantie individuelle des ressources | 10 216 896,00 | 10 216 896,00 | 10 216 896,00 | 10 216 896,00 |
| Fiscalité indirecte | 399 171 727,38 | 385 209 119,07 | 387 452 999,28 | 392 305 943,71 |
| Fraction de TVA | 159 478 712,00 | 159 411 197,00 | 159 411 197,00 | 159 433 031,00 |
| <i>Fraction compensatoire de la TFPB</i> | 140 340 931,00 | 140 299 740,00 | 140 299 740,00 | 140 299 740,00 |
| <i>Fraction complémentaire de TVA</i> | 3 841 631,00 | 3 819 797,00 | 3 819 797,00 | 3 841 631,00 |
| <i>Fraction compensatoire de TVA - CVAE</i> | 15 296 150,00 | 15 291 660,00 | 15 291 660,00 | 15 291 660,00 |
| Taxe sur les conventions d'assurance TSCA | 78 258 292,49 | 79 179 856,37 | 79 639 506,49 | 84 911 641,82 |
| <i>Transferts de compétences</i> | 35 141 989,48 | 37 531 644,76 | 36 009 683,64 | 38 393 524,70 |
| <i>Réforme fiscale</i> | 43 116 303,01 | 41 648 211,61 | 43 629 822,85 | 46 518 117,12 |
| Droits de mutation à titre onéreux DMTO | 73 827 140,45 | 62 142 517,45 | 63 736 939,45 | 67 349 047,63 |
| Fonds de péréquation DMTO | 22 830 924,00 | 20 639 067,00 | 20 639 067,00 | 16 619 000,00 |
| TICPE (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) RSA | 54 737 285,25 | 54 737 285,25 | 54 780 264,32 | 54 780 264,32 |
| Taxe d'aménagement | 3 943 620,63 | 3 000 000,00 | 3 033 066,08 | 3 000 000,00 |
| TICFE (Taxe intérieure de consommation finale d'électricité) | 5 629 977,82 | 5 664 181,00 | 5 665 482,58 | 5 665 482,58 |
| Taxe additionnelle de séjour | 465 774,74 | 435 015,00 | 547 476,36 | 547 476,36 |
| Dotations Etat & participations | 139 760 321,66 | 147 266 316,72 | 146 297 980,99 | 146 816 623,83 |
| DGF Dotation global de fonctionnement / DGD Dotation générale de décentralisation | 71 059 281,00 | 71 150 105,00 | 71 150 104,00 | 70 854 040,00 |
| DCRTP Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle | 11 543 570,00 | 11 385 460,00 | 11 385 460,00 | 11 385 460,00 |
| FCTVA Fonds de compensation de la TVA | 503 734,90 | 440 231,58 | 440 231,58 | 402 384,81 |
| Concours CNSA APA | 23 728 034,91 | 25 238 236,59 | 25 238 236,59 | 24 794 234,35 |
| Concours CNSA PCH, MDPH, LASV loi d'adaptation de la société au vieillissement | 11 642 486,38 | 17 369 856,20 | 16 796 216,94 | 17 084 448,62 |
| FMDI Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion | 4 643 552,00 | 4 643 552,00 | 4 484 522,00 | 4 484 522,00 |
| Pacte des solidarités (ex Fonds de lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi) | 865 656,57 | 1 821 115,00 | 1 450 632,60 | 894 909,00 |
| Allocations compensatrices de fiscalité - Dotation carrée | 3 882 307,00 | 3 882 307,00 | 3 882 307,00 | 3 882 307,00 |
| Autres participations | 11 891 698,90 | 11 335 453,35 | 11 470 270,28 | 13 034 318,05 |
| Produit de gestion | 14 849 139,05 | 16 720 664,70 | 17 614 992,47 | 14 855 468,23 |
| dont recouvrements des participations à l'aide sociale | 13 752 699,38 | 15 558 001,35 | 16 275 385,58 | 14 201 000,00 |
| Divers fonctionnement | 9 437 565,71 | 7 956 328,91 | 8 185 494,11 | 8 623 725,19 |
| Total recettes réelles (hors résultat) | 587 912 280,80 | 582 940 887,40 | 585 294 606,85 | 588 755 709,08 |
| Résultat reporté | 0,00 | 83 746 855,22 | 0,00 | 58 363 047,03 |
| Opérations d'ordre | 6 157 095,25 | 6 221 404,00 | 6 019 997,48 | 6 221 404,00 |
| Total recettes fonctionnement | 594 069 376,05 | 672 909 146,62 | 591 314 604,33 | 653 340 160,11 |

Les dépenses de fonctionnement

Les **dépenses réelles de fonctionnement** (hors crédits non affectés) s'établissent à 560,92 M€, soit une hausse de 0,17 M€ (+ 0,03%) par rapport au budget 2024.

Le récapitulatif par mission vous est présenté ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| A Enfance Famille | 56 104 323,86 | 58 648 505,05 | 57 915 817,10 | 56 315 826,56 |
| B Action sociale et insertion | 117 098 896,85 | 119 976 568,00 | 118 278 123,18 | 120 220 912,00 |
| C Autonomie | 144 772 452,21 | 153 751 650,25 | 153 693 168,86 | 159 228 201,06 |
| D Education | 9 821 445,42 | 8 266 505,44 | 8 162 487,37 | 7 829 410,00 |
| E Culture et patrimoine | 3 298 220,14 | 3 344 968,04 | 3 235 973,60 | 3 202 006,50 |
| F Sport Jeunesse | 2 257 017,91 | 2 403 712,71 | 2 342 653,43 | 2 044 549,82 |
| G Environnement et prévention des risques | 20 708 037,50 | 21 560 033,50 | 21 310 813,97 | 24 396 506,97 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 6 263 815,40 | 5 502 003,79 | 5 255 318,65 | 5 222 871,78 |
| I Réseau routier et mobilité | 12 412 364,85 | 12 958 108,51 | 12 532 807,61 | 12 128 053,21 |
| K Administration générale | 163 274 157,57 | 171 392 144,38 | 168 619 328,52 | 167 537 770,64 |
| L Pilotage et coordination | 2 709 847,78 | 2 950 243,67 | 2 741 552,67 | 2 796 384,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT * | 538 720 579,49 | 560 754 443,34 | 554 088 044,96 | 560 922 492,54 |

*hors crédits non affectés

Les missions des solidarités, avec près de 335,8 M€ représentent 59,9% des dépenses réelles de fonctionnement et progressent de 3,4 M€ (+ 1,02%) par rapport au budget 2024.

Les crédits de la mission **Enfance famille** diminuent de 2,3 M€ pour atteindre 56,3 M€ notamment sur les mesures de prises en charge physique avec en outre une baisse du nombre de places pour les MNA en lien avec l'évolution des effectifs à la baisse et la suppression de certains dispositifs. En 2025, il sera privilégié un financement par prix de journée globalisé, avec régularisation en fin d'exercice, sur la base de l'activité réelle.

La mission **Action sociale et insertion** (120,2 M€) augmente de 0,24 M€.

La prévision sur le RSA est calculée à partir de la dépense constatée en 2024 sur laquelle est appliquée une hausse de 1,6%, soit un montant de 103,2 M€ (+ 1,65 M€). Si les dépenses ont progressé en 2024 de 2,23 %, il faut tenir compte des tendances sur le financement du RSA, de l'impact des différentes réformes et d'une majoration réglementaire du montant de l'allocation de 1,9 %.

Sur le volet de l'insertion professionnelle (11,54 M€), les actions financées visent à orienter les personnes vers une forme d'accompagnement vers l'emploi adaptée à leurs besoins, à déployer cet accompagnement, à apporter un appui technique aux référents pour la résolution de problèmes spécifiques.

La programmation des crédits du FSE se poursuit (1,16 M€) avec des actions innovantes d'accompagnement vers l'emploi et de mise en situation de travail propices à une insertion professionnelle durable.

L'augmentation de la mission **Autonomie** est de 5,48 M€ porte le budget à 159,23 M€ avec une progression répartie entre le volet Personnes âgées (+ 4 M€) et le volet Personnes handicapées (+ 1,48 M€). La hausse est liée aux mesures de revalorisations salariales dans le secteur public et associatif compensées par la CNSA à 50 %.

Dans le détail de cette mission, l'APA et la PCH enregistrent une hausse respectivement de 3,14 M€ et 1,8 M€, avec notamment la hausse du nombre de bénéficiaires, et la hausse du tarif plancher de 1,08 €.

En matière d'**Education**, les crédits s'élèvent à 7,8 M€ soit une baisse de 0,44 M€ par rapport à 2024 du fait de la dissolution du syndicat Cogitis qui réalisait les prestations de maintenance et d'évolution de l'informatique des collèges, impliquant le versement d'une subvention qui est supprimée. La dotation de fonctionnement des collèges s'établit à 6,6 M€.

La mission **Culture et patrimoine** s'élève à 3,2 M€. La prévision de crédits est en baisse principalement sur les aides liées aux acteurs culturels.

Pour la mission **Sport jeunesse** (2,04 M€) les crédits sont en diminution de 0,36 M€ par rapport au budget 2024 en lien notamment avec la non-participation au Tour de France et une baisse des dotations à la Vie Sportive.

Les crédits de la mission **Environnement et prévention des risques** d'un montant global de 24,39 M€ progressent de 2,84 M€.

La hausse s'explique principalement par l'évolution de la contribution au SDIS (+ 3 M€, soit 17,64%) pour accompagner le plan de recrutement des sapeurs-pompiers et la montée en charge des moyens préventifs.

Les participations statutaires à l'entente interdépartementale pour la démoustication (EID) et au SMMAR sont fixes à 1 M€ et 0,5 M€. A cela s'ajoute la participation au syndicat mixte RéSEau11 pour un montant de 0,17 M€.

La mission **Aménagement et attractivité du territoire** s'élève à 5,22 M€.

Le volet tourisme (2,13 M€), principalement constitué du soutien financier à l'ADT, est en baisse de 0,3 M€.

Le volet agriculture et pêche s'établit à 2,3 M€ et progresse de 0,3 M€. La prévision intègre la subvention d'équilibre au budget annexe du Laboratoire départemental d'analyse à 1,3 M€ (soit + 0,14 M€). Cette subvention est liée au coût d'exploitation du service ainsi qu'au besoin de renouvellement des équipements du service.

Les crédits de la mission **Réseau routier et mobilité** (12,13 M€) sont majoritairement dédiés à l'entretien des routes et des dépendances (8,8 M€), plus de la moitié de ces achats et prestations sont réglés au Parc départemental.

Concernant les frais de transport des élèves handicapés, la prévision s'élève à 3,1 M€. Un travail avec la MDPH et les familles est engagé pour limiter le transport à la carte.

Le nouveau programme Mobilités durables regroupe désormais les dépenses relatives aux voies vertes et pistes cyclables et s'établit à 0,22 M€.

La mission **Administration générale** est en baisse de 3,8 M€ (- 2,25 %) pour s'établir à 167,54 M€.

Les crédits de ressources humaines représentent 138,87 M€ soit une augmentation de 1,75 M€ (+ 1,3 %) en lien avec les revalorisations salariales (régime indemnitaire, hausse du SMIC, l'avancement des carrières-effet GVT), dont l'effet report des mesures engagées en 2024 et les indexations automatiques en 2025, et l'augmentation de 3 points par an sur les 4 prochaines années du taux de la contribution patronale CNRACL.

Sur le volet finances (19,3 M€), une part importante est constituée du prélèvement obligatoire au titre du fonds de péréquation des DMTO (6,7 M€), tout comme l'attribution de compensation à la Région consécutive au transfert de la compétence transport (5,5 M€). Le coût des intérêts de la dette ressort à 4,7 M€.

Les dépenses en matière de systèmes d'information et télécommunications diminuent de 1 M€ pour atteindre 1,9 M€ lié à la fin de la participation versée au syndicat mixte Cogitis, ainsi qu'à une priorisation des projets sur les logiciels.

Les frais généraux et de maintenance bâtementaires s'élèvent à 7,5 M€ en baisse de 0,7 M€.

Le budget de la mission **Pilotage stratégique et coordination** s'établit à 2,8 M€ en baisse de 0,15 M€. Il est constitué notamment des crédits dédiés aux actions de communication externe, aux indemnités des élus et aux dépenses à caractère transversal (évaluations, frais de contentieux).

La section d'investissement 2025

Les recettes d'investissement

Globalement, les recettes réelles d'investissement (hors remboursement anticipé temporaire, refinancement et excédent capitalisé) s'établissent à 48,6 M€.

Les **dotations d'Etat** d'un montant de 12,1 M€ diminuent (- 1,01 M€) par rapport au budget 2024.

Le FCTVA s'établit à 6,82 M€, en lien avec le niveau des dépenses d'équipement de l'année n-1 qui diminue de 4,2 M€ entre 2023 et 2024. La dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) est stable avec un montant de 2,24 M€.

La DSID enregistre un montant de 3,04 M€ qui se répartit entre les travaux sur les collèges pour 2,2 M€ (1,21 M€ pour le Collège Emile Alain à Carcassonne, 0,5 M€ pour la rénovation énergétique du collège Victor Hugo à Narbonne, 0,24 M€ pour la réhabilitation des cuisines des collèges Varsovie à Carcassonne et Marcelin Albert à Saint-Nazaire-d'Aude, 0,17 M€ pour la rénovation énergétique des installations thermiques tous collèges, 0,05 M€ pour la création d'une salle de techno au collège le Bastion à Carcassonne et 0,04 M€ pour la création de salles banalisées au Collège Simone Veil à Carcassonne) et les travaux routiers pour 0,84 M€ (0,44 M€ pour la RD 610 pour l'aménagement entre Puichéric et la Redorte, 0,3 M€ pour l'aménagement de la RD 611 Réparation du pont sur la Berre à Ripaud et 0,1 M€ pour l'aménagement de sécurité tourne à gauche de la RD 6113 / 26 à Canet d'Aude).

Les **autres subventions d'investissement** (Etat, Europe, collectivités) sont prévues à hauteur de 1,51 M€.

La recette du programme des routes s'élève à 0,71 M€ et concerne le produit des amendes de radars.

Le Fonds vert est prévu à hauteur de 0,36 M€ dont 0,23 M€ pour la rénovation énergétique du Collège Victor Hugo à Narbonne, 0,08 M€ au titre de la stratégie départementale pour la biodiversité, 0,03 M€ pour la vigie de l'Alaric et 0,02 M€ pour la MDS de Castelnaudary.

La recette de la mission sports et activités de pleine nature s'établit à 0,07 M€ pour la participation annuelle jusqu'en 2032 des EPCI (du Limouxin, des Pyrénées Audoises et de la Piège Lauragais Malepère) aux travaux de la voie verte.

La recette des collèges s'établit à 0,05 M€ au titre d'une subvention de l'Agence de l'eau pour la désimperméabilisation et ombrage de cour dans plusieurs collèges.

Les autres recettes s'élèvent à 0,08 M€ dont 0,06 M€ de subvention de l'ADEME au titre des énergies renouvelables suite à l'appel à manifestation d'intérêt « France mobilités – Territoires de nouvelles mobilités durables (TENMOD) », 0,02 M€ de remboursement de l'avance octroyée à l'EHPAD de Montréal et 3 116,75 € correspondant à la dernière part de contribution de propriétaire de site du Pays Cathare dans le cadre des actions collectives portées par le Département (signalétique commune des bâtiments, signature architecturale et paysagère ...).

Les remboursements des prêts accordés dans le cadre du FUL donnent lieu à une prévision de recettes de 0,08 M€.

Les **emprunts** prévisionnels pour financer les investissements 2025 s'établiraient à 25 M€ d'emprunts nouveaux complétés de 10 M€ de restes à réaliser de 2024.

Concernant les prévisions de la dette, un rapport spécifique est présenté par ailleurs.

L'ensemble des prévisions de recettes de la section d'investissement est repris dans le tableau suivant :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Dotations | 15 268 553,60 | 13 101 339,58 | 13 026 528,28 | 12 095 999,64 |
| DSID Dotation de soutien à l'investissement des départements | 4 549 168,83 | 2 857 058,70 | 2 739 655,25 | 3 040 819,76 |
| DSIL 2021 Dotation de soutien à l'investissement local | 1 239 418,64 | 664 781,47 | 707 373,62 | 0,00 |
| DDEC dotation départementale d'équipement des collèges | 2 238 404,00 | 2 238 404,00 | 2 238 404,00 | 2 238 404,00 |
| FCTVA Fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée | 7 241 562,13 | 7 341 095,41 | 7 341 095,41 | 6 816 775,88 |
| Subventions et autres | 7 581 593,08 | 5 314 102,43 | 5 057 690,85 | 1 506 763,63 |
| Emprunts y compris restes à réaliser de 10 M€ | 20 000 000,00 | 25 000 000,00 | 10 000 000,00 | 35 000 000,00 |
| Recettes réelles * | 42 850 146,68 | 43 415 442,01 | 28 084 219,13 | 48 602 763,27 |
| Excédent capitalisé | 41 278 395,38 | 46 317 031,51 | 46 317 031,51 | 33 424 495,02 |
| RAT Remboursement anticipé temporaire | 3 366 663,09 | 32 300 008,77 | 22 766 662,77 | 31 100 009,45 |
| Total recettes réelles | 87 495 205,15 | 122 032 482,29 | 97 167 913,41 | 113 127 267,74 |
| Opérations d'ordre | 28 929 636,08 | 63 248 644,79 | 30 108 813,40 | 53 367 697,03 |
| Total recettes investissement | 116 424 841,23 | 185 281 127,08 | 127 276 726,81 | 166 494 964,77 |

* Hors excédent capitalisé, remboursement anticipé temporaire

Les dépenses d'investissement

D'un montant total de 84,69 M€, les dépenses réelles d'investissement baissent de 14,76 M€ par rapport au budget 2024. Les crédits consacrés aux équipements départementaux et non départementaux (subventions) s'élèvent à 62,22 M€.

Le détail par mission vous est présenté ci-après en distinguant les équipements directs des subventions.

Vous trouverez par ailleurs, dans un rapport spécifique, le montant des autorisations de programme correspondant aux nouveaux engagements prévus en 2025.

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| D Education | 13 099 623,03 | 11 199 234,97 | 10 325 353,75 | 9 339 209,19 |
| E Culture et patrimoine | 303 933,51 | 332 682,40 | 315 140,05 | 377 000,00 |
| F Sport Jeunesse | 1 290 574,40 | 79 036,62 | 78 460,15 | 98 000,00 |
| G Env. et prév. des risques | 673 548,00 | 937 244,87 | 672 954,95 | 481 000,00 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 504 623,40 | 505 000,00 | 421 013,53 | 507 000,00 |
| I Réseau routier et mobilité | 28 837 403,44 | 29 143 749,13 | 28 823 751,95 | 21 870 000,00 |
| K Administration générale | 4 579 538,39 | 5 594 637,31 | 4 438 044,63 | 5 693 275,00 |
| L Pilotage et coordination | 15 550,52 | 30 000,00 | 14 646,96 | 20 000,00 |
| Total Equipements directs | 49 304 794,69 | 47 821 585,30 | 45 089 365,97 | 38 385 484,19 |
| A Enfance Famille | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| B Action sociale et insertion | 684 190,46 | 1 058 083,04 | 867 717,00 | 890 421,80 |
| C Autonomie | 160 000,00 | 732 128,00 | 662 378,60 | 940 604,60 |
| E Culture et patrimoine | 326 642,04 | 1 135 007,66 | 1 070 349,78 | 592 887,48 |
| F Sport Jeunesse | 270 962,08 | 388 908,64 | 227 047,65 | 219 101,57 |
| G Env. et prév. des risques | 6 247 752,25 | 5 586 353,03 | 4 834 285,34 | 4 783 854,77 |
| H Aménag. attractivité du terr. | 16 435 239,95 | 17 508 954,17 | 17 178 977,94 | 15 330 398,99 |
| I Réseau routier et mobilité | 488 841,69 | 535 754,08 | 415 414,08 | 182 535,48 |
| K Administration générale | 0,00 | 88 159,69 | 88 159,69 | 0,00 |
| L Pilotage et coordination | 857 149,24 | 429 200,00 | 329 522,89 | 500 000,00 |
| Total Subventions d'investissement | 26 765 322,26 | 28 693 217,50 | 26 704 098,65 | 23 836 262,11 |
| Total Mouvements Financiers (hors RAT) | 23 743 905,21 | 22 932 880,00 | 22 881 124,59 | 22 467 310,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT* | 99 814 022,16 | 99 447 682,80 | 94 674 589,21 | 84 689 056,30 |

*Hors remboursement anticipé temporaire Refi., Résultat

Les **dépenses d'équipements directs** s'établissent à 38,39 M€, soit une baisse de 9,44 M€ par rapport au budget 2024. Elles représentent 45,3 % des dépenses d'investissement.

La mission **Education** s'élève à 9,34 M€. Des réalisations structurantes concernent la création de salles de technologie au collège le Bastion à Carcassonne et la construction d'un escalier supplémentaire (717 000 €), ainsi que des travaux de réhabilitation du collège Victor Hugo à Narbonne afin d'assurer la réfection des installations de chauffage et la rénovation thermique des bâtiments (1 650 000 €). Des crédits sont prévus pour finaliser les travaux du collège Alain à Carcassonne pour 1,5 M€.

La maintenance courante (2,19 M€), les investissements énergétiques (2,27 M€) et les acquisitions de matériels informatiques avec la réfection des réseaux (0,7 M€) sont également des postes importants de dépenses.

La mission **Culture et patrimoine** s'élève à 0,38 M€ avec notamment les restaurations à l'abbaye de Lagrasse (0,06 M€), l'acquisition de matériels et ouvrages pour les missions de la Bibliothèque départementale (0,17 M€) et le projet de numérisation des Archives (0,07 M€).

Les crédits de la mission **Sport jeunesse**, s'établissent à 0,1 M€ et concernent des aménagements sur la véloroute du Canal du midi et l'aménagement des sentiers de randonnées et de VTT.

Les dépenses de la mission **Environnement et prévention des risques** s'établissent à 0,48 M€ dont 0,37 M€ pour le programme des espaces naturels sensibles (réalisation des travaux sur les forêts départementales).

Les crédits sur la mission **Aménagement et attractivité du territoire**, à hauteur de 0,51 M€, portent principalement sur les opérations d'aménagement foncier rural.

La mission **Réseau routier et mobilité** demeure la plus importante avec 21,87 M€ de crédits pour 2025, soit 57 % des dépenses d'équipement direct. Les crédits se répartissent principalement entre les travaux d'entretien et de gestion du réseau (16,82 M€) et les travaux neufs (2,8 M€).

Les crédits de la mission **Administration générale** se portent à 5,7 M€ pour 2025.

Les dépenses sur les systèmes d'information et de communication, à hauteur de 2,1 M€ se répartissent notamment entre les postes informatiques (0,52 M€), les logiciels métiers (0,56 M€) et les infrastructures réseaux (0,85 M€).

Le volet bâtiminaire, à hauteur de 2,97 M€, comprend notamment diverses opérations de rénovation et/ou de réaménagement des biens immobiliers appartenant ou loués par le Département (0,91 M€), la poursuite de l'opération de réaménagement de l'antenne de Narbonne (0,28 M€) et la modernisation des ascenseurs (0,23 M€) ou encore la transition énergétique sur d'autres sites (0,18 M€).

Concernant les moyens généraux (0,64 M€), les investissements prévus sur l'adaptation de la flotte automobile avec l'achat de véhicules et la pose de bornes électriques (0,41 M€) et l'acquisition de mobilier (0,23 M€).

La mission **Pilotage et coordination** est créditée à hauteur de 20 000 € pour la poursuite de la refonte du site internet de la collectivité.

Les **subventions d'investissement** représentent 28,1 % des dépenses d'équipements pour un montant de 23,84 M€.

La mission **Enfance famille** s'élève à 0,4 M€ pour la subvention au budget annexe de la Structure accueil enfance afin de financer le projet d'amélioration de l'accueil des enfants ainsi que l'acquisition de matériels (mobilier, informatique et moyens de transport).

Les dépenses de la mission **Action sociale et insertion** s'élèvent à un montant de 0,89 M€. Elles correspondent aux aides à la construction de logements sociaux (0,58 M€) relatives à des engagements pris sur les années antérieures auprès de bailleurs sociaux, la participation à la rénovation des logements de particuliers (0,16 M€) ou le financement d'opérations de rénovation urbaine (0,15 M€).

Les crédits de la mission **Autonomie** (0,94 M€) financent la reconstruction des EHPAD de Saissac, de Rieux-Minervois et Lézignan-Corbières (0,68 M€) mais aussi la réalisation d'habitats collectifs et de résidences autonomies.

Sur la mission **Culture et patrimoine**, un montant de 0,59 M€ est prévu pour les projets d'aménagement des sites pôles du Pays Cathare (0,46 M€), les travaux sur le musée Cérés Franco (0,03 M€) et les équipements culturels communaux (0,09 M€).

Les inscriptions budgétaires pour la mission **Sport jeunesse** s'élèvent à 0,22 M€ et sont répartis entre les projets cyclables connectés à la voie verte (0,15 M€) et la valorisation des sentiers de randonnées (0,07 M€).

Concernant la mission **Environnement et prévention des risques**, les crédits s'établissent à 4,78 M€.

Le programme eau s'élève à 3,41 M€, avec l'aide aux communes pour les infrastructures d'AEP (1,66 M€) et les financements au titre de la GEMAPI (1,75 M€).

Sur le programme des espaces naturels (0,4 M€), les crédits concernent les aides dans le domaine de la biodiversité (0,21 M€) les subventions aux PNR (0,11 M€) et pour la démoustication (0,08 M€).

En matière de sécurité civile, la subvention au SDIS pour le remboursement des emprunts sur les casernes s'établit à 0,9 M€ et des crédits nouveaux s'adresse aux actions de modernisation du

dispositif DFCI portés par les communes (0,07 M€).

Les crédits de subvention les plus importants sont consacrés à la mission **Aménagement et attractivité du territoire**, soit 15,33 M€ avec l'accompagnement des territoires pour 7,2 M€ dont les aides aux équipements communaux (6,88 M€) et les aides spécifiques à la reconstruction post-inondations (1,86 M€), ces dernières incluant la voirie des communes pour 0,6 M€ et la reconstruction de l'EHPAD de Trèbes pour 1,1 M€. Ensuite, viennent les engagements sur les projets structurants pour 5,05 M€ c'est-à-dire Port La Nouvelle (2,27 M€), le THD (1,8 M€), les études et acquisitions foncières relatives à la LGV (0,7 M€) et la modernisation de l'aéroport de Carcassonne (0,28 M€). Enfin, le programme agriculture et pêche s'élève à 1,2 M€ dont les opérations d'hydraulique agricole (0,82 M€) avec le financement d'Aqua Domitia, les projets d'irrigation collective, les dépenses afférentes aux concessions hydrauliques départementales et les circuits de proximité qui s'élèvent à 0,3 M€.

La mission **Réseau routier et mobilité**, représente un montant global de 0,18 M€ principalement avec les subventions destinées à la voie verte ou aux Communes et intercommunalités en matière de mobilités douces.

Enfin, la mission **pilotage et coordination** viendra financer le solde des projets de la deuxième édition du budget participatif mais aussi les nouveaux projets de la troisième édition (0,5 M€).

Les **mouvements financiers**, d'un montant global de 22,47 M€, comprend le remboursement en capital de la dette (22,38 M€). A titre subsidiaire, ces mouvements concernent les prêts accordés dans le cadre du FUL (0,07 M€) et les prises de participations (0,01 M€).

L'équilibre du budget

Le budget 2025 repose sur un autofinancement prévisionnel de l'exercice, dégagé au niveau de la section de fonctionnement, de 27,8 M€. Le besoin de financement de la section d'investissement est prévu à hauteur de 46,1 M€.

L'équilibre financier du budget se réalise donc en prévoyant un emprunt maximal de 25 M€ et en mobilisant dans ce cas le fonds de roulement à hauteur de 18,3 M€.

Les crédits non affectés de la section de fonctionnement s'élèvent à 40,1 M€. Ils étaient de 50,4 M€ au budget primitif pour 2024.

Nécessairement équilibré en recettes et en dépenses aux termes du code général des collectivités territoriales, le budget primitif du budget principal s'établit à 819 835 124,88 €, comme le montre le tableau suivant :

| | Dépenses | Recettes |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Fonctionnement réel * | 601 032 463,08 | 588 755 709,08 |
| Résultat reporté | - | 58 363 047,03 |
| Opérations d'ordre | 52 307 697,03 | 6 221 404,00 |
| Total fonctionnement | 653 340 160,11 | 653 340 160,11 |
| | | |
| Investissement réel * | 84 689 056,30 | 48 602 763,27 |
| Remboursement anticipé temporaire | 31 100 009,45 | 31 100 009,45 |
| Refinancement de dette | - | - |
| Reprise résultat 2024 | 43 424 495,02 | 33 424 495,02 |
| Opérations d'ordre | 7 281 404,00 | 53 367 697,03 |
| Total investissement | 166 494 964,77 | 166 494 964,77 |

** hors résultat, Remboursement Anticipé temporaire, Refinancement c/ RAR*

Conclusion

L'ensemble des actions décrites dans ce rapport seront financées par le budget 2025 qui fait la preuve de nos engagements forts en faveur :

- du renforcement des solidarités humaines, devant la montée des risques pesant sur notre modèle social,
- de la poursuite du développement du territoire audois tout en stabilisant l'emprunt afin de préserver nos capacités d'engagement à moyen terme,
- de la transition écologique.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget primitif 2025 du budget principal :

- de voter par chapitre, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 819 835 124,88 €, soit 653 340 160,11 € en section de fonctionnement et 166 494 964,77 € en section d'investissement,
- approuver la constitution d'une provision pour créances douteuses et pour risques et charges d'un montant de 1 254 000 €,
- adopter la contribution au service départemental d'incendie et de secours à hauteur de 19 611 782 €,
- adopter les subventions à des tiers figurant en annexe B8 du projet de budget primitif pour 2025,
- adopter les participations aux organismes de regroupement auxquels adhère le Département telles que fixées à l'annexe B11-1 du projet de budget primitif pour 2025,
- acter le financement à hauteur de 25 000 € de l'opération « gorges de Galamus » qui permet de sécuriser la traversée des gorges en période estivale, conformément à la convention adoptée lors de la commission permanente du 23 avril 2021,
- autoriser la Présidente du Conseil départemental à signer tout acte concourant à la réalisation de ces opérations.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

**Annexe 1 – Dépenses réelles de fonctionnement
(hors crédits non affectés)**

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| A Enfance Famille | 56 104 323,86 | 58 648 505,05 | 57 915 817,10 | 56 315 826,56 |
| A1 Petite enfance | 1 129 957,38 | 1 183 350,00 | 917 477,28 | 1 048 900,00 |
| A2 Aide sociale à l'enfance | 54 974 366,48 | 57 465 155,05 | 56 998 339,82 | 55 266 926,56 |
| B Action sociale et insertion | 117 098 896,85 | 119 976 568,00 | 118 278 123,18 | 120 220 912,00 |
| B1 Allocations RMI/RSA | 99 644 718,16 | 102 223 205,00 | 101 824 891,25 | 103 498 000,00 |
| B2 Insertion professionnelle | 12 454 605,03 | 12 291 024,00 | 11 811 696,66 | 11 539 575,00 |
| B3 Action sociale | 1 907 819,58 | 1 781 842,00 | 1 632 811,59 | 1 797 000,00 |
| B4 Logement | 3 091 754,08 | 3 680 497,00 | 3 008 723,68 | 3 386 337,00 |
| C Autonomie | 144 772 452,21 | 153 751 650,25 | 153 693 168,86 | 159 228 201,06 |
| C1 Personnes âgées | 70 728 032,72 | 76 220 117,77 | 76 162 393,74 | 80 219 328,31 |
| C2 Personnes handicapées | 74 044 419,49 | 77 531 532,48 | 77 530 775,12 | 79 008 872,75 |
| D Education | 9 821 445,42 | 8 266 505,44 | 8 162 487,37 | 7 829 410,00 |
| D1 Collèges | 9 454 337,66 | 7 797 142,48 | 7 717 093,50 | 7 368 410,00 |
| D2 Actions éducatives | 367 107,76 | 469 362,96 | 445 393,87 | 461 000,00 |
| E Culture et patrimoine | 3 298 220,14 | 3 344 968,04 | 3 235 973,60 | 3 202 006,50 |
| E1 Développement culturel | 2 320 786,47 | 2 313 468,64 | 2 303 173,66 | 2 078 561,00 |
| E2 Sites culturels | 823 247,52 | 878 679,40 | 784 434,75 | 983 945,50 |
| E3 Archives | 154 186,15 | 152 820,00 | 148 365,19 | 139 500,00 |
| F Sport Jeunesse | 2 257 017,91 | 2 403 712,71 | 2 342 653,43 | 2 044 549,82 |
| F1 Sports et activités de pleine | 1 487 674,95 | 1 539 784,71 | 1 526 822,34 | 1 283 282,82 |
| F2 Jeunesse | 769 342,96 | 863 928,00 | 815 831,09 | 761 267,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 20 708 037,50 | 21 560 033,50 | 21 310 813,97 | 24 396 506,97 |
| G1 Eau | 1 100 520,61 | 1 263 887,61 | 1 132 635,52 | 1 340 274,19 |
| G2 Espaces naturels | 2 705 241,53 | 2 938 291,87 | 2 921 186,68 | 2 781 994,45 |
| G3 Energies renouvelables | 117 182,80 | 93 918,97 | 48 608,06 | 70 500,00 |
| G4 Sécurité civile | 16 785 092,56 | 17 263 935,05 | 17 208 383,71 | 20 203 738,33 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 6 263 815,40 | 5 502 003,79 | 5 255 318,65 | 5 222 871,78 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 2 100,00 | 3 255,00 | 3 255,00 | 3 200,00 |
| H2 Accompagnement des territoires | 496 718,90 | 535 163,00 | 533 888,00 | 542 819,00 |
| H3 Coopération décentralisée | 602 249,24 | 258 999,50 | 250 383,80 | 233 500,00 |
| H4 Tourisme | 2 876 146,95 | 2 460 774,89 | 2 422 369,58 | 2 128 436,50 |
| H5 Agriculture et pêche | 2 286 600,31 | 2 243 811,40 | 2 045 422,27 | 2 314 916,28 |
| I Réseau routier et mobilité | 12 412 364,85 | 12 958 108,51 | 12 532 807,61 | 12 128 053,21 |
| I1 Routes | 9 206 778,32 | 9 261 971,57 | 9 028 829,92 | 8 779 006,21 |
| I2 Transports | 2 914 860,18 | 3 441 159,63 | 3 251 791,88 | 3 125 547,00 |
| I3 Mobilités durables | 290 726,35 | 254 977,31 | 252 185,81 | 223 500,00 |
| K Administration générale | 163 274 157,57 | 171 392 144,38 | 168 619 328,52 | 167 537 770,64 |
| K1 Ressources humaines | 130 032 937,17 | 137 113 841,80 | 135 399 285,08 | 138 867 695,00 |
| K2 Budget et finances | 21 868 553,00 | 23 128 594,43 | 22 378 564,19 | 19 305 769,54 |
| K3 Systèmes d'information et télécommunications | 3 535 405,61 | 2 937 837,98 | 2 890 968,54 | 1 866 346,00 |
| K4 Logistique et patrimoine | 7 837 261,79 | 8 211 870,17 | 7 950 510,71 | 7 497 960,10 |
| L Pilotage et coordination | 2 709 847,78 | 2 950 243,67 | 2 741 552,67 | 2 796 384,00 |
| L1 Pilotage stratégique | 1 741 759,57 | 2 047 097,02 | 1 855 965,57 | 1 933 884,00 |
| L2 Communication externe | 954 888,21 | 881 726,65 | 864 167,10 | 847 500,00 |
| L3 Budget participatif | 13 200,00 | 21 420,00 | 21 420,00 | 15 000,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT * | 538 720 579,49 | 560 754 443,34 | 554 088 044,96 | 560 922 492,54 |

*hors crédits non affectés

Annexe 2 – Dépenses réelles d'investissement
(hors remboursement anticipé temporaire, refinancement, résultat et réserves)

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| A Enfance Famille | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| A2 Aide sociale à l'enfance | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| B Action sociale et insertion | 762 635,91 | 1 148 083,04 | 924 445,91 | 960 421,80 |
| B3 Action sociale | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| B4 Logement | 752 635,91 | 1 138 083,04 | 914 445,91 | 960 421,80 |
| C Autonomie | 160 000,00 | 732 128,00 | 662 378,60 | 940 604,60 |
| C1 Personnes âgées | 160 000,00 | 691 088,00 | 621 338,60 | 940 604,60 |
| C2 Personnes handicapées | 0,00 | 41 040,00 | 41 040,00 | 0,00 |
| D Education | 13 099 623,03 | 11 332 434,97 | 10 458 553,75 | 9 339 209,19 |
| D1 Collèges | 13 099 623,03 | 11 332 434,97 | 10 458 553,75 | 9 339 209,19 |
| E Culture et patrimoine | 630 575,55 | 1 467 690,06 | 1 385 489,83 | 969 887,48 |
| E1 Développement culturel | 208 522,03 | 451 500,00 | 450 069,25 | 243 000,00 |
| E2 Sites culturels | 346 730,87 | 911 190,06 | 836 532,18 | 631 887,48 |
| E3 Archives | 75 322,65 | 105 000,00 | 98 888,40 | 95 000,00 |
| F Sport Jeunesse | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |
| F1 Sports et activités de pleine nature | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |
| G Environnement et prévention des risques | 6 921 300,25 | 6 523 597,90 | 5 507 240,29 | 5 264 854,77 |
| G1 Eau | 4 430 173,74 | 3 857 309,96 | 3 417 918,88 | 3 455 329,18 |
| G2 Espaces naturels | 1 414 149,58 | 1 475 030,34 | 1 095 998,90 | 775 559,74 |
| G3 Energies renouvelables | 189 462,00 | 234 994,00 | 77 076,00 | 35 000,00 |
| G4 Sécurité civile | 887 514,93 | 956 263,60 | 916 246,51 | 998 965,85 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 16 939 863,35 | 18 013 954,17 | 17 599 991,47 | 15 847 398,99 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 4 534 686,75 | 5 253 520,10 | 5 244 000,09 | 5 053 520,10 |
| H2 Accompagnement des territoires | 9 183 215,78 | 8 739 385,44 | 8 714 254,26 | 7 182 895,85 |
| H4 Tourisme | 355 604,00 | 66 164,00 | 66 164,00 | 57 000,00 |
| H5 Agriculture et pêche | 1 784 103,57 | 2 261 922,08 | 1 901 601,65 | 1 691 019,37 |
| H6 Inondations | 1 082 253,25 | 1 692 962,55 | 1 673 971,47 | 1 862 963,67 |
| I Réseau routier et mobilité | 29 326 245,13 | 29 679 503,21 | 29 239 166,03 | 22 052 535,48 |
| I1 Routes | 28 888 120,96 | 29 009 754,08 | 28 876 746,36 | 21 062 535,48 |
| I3 Mobilités durables | 438 124,17 | 669 749,13 | 362 419,67 | 990 000,00 |
| K Administration générale | 28 244 998,15 | 28 525 677,00 | 27 350 600,00 | 28 080 585,00 |
| K2 Budget et finances | 23 665 459,76 | 22 842 880,00 | 22 824 395,68 | 22 387 310,00 |
| K3 Systèmes d'information et télécommunications | 1 657 486,51 | 1 983 000,00 | 1 741 512,66 | 2 082 700,00 |
| K4 Logistique et patrimoine | 2 922 051,88 | 3 699 797,00 | 2 784 691,66 | 3 610 575,00 |
| L Pilotage et coordination | 872 699,76 | 459 200,00 | 344 169,85 | 520 000,00 |
| L2 Communication externe | 15 550,52 | 30 000,00 | 14 646,96 | 20 000,00 |
| L3 Budget participatif | 857 149,24 | 429 200,00 | 329 522,89 | 500 000,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT* | 99 814 022,16 | 99 447 682,80 | 94 674 589,21 | 84 689 056,30 |

*Hors remboursement anticipé temporaire, Refi., Résultat, Réserves

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - budget principal - Présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles du budget primitif 2025 | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu les délibérations du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et l'affectation du résultat,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport présente de façon synthétique les prévisions budgétaires au titre de l'année 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Le budget 2025 a été élaboré en cohérence avec les objectifs du mandat et une stratégie financière visant à préserver la solvabilité financière de la collectivité. La conciliation de ces deux orientations est un point d'équilibre incontournable dans un environnement contraint pour les finances publiques.

Les coupes de recettes sans précédent imposées par l'Etat aux départements ont nécessité pour équilibrer le budget d'aller chercher 34 M€ d'économies : 16 M€ pour stabiliser les dépenses de fonctionnement et l'épargne et 18 M€ d'efforts en dépenses d'investissement par rapport au budget primitif (BP) voté en avril 2024 (14,3 M€ si la comparaison est réalisée entre le BP 2025 et le budget 2024 après décisions modificatives) pour préserver le fonds de roulement.

Le budget porte la marque de nos ambitions politiques. Il vise à préserver notre capacité d'action face à un haut niveau d'incertitude sur nos recettes et une conjoncture inflationniste lourde.

A la session du 20 mars dernier, ont été présentés les orientations 2025 qui rappellent les

engagements forts du Département en faveur :

- du renforcement des solidarités humaines, devant la montée des risques pesant sur notre modèle social,
- de la sécurité de nos populations et la lutte contre la désertification médicale,
- de la poursuite du développement du territoire audois
- de la transition écologique.
- tout en stabilisant l'emprunt afin de préserver des capacités d'engagement à moyen terme,

Le budget 2025 est la traduction financière de notre action qui prévoit notamment :

- la poursuite de la tarification sociale dans les collèges,
- un financement supplémentaire de 3 millions d'€ au service départemental d'incendie et de secours pour la sécurité des familles,
- l'élaboration du schéma des solidarités pour définir notre engagement social pour les années futures,
- la candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO qui a des répercussions sur le tourisme mais également l'agriculture,

En 2025, les dépenses de fonctionnement sont stabilisées au niveau de 2024 (+ 0,03 %) grâce aux efforts réalisés.

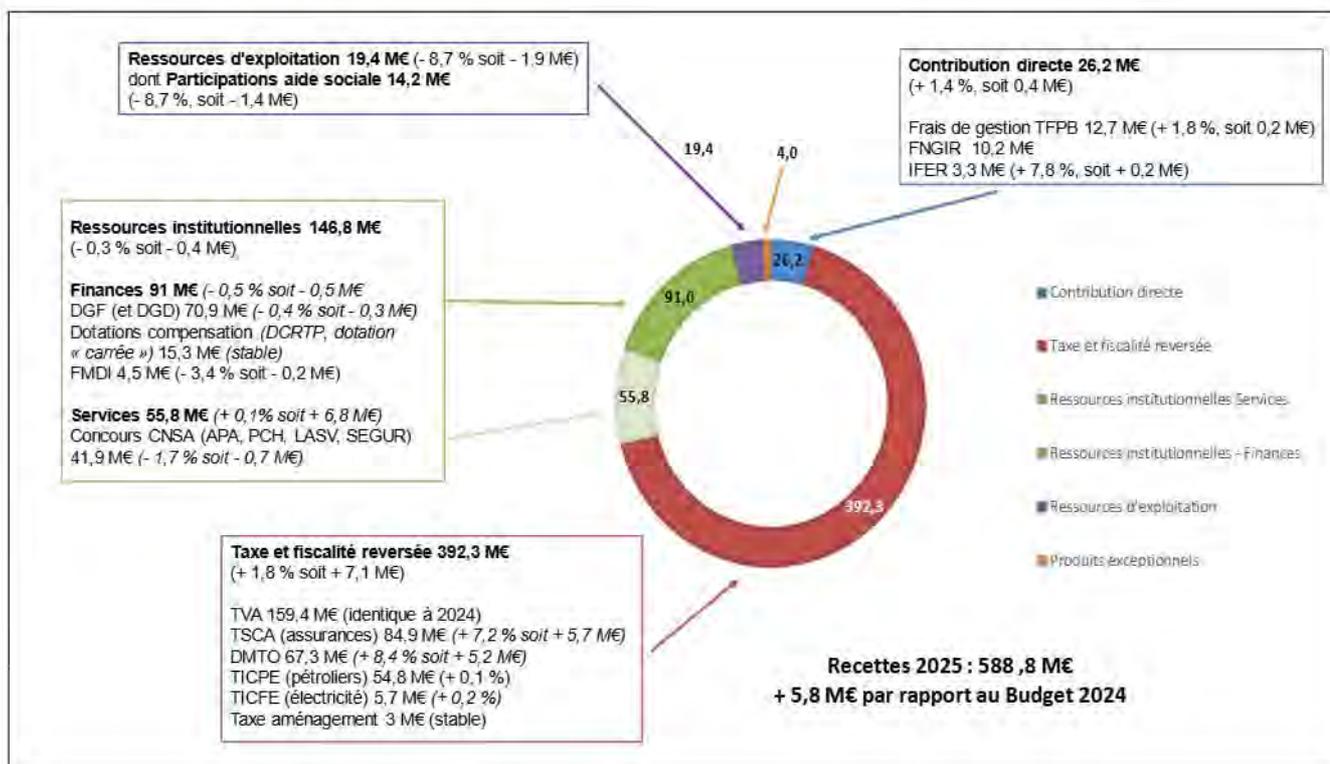
Les recettes de fonctionnement progresseraient légèrement du fait de la reprise des droits de mutation à titre onéreux (+ 5,2 M€) en lien avec la reprise des ventes et la hausse du taux de 4,5 à 5 %. La dynamique de la TSCA (+ 5,7 M€) contribue également au maintien de nos recettes.

La capacité d'autofinancement a diminué depuis quelques années, mais la collectivité a ajusté son budget de sorte que le financement des investissements soit préservé.

Les investissements seront dédiés pour une part importante à la transition écologique, pour répondre au défi de l'urgence climatique, et à la confirmation d'un fort soutien en direction des territoires dans un contexte où la dépense publique, plus que jamais nécessaire, est attendue en baisse.

1) Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement 2025, d'un montant global de 588,8 M€, augmenteraient de 5,8 M€ (+ 1 %) par rapport aux recettes du budget 2024.



Les contributions directes locales s'élèvent à 26,2 M€ en augmentation de 0,4 M€.

Les recettes sont désormais constituées du produit de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux pour 3,3 M€, du reversement au Département d'une part des frais de gestion collectés sur la TFPB (destinés au financement des allocations individuelles de solidarité) pour 12,7 M€ et du fonds national de garantie individuelle des ressources pour 10,2 M€ (cette recette versée par l'Etat est une compensation pour perte de fiscalité depuis 2010).

Le produit de la fiscalité reversée procure les deux tiers de nos produits récurrents et est estimé à 392,3 M€ (+ 7,1 M€). La fraction de TVA reversée au Département s'établit à 159,4 M€, soit la fraction de TVA compensatoire de la TFPB de 140,3 M€, la fraction compensatoire de la CVAE de 15,3 M€, identiques à 2024, et la fraction complémentaire de TVA de 3,8 M€ (+ 0,2 M€). La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), second poste de la fiscalité indirecte, est estimée à 84,9 M€ (+ 5,7 M€). Ces recettes sont complétées par les DMTO pour 67,4 M€ (+ 5,2 M€), le reversement au titre de la TICPE pour 54,8 M€ (+ 0,04 M€), le fonds globalisé de péréquation des DMTO porté à 16,6 M€ (- 4 M€) et la taxe intérieure de consommation finale d'électricité pour 5,7 M€ identique à 2024. Les autres recettes concernent la taxe additionnelle de séjour (0,6 M€) et la taxe d'aménagement pour un montant de 3 M€.

Les ressources institutionnelles, c'est-à-dire les participations en provenance de l'Etat et des organismes nationaux, diminuent de 0,5 M€ pour s'établir à 146,8 M€. La dotation globale de fonctionnement (DGF) est établie à 68,3 M€ avec une baisse sur la part de fonctionnement minimale (- 0,3 M€). La dotation globale de décentralisation (DGD) est figée à 2,55 M€. La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) est reconduite à 11,4 M€. Les concours de la CNSA au titre de l'APA sont attendus à 24,8 M€.

Les autres recettes de la CNSA visant à compenser une partie des charges relatives à la loi vieillissement (actions de prévention de la perte d'autonomie), à la PCH et à la MDPH sont estimées à 17,1 M€ (- 0,3 M€) incluant les nouvelles prises en charge du Département (notamment la dotation qualité, la revalorisation salariale au profit des SAAD, les mesures visant l'habitat inclusif). Le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI) de 4,5 M€ diminue de 0,2 M€. Les allocations compensatrices des exonérations en matière de fiscalité sont maintenues à 3,9 M€. Le Contrat local des solidarités 2024 – 2027 s'inscrit dans la continuité de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et est renommé pacte des solidarités pour s'établir à 0,9 M€. Un financement de l'Etat dédié à nos actions en

faveur de la protection de l'enfance est prévu à hauteur de 1,9 M€ (dont la convention Adrien Taquet pour 1,4 M€).

Les ressources d'exploitation s'élèvent à 19,4 M€ et sont constituées en majorité des participations à l'aide sociale (14,2 M€). Les recettes exceptionnelles se chiffrent à 4 M€.

2) Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement (*hors crédits non affectés*) s'établissent à 560,9 M€, soit une évolution contenue de 0,17 M€ (+ 0,03 %) par rapport au budget 2024, ceci malgré le contexte inflationniste et la hausse mécanique de certains postes de dépense.

Présentation du budget selon la segmentation stratégique



Les dépenses de l'aide sociale à l'enfance s'élèvent à 56,3 M€ et diminuent (- 2,3 M€) du fait d'une baisse du nombre de places pour les MNA et de la suppression de certains dispositifs. La dotation de fonctionnement au service de la structure accueil enfance augmente de 0,4 M€ pour s'établir à 7,4 M€.

L'action sociale et insertion est portée à 120,2 M€ (+ 0,2 M€). La prévision de hausse de la dépense RSA de 1,3 M€ sur le budget 2024 résulte de plusieurs facteurs : l'augmentation du nombre de foyers allocataires observée début 2025, de l'impact des différentes réformes et d'une majoration réglementaire du montant de l'allocation de 1,9 %.

En matière d'insertion le budget 2025 s'élève à 11,5 M€ soit - 0,8 M€ par rapport au budget 2024. La diminution concerne principalement les offres de parcours des BRSA (- 0,6 M€) comme les chantiers d'insertion, en lien avec les réalisations 2024. Les crédits du fonds social européen sont prévus à hauteur de 1,16 M€.

Le budget de l'Autonomie s'élève à 159,2 M€ (+ 5,5 M€). L'impact concerne notamment le relèvement du tarif plancher à 24,58 € par heure (+ 1,08 €), la dotation qualité qui devrait atteindre cette année 6 M€. D'autres facteurs tirent le budget à la hausse comme l'augmentation du nombre de bénéficiaires et le relèvement de l'objectif d'évolution des dépenses dans le cadre de la

tarification des établissements.

Les missions des solidarités (mission A à C) s'élèvent à 335,8 M€. Ces dépenses sont en progression de 1,02% par rapport au budget 2024 (s'élevant pour rappel à 332,4 M€). Elles représentent 59,9 % du budget (hors masse salariale).

Le budget de l'Administration générale (- 3,9 M€) s'élève à 167,5 M€. Les dépenses de personnel s'élèveraient à 138,9 M€ en augmentation de 1,8 M€ soit seulement + 1,3% liée aux mesures en matière de revalorisations salariales (effets reports de 2024 en année pleine, régime indemnitaire, hausse du SMIC pour les personnels contractuels), l'augmentation du taux de la contribution patronale CNRACL et à l'avancement des carrières (effet GVT). Sur le volet finance (19,3 M€), les dépenses sont constituées du prélèvement obligatoire au titre du fonds de péréquation des DMTO (6,7 M€), des charges d'intérêts (4,7 M€), des provisions (1,25 M€), du reversement à la Région de la compensation du transfert de la compétence transports (5,5 M€).

Les autres dépenses sont globalement équivalentes par rapport à 2024 hormis certaines dépenses comme la contribution obligatoire au SDIS qui s'élèvent à 19,6 M€ (+ 3,4 M€).

Présentation du budget par nature de dépenses



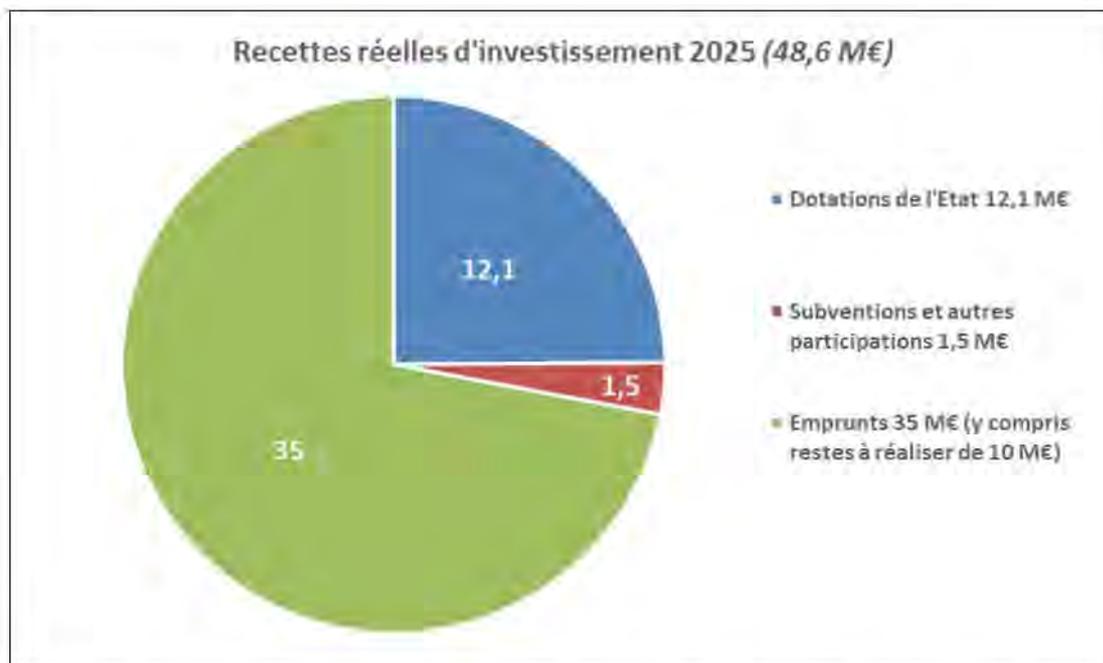
Les dépenses d'intervention représentent 67,6% de nos charges et l'essentiel tient à nos compétences sociales (aides à la personne, frais de séjour et d'hébergement des établissements). Ces dépenses sociales obligatoires ne sont pas ou peu maîtrisables.

Les dépenses de personnel sont soumises à des facteurs réglementaires. Elles ont également une progression naturelle du fait des carrières.

Les frais financiers dépendent de la stratégie d'endettement avec un impact haussier lié à la forte volatilité sur les marchés financiers.

3) Les recettes réelles d'investissement

Les recettes réelles d'investissement (hors excédent capitalisé et remboursement anticipé temporaire) s'établiraient à 48,6 M€.



Les dotations de l'Etat se répartissent entre le FCTVA (6,8 M€), la dotation départementale d'équipement des collèges (2,2 M€) et la dotation de soutien à l'investissement des départements (3 M€) pour les travaux des collèges et les travaux routiers.

Les subventions en faveur des réalisations départementales sont estimées à 1,5 M€. Ces subventions concernent pour le programme des routes le produit des amendes de radars (0,7 M€), les investissements sur la mission éducation (0,3 M€), la participation des EPCI (du Limouxin, des Pyrénées Audoises et de la Piège Lauragais Malepère) aux travaux de la voie verte (0,07 M€), le fonds vert au titre de la stratégie départementale pour la biodiversité et la vigie de l'Alaric (0,11 M€).

Les nouveaux emprunts s'établiraient à 35 M€ dont 25 M€ d'emprunts nouveaux et 10 M€ de restes à réaliser, prêts contractés en 2024 et mobilisés en 2025.

4) Les dépenses réelles d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement 2025 s'établissent au total à 84,7 M€. Les crédits consacrés aux équipements (maîtrise d'ouvrage du Département et subventions) s'élèvent à 62,2 M€.

a. Les équipements départementaux

Les crédits d'équipements départementaux s'élèvent à 38,4 M€ contre 47,8 M€ au budget 2024, soit une baisse de 9,4 M€.

Pour la mission éducation, 9,3 M€ sont destinés notamment à la poursuite des travaux de reconstruction du collège Alain de Carcassonne et son équipement (1,5 M€) ainsi qu'aux travaux d'amélioration énergétique sur plusieurs établissements (2,3 M€). La maintenance dans les établissements s'élèvera à 2,2 M€.

La mission culture et le patrimoine s'élève à 0,4 M€ avec les restaurations à l'abbaye de Lagrasse (0,06 M€) et l'acquisition de matériels et ouvrages pour les missions de la Bibliothèque départementale (0,17 M€) et encore le projet de numérisation des Archives (0,07 M€).

La mission sport et jeunesse (0,1 M€) concernent des aménagements sur les sentiers de randonnées et de VTT.

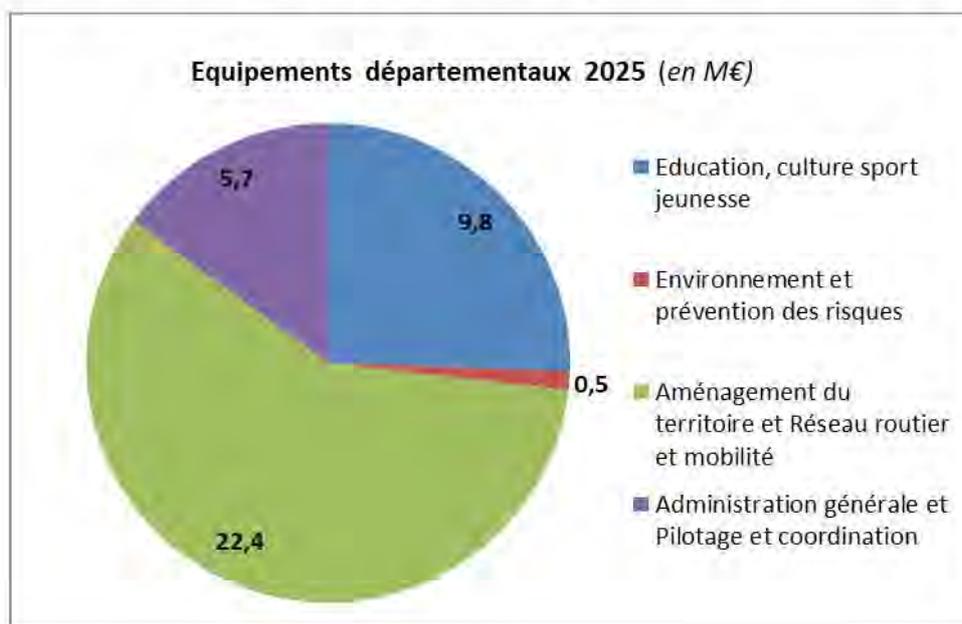
Les crédits de la mission environnement et prévention des risques s'établissent à 0,5 M€ dont

0,37 M€ pour le programme des espaces naturels sensibles (réalisation des travaux sur les forêts départementales) et 0,11 M€ pour la DFCL ou encore des études de programmation sur les consommations d'énergie.

Les dépenses en matière d'aménagement et d'attractivité du territoire à hauteur de 0,5 M€ se destinent principalement aux opérations d'aménagement foncier rural.

Les crédits relatifs au réseau routier s'élèveront à 21,9 M€ dont 16,8 M€ consacrés à l'entretien et la gestion du réseau et 2,8 M€ pour les travaux neufs.

Enfin, les crédits de la mission administration générale (5,7 M€) participent au renouvellement des équipements des systèmes d'information et de télécommunication (2,1 M€), et à la programmation bâtiminaire et les moyens généraux (3,6 M€) comprenant la poursuite de l'opération de réaménagement de l'antenne de Narbonne, diverses opérations de requalification, de rénovation et/ou de réaménagement des biens immobiliers appartenant ou loués par le Département, la modernisation des ascenseurs mais aussi la gestion des véhicules et l'acquisition de mobilier.



b. Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement constituent un axe fort d'intervention du Département et s'établissent à 23,8 M€.

L'aménagement et l'attractivité du territoire est le poste le plus important avec près de 15,3 M€. Il concerne principalement l'accompagnement des territoires pour 7,2 M€ dont les aides aux équipements publics communaux pour 6,9 M€, le programme hydro agricole (0,8 M€), la participation du Département aux grands projets pour 5,1 M€ (le Très Haut Débit pour 1,8 M€, les aménagements du port de Port La Nouvelle pour 2,3 M€). Une dépense de 1,9 M€ s'adresse à la reconstruction d'infrastructures publiques suite aux diverses intempéries dont la poursuite de l'aide à la reconstruction de l'EHPAD de Trèbes pour 1,1 M€.

La mission environnement et prévention des risques représente un budget de 4,8 M€. Le programme eau d'un montant de 3,4 M€ vient financer les infrastructures d'eau potable et d'assainissement (1,7 M€), la prévention des inondations (1,8 M€). De plus, la protection des espaces naturels sensibles représente 0,4 M€ et la subvention au SDIS destinée au remboursement des emprunts pour la construction des casernes s'élève à 0,9 M€.

Les aides en matière de solidarités humaines s'élèvent à 2,2 M€, dont la subvention au budget de la structure accueil enfance (SAE) pour le projet d'amélioration de l'accueil des enfants

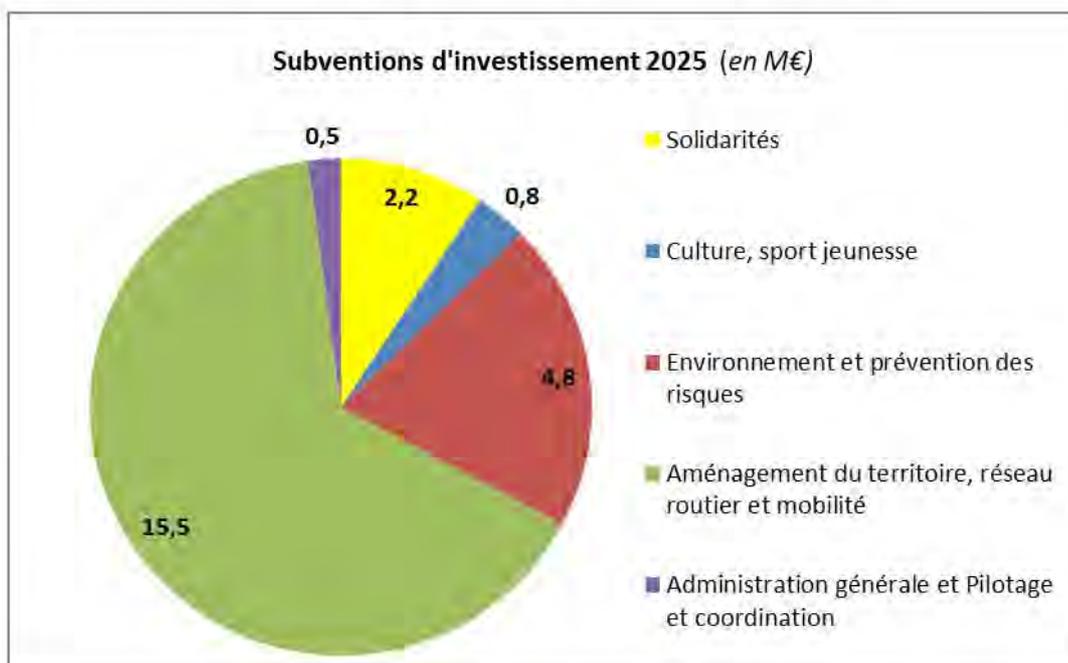
(0,4 M€), le financement de la construction de l'EHPAD de Saissac et d'habitats collectifs pour personnes âgées (0,9 M€), et les aides apportées aux bailleurs sociaux pour la construction de logements et la rénovation urbaine (0,9 M€).

La mission culture et patrimoine s'élève à 0,6 M€ avec l'investissement sur les sites pôles du Pays Cathare (0,5 M€), le financement des travaux pour le musée Cérès Franco (0,03 M€) et le financement d'équipements culturels communaux et intercommunaux (0,09 M€).

La mission sport et jeunesse (0,2 M€) se répartit entre les subventions pour les aménagements cyclables reliés à la voie verte (0,15 M€) ou la valorisation des sentiers de randonnées (0,07 M€).

Concernant le réseau routier et les mobilités, le montant de subventions se porte à 0,2 M€ avec le financement d'infrastructures communales et intercommunales de mobilités douces (0,17 M€) et le financement de travaux sur la voirie communale (0,01 M€).

Enfin, la mission pilotage et coordination intègre le financement de la deuxième et de la troisième édition du budget participatif du Département pour une dépense de 0,5 M€.



5) La gestion de la dette

Fin 2024, la dette du Département s'élevait à 219,5 M€ soit une diminution de l'encours de 12,8 M€ sur l'exercice du fait d'un recours à l'emprunt plus faible (10 M€) que la dette amortie (22,8 M€) et d'une inscription en report de 10 M€ sur les 20 M€ d'emprunts nouvellement souscrits induisant une phase de désendettement plus marquée. Elle se caractérise par un niveau de risque très faible. La part constituée par les taux fixes représente 49,4 % de la dette totale protégeant ainsi le département des aléas conjoncturels des marchés financiers.

Globalement, la dette du Département est saine avec 100 % de l'encours classée en risque 1A (classification Gissler) sur lequel le Département paye des taux fixes et variables classiques. Cet environnement sécurisé, fruit d'une stratégie de diversification de l'encours, a permis d'amortir la hausse brutale des taux d'intérêts constatée en 2022 et 2023. L'amélioration des taux d'intérêts en 2024 aura un impact favorable sur la charge de la dette à partir de 2025.

Le taux d'intérêt moyen (calculé sur l'encours global de la dette) est de 2,40 % (2,73 % pour les

Départements de même strate selon l'observatoire de la dette de Finance active).

La capacité de désendettement passe de 4,74 ans en 2023 à 7,04 ans en 2024 marquant une tension en lien avec la détérioration de l'épargne brute nécessitant une surveillance sans pour autant être alarmiste.

6) L'équilibre du budget

Le financement des investissements repose sur un autofinancement de 46,1 M€ (prélèvement opéré en fonctionnement), des recettes de dotations et de subventions pour 13,6 M€ et le recours à de nouveaux emprunts à 25 M€ maximum en 2025.

| EQUILIBRE DU BP 2025 | | | |
|------------------------------------------------|-----------------|------------------------------------------------|----------------|
| Section de fonctionnement | | Section d'investissement | |
| Recettes réelles | 588,8 M€ | Dotations, Subventions | 13,6 M€ |
| Résultat reporté | 58,4 M€ | Emprunts nouveaux 2025 | 25 M€ |
| Total RRF | 647,1 M€ | Financement net de la section d'investissement | 46,1 M€ |
| Dépenses réelles | 560,9 M€ | Total RRI | 84,7 M€ |
| Crédits non affectés | 40,1 M€ | Remboursement de la dette | 22,4 M€ |
| Financement net de la section d'investissement | 46,1 M€ | Dépenses réelles (hors dette) | 62,3 M€ |
| Total DRF | 647,1 M€ | Total DRI | 84,7 M€ |

Le budget primitif 2025 traduit la volonté du Département de poursuivre les politiques engagées et de lancer de nouvelles actions dans le champ des solidarités humaines, territoriales et de la transition écologique.

LA PROPOSITION

Après en avoir délibéré, je vous propose, Mesdames, Messieurs de prendre acte de la note brève et synthétique du BP 2025.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

| Votants | Pour | Contre | |
|----------------------------------|------|--------|---|
| 36 | 34 | 0 | |
| Abstentions | | | 2 |
| N'a pas pris part au vote | | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-018
et CD-019

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 - budget principal

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu les délibérations du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et l'affectation du résultat,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de voter par chapitre, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 819 835 124,88 €, soit 653 340 160,11 € en section de fonctionnement et 166 494 964,77 € en section d'investissement,
- d'approuver la constitution d'une provision pour créances douteuses et pour risques et charges d'un montant de 1 254 000 €,
- d'adopter la contribution au service départemental d'incendie et de secours à hauteur de 19 611 782 €,
- d'adopter les subventions à des tiers figurant en annexe B8 du projet de budget primitif pour 2025,
- d'adopter les participations aux organismes de regroupement auxquels adhère le Département telles que fixées à l'annexe B11-1 du projet de budget primitif pour 2025,
- d'acter le financement à hauteur de 25 000 € de l'opération « gorges de Galamus » qui permet de sécuriser la traversée des gorges en période estivale, conformément à la convention adoptée lors de la commission permanente du 23 avril 2021,
- d'autoriser la Présidente du Conseil départemental à signer tout acte concourant à la réalisation de ces opérations,
- de prendre acte de la mise à disposition d'une présentation brève et synthétique du budget primitif 2025 (jointe en annexe),

à la majorité, Mme Magali BARDOU et M. François MOURAD se sont abstenus.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

**Annexe 1 – Dépenses réelles de fonctionnement
(hors crédits non affectés)**

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| A Enfance Famille | 56 104 323,86 | 58 648 505,05 | 57 915 817,10 | 56 315 826,56 |
| A1 Petite enfance | 1 129 957,38 | 1 183 350,00 | 917 477,28 | 1 048 900,00 |
| A2 Aide sociale à l'enfance | 54 974 366,48 | 57 465 155,05 | 56 998 339,82 | 55 266 926,56 |
| B Action sociale et insertion | 117 098 896,85 | 119 976 568,00 | 118 278 123,18 | 120 220 912,00 |
| B1 Allocations RMI/RSA | 99 644 718,16 | 102 223 205,00 | 101 824 891,25 | 103 498 000,00 |
| B2 Insertion professionnelle | 12 454 605,03 | 12 291 024,00 | 11 811 696,66 | 11 539 575,00 |
| B3 Action sociale | 1 907 819,58 | 1 781 842,00 | 1 632 811,59 | 1 797 000,00 |
| B4 Logement | 3 091 754,08 | 3 680 497,00 | 3 008 723,68 | 3 386 337,00 |
| C Autonomie | 144 772 452,21 | 153 751 650,25 | 153 693 168,86 | 159 228 201,06 |
| C1 Personnes âgées | 70 728 032,72 | 76 220 117,77 | 76 162 393,74 | 80 219 328,31 |
| C2 Personnes handicapées | 74 044 419,49 | 77 531 532,48 | 77 530 775,12 | 79 008 872,75 |
| D Education | 9 821 445,42 | 8 266 505,44 | 8 162 487,37 | 7 829 410,00 |
| D1 Collèges | 9 454 337,66 | 7 797 142,48 | 7 717 093,50 | 7 368 410,00 |
| D2 Actions éducatives | 367 107,76 | 469 362,96 | 445 393,87 | 461 000,00 |
| E Culture et patrimoine | 3 298 220,14 | 3 344 968,04 | 3 235 973,60 | 3 202 006,50 |
| E1 Développement culturel | 2 320 786,47 | 2 313 468,64 | 2 303 173,66 | 2 078 561,00 |
| E2 Sites culturels | 823 247,52 | 878 679,40 | 784 434,75 | 983 945,50 |
| E3 Archives | 154 186,15 | 152 820,00 | 148 365,19 | 139 500,00 |
| F Sport Jeunesse | 2 257 017,91 | 2 403 712,71 | 2 342 653,43 | 2 044 549,82 |
| F1 Sports et activités de pleine | 1 487 674,95 | 1 539 784,71 | 1 526 822,34 | 1 283 282,82 |
| F2 Jeunesse | 769 342,96 | 863 928,00 | 815 831,09 | 761 267,00 |
| G Environnement et prévention des risques | 20 708 037,50 | 21 560 033,50 | 21 310 813,97 | 24 396 506,97 |
| G1 Eau | 1 100 520,61 | 1 263 887,61 | 1 132 635,52 | 1 340 274,19 |
| G2 Espaces naturels | 2 705 241,53 | 2 938 291,87 | 2 921 186,68 | 2 781 994,45 |
| G3 Energies renouvelables | 117 182,80 | 93 918,97 | 48 608,06 | 70 500,00 |
| G4 Sécurité civile | 16 785 092,56 | 17 263 935,05 | 17 208 383,71 | 20 203 738,33 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 6 263 815,40 | 5 502 003,79 | 5 255 318,65 | 5 222 871,78 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 2 100,00 | 3 255,00 | 3 255,00 | 3 200,00 |
| H2 Accompagnement des territoires | 496 718,90 | 535 163,00 | 533 888,00 | 542 819,00 |
| H3 Coopération décentralisée | 602 249,24 | 258 999,50 | 250 383,80 | 233 500,00 |
| H4 Tourisme | 2 876 146,95 | 2 460 774,89 | 2 422 369,58 | 2 128 436,50 |
| H5 Agriculture et pêche | 2 286 600,31 | 2 243 811,40 | 2 045 422,27 | 2 314 916,28 |
| I Réseau routier et mobilité | 12 412 364,85 | 12 958 108,51 | 12 532 807,61 | 12 128 053,21 |
| I1 Routes | 9 206 778,32 | 9 261 971,57 | 9 028 829,92 | 8 779 006,21 |
| I2 Transports | 2 914 860,18 | 3 441 159,63 | 3 251 791,88 | 3 125 547,00 |
| I3 Mobilités durables | 290 726,35 | 254 977,31 | 252 185,81 | 223 500,00 |
| K Administration générale | 163 274 157,57 | 171 392 144,38 | 168 619 328,52 | 167 537 770,64 |
| K1 Ressources humaines | 130 032 937,17 | 137 113 841,80 | 135 399 285,08 | 138 867 695,00 |
| K2 Budget et finances | 21 868 553,00 | 23 128 594,43 | 22 378 564,19 | 19 305 769,54 |
| K3 Systèmes d'information et télécommunications | 3 535 405,61 | 2 937 837,98 | 2 890 968,54 | 1 866 346,00 |
| K4 Logistique et patrimoine | 7 837 261,79 | 8 211 870,17 | 7 950 510,71 | 7 497 960,10 |
| L Pilotage et coordination | 2 709 847,78 | 2 950 243,67 | 2 741 552,67 | 2 796 384,00 |
| L1 Pilotage stratégique | 1 741 759,57 | 2 047 097,02 | 1 855 965,57 | 1 933 884,00 |
| L2 Communication externe | 954 888,21 | 881 726,65 | 864 167,10 | 847 500,00 |
| L3 Budget participatif | 13 200,00 | 21 420,00 | 21 420,00 | 15 000,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT * | 538 720 579,49 | 560 754 443,34 | 554 088 044,96 | 560 922 492,54 |

*hors crédits non affectés

Annexe 2 – Dépenses réelles d'investissement
(hors remboursement anticipé temporaire, refinancement, résultat et réserves)

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| A Enfance Famille | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| A2 Aide sociale à l'enfance | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| B Action sociale et insertion | 762 635,91 | 1 148 083,04 | 924 445,91 | 960 421,80 |
| B3 Action sociale | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| B4 Logement | 752 635,91 | 1 138 083,04 | 914 445,91 | 960 421,80 |
| C Autonomie | 160 000,00 | 732 128,00 | 662 378,60 | 940 604,60 |
| C1 Personnes âgées | 160 000,00 | 691 088,00 | 621 338,60 | 940 604,60 |
| C2 Personnes handicapées | 0,00 | 41 040,00 | 41 040,00 | 0,00 |
| D Education | 13 099 623,03 | 11 332 434,97 | 10 458 553,75 | 9 339 209,19 |
| D1 Collèges | 13 099 623,03 | 11 332 434,97 | 10 458 553,75 | 9 339 209,19 |
| E Culture et patrimoine | 630 575,55 | 1 467 690,06 | 1 385 489,83 | 969 887,48 |
| E1 Développement culturel | 208 522,03 | 451 500,00 | 450 069,25 | 243 000,00 |
| E2 Sites culturels | 346 730,87 | 911 190,06 | 836 532,18 | 631 887,48 |
| E3 Archives | 75 322,65 | 105 000,00 | 98 888,40 | 95 000,00 |
| F Sport Jeunesse | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |
| F1 Sports et activités de pleine nature | 1 561 536,48 | 467 945,26 | 305 507,80 | 317 101,57 |
| G Environnement et prévention des risques | 6 921 300,25 | 6 523 597,90 | 5 507 240,29 | 5 264 854,77 |
| G1 Eau | 4 430 173,74 | 3 857 309,96 | 3 417 918,88 | 3 455 329,18 |
| G2 Espaces naturels | 1 414 149,58 | 1 475 030,34 | 1 095 998,90 | 775 559,74 |
| G3 Energies renouvelables | 189 462,00 | 234 994,00 | 77 076,00 | 35 000,00 |
| G4 Sécurité civile | 887 514,93 | 956 263,60 | 916 246,51 | 998 965,85 |
| H Aménagement et attractivité du territoire | 16 939 863,35 | 18 013 954,17 | 17 599 991,47 | 15 847 398,99 |
| H1 Infrastructures d'intérêt départemental | 4 534 686,75 | 5 253 520,10 | 5 244 000,09 | 5 053 520,10 |
| H2 Accompagnement des territoires | 9 183 215,78 | 8 739 385,44 | 8 714 254,26 | 7 182 895,85 |
| H4 Tourisme | 355 604,00 | 66 164,00 | 66 164,00 | 57 000,00 |
| H5 Agriculture et pêche | 1 784 103,57 | 2 261 922,08 | 1 901 601,65 | 1 691 019,37 |
| H6 Inondations | 1 082 253,25 | 1 692 962,55 | 1 673 971,47 | 1 862 963,67 |
| I Réseau routier et mobilité | 29 326 245,13 | 29 679 503,21 | 29 239 166,03 | 22 052 535,48 |
| I1 Routes | 28 888 120,96 | 29 009 754,08 | 28 876 746,36 | 21 062 535,48 |
| I3 Mobilités durables | 438 124,17 | 669 749,13 | 362 419,67 | 990 000,00 |
| K Administration générale | 28 244 998,15 | 28 525 677,00 | 27 350 600,00 | 28 080 585,00 |
| K2 Budget et finances | 23 665 459,76 | 22 842 880,00 | 22 824 395,68 | 22 387 310,00 |
| K3 Systèmes d'information et télécommunications | 1 657 486,51 | 1 983 000,00 | 1 741 512,66 | 2 082 700,00 |
| K4 Logistique et patrimoine | 2 922 051,88 | 3 699 797,00 | 2 784 691,66 | 3 610 575,00 |
| L Pilotage et coordination | 872 699,76 | 459 200,00 | 344 169,85 | 520 000,00 |
| L2 Communication externe | 15 550,52 | 30 000,00 | 14 646,96 | 20 000,00 |
| L3 Budget participatif | 857 149,24 | 429 200,00 | 329 522,89 | 500 000,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT* | 99 814 022,16 | 99 447 682,80 | 94 674 589,21 | 84 689 056,30 |

*Hors remboursement anticipé temporaire, Refi., Résultat, Réserves

**Présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles
du budget primitif 2025**

(En application de l'article L3313-1 du CGCT)

Le budget 2025 a été élaboré en cohérence avec les objectifs du mandat et une stratégie financière visant à préserver la solvabilité financière de la collectivité. La conciliation de ces deux orientations est un point d'équilibre incontournable dans un environnement contraint pour les finances publiques.

Les coupes de recettes sans précédent imposées par l'Etat aux départements ont nécessité pour équilibrer le budget d'aller chercher 34 millions d'euros d'économies. 16 millions d'euros pour stabiliser les dépenses de fonctionnement et l'épargne et 18 M€ d'effort en dépenses d'investissement par rapport au budget voté en avril 2024 (14,3 M€ si la comparaison est réalisée entre le budget 2025 et le budget 2024 après décisions modificatives) pour préserver le fonds de roulement.

Le budget porte la marque de nos ambitions politiques. Il vise à préserver notre capacité d'action face à un haut niveau d'incertitude sur nos recettes et une conjoncture inflationniste lourde.

A la session du 20 mars dernier, ont été présentés les orientations 2025 qui rappellent les engagements forts du Département en faveur :

- du renforcement des solidarités humaines, devant la montée des risques pesant sur notre modèle social,
- de la sécurité de nos populations et la lutte contre la désertification médicale,
- de la poursuite du développement du territoire audois
- de la transition écologique.
- tout en stabilisant l'emprunt afin de préserver des capacités d'engagement à moyen terme,

Le budget 2025 est la traduction financière de notre action qui prévoit notamment :

- la poursuite de la tarification sociale dans les collèges,
- un financement supplémentaire de 3 millions d'€ au service départemental d'incendie et de secours pour la sécurité des familles,
- l'élaboration du schéma des solidarités pour définir notre engagement social pour les années futures,
- la candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO qui a des répercussions sur le tourisme mais également l'agriculture,

En 2025, les dépenses de fonctionnement sont stabilisées au niveau de 2024 (+ 0,03 %) grâce aux efforts réalisés.

Les recettes de fonctionnement progresseraient légèrement du fait de la reprise des droits de mutation à titre onéreux (+ 5,2 M€) en lien avec la reprise des ventes et la hausse du taux de 4,5 à 5 %. La dynamique de la TSCA (+ 5,7 M€) contribue également au maintien de nos recettes.

La capacité d'autofinancement a diminué depuis quelques années, mais la collectivité a ajusté son budget de sorte que le financement des investissements soit préservé.

Les investissements seront dédiés pour une part importante à la transition écologique, pour répondre au défi de l'urgence climatique, et à la confirmation d'un fort soutien en direction des territoires dans un contexte où la dépense publique, plus que jamais nécessaire, est attendue en baisse.

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

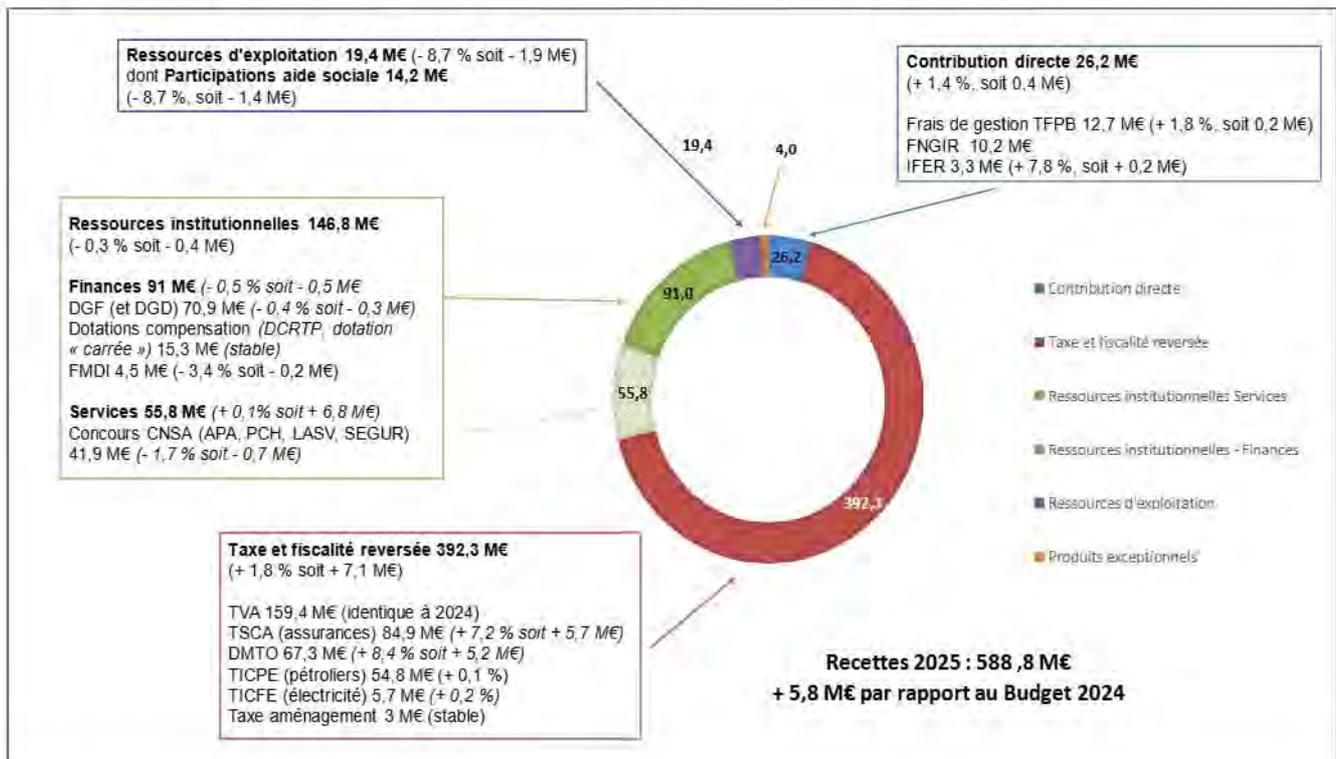
Publié le

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF



1) Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement 2025, d'un montant global de 588,8 M€, augmenteraient de 5,8 M€ (+ 1 %) par rapport aux recettes du budget 2024.



Les contributions directes locales s'élèvent à 26,2 M€ en augmentation de 0,4 M€.

Les recettes sont désormais constituées du produit de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux pour 3,3 M€, du reversement au Département d'une part des frais de gestion collectés sur la TFPB (destinés au financement des allocations individuelles de solidarité) pour 12,7 M€ et du fonds national de garantie individuelle des ressources pour 10,2 M€ (cette recette versée par l'Etat est une compensation pour perte de fiscalité depuis 2010).

Le produit de la fiscalité reversée procure les deux tiers de nos produits récurrents et est estimé à 392,3 M€ (+ 7,1 M€). La fraction de TVA reversée au Département s'établit à 159,4 M€, soit la fraction de TVA compensatoire de la TFPB de 140,3 M€, la fraction compensatoire de la CVAE de 15,3 M€, identiques à 2024, et la fraction complémentaire de TVA de 3,8 M€ (+ 0,2 M€). La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), second poste de la fiscalité indirecte, est estimée à 84,9 M€ (+ 5,7 M€). Ces recettes sont complétées par les DMTO pour 67,4 M€ (+ 5,2 M€), le reversement au titre de la TICPE pour 54,8 M€ (+ 0,04 M€), le fonds globalisé de péréquation des DMTO porté à 16,6 M€ (- 4 M€) et la taxe intérieure de consommation finale d'électricité pour 5,7 M€ identique à 2024. Les autres recettes concernent la taxe additionnelle de séjour (0,6 M€) et la taxe d'aménagement pour un montant de 3 M€.

Les ressources institutionnelles, c'est-à-dire les participations en provenance de l'Etat et des organismes nationaux, diminuent de 0,5 M€ pour s'établir à 146,8 M€. La dotation globale de fonctionnement (DGF) est établie à 68,3 M€ avec une baisse sur la part de fonctionnement minimale (- 0,3 M€). La dotation globale de décentralisation (DGD) est figée à 2,55 M€. La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) est reconduite à 11,4 M€. Les concours de la CNSA au titre de l'APA sont attendus à 24,8 M€.

Les autres recettes de la CNSA visant à compenser une partie des charges relatives à la loi vieillissement (actions de prévention de la perte d'autonomie), à la PCH et à la MDPH sont estimées à 17,1 M€ (- 0,3 M€) incluant les nouvelles prises en charge du Département

(notamment la dotation qualité, la revalorisation salariale au profit des SAAD, les mesures visant l'habitat inclusif). Le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI) de 4,5 M€ diminue de 0,2 M€. Les allocations compensatrices des exonérations en matière de fiscalité sont maintenues à 3,9 M€. Le Contrat local des solidarités 2024 – 2027 s'inscrit dans la continuité de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et est renommé pacte des solidarités pour s'établir à 0,9 M€. Un financement de l'Etat dédié à nos actions en faveur de la protection de l'enfance est prévu à hauteur de 1,9 M€ (dont la convention Adrien Taquet pour 1,4 M€).

Les ressources d'exploitation s'élèvent à 19,4 M€ et sont constituées en majorité des participations à l'aide sociale (14,2 M€). Les recettes exceptionnelles se chiffrent à 4 M€.

2) Les dépenses réelles de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

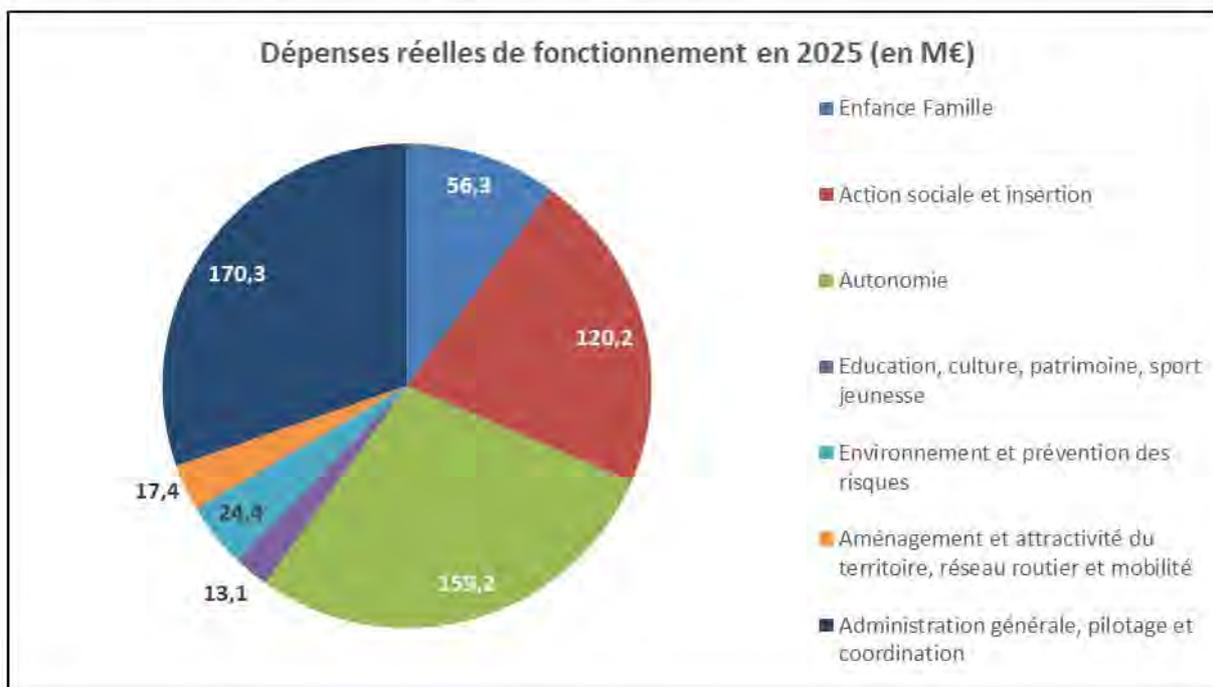
Publié le

S²LO

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

Les dépenses réelles de fonctionnement (*hors crédits non affectés*) s'établissent à 560,9 M€, soit une évolution contenue de 0,17 M€ (+ 0,03 %) par rapport au budget 2024, ceci malgré le contexte inflationniste et la hausse mécanique de certains postes de dépense.

Présentation du budget selon la segmentation stratégique



Les dépenses de l'aide sociale à l'enfance s'élèvent à 56,3 M€ et diminuent (- 2,3 M€) du fait d'une baisse du nombre de places pour les MNA et de la suppression de certains dispositifs. La dotation de fonctionnement au service de la structure accueil enfance augmente de 0,4 M€ pour s'établir à 7,4 M€.

L'action sociale et insertion est portée à 120,2 M€ (+ 0,2 M€). La prévision de hausse de la dépense RSA de 1,3 M€ sur le budget 2024 résulte de plusieurs facteurs : l'augmentation du nombre de foyers allocataires observée début 2025, de l'impact des différentes réformes et d'une majoration réglementaire du montant de l'allocation de 1,9 %.

En matière d'insertion le budget 2025 s'élève à 11,5 M€ soit - 0,8 M€ par rapport au budget 2024. La diminution concerne principalement les offres de parcours des BRSA (- 0,6 M€) comme les chantiers d'insertion, en lien avec les réalisations 2024. Les crédits du fonds social européen sont prévus à hauteur de 1,16 M€.

Le budget de l'Autonomie s'élève à 159,2 M€ (+ 5,5 M€). L'impact concerne notamment le relèvement du tarif plancher à 24,58 € par heure (+ 1,08 €), la dotation qualité qui devrait atteindre cette année 6 M€. D'autres facteurs tirent le budget à la hausse comme l'augmentation du nombre de bénéficiaires et le relèvement de l'objectif d'évolution des dépenses dans le cadre de la tarification des établissements.

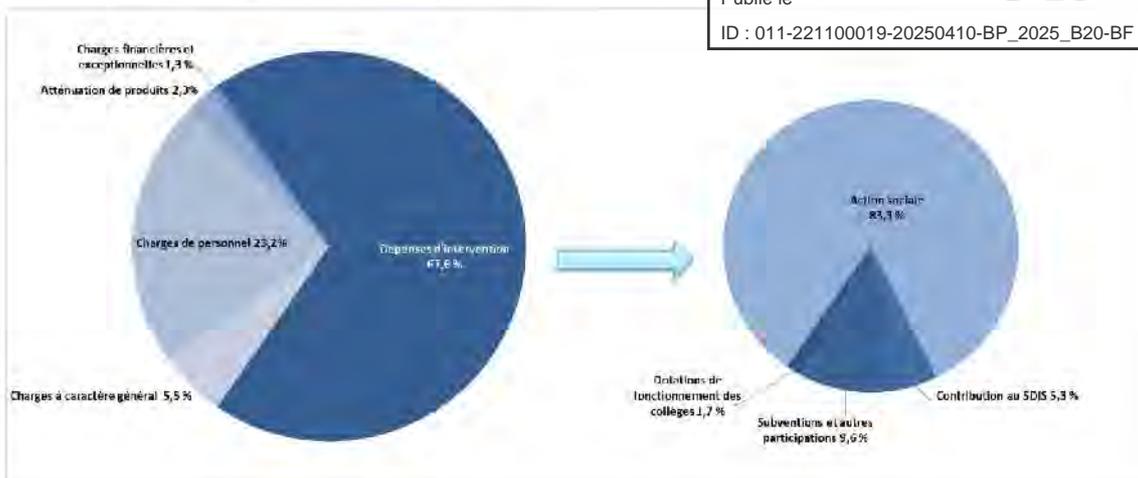
Les missions des solidarités (mission A à C) s'élèvent à 335,8 M€. Ces dépenses sont en progression de 1,02% par rapport au budget 2024 (s'élevant pour rappel à 332,4 M€). Elles représentent 59,9 % du budget (hors masse salariale).

Le budget de l'Administration générale (- 3,9 M€) s'élève à 167,5 M€. Les dépenses de personnel s'élèveraient à 138,9 M€ en augmentation de 1,8 M€ soit seulement + 1,3% liée aux mesures en matière de revalorisations salariales (effets reports de 2024 en année pleine, régime indemnitaire, hausse du SMIC pour les personnels contractuels), l'augmentation du taux de la contribution patronale CNRACL et à l'avancement des carrières (effet GVT). Sur le volet finance (19,3 M€), les dépenses sont constituées du prélèvement obligatoire au titre du fonds de péréquation des DMT0 (6,7 M€), des charges d'intérêts (4,7 M€), des provisions (1,25 M€), du reversement à la Région de la compensation du transfert de la compétence transports (5,5 M€).

Les autres dépenses sont globalement équivalentes par rapport à 2024 hormis certaines dépenses comme la contribution obligatoire au SDIS qui s'élèvent à 19,6 M€ (+ 3,4 M€).

Présentation du budget par nature de dépenses

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
 Reçu en préfecture le 15/04/2025
 Publié le
 ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF



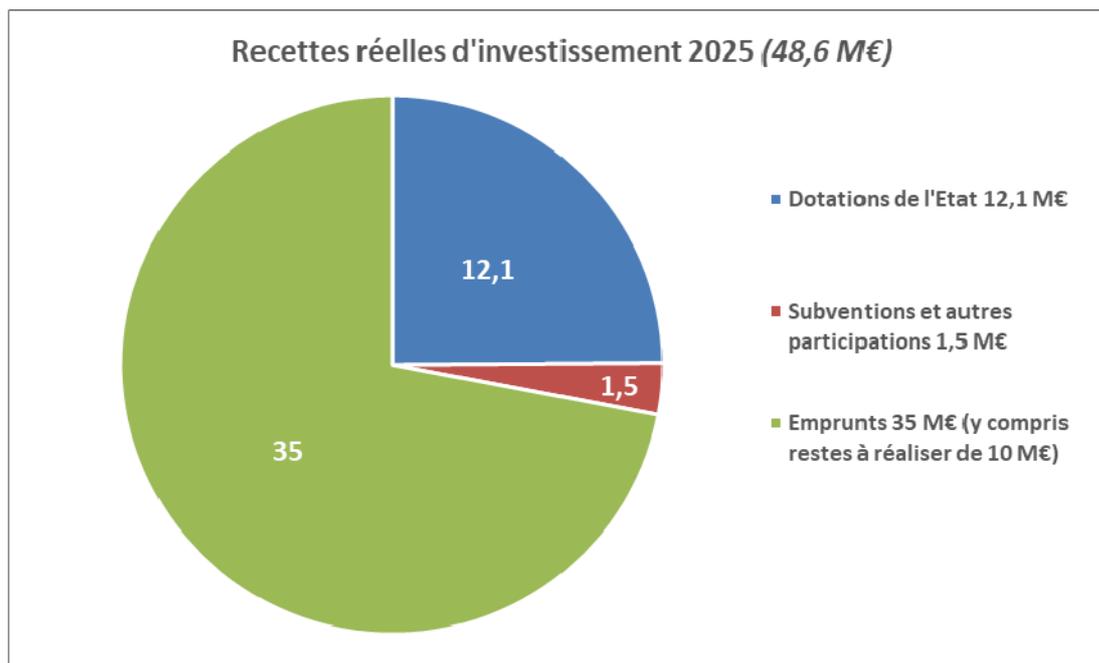
Les dépenses d'intervention représentent 67,6% de nos charges et l'essentiel tient à nos compétences sociales (aides à la personne, frais de séjour et d'hébergement des établissements). Ces dépenses sociales obligatoires ne sont pas ou peu maîtrisables.

Les dépenses de personnel sont soumises à des facteurs règlementaires. Elles ont également une progression naturelle du fait des carrières.

Les frais financiers dépendent de la stratégie d'endettement avec un impact haussier lié à la forte volatilité sur les marchés financiers.

3) Les recettes réelles d'investissement

Les recettes réelles d'investissement (hors excédent capitalisé et remboursement anticipé temporaire) s'établiraient à 48,6 M€.



Les dotations de l'Etat se répartissent entre le FCTVA (6,8 M€), la dotation départementale d'équipement des collèges (2,2 M€) et la dotation de soutien à l'investissement des départements (3 M€) pour les travaux des collèges et les travaux routiers.

Les subventions en faveur des réalisations départementales sont estimées à 1,5 M€. Ces subventions concernent pour le programme des routes le produit des amendes de radars (0,7 M€), les investissements sur la mission éducation (0,3 M€), la participation des EPCI (du Limouxin, des Pyrénées Audoises et de la Piège Lauragais Malepère) aux travaux de la voie verte (0,07 M€), le fonds vert au titre de la stratégie départementale pour la biodiversité et la vigie de l'Alaric (0,11 M€).

Les nouveaux emprunts s'établiraient à 35 M€ dont 25 M€ d'emprunts nouveaux et 10 M€ de restes à réaliser, prêts contractés en 2024 et mobilisés en 2025.

4) Les dépenses réelles d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement 2025 s'établissent au total à 84,7 M€. Les crédits consacrés aux équipements (maitrise d'ouvrage du Département et subventions) s'élèvent à 62,2 M€.

a. Les équipements départementaux

Les crédits d'équipements départementaux s'élèvent à 38,4 M€ contre 47,8 M€ au budget 2024, soit une baisse de 9,4 M€.

Pour la mission éducation, 9,3 M€ sont destinés notamment à la poursuite des travaux de reconstruction du collège Alain de Carcassonne et son équipement (1,5 M€) ainsi qu'aux travaux d'amélioration énergétique sur plusieurs établissements (2,3 M€). La maintenance dans les établissements s'élèvera à 2,2 M€.

La mission culture et le patrimoine s'élève à 0,4 M€ avec les restaurations à l'abbaye de Lagrasse (0,06 M€) et l'acquisition de matériels et ouvrages pour les missions de la Bibliothèque départementale (0,17 M€) et encore le projet de numérisation des Archives (0,07 M€).

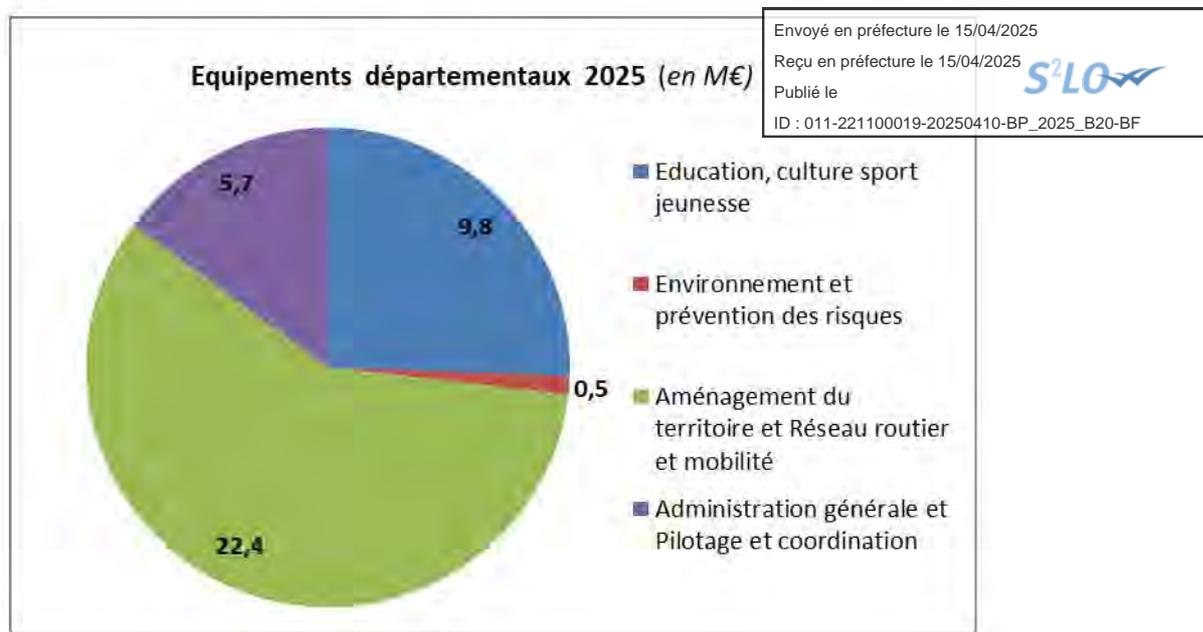
La mission sport et jeunesse (0,1 M€) concernent des aménagements sur les sentiers de randonnées et de VTT.

Les crédits de la mission environnement et prévention des risques s'établissent à 0,5 M€ dont 0,37 M€ pour le programme des espaces naturels sensibles (réalisation des travaux sur les forêts départementales) et 0,11 M€ pour la DFCI ou encore des études de programmation sur les consommations d'énergie.

Les dépenses en matière d'aménagement et d'attractivité du territoire à hauteur de 0,5 M€ se destinent principalement aux opérations d'aménagement foncier rural.

Les crédits relatifs au réseau routier s'élèveront à 21,9 M€ dont 16,8 M€ consacrés à l'entretien et la gestion du réseau et 2,8 M€ pour les travaux neufs.

Enfin, les crédits de la mission administration générale (5,7 M€) participent au renouvellement des équipements des systèmes d'information et de télécommunication (2,1 M€), et à la programmation bâtiminaire et les moyens généraux (3,6 M€) comprenant la poursuite de l'opération de réaménagement de l'antenne de Narbonne, diverses opérations de requalification, de rénovation et/ou de réaménagement des biens immobiliers appartenant ou loués par le Département, la modernisation des ascenseurs mais aussi la gestion des véhicules et l'acquisition de mobilier.



b. Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement constituent un axe fort d'intervention du Département et s'établissent à 23,8 M€.

L'aménagement et l'attractivité du territoire est le poste le plus important avec près de 15,3 M€. Il concerne principalement l'accompagnement des territoires pour 7,2 M€ dont les

aides aux équipements publics communaux pour 6,9 M€, le programme hydro agricole (0,8 M€), la participation du Département aux grands projets pour 5,1 M€ (le Très Haut Débit pour 1,8 M€, les aménagements du port de Port La Nouvelle pour 2,3 M€). Une dépense de 1,9 M€ s'adresse à la reconstruction d'infrastructures publiques suite aux diverses intempéries dont la poursuite de l'aide à la reconstruction de l'EHPAD de Trèbes pour 1,1 M€.

La mission environnement et prévention des risques représente un budget de 4,8 M€. Le programme eau d'un montant de 3,4 M€ vient financer les infrastructures d'eau potable et d'assainissement (1,7 M€), la prévention des inondations (1,8 M€). De plus, la protection des espaces naturels sensibles représente 0,4 M€ et la subvention au SDIS destinée au remboursement des emprunts pour la construction des casernes s'élève à 0,9 M€.

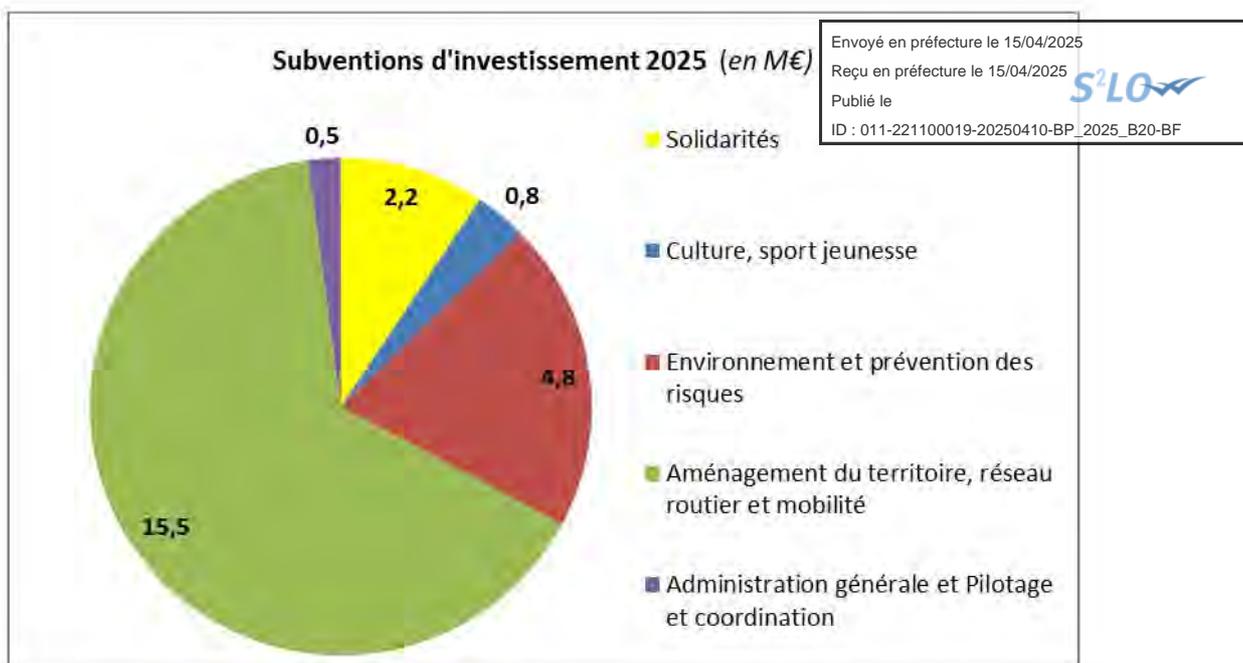
Les aides en matière de solidarités humaines s'élèvent à 2,2 M€, dont la subvention au budget de la structure accueil enfance (SAE) pour le projet d'amélioration de l'accueil des enfants (0,4 M€), le financement de la construction de l'EHPAD de Saissac et d'habitats collectifs pour personnes âgées (0,9 M€), et les aides apportées aux bailleurs sociaux pour la construction de logements et la rénovation urbaine (0,9 M€).

La mission culture et patrimoine s'élève à 0,6 M€ avec l'investissement sur les sites pôles du Pays Cathare (0,5 M€), le financement des travaux pour le musée Cérès Franco (0,03 M€) et le financement d'équipements culturels communaux et intercommunaux (0,09 M€).

La mission sport et jeunesse (0,2 M€) se répartit entre les subventions pour les aménagements cyclables reliés à la voie verte (0,15 M€) ou la valorisation des sentiers de randonnées (0,07 M€).

Concernant le réseau routier et les mobilités, le montant de subventions se porte à 0,2 M€ avec le financement d'infrastructures communales et intercommunales de mobilités douces (0,17 M€) et le financement de travaux sur la voirie communale (0,01 M€).

Enfin, la mission pilotage et coordination intègre le financement de la deuxième et de la troisième édition du budget participatif du Département pour une dépense de 0,5 M€.



5) La gestion de la dette

Fin 2024, la dette du Département s'élevait à 219,5 M€ soit une diminution de l'encours de 12,8 M€ sur l'exercice du fait d'un recours à l'emprunt plus faible (10 M€) que la dette amortie (22,8 M€) et d'une inscription en report de 10 M€ sur les 20 M€ d'emprunts nouvellement souscrits induisant une phase de désendettement plus marquée. Elle se caractérise par un niveau de risque très faible. La part constituée par les taux fixes représente 49,4 % de la dette totale protégeant ainsi le département des aléas conjoncturels des marchés financiers.

Globalement, la dette du Département est saine avec 100 % de l'encours classée en risque 1A (classification Gissler) sur lequel le Département paye des taux fixes et variables classiques. Cet environnement sécurisé, fruit d'une stratégie de diversification de l'encours, a permis d'amortir la hausse brutale des taux d'intérêts constatée en 2022 et 2023. L'amélioration des taux d'intérêts en 2024 aura un impact favorable sur la charge de la dette à partir de 2025.

Le taux d'intérêt moyen (calculé sur l'encours global de la dette) est de 2,40 % (2,73 % pour les Départements de même strate selon l'observatoire de la dette de Finance active).

La capacité de désendettement passe de 4,74 ans en 2023 à 7,04 ans en 2024 marquant une tension en lien avec la détérioration de l'épargne brute nécessitant une surveillance sans pour autant être alarmiste.

6) L'équilibre du budget

Le financement des investissements repose sur un autofinancement de 46,1 M€ (prélèvement opéré en fonctionnement), des recettes de dotations et de subventions pour 13,6 M€ et le recours à de nouveaux emprunts à 25 M€ maximum en 2025.

| EQUILIBRE DU BP 2025 | | | |
|------------------------------------------------|-----------------|------------------------------------------------|----------------|
| Section de fonctionnement | | Section d'investissement | |
| Recettes réelles | 588,8 M€ | Dotations, Subventions | 13,6 M€ |
| Résultat reporté | 58,4 M€ | Emprunts nouveaux 2025 | 25 M€ |
| Total RRF | 647,1 M€ | Financement net de la section d'investissement | 46,1 M€ |
| Dépenses réelles | 560,9 M€ | Total RRI | 84,7 M€ |
| Crédits non affectés | 40,1 M€ | Remboursement de la dette | 22,4 M€ |
| Financement net de la section d'investissement | 46,1 M€ | Dépenses réelles (hors dette) | 62,3 M€ |
| Total DRF | 647,1 M€ | Total DRI | 84,7 M€ |

Le budget primitif 2025 traduit la volonté du Département de poursuivre les politiques engagées et de lancer de nouvelles actions dans le champ des solidarités humaines, territoriales et de la transition écologique.

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

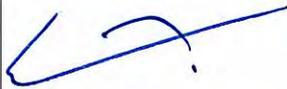
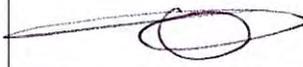
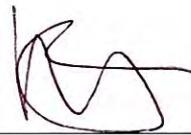
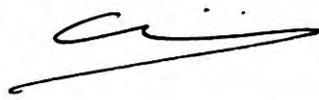
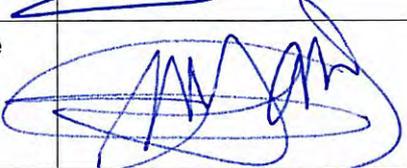
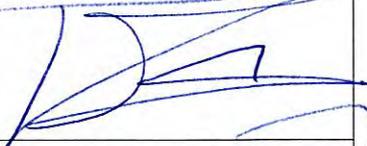
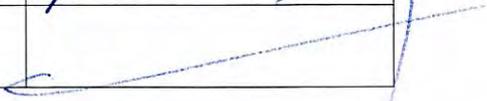
Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

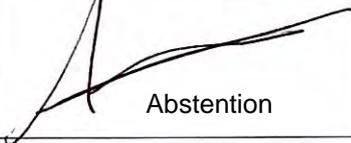
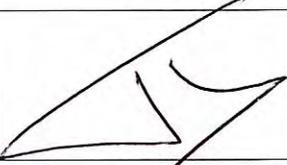
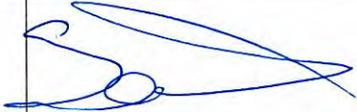
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF



| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières | |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès | |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien | |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric | |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude | |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 | |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |



| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARDINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

CREDITS PM

12 BOULEVARD PESARO CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX
Téléphone 01 47 24 85 00
Suivi par Houria GOULLAF
Référence J4775237-2/2857935

CONTRAT DE PRÊT

Date d'édition : 08/07/2024

Le présent contrat de prêt n'est pas soumis aux dispositions des articles L312-1 et suivants et des articles L313-1 et suivants du code la consommation et comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et annexes par type de prêt.

ENTRE LES SOUSSIGNES

- PRETEUR

Crédit Coopératif - Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable - RCS Nanterre 349 974 931 - APE 6419Z - N° de TVA intracommunautaire FR 06 349 974 931 - Intermédiaire en assurance ORIAS 07 005 463 - Siège social : 12, boulevard Pesaro - CS 10002 - 92024 Nanterre cedex - Téléphone : 01 47 24 85 00 - www.credit-cooperatif.coop - Identifiant unique REP Papiers n°FR232581_01QHNQ (BPCE - SIRET 493 455 042)

Ci-après dénommé le "Prêteur", et :

- EMPRUNTEUR(S) SOLIDAIRE(S)

DEPARTEMENT DE L AUDE

Dénomination sociale : DEPARTEMENT DE L AUDE

Forme juridique : DEPARTEMENT

Siège social : PLATEAU DE GRAZAILLES ALLEE RAYMOND COURRIERE
11000 CARCASSONNE 9

Activité : ADMINISTRATION PUBLIQUE GENERALE

N° SIREN : 221100019

Ci-après dénommé l' "Emprunteur",

représenté(e) par Hélène SANDRAGNE, en qualité de Présidente du Conseil Départementale de l'Aude ou tout mandataire habilité.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

CONDITIONS PARTICULIERES

Objet du Prêt

Ce prêt est destiné à financer :
financement des investissements inscrits au budget primitif de 2024.

Caractéristiques du prêt

PRET DEP DEC AM CST E3M : Référence 180993C

Montant total du crédit : 10 000 000,00 EUR

| Phases Type d'échéance | Taux d'intérêt Nature du taux | Durée (mois) | Echéance hors assurance et accessoires | | | Assurances Accessoires (En EUR) | Echéance Ass/Acc. Inclus (En EUR) |
|----------------------------------------------|----------------------------------|-----------------|----------------------------------------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | Périodicité / Jour | Nbre | Montant (En EUR) | | |
| Préfinancement | 4,488 % Révisable | 12 | trimestrielle 05 | 4 | Intérêts calculés selon les variations du taux d'intérêt et les modalités de recouvrement des intérêts définies au contrat | 0,00 0,00 | 0,00 + Intérêts calculés selon les variations du taux d'intérêt et les modalités de recouvrement des intérêts définies au contrat |
| | | | | | | | |
| Amortissement | 4,488 % Révisable | 240 | trimestrielle 05 | 80 | Pendant cette période le taux d'intérêt est révisable. Les échéances sont déterminées en fonction des variations du taux d'intérêt, conformément aux conditions mentionnées au contrat. | | |
| | | | | | | Composition du taux : Indice euribor 3m (non arrondi) floor 0, valeur retenue au 04/07/2024 : 3,708 Marge : 0,780 | |
| Durée totale (hors préfinancement) | | 240 | | | | | |

| | | | |
|-------------------------------------------------|------------------|------------------------------------------------------|---------------|
| - Taux Effectif Global - TEG : | 4,51 % | Durée de période : | trimestrielle |
| - Taux de période : | 1,13% | Par période : | trimestrielle |
| - Frais de Dossier : | 10 000,00 EUR | | |
| - Frais de Garantie : | | | |
| - Montant total des intérêts : | 4 548 150,00 EUR | | |
| - Coût total avec assurance/accessoires/frais : | 4 558 150,00 EUR | (hors coûts des éventuelles assurances facultatives) | |

Le coût total du crédit et le TEG ne tiennent pas compte des intérêts intercalaires.

Durant la phase de préfinancement, les intérêts sont calculés sur le montant des sommes débloquées, au taux d'intérêt indiqué ci-dessus sur la base d'une année bancaire de 360 jours, d'un semestre de 180 jours, d'un trimestre de 90 jours et d'un mois de 30 jours.

Durant la phase d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux d'intérêt indiqué ci-dessus sur la base d'une année bancaire de 360 jours, d'un semestre de 180 jours, d'un trimestre de 90 jours et d'un mois de 30 jours.

MODALITES DE REMBOURSEMENT :

- PRELEVEMENT EXTERNE SEPA : BIC : BDFE FRPP CCT - IBAN : FR30 3000 1002 57C1 1200 0000 074

MODALITES DE PAIEMENT DES FRAIS :

- l'emprunteur déclare autoriser le paiement des frais de dossier à la date du premier versement de fonds

MODALITES DE RECOUVREMENT DES INTERETS :

- Période de préfinancement : Intérêts recouverts trimestriellement

- Période d'amortissement : Intérêts recouverts trimestriellement

MODALITES DE VERSEMENT :

EURO VIREMENT SEPA : BIC : BDFE FRPP CCT - IBAN : FR30 3000 1002 57C1 1200 0000 074

ASSURANCES

L'Emprunteur est informé que le Prêteur n'est pas en mesure de lui proposer une assurance destinée à garantir le remboursement du Prêt et qu'il n'intervient pas en qualité de distributeur d'assurances mais exclusivement en qualité de Prêteur au titre du présent Contrat. L'Emprunteur reconnaît avoir connaissance des conséquences d'une absence d'assurance.

Apposez vos initiales.

Réf. : J4775237 Page 2 / 13

MS

GARANTIES

Néant.

DISPOSITION(S) PARTICULIERE(S)

MODALITES PARTICULIERES :

En complément du paragraphe « Modalités de Versement des fonds » des conditions générales, il est précisé ce qui suit :

Les fonds devront être entièrement versés durant la phase de préfinancement décrite aux conditions particulières du Contrat ou, à défaut, dans le délai indiqué aux conditions spécifiques du Contrat ou, à défaut, dans le délai maximum de 12 mois à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.

Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Par dérogation L'emprunteur ne sera pas redevable de la commission de non-utilisation.

- Par dérogation à l'article "Remboursement anticipé" des conditions générales, il est stipulé qu'à titre exceptionnel, l'Emprunteur pourra procéder au remboursement anticipé partiel et/ou total sans frais.

- Il convient de préciser que le taux d'intérêt applicable est le taux EURIBOR, assorti de la marge, tel qu'indiqué aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt.

« EURIBOR » 3 mois désigne, pour chaque jour ouvré TARGET, le taux de référence égal au taux en euro pour une période égale à 3 mois fourni par l'European Money Markets Institute (EMMI) en qualité d'administrateur de l'indice (ou par tout autre administrateur qui s'y substituerait), tel que publié sur l'écran Reuters, page EURIBOR01 (ou en cas de cessation de publication sur cette page ou sur le service Reuters, sur toute autre page ou service s'y substituant) L'EURIBOR 3 mois reflète le coût de financement des établissements de crédit de l'Union Européenne et des pays de l'Association européenne de libre échange sur le marché monétaire interbancaire non garanti pour une période égale à 3, en application de la méthodologie en vigueur à la date de calcul concernée. L'EURIBOR appliqué à des jours qui ne sont pas des jours ouvrés TARGET sera l'EURIBOR du dernier jour ouvré TARGET précédent.

Dans le cas où l'EURIBOR serait inférieur à zéro pourcent (0%), il sera réputé égal à zéro pourcent (0%).

Par jour TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

CONDITION PREALABLE AU VERSEMENT DU CONCOURS :

- Tirage de 100.000,00 € minimum.

CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat, ci-après dénommé le "Contrat", comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et/ou annexes.

Les conditions particulières prévalent, dans tous les cas, sur les conditions générales et sur les conditions spécifiques et/ou les annexes dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier. En outre, les conditions spécifiques priment les conditions générales lorsqu'elles traitent du même objet.

Définitions

Les termes "Crédit" et "Prêt" s'appliquent aussi bien à un seul qu'à plusieurs prêts composant l'opération de financement, et sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat.

Le terme "Emprunteur" s'applique aussi bien à un seul emprunteur qu'à des co-emprunteurs. En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont tenus solidairement entre eux des obligations résultant du Contrat et de ses suites.

Le terme "Caution" s'applique aussi bien à une seule qu'à plusieurs caution(s), personne(s) physique(s) et/ou morale(s).

I - CONCLUSION DU CONTRAT

Formation du Contrat

Le Contrat sera valablement formé par la signature de ce dernier par le Prêteur et l'Emprunteur.

Sauf indication contraire, la date de signature du Contrat par le Prêteur correspond à la date d'édition ou d'émission du Contrat.

La signature par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date d'édition ou d'émission indiquée en début de Contrat. A défaut, l'offre de Contrat faite par le Prêteur sera nulle.

Objet du Contrat

Apposez vos initiales.

L'objet du Contrat est le financement du Crédit dont les modalités sont mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds prêtés qu'au financement de l'objet défini aux conditions particulières du Contrat et à réaliser cet objet.

L'utilisation du Crédit à un objet autre que celui contractuellement prévu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur, ni lui être opposée le cas échéant par l'Emprunteur, la Caution et/ou le(s) garant(s).

L'Emprunteur s'engage à justifier de l'utilisation des fonds à première demande du Prêteur.

II - EXECUTION DU CONTRAT

Conditions et modalités de versement des fonds

Conditions de versement des fonds

Le versement des fonds est subordonné :

- à la fourniture au Prêteur d'un exemplaire dûment signé du Contrat ;
- au paiement des frais et commissions dues et exigibles au titre du Contrat ;
- à la constitution et à la régularisation des garanties prévues au Contrat et au paiement des frais afférents à ces dernières ;
- à l'accomplissement des formalités et conditions/clauses particulières, spécifiques, préalables ou suspensives, prévues au Contrat ;
- à l'adhésion à l'assurance emprunteur lorsque cette assurance est exigée par le Prêteur ;
- à la fourniture d'une délibération de l'organe délibérant de l'Emprunteur, certifiée conforme et rendue exécutoire :
 - . décidant le recours au Prêt et autorisant son organe exécutif à signer le Contrat, accompagné, le cas échéant, de la délégation de signature nécessaire, ou
 - . déléguant la décision de recourir au Prêt à son organe exécutif, accompagné de la décision de l'organe exécutif de recourir au Prêt et, le cas échéant, de la délégation de signature nécessaire.

Le Contrat pourra être caduc en cas de non-réalisation de l'une quelconque des conditions susvisées. Le cas échéant, l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers resteront en leur acquit.

Aucun versement de fonds ne sera possible lors de la survenance d'un événement tel que décrit à l'article "Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit".

Modalités de versement des fonds

Sauf indication contraire aux conditions particulières ou spécifiques du Crédit, la phase pendant laquelle intervient le versement des fonds, dénommée la phase de préfinancement, indiquée aux conditions particulières du Contrat, prend fin à la date de point de départ d'amortissement du Crédit telle que prévue ci-dessous.

Le point de départ d'amortissement intervient à la première date d'échéance suivant le versement total des fonds ou à la fin de la phase de préfinancement ou, le cas échéant, à la fin de la phase de différé selon les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat.

Tout versement du Crédit a lieu sur demande de l'Emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à dix (10) % du montant du Crédit.

Le premier versement de fonds devra intervenir dans le délai de 5 mois à compter de la signature par le Prêteur du Contrat. A défaut, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, le Contrat sera réputé caduc. Le Contrat caduc ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.

Les fonds devront être entièrement versés durant la phase de préfinancement décrite aux conditions particulières du Contrat ou, à défaut, dans le délai indiqué aux conditions spécifiques du Contrat ou, à défaut, dans le délai maximum de 36 mois à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.

Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par écrit, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Les demandes de versement de fonds devront toujours parvenir par écrit au Prêteur, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement souhaitée. Le Prêteur ne sera pas tenu responsable de tout retard indépendant de sa volonté pour quelque motif que ce soit, tant à l'égard de l'Emprunteur qu'à l'égard de tout tiers.

A la convenance du Prêteur, les fonds pourront être versés soit sur le compte désigné par l'Emprunteur dans les conditions particulières du Contrat, soit directement au notaire ou à l'avocat, aux vendeurs, entrepreneurs, promoteurs ou fournisseurs, en une seule fois ou par versements fractionnés.

La preuve du versement du Crédit résultera suffisamment des écritures passées par le Prêteur.

Les documents relatifs au(x) versement(s) des fonds seront constitués, pour les besoins des présentes, par les factures en bonne et due forme, les situations de travaux et/ou tout autre justificatif que le Prêteur jugera nécessaire.

Différé ou franchise d'amortissement

Lorsque les conditions particulières du Contrat le prévoient, la phase d'amortissement du Crédit est précédée d'une phase de différé ou franchise d'amortissement.

Les termes "différé" ou "franchise" sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat et signifient que le règlement du capital et/ou des intérêts est reporté totalement ou partiellement à une date ultérieure selon les modalités prévues au Contrat. L'existence d'une phase de différé total ou partiel reporte la date de point de départ de l'amortissement du Crédit.

Différé total ou franchise totale (franchise d'amortissement du capital et des intérêts)

Pendant la phase de différé total, les intérêts du Crédit sont calculés au taux mentionné aux conditions particulières du Contrat sur le montant total des fonds versés et sont, conformément au tableau d'amortissement fourni à l'Emprunteur :

-soit capitalisés et viennent augmenter le capital à rembourser par l'Emprunteur ;

-soit prélevés en une seule fois, à la date du point de départ de l'amortissement ou avec la première échéance ;
-soit exigibles en même temps que le capital, à la date de fin du Crédit.

Durant cette phase, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) ainsi que les commissions périodiques de toute nature, s'il y a lieu, sont prélevées aux dates et selon la périodicité définies aux conditions particulières du Contrat.

Différé partiel ou franchise partielle (franchise d'amortissement du capital)

Pendant la période de différé partiel, les échéances comprennent les intérêts au taux du Crédit, calculés sur le montant total des fonds versés, ainsi que les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature.

Remboursement du Crédit - Amortissement

Conformément au tableau d'amortissement qui sera fourni à l'Emprunteur, le remboursement du capital prêté se fera à terme échu, suivant les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, notamment :

- Soit de manière constante, auquel cas la part de capital de chaque échéance de remboursement sera égale au montant total du Crédit divisé par le nombre d'échéances ;

- Soit de manière progressive :

. Pour un crédit à taux fixe, le capital amorti à chaque échéance sera égal à la différence entre le montant de l'échéance et les intérêts dus sur la période écoulée. L'amortissement progressif correspond à une échéance constante dans laquelle la fraction de capital amorti est progressive pendant toute la durée de l'amortissement ;

. Pour un crédit à taux révisable, le capital amorti à chaque échéance sera défini selon le taux de progressivité correspondant au taux d'intérêt défini à la date d'édition du Contrat et figurant aux conditions particulières. L'amortissement restera inchangé sur toute la durée du Crédit, seuls les intérêts seront recalculés selon la périodicité et le taux d'intérêt mentionnés aux conditions particulières.

Dans les cas susvisés, les échéances comprennent l'amortissement en capital, le paiement des intérêts, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature payables à terme échu.

-Soit "in fine", auquel cas le remboursement du capital interviendra en une seule fois, au terme de la durée du Crédit mentionnée aux conditions particulières du Contrat.

Calcul et paiement des intérêts

Intérêts Intercalaires

Il sera perçu des intérêts intercalaires sur les fonds versés avant l'entrée en amortissement du Crédit.

Ces intérêts intercalaires sont calculés au taux d'intérêt mentionné aux conditions particulières du Contrat sur la base des sommes effectivement versées jusqu'à la date de point de départ d'amortissement ou la date de première échéance (en phase de différé ou franchise).

Le paiement de ces intérêts se fait soit en une seule fois, lors de la première échéance qui suit la date de point de départ d'amortissement du Crédit, soit de manière échelonnée, soit le montant de ces intérêts est capitalisé et augmente le capital à rembourser par l'Emprunteur.

Intérêts pendant la période d'amortissement

Pendant la période d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux fixé aux conditions particulières du Contrat. Un tableau d'amortissement, comprenant notamment la part en intérêts, est fourni par le Prêteur à l'Emprunteur.

Intérêts en cas de crédit in fine

En cas de crédit in fine, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû au taux précisé aux conditions particulières du Contrat. Toute échéance d'intérêts est payable à terme échu selon les modalités mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

Intérêts de retard

Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur au titre du Contrat supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du Crédit majoré de trois (3) points sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Les intérêts se capitaliseront de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Mode de paiement - Prélèvement - Compensation

L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever sur le compte ouvert à son nom et désigné aux conditions particulières du Contrat, le montant des frais, des intérêts intercalaires, des primes d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur), des échéances de remboursement et plus généralement de toutes sommes exigibles au titre du Contrat, et ce, dès la conclusion du Contrat et pendant toute sa durée.

En cas de prélèvements SEPA, lorsque le compte de prélèvement n'est pas ouvert dans les livres du Prêteur, le tableau d'amortissement fera office de notification des prélèvements. En tout état de cause, l'Emprunteur accepte de recevoir la notification de prélèvement, par tous moyens appropriés, le cas échéant sous forme électronique (tableau d'amortissement, échéancier, lettres, avis d'échéances, factures), trois (3) jours au plus tard avant la date du (des) prélèvement(s).

Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

L'Emprunteur s'engage à ce que son compte de prélèvement présente un solde suffisant. A défaut de provision suffisante, le prélèvement pourra s'opérer sur tout autre compte ou sous compte ouvert dans les livres du Prêteur au nom de l'Emprunteur.

De plus, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du Contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Evénements affectant les taux ou indices de référence

a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat. Toute référence dans le Contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions "Evénements affectant les taux ou indices de référence" résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de 8 jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.

Pour les besoins du paragraphe "Evénements affectant les taux ou indices de référence", la "Cessation Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné ("l'Indice Affecté") l'Indice de Substitution.

L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents") comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'indice de référence concerné ("l'Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution.

L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat.

Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit Contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les caractéristiques économiques du Contrat. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.

Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, notamment par lettre simple ou sous forme électronique dans l'espace de banque à distance de l'Emprunteur.

L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat à compter de la prochaine révision suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou indice de référence initial.

S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans un délai d'un mois à compter de la date de l'envoi de l'information.

Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû. L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.

Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Taux effectif global (TEG)

Le taux effectif global du Crédit est déterminé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat est calculé sur la base d'un versement total, immédiat et en une seule fois du montant du Crédit.

Si le taux d'intérêt du Crédit est variable ou révisable, le TEG est calculé sur la base de ce taux, qui demeurerait inchangé sur toute la durée du Crédit, composé de l'indice ou du taux de référence majoré de la marge, tels qu'indiqués aux conditions particulières.

Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat peut correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :

- lorsque la 3^{ème} décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
- lorsque la 3^{ème} décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur de la deuxième décimale est augmentée de 1.

Remboursement anticipé

L'Emprunteur pourra rembourser le Crédit par anticipation en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un (1) mois par lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception adressée au Prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde.

Dans l'hypothèse où le Prêt est un prêt à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution" défini au paragraphe "Evénements affectant les taux ou indices de référence" ne sera pas déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination du taux ou de l'Indice de Substitution.

Le Prêteur exigera, à l'occasion de tout remboursement anticipé, une indemnité selon les modalités définies ci-après :

- Remboursement anticipé d'un prêt à taux fixe :

Si le taux d'intérêt du prêt en taux fixe est supérieur au taux de réemploi défini ci-après, le remboursement anticipé, total ou partiel, est subordonné au paiement d'une indemnité destinée à compenser la perte financière résultant pour le Prêteur de ce remboursement anticipé.

Dans ce cadre, l'indemnité est égale à la différence entre :

- . la valeur actuelle, calculée au taux de réemploi défini ci-dessous, des échéances (intérêts et capital) qu'aurait produit le capital remboursé par anticipation sur la base du taux fixe et sur sa durée résiduelle,
- . et le capital remboursé par anticipation.

Le taux de réemploi est le taux de l'OAT à taux fixe dont la vie moyenne résiduelle est la plus proche, à la date de remboursement par anticipation, de la vie moyenne du prêt à taux fixe. Le taux de réemploi est celui constaté le dernier jour de l'avant dernier mois précédant la date du remboursement anticipé.

Dans l'hypothèse où le taux de réemploi est supérieur au taux fixe du prêt donnant lieu au remboursement, l'indemnité est égale à 3% du capital remboursé par anticipation

- Remboursement anticipé d'un prêt à taux variable ou révisable :

Le remboursement anticipé, dans le cadre d'un prêt à taux variable ou révisable, est assujéti à une indemnité forfaitaire de 3% du capital remboursé par anticipation.

Sauf prêt à remboursement In Fine, tel que mentionné aux conditions particulières, pour lequel la durée demeure inchangée, le remboursement anticipé partiel, au choix de l'Emprunteur, donne lieu :

- soit à un maintien de la durée du Crédit avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du Crédit sans modification du montant des échéances.

Déclarations de l'Emprunteur

A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :

- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Crédit et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisés dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- qu'il dispose des connaissances et de l'expérience nécessaires pour évaluer les avantages et les risques encourus au titre du Contrat et qu'il les comprend, les accepte et les assume ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis ;
- qu'aucune mesure, quelle qu'elle soit, n'a été prononcée à son encontre au motif d'irrégularités graves, de faute grave ou de carence,
- qu'aucune action en justice pouvant être préjudiciable à sa situation financière n'est engagée à son encontre.
- que les engagements découlant du Contrat, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Crédit ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'événement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

- et, dans le cas où l'Emprunteur relève des règles de comptabilité privée :

- . qu'il est soumis, en matière financière et comptable, aux règles applicables aux entreprises de commerce ;
- . que les états financiers pour les trois derniers exercices clôturés et son budget ont été préparés dans le respect des principes généraux et dispositions particulières applicables aux entreprises sociales pour l'habitat (anciennement dénommées « S.A. d'HLM ») ou aux Offices publics de l'Habitat soumis aux règles de la comptabilité de commerce et ne sont pas à l'heure actuelle contestés par le Préfet ou par toute autre autorité compétente,

- et, dans le cas où l'Emprunteur relève des règles de comptabilité publique :

- . que ses comptes pour les exercices clos au 31 décembre et son budget primitif pour l'exercice en cours ont été préparés selon les règles généralement admises en matière de comptabilité publique et conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables et ne sont pas à la date de signature du Contrat contestés par le Préfet ou par toute autre autorité compétente ;
- . qu'aucune mesure, de quelque nature que soit, n'a été prononcée par le Préfet ou toute autre autorité à son encontre au motif de son insolvabilité actuelle ou potentielle, d'un incident de paiement ou d'un manquement à une quelconque obligation financière ;

Engagements de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Crédit, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » :

- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat.

. à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Prêteur ;

. à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie au titre du Crédit ;

- et, dans le cas où l'Emprunteur relève des règles de comptabilité publique :

. à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme, en France ou dans toute autre juridiction.

. à présenter au Prêteur tous les ans l'ensemble des comptes de l'année précédemment écoulée, dans les plus brefs délais à compter de leur publication, ainsi que tout autre document ou information financière que le Prêteur pourrait être amené à lui demander.

- et, dans le cas où l'Emprunteur relève des règles de comptabilité privée :

. à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;

. à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;

. à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;

. à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Crédit, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;

. à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;

. à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;

. à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;

- à informer sans délai le Prêteur de la survenance ou de l'éventualité de tout évènement qui risquerait de remettre en cause la bonne exécution du Contrat ou de tous cas d'exigibilité anticipée.

Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure de régler les sommes dues restée infructueuse et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, dans l'un quelconque des cas suivants :

- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre du Contrat ;

- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre d'un quelconque autre concours consenti par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement ;

- affectation du Crédit à un objet autre que celui prévu au Contrat ;

- défaut de production imputable à l'Emprunteur, dans un délai d'un (1) mois suivant la demande du Prêteur qui en sera faite, des justifications relatives à l'affectation des fonds aux dépenses de l'opération objet du Crédit ;

- non constitution effective de l'une quelconque des garanties prévues au Contrat ;

- non-respect de la réglementation spécifique applicable à chaque type de prêt consenti par le Prêteur et conditionnant l'octroi et le maintien de ces prêts ;

- vente ou transfert à quelque titre que ce soit, et sans l'accord préalable et écrit du Prêteur, du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, altération de sa (leur) valeur par la faute ou négligence du constituant, ou changement de nature ou de destination du (des) bien(s) financé(s) ou affecté(s) en garantie ;

- prononcé d'une des sanctions prévues aux articles L.342-14 et L342-15 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- annulation de la délibération de l'assemblée délibérante compétente de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et sa signature

- modification substantielle du statut de l'Emprunteur ;

- dissolution ou disparition de l'Emprunteur ;

- inexécution de l'un quelconque des engagements pris par l'Emprunteur au titre du Contrat de Prêt ;

- falsification des documents ou faux documents fournis ayant concouru à l'octroi du ou des crédits consentis ;

- recours juridictionnel venant remettre en cause le Contrat de Prêt ;

- et, dans le cas où l'Emprunteur relève des règles de comptabilité privée :

. incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France, interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ;

. modification de la répartition du capital social de l'Emprunteur et/ou des droits de vote qui y sont attachés, ayant pour conséquence de faire perdre le contrôle, directement ou indirectement, à l'associé majoritaire existant à la date de signature du Contrat, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;

. modification de la situation juridique et/ou patrimoniale de l'Emprunteur, notamment en cas de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif, réduction de capital, cession de l'entreprise de l'Emprunteur, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;

HS

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, immédiatement et de plein droit, après l'envoi d'une mise en demeure, et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, en cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme dans le cas où sa situation s'avérerait irrémédiablement compromise au sens des dispositions légales en vigueur.

En cas d'exigibilité du Crédit consécutive à la résiliation du Contrat dans les cas prévus ci-dessus, l'Emprunteur devra verser au Prêteur une indemnité calculée conformément aux dispositions de l'article intitulé "Remboursement anticipé" du Contrat.

Jusqu'à la date de règlement effectif, les sommes restant dues au titre du Crédit produisent des intérêts de retard selon les modalités prévues à l'article "Calcul et paiement des intérêts" à "Intérêts de retard".

III- STIPULATIONS DIVERSES

Imputation des paiements

De convention expresse entre les parties, il est convenu et accepté par l'Emprunteur que tout paiement partiel sera imputé dans l'ordre suivant : sur les frais et accessoires, puis sur les indemnités, puis sur les intérêts de retard, puis sur les commissions, puis sur les intérêts conventionnels et enfin sur le principal.

Impôts, frais et droits divers à la charge de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'oblige à payer tous les impôts, taxes, commissions, frais, accessoires, droits et honoraires, présents et futurs, afférents au Contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, notamment ceux exposés pour la constitution, le renouvellement, la conservation ou la réévaluation des garanties, ceux susceptibles d'être dus au titre de toutes modifications qui seraient apportées au Contrat, et ceux qu'entraînera l'exécution du crédit.

L'Emprunteur autorise que ces sommes soient débitées du compte de prélèvement du Crédit.

Exercice des droits - Non renonciation

Tous les droits conférés au Prêteur ou à l'Emprunteur, par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou au titre du Contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.

Le fait pour le Prêteur ou l'Emprunteur de ne pas exercer un droit, ou le retard à l'exercer ne pourra jamais être considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Prêteur ou l'Emprunteur de l'exercer à nouveau ou dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, la corruption - respect des sanctions internationales

L'Emprunteur déclare au Prêteur que ni lui, ni aucune de ses filiales, société contrôlée par une autre au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce ci-après désignées les "Filiales", ni leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants, mandataires ou salariés ni, à la connaissance de l'Emprunteur, aucun de ses actionnaires ou associés, directs ou indirects, ni aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants ou salariés :

(A) n'exerce ou n'a exercé une activité ou n'a commis d'acte ou ne s'est comporté d'une manière susceptible d'enfreindre les lois ou réglementations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, la corruption ou le terrorisme en vigueur dans toute juridiction compétente ;

(B) n'est engagé dans une activité, n'a reçu de fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ou n'a commis d'acte qui pourrait violer toute loi ou réglementation applicable ayant pour objectif la prévention ou la répression de la corruption, du blanchiment d'argent ou du terrorisme dans toute juridiction applicable ;

(C) n'est une Personne Sanctionnée ;

(D) n'est une personne (1) engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée, (2) ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ou (3) engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Pays Sanctionné, et l'Emprunteur et ses Filiales ont pris et maintiennent toutes les mesures nécessaires et ont notamment adopté et mis en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles visées ci-dessus.

"Personne Sanctionnée" désigne toute personne physique ou entité (ayant ou non la personnalité morale) qui (a) figure, ou qui est directement ou indirectement détenue ou contrôlée par, ou qui agit pour le compte de, une ou plusieurs personnes ou entités figurant sur toute liste de personnes ou entités désignées ou faisant l'objet de mesures restrictives tenue par une Autorité de Sanctions, (b) est située, constituée ou résidente dans un Pays Sanctionné, ou (c) fait l'objet ou est autrement la cible, ou qui est détenue ou contrôlée par toute personne qui fait l'objet ou est autrement la cible, d'une quelconque Sanction.

"Pays Sanctionné" désigne un pays ou un territoire qui fait, ou dont le gouvernement fait, l'objet d'une Sanction interdisant ou restreignant les relations avec ledit gouvernement, pays ou territoire.

"Sanctions" désigne toute loi, réglementation ou mesure restrictive relative à toute sanction économique, financière ou commerciale (notamment toutes sanctions ou mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des personnes ou portant sur des biens ou des territoires déterminés) émises, administrées ou mises en application par les Nations-Unies (incluant notamment le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies), l'Union Européenne (ou tout Etat membre actuel ou futur), la France, le Royaume-Uni (en ce compris le Trésor britannique), les Etats-Unis d'Amérique (incluant notamment le Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers (Office of Foreign Assets Control ou OFAC) rattaché au Département du Trésor américain et le Département d'Etat américain), ou par toute autre autorité compétente en matière de sanctions dans les juridictions concernées des Etats ou organisations susvisés (une "Autorité de Sanctions").

L'Emprunteur s'engage :

- à respecter l'ensemble des réglementations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II "Des autres atteintes aux biens" du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles

contenues au Livre IV, Titre II "Du Terrorisme" du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI "Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale" du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

- à ne pas utiliser, prêter, investir ou apporter les fonds mis à sa disposition au titre du Prêt dans des opérations qui contreviendraient aux réglementations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme précitées.

- à ne pas utiliser (et à faire en sorte qu'aucune de ses Filiales n'utilise), directement ou indirectement, les fonds mis à sa disposition au titre du Prêt, notamment aux fins de prêter, apporter, investir ou rendre autrement disponible lesdits produits à toute Filiale, actionnaire ou associé direct ou indirect de l'Emprunteur ou de l'une quelconque de ses Filiales ou à un quelconque partenaire en co-entreprise ou à toute autre personne (i) dans le but de financer ou faciliter des activités ou affaires d'une personne ou avec une personne qui est une Personne Sanctionnée, ou qui lui est liée ou associée, ou dans un pays ou un territoire qui est un Pays Sanctionné ou (ii) d'une quelconque manière susceptible d'entraîner l'application de Sanctions à l'encontre de l'Emprunteur et/ou toute autre personne (y compris toute personne participant à la mise en place du Prêt, en qualité de banque, conseil, investisseur ou autre).

- à ne pas utiliser un quelconque revenu, fonds ou profit provenant d'une activité ou d'une opération soumise à Sanctions ou d'opérations avec une Personne Sanctionnée ou dans un Pays Sanctionné aux fins de rembourser ou payer toute somme due par l'Emprunteur au titre du Prêt.

- à respecter (et à faire en sorte que ses Filiales respectent) toute Sanction et à maintenir en vigueur et appliquer des politiques et dispositifs de protection adéquats destinés à assurer le respect de cette obligation.

En cas de non-respect ou inexécution par l'Emprunteur de l'un quelconque de ses engagements et obligations au titre du présent article, l'exigibilité anticipée du Prêt pourra être prononcée.

Mobilisation - Transfert - Cession - Transfert des droits

Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser, apporter ou céder, notamment à un organisme de titrisation, la créance résultant du Crédit selon toutes modalités légales ou réglementaires en vigueur, et d'en sous-traiter le recouvrement.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Crédit notamment à toutes banques ou établissements de crédit de son choix.

L'Emprunteur ne pourra céder aucun droit ni obligation résultant du Contrat sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat et des sûretés attachées qui garantiront les obligations nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement.

Circonstances nouvelles

La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :

a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;

b) les parties au Contrat, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat ;

c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :

- soit demander au Prêteur de maintenir le Crédit en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,

- soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Refinancement par la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB)

Dans l'hypothèse d'un refinancement du présent prêt, partiellement obtenu auprès de la BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE (CEB), l'Emprunteur déclare, pour toute la durée dudit prêt et pendant un délai maximum de 6 ans après le remboursement du prêt à la CEB :

. Autoriser le Crédit Coopératif à communiquer à la CEB toutes les informations concernant l'Emprunteur, le présent prêt et les conditions de son remboursement, en ce compris la survenance de tout incident, et

. Autoriser la CEB et le Crédit Coopératif, agissant conjointement ou séparément, le cas échéant par l'exercice d'un droit de visite, notamment dans les locaux de l'Emprunteur, à effectuer ou faire effectuer toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles concernant l'utilisation des fonds prêtés, en particulier quant à leur conformité avec l'objet du prêt stipulé aux présentes, l'Emprunteur s'engageant dans cette perspective à leur donner toutes facilités à cet effet.

Secret professionnel

Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.

Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale ;

Apposez vos initiales.

Réf. : J4775237 Page 10 /13

MS

- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
- Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
 - avec des entreprises de recouvrement,
 - avec des tiers (prestataires, sous-traitants,) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
 - lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (BPCE, Banques Populaires, Caisses d'Epargne,),
 - avec des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Obligations déclaratives DAC 6

Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 ("DAC 6" désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en oeuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.

A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à l'Emprunteur.

Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du Contrat et plus généralement de notre relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation.

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont vous disposez sur vos données figurent dans la notice d'information du Prêteur sur le traitement des données personnelles. Cette notice est portée à votre connaissance lors de la première collecte de vos données. Vous pouvez y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur <https://www.credit-cooperatif.coop/Protection-des-Donnees-a-Caractere-Personnel> ou en obtenir un exemplaire sur simple demande auprès de votre agence.

Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Démarchage

Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement. Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat en adressant un courrier au Prêteur.

Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, les parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat.

Nullité partielle

Au cas où une stipulation du Contrat deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat.

Langue et droit applicables

Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française.

La loi applicable au Contrat est la loi française.

Election de domicile - Attribution de compétence

Apposez vos initiales.

Pour l'exécution du Contrat, les parties déclarent élire domicile en son siège social pour le Prêteur, et pour l'Emprunteur, en son siège social ou au lieu de son exploitation principale.

Pour toute contestation pouvant naître du Contrat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du Prêteur. La présente clause n'est applicable que si l'Emprunteur a la qualité de commerçant.

Jour ouvré

Le terme "jour ouvré" utilisé dans le Contrat s'entend comme un jour ouvré TARGET où les Banques sont ouvertes, en France, pour le règlement d'opérations interbancaires.

Par jour ouvré TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

Le représentant de l'établissement, Raja Seghairi, Dir. Crédit



ACCEPTATION DU CONTRAT DE PRET(S)

Je(nous) soussigné(es) déclare(ons) :

- accepter le présent contrat après avoir pris connaissance des conditions particulières ci-dessus, des conditions générales, des conditions spécifiques éventuelles et des annexes jointes,
 - avoir pris connaissance, lu et compris la Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel.
 - garder en ma(notre) possession :
 - .un exemplaire de ce contrat,
 - .un exemplaire du tableau d'amortissement prévisionnel concernant chaque prêt,
 - .un exemplaire de la notice d'information du contrat d'assurance des emprunteurs/cautions le cas échéant,
- l'ensemble tenant lieu de contrat de prêt(s).

Fait à : Carcassonne Le ... 15/07/2024

Signature précédée de la mention "Bon pour acceptation".

DEPARTEMENT DE L'AUDE
Présidente du Conseil Départemental
de l'Aude
Signature
Hélène Sandracq



Edité en 13 pages et autant d'exemplaires originaux que de parties.

Porté à connaissance

le : 04/06/2024

Direction des finances
Service préparation budgétaire
et prospective financière
Décision n° 3 - Année 2024

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'AUDE**

Décision du 27 mai 2024

Emprunts long terme 2024 tranche n°1

La présidente du Conseil départemental,

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Aude du 19 octobre 2023 portant délégations à la présidente du Conseil départemental,

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Aude du 11 avril 2024 portant délégation à la présidente du Conseil départemental en matière d'emprunt,

Vu la lettre d'appel d'offre et son cahier des charges adressés à chaque organisme bancaire le 29 avril 2024, précisant les besoins d'emprunt du Département pour le financement des investissements de l'année,

Vu l'offre ferme du Crédit Coopératif en date du 13 mai 2024 actualisée le 17 mai 2024,

Vu les inscriptions de crédits prévus au budget 2024 au compte 16,

DÉCIDE

Article 1 - De réaliser un emprunt à taux variable assorti d'une phase de mobilisation des fonds de dix millions d'euros (10 000 000 €) auprès du Crédit Coopératif aux conditions suivantes :

1. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

Objet : Financement des investissements 2024

Prêteur : CREDIT COOPERATIF

Type : variable, assorti d'une phase de mobilisation des fonds

Montant : 10 000 000 € (dix millions d'euros)

Durée : 21 ans, dont 12 mois de mobilisation

2. PHASE DE MOBILISATION DES FOND

Durée : 12 mois

Montant minimum d'un tirage : 100 000 €

Conditions financières :

Index : EURIBOR 3M

Marge sur index : 0,78 %

Base : 30/360

Caractéristiques : les intérêts sont facturés trimestriellement en fin de période sur les sommes mobilisées, prorata temporis

3. PHASE DE REMBOURSEMENT (CONSOLIDATION)

Durée : 20 ans

Périodicité : trimestrielle

Méthode d'amortissement du capital : amortissement linéaire (constant du capital)

Conditions financières :

Index : EURIBOR 3M

Marge sur index : 0,78 %

Base : 30/360

Indemnité de remboursement anticipé : néant

Frais de dossier : 0,10 % du montant du concours, soit 10 000 €

Possibilité de recourir à des produits de couverture : possible à tout moment pendant la durée de vie du prêt de contracter un produit de couverture permettant de figer le taux ou de se protéger contre une hausse de l'indice au-dessus d'un niveau déterminé (CAP ou tunnel de prime nulle).

Classification dite GISSLER : A1

Article 2 - La présente décision sera transmise au contrôle de légalité et publiée sur le site internet du Département.

Article 3 - La directrice générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision.

Article 4 - Cette opération fera l'objet d'une communication lors de la prochaine session.

La Présidente du Conseil départemental,



Hélène Sandragé

**BUDGET PRINCIPAL - SECTION D'INVESTISSEMENT - REEL hors excédent
ETAT DES RECETTES ENGAGEES NON TITREES AU 31 DECEMBRE 2024**

| Chapitre | Nature | Budget 2024 | Montant restant engagé au 31/12/2024 | Montant Titré | RAR 2024 |
|----------|----------------------|-----------------------|-----------------------------------------|----------------------|----------------------|
| 024 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 024 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 10 | | 54 408 126,92 | | 54 408 126,92 | 0,00 |
| | 10222 | 7 341 095,41 | | 7 341 095,41 | 0,00 |
| | 10251 | 750 000,00 | | 750 000,00 | 0,00 |
| | 1068 | 46 317 031,51 | | 46 317 031,51 | 0,00 |
| 13 | | 10 194 346,60 | | 9 894 533,76 | 0,00 |
| | 1311 | 39 421,78 | | 30 907,78 | 0,00 |
| | 1312 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 1313 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 13148 | 59 868,00 | | 56 751,25 | 0,00 |
| | 13158 | 20 832,00 | | 20 832,00 | 0,00 |
| | 13172 | 233 197,34 | | 233 197,34 | 0,00 |
| | 1318 | 3 116,75 | | 6 233,50 | 0,00 |
| | 1321 | 1 016 123,46 | | 1 016 270,52 | 0,00 |
| | 1322 | 1 153 474,10 | | 1 153 425,84 | 0,00 |
| | 1323 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 13248 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 13258 | 139 250,00 | | 139 256,00 | 0,00 |
| | 13272 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 13273 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 13278 | 59 930,00 | | 55 456,00 | 0,00 |
| | 1328 | 243 561,60 | | 243 561,60 | 0,00 |
| | 133121 | 2 238 404,00 | | 2 238 404,00 | 0,00 |
| | 13313 | 1 935 500,00 | | 1 817 974,10 | 0,00 |
| | 1338 | 1 106 365,67 | | 977 813,33 | 0,00 |
| | 13411 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 13413 | 921 558,70 | | 921 681,15 | 0,00 |
| | 1345 | 706 144,00 | | 706 144,00 | 0,00 |
| | 1348 | 246 466,00 | | 205 492,15 | 0,00 |
| | 1381 | 71 133,20 | | 71 133,20 | 0,00 |
| 16 | | 57 300 008,77 | 10 000 000,00 | 32 766 662,77 | 10 000 000,00 |
| | 1641 | 17 000 000,00 | 10 000 000,00 | 2 000 000,00 | 10 000 000,00 |
| | 16441 | 8 000 000,00 | | 8 000 000,00 | 0,00 |
| | 16449 | 32 300 008,77 | | 22 766 662,77 | 0,00 |
| | 166 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 16871 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 204 | | 0,00 | | 2 420,79 | 0,00 |
| | 204121 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 2041482 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 20421 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 20422 | 0,00 | | 2 420,79 | 0,00 |
| 23 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | 2313 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 27 | | 130 000,00 | | 96 169,17 | 0,00 |
| | 2741 | 20 000,00 | | 20 000,00 | 0,00 |
| | 2748 | 110 000,00 | | 74 969,17 | 0,00 |
| | 275 | 0,00 | | 1 200,00 | 0,00 |
| | 2761 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Total général | 122 032 482,29 | 10 000 000,00 | 97 167 913,41 | 10 000 000,00 |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

Le présent état indique les restes à réaliser de la section d'investissement concernant le budget principal pour l'exercice 2024 qui est arrêté à la somme de dix millions d'euros en recettes.

Fait à Carcassonne, le 31 décembre 2024.

Le Payeur départemental,

L'ordonnateur



L'Inspecteur Divisionnaire
des Finances Publiques
Eric GERARD

Le Directeur Général Adjoint Ressources


Eric Manoncourt

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Etat de la dette et les perspectives 2025 | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code monétaire et financier,

Vu la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales dont les préconisations, notamment par l'information, visant à réduire l'exposition aux risques induits par certains instruments financiers,

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport ne présente pas d'incidence financière directe.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

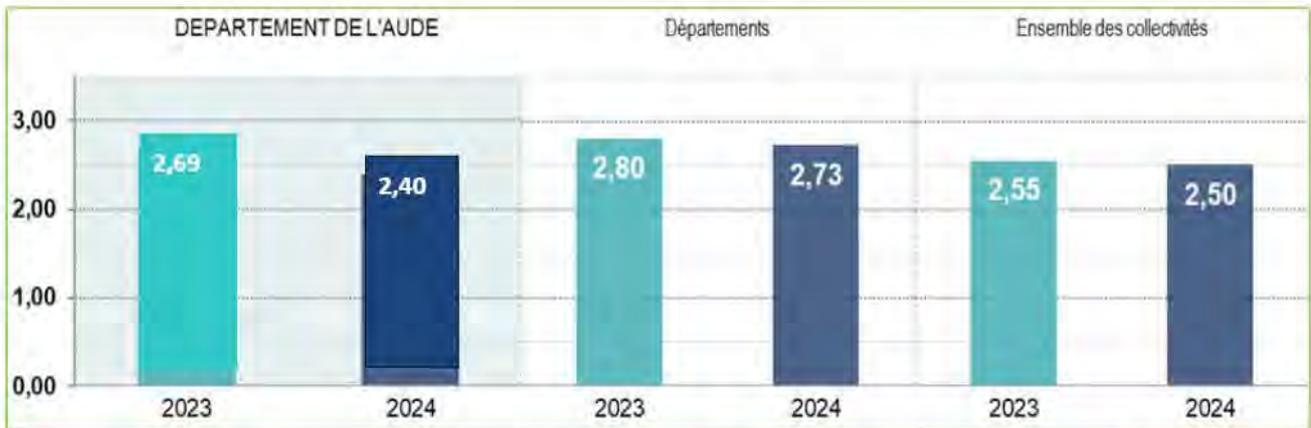
J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le rapport sur l'état de la dette et la politique en matière d'emprunt qui sera suivie pour l'exercice 2025.

Le présent rapport a pour objet de vous présenter un état de la dette au 31 décembre 2024 avant d'aborder la stratégie proposée pour 2025.

1. L'état de la dette du département au 31 décembre 2024

Avec **un taux moyen de 2,40 %** (2,69 % en 2023) et une répartition de dette de 49,4 % à taux fixe et 50,6 % à taux variable, le Département profite du processus de désinflation et de la réorientation de la politique monétaire de la BCE. Les taux d'intérêts amorcent depuis le début 2024 une baisse constante en corrélation avec la politique de desserrement des taux directeurs de la BCE. Malgré des signaux inquiétants pesant sur l'économie européenne contrebalancés par la baisse des taux afin de relancer la consommation et l'investissement, le Département poursuit l'optimisation de son encours en minimisant les risques de taux, en optimisant les marges bancaires et en privilégiant la maîtrise de l'endettement de la collectivité.

Taux d'intérêt moyen de dette

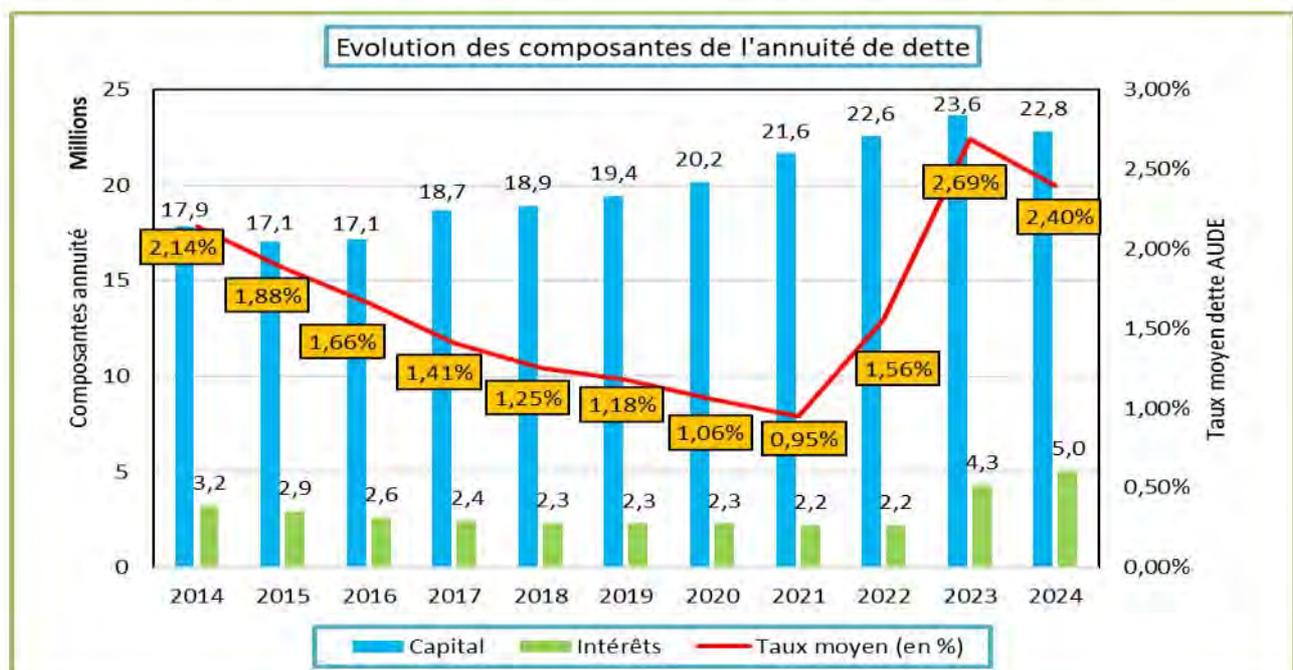


Sources Finance active

Les dernières données comparatives permettent de constater le bon positionnement du Département par rapport aux autres Départements. Avec un taux de 2,40 % au 31/12/2024, en baisse de 29 points de base par rapport à 2023, le département profite pleinement de la diversification de son encours.

La logique de diversification des taux, des prêteurs, des périodicités ainsi que les opérations d'optimisation de l'encours expliquent en grande partie la situation favorable du Département.

Pour 2024, l'annuité de dette s'élève à 27,8 M€ en baisse de 0,32 % par rapport à 2023 (- 0,09 M€). L'amortissement du capital a représenté 22,8 M€ tandis que les intérêts réglés à l'échéance ont été de 5 M€ (hors intérêts courus non échus et frais financiers). La stagnation de l'annuité repose en partie sur le décalage de l'amortissement des nouveaux prêts à phase de mobilisation revolving qui seront encaissés seulement sur 2025. La hausse brutale des taux d'intérêts sur la période 2022-2023 a multiplié par plus de 2 la charge financière sur ces deux dernières années (2023 – 2024) malgré l'optimisation de la dette et de la trésorerie. L'amélioration des taux d'intérêts 2024 aura un impact favorable sur la charge de la dette qu'à partir de 2025.



1.1. La politique d'emprunt menée en 2024

La gestion de la dette repose sur une analyse individuelle de chaque opportunité ou proposition des banques. L'exercice 2024 n'a pas mis en évidence d'opportunités d'arbitrage ou de renégociation de la dette ancienne. En revanche, la collectivité a maintenu le dispositif donnant la faculté de réaliser des opérations de couverture de taux.

Le principe retenu pour la campagne d'emprunts 2024 consistait à capter une grosse partie de la ressource dès le vote du budget 2024, le reste pouvant être réalisé en fin d'année en fonction des besoins de financement de la section d'investissement.

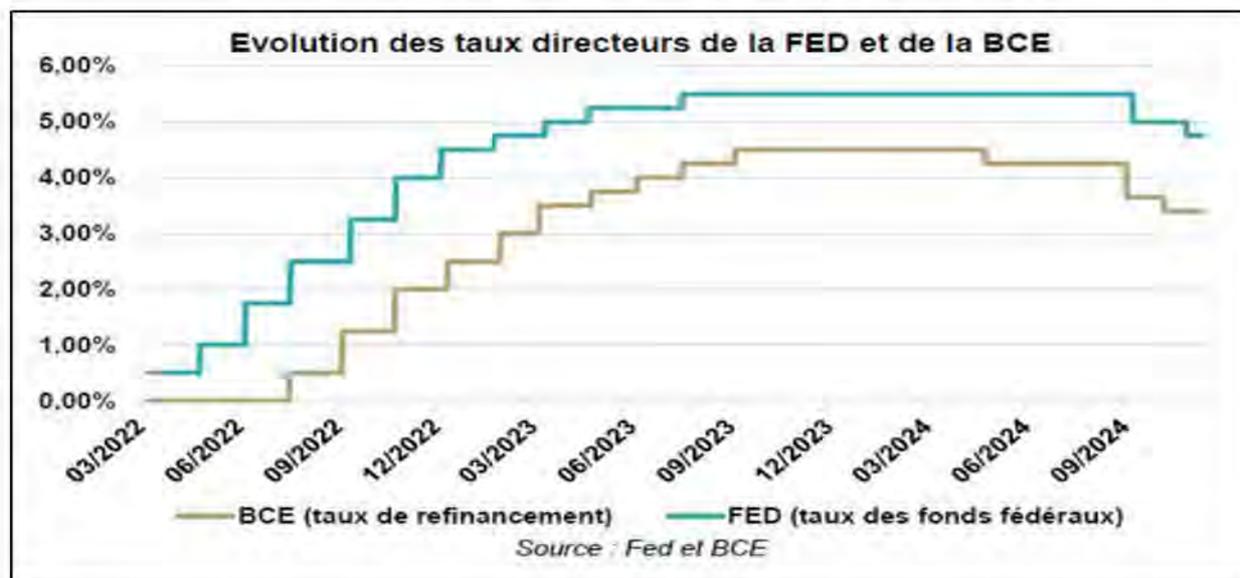
Cette stratégie vise les objectifs suivants : contracter en début d'année avec des conditions de marché raisonnables, garantir un meilleur accompagnement du financement des équipements sur l'année, intervenir sur une période de recours à l'emprunt hors tension.

Sur une enveloppe globale de 25 M€, la première et unique consultation réalisée en mars/avril 2024 a permis de signer 20 M€ d'emprunts, 40 % avec une phase de mobilisation revolving maximum de 17 mois permettant de mobiliser la ressource en fin d'année, 50 % avec une phase de mobilisation de 12 mois permettant de mobiliser les fonds à tout moment et/ou de profiter de la phase de mobilisation pour économiser des frais financiers et 10 % mobilisables dans les 6 mois de la signature du contrat.

Ces facilités contractuelles procurent deux avantages :

- Une économie de 6 mois à 12 mois d'intérêts selon le contrat pour les prêts à phase de mobilisation classique,
- Une utilisation de la faculté revolving jusqu'au 31/12/2025 pour le reste afin d'optimiser la trésorerie excédentaire et économiser des frais financiers.

Lors de sa consultation bancaire 2024, le département a pu obtenir des conditions financières attractives sur la nouvelle dette souscrite (taux fixe de 3,40 % et marge sur taux variable de 0,78 %), pour un volume total de 20 M€ d'emprunts contractés sur les 25 M€ inscrits au budget. Le département poursuit ainsi sa stratégie de moindre recours à l'emprunt visant à limiter la charge d'intérêt en fonctionnement.



La moitié des emprunts contractés sont à taux variable avec une phase de mobilisation de 12 mois permettant l'optimisation de la trésorerie et l'inscription de la recette en report d'investissement soit 10 M€. Le reste des financements se compose de 2 M€ de prêt à taux fixe au taux de 3,40 % en faveur du développement durable (prêt de la NEF complémentaire pour le financement du collège Alain à Carcassonne) et d'un prêt de 8 M€ souscrit auprès de La Banque Postale à taux fixe également de 3,40 % au terme d'une phase de mobilisation revolving de 18 mois.

Le tableau ci-après présente les différents prêts contractés en 2024 :

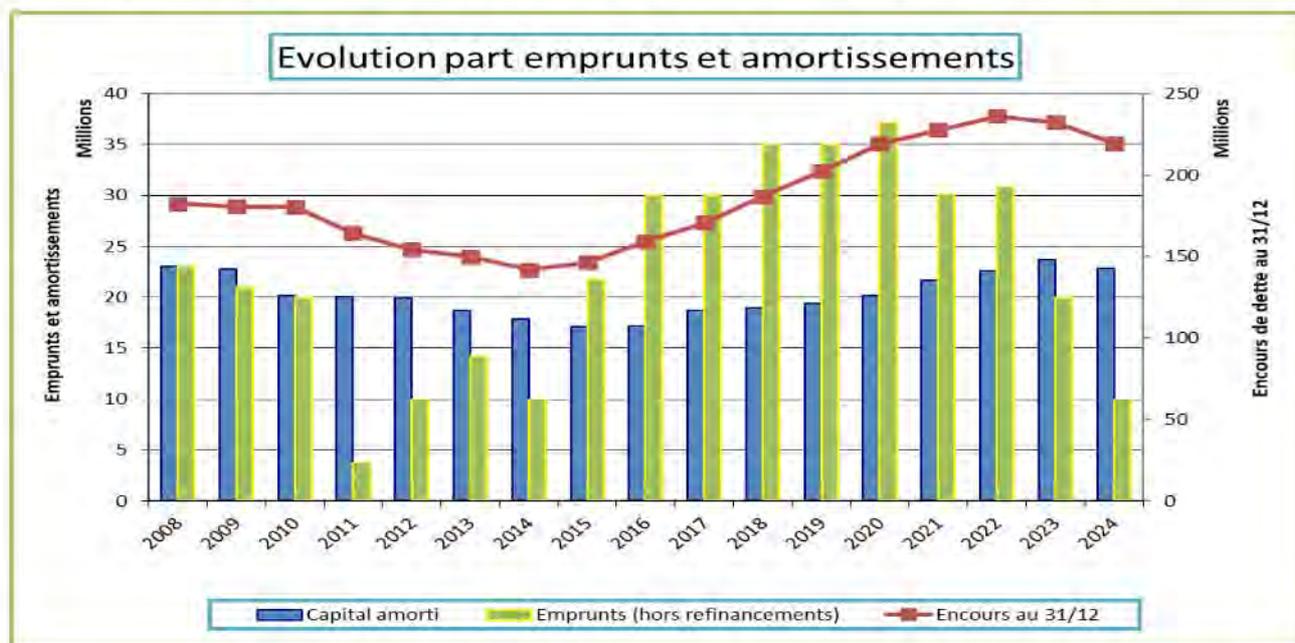
| Banque | Objet | Durée | Index + marge/taux | Commissions Frais de dossier | IRA | Charte GISLER | Montant contracté |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------|----------------------|
| LA NEF Décision n°2 | Emprunts long terme 2024 Tranche n°1 Financement des investissements environnementaux et sociaux 2024 du Département « Reconstruction du collège Alain à Carcassonne » | Mobilisation Jusqu'au 18/04/2025 | Mobilisation Durée : Jusqu'au 18/04/2025 Taux fixe 3,40 % | Néant | Néant | | 2 000 000 € |
| | | Consolidation 15 ans | Consolidation Taux fixe de 3,40 % | Frais de dossier 0,10 % HT | Forfaitaire de 3% | 1A | |
| CREDIT COOPERATIF Décision n°3 | Emprunts long terme 2024 Tranche n°1 Financement des investissements 2024 | Mobilisation Jusqu'au 15/07/2025 | Mobilisation Durée : jusqu'au 15/07/2025 EUR3 mois (+) 0,78 % | Néant | Néant | | 10 000 000 € |
| | | Consolidation 20 ans | Consolidation EUR 3M (+) 0,78 % (floor 0 % sur index) SWAP à taux fixe | Frais de dossier 0,10 % | Sans indemnités | 1A | |
| LA BANQUE POSTALE Décision n°4 | Emprunts long terme 2024 Tranche n°1 Financement des investissements 2024 | Mobilisation revolving Jusqu'au 31/12/2025 | Mobilisation revolving Durée : jusqu'au 31/12/2025 ESTR (+) 0,96 % (floor 0 % sur index) | CNU de 0,10% | Néant | | 8 000 000 € |
| | | Consolidation 20 ans et 1 mois | Consolidation Taux fixe de marché de 3,40 % | Com. engagement 0,10 % | Indemnité actuarielle | 1A | |
| TOTAL DES EMPRUNTS SOUSCRITS EN 2024 - TRANCHE N°1 | | | | | | | 20 000 000 € |

Le contexte 2024 de l'accès à la ressource étant favorable a permis une réelle concurrence du fait d'une offre supérieure à la demande. La moitié de la dette contractée à taux variable (10 M€) donne la possibilité au Département de passer à taux fixe au moment le plus opportun.

1.2. Les caractéristiques de la dette fin 2024

La dette du Département fin 2024 présente un ensemble de caractéristiques positives tant en termes de durée, de diversification, de coût que de risque.

- **Un encours de dette en repli source de préservation des ratios prudentiels**



L'encours de la dette est composé de 89 emprunts dont 9 contrats revolving (emprunts à long terme ayant une capacité de remboursement anticipée temporaire qui peuvent fonctionner comme une ligne de trésorerie). Ces contrats revolving concernent cinq établissements bancaires (CACIB, la Société Générale, la Caisse d'Epargne, ARKEA et La Banque Postale).

Le capital restant dû s'élève à 219,5 M€, dont 31,1 M€ de prêts revolving.

L'encours de dette diminue de près de 12,8 M€ par rapport à 2023 (232,3 M€) du fait d'un recours à l'emprunt plus faible (10 M€) que la dette amortie (22,8 M€) et d'une inscription en report de 10 M€ sur les 20 M€ d'emprunts nouvellement souscrits induisant une phase de désendettement plus marquée mais réelle.

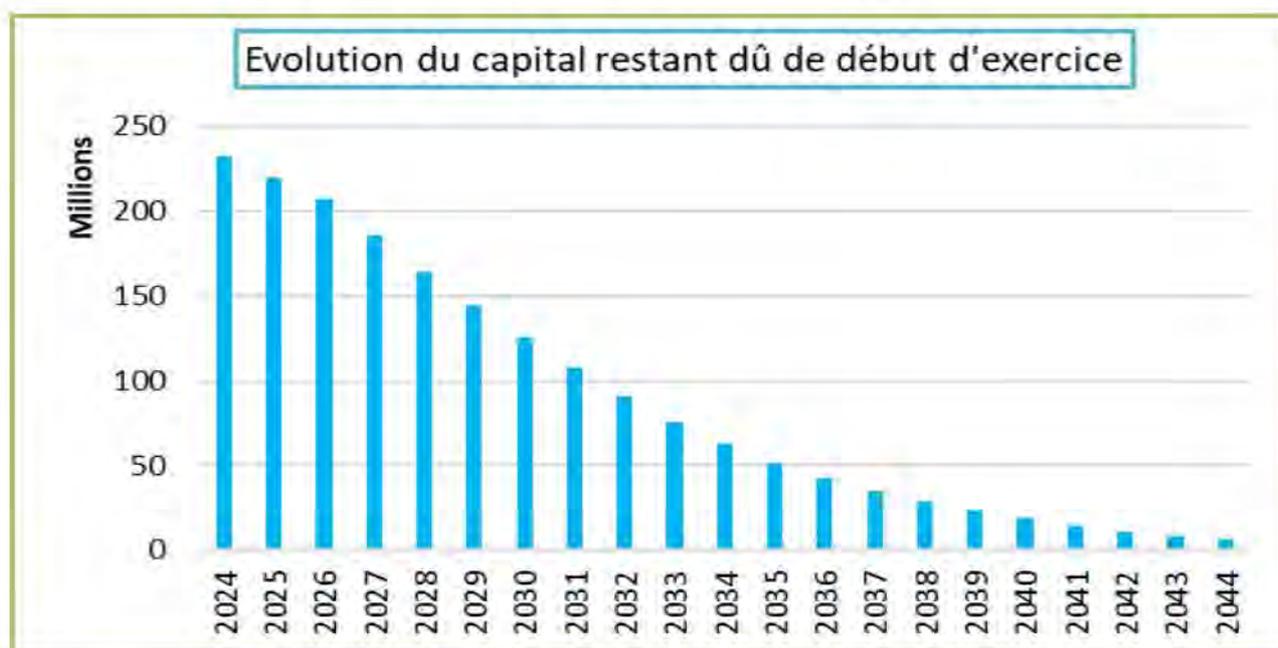
Cette baisse de l'encours s'explique par la nécessité de préserver un ratio d'endettement acceptable tout en accompagnant le soutien au plan de financement des investissements départementaux, notamment les dépenses liées aux collèges pour 10,4 M€ dont 5 M€ pour la finalisation du collège Alain à Carcassonne, les travaux routiers pour 28,8 M€. **A noter, le verdissement de la dette départementale est rendu possible par le bon classement énergétique du collège Alain à Carcassonne et le recours à un prêt RSE (Responsabilité Sociétale et Environnementale) de 2 M€ signé auprès de LA NEF.**

L'emprunt vise également à financer les subventions d'investissement sur les projets structurants du département comme la mission Aménagement et attractivité du territoire avec les aides pour les équipements publics (8,6 M€) et les dépenses pour les infrastructures d'intérêt départemental (5,2 M€).

- **Un profil d'extinction de la dette favorable**

Au 31 décembre 2024, la durée de vie résiduelle moyenne, qui exprimée en années représente la durée restant avant l'extinction totale de la dette ou d'un emprunt, était en diminution de 13 mois par rapport à 2023 et se porte à 10 ans et 7 mois.

Hors dette simulée, le profil d'extinction de la dette reste toujours favorable.



- **Une répartition par prêteurs : une nécessaire diversification**

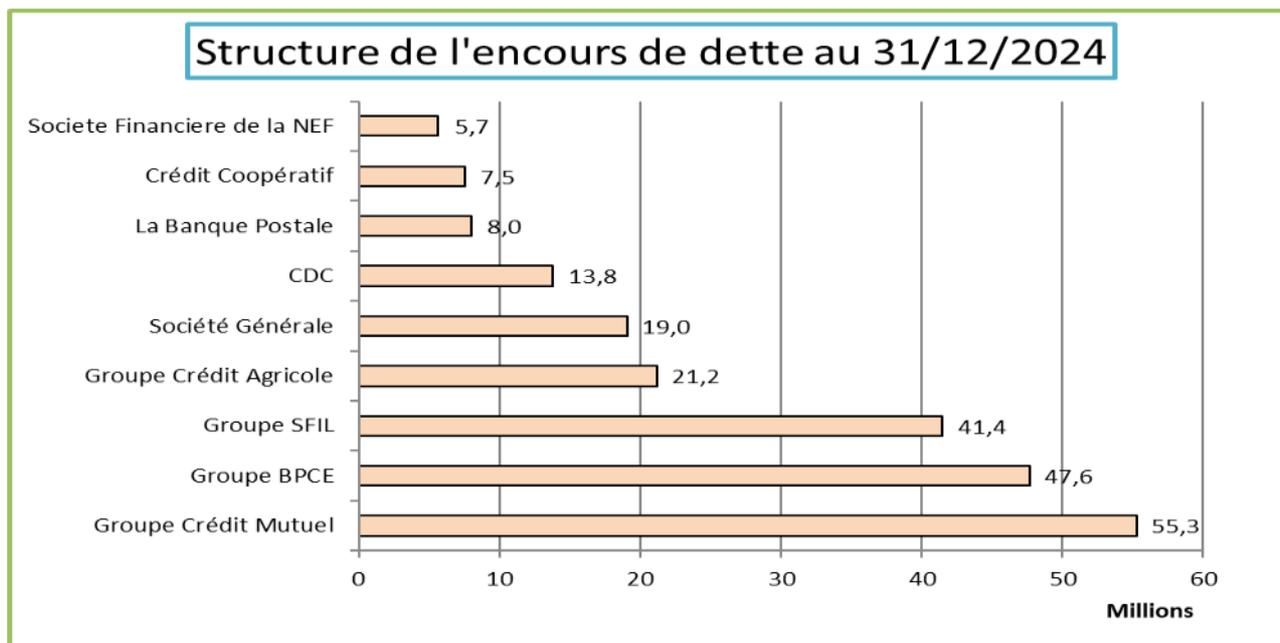
Le **groupe Crédit Mutuel/ARKEA** est le principal prêteur avec un encours de 55,3 M€.

Le **groupe BPCE** (Caisse d'Epargne, Crédit Foncier et la Banque Populaire du Sud) est en deuxième position avec un capital restant dû de 47,6 M€ en légère baisse en l'absence de propositions compétitives ou de propositions tout simplement lors de la dernière consultation.

La **SFIL/CAFFIL** (Société de Financement Local) est en troisième position avec un capital restant dû de 41,4 M€. Cet encours progresse ponctuellement en raison de la reprise systématique

des emprunts signés avec La Banque Postale du fait du partenariat commercial (8 M€ signés en 2024 non encore cédés à la SFIL). Il est suivi du **groupe Crédit Agricole (CRCAML et CACIB)** pour 21,2 M€.

Viennent ensuite **la Société Générale** (19 M€), **la Banque des territoires** anciennement CDC pour 13,8 M€, le **Crédit Coopératif** (7,5 M€, en attente de la rentrée du nouveau prêt de 10 M€ en juillet 2025) et enfin **la NEF, Nouvelle Economie Fraternelle** (5,7 M€).



- **Avec une structure de la dette « fixée » à 49,4 %, le département est protégé des aléas conjoncturels des marchés financiers**

La part du taux fixe s'établit à près de la moitié de l'encours total. Pour 2024, les nouvelles conditions à taux fixe sont moins onéreuses, marquées par la baisse des taux, ce qui se traduit par 50 % de nouveaux contrats souscrits à taux fixe pour un montant de 10 M€ à des conditions financières raisonnables (taux 3,40 %, 3,63 % en 2023). Le stock de dette à taux fixe reste très performant, fruit de l'optimisation de dette ces dernières années, permettant de jouer un rôle d'amortisseur face aux récentes variations des taux d'intérêts.

L'encours à taux variable représente 50,6 % de la dette totale. Cette orientation a permis d'affecter positivement le coût de la dette globale pendant près de 10 ans eu égard à la faiblesse des taux courts jusqu'à la fin du 1^{er} semestre 2022. Le dernier appel d'offre a favorisé l'intégration de 50 % de taux variable eu égard à la détente des taux, à la souplesse de gestion de ce type d'offre (phase de mobilisation de 12 mois génératrice d'importantes économies de frais financiers) et aux possibilités de passage à taux fixe sans frais.

Globalement, les conditions financières de ces nouveaux contrats restent attractives notamment en termes de souplesse de gestion.

| Type | Encours | % d'exposition | Taux moyen (ExEx, Annuel) |
|-----------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|
| Fixe | 108 533 306 € | 49,44% | 1,13% |
| Variable | 102 718 408 € | 46,79% | 3,61% |
| Livret A | 8 269 609 € | 3,77% | 4,00% |
| Ensemble des risques | 219 521 323 € | 100,00% | 2,40% |

État généré au 31/12/2024

- **Un coût de la dette performant encore perturbé par la hausse des taux d'intérêt**

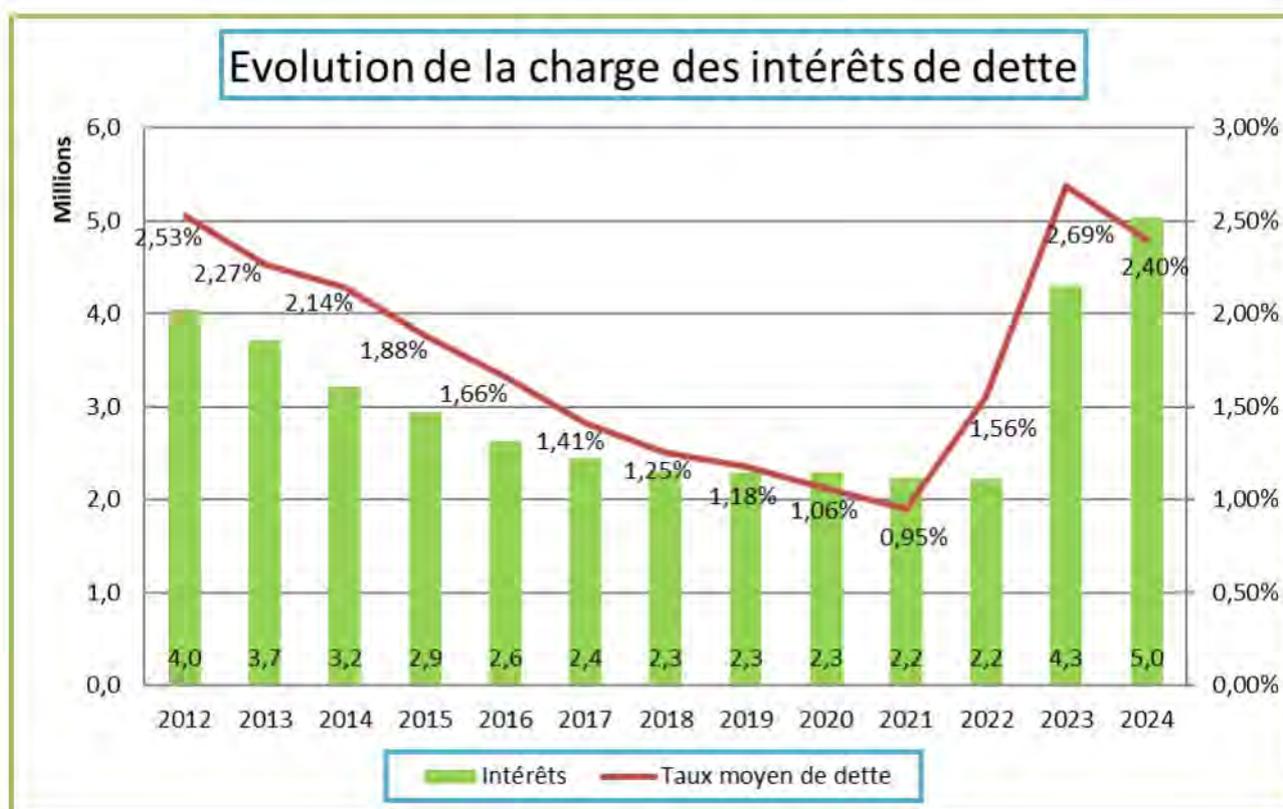
Le coût de la dette se mesure à partir du taux moyen de dette. Au 31 décembre 2024, il s'élève à **2,40 % marge incluse**. Ce chiffre reste indicatif puisqu'il convient de tenir compte non seulement de l'exposition au risque de taux mais également de la durée de la dette.

Ce taux n'a cessé de s'affaiblir sur la période 2008-2022 sous l'effet d'une baisse continue des taux d'intérêts, des marges bancaires, des opérations de réaménagement ou de refinancement de dette et de la gestion active de trésorerie.

Il connaît un rebond conséquent avec la hausse brutale des taux d'intérêts depuis le 2^{ème} semestre 2022. Les premiers effets de cette hausse des taux n'ont impacté significativement la charge financière qu'à partir de 2023 avec un surcoût sur les intérêts d'emprunt en 2024 de 2,7 M€ (soit une **charge d'intérêts hors ICNE de 5 M€ en 2024**).

Cette hausse brutale des intérêts est néanmoins **atténuée par une gestion active de trésorerie générant près de 1,2 M€ d'économie de frais financiers** (recours aux prêts revolving et décalage de la mobilisation des nouvelles enveloppes 2024) **sans quoi la charge financière 2024 aurait été portée à 6,2 M€**.

Le graphique ci-dessous illustre bien la décline sur 10 ans de la charge financière de la dette, divisée par deux sur la période et le renversement de tendance constatée depuis 2023.



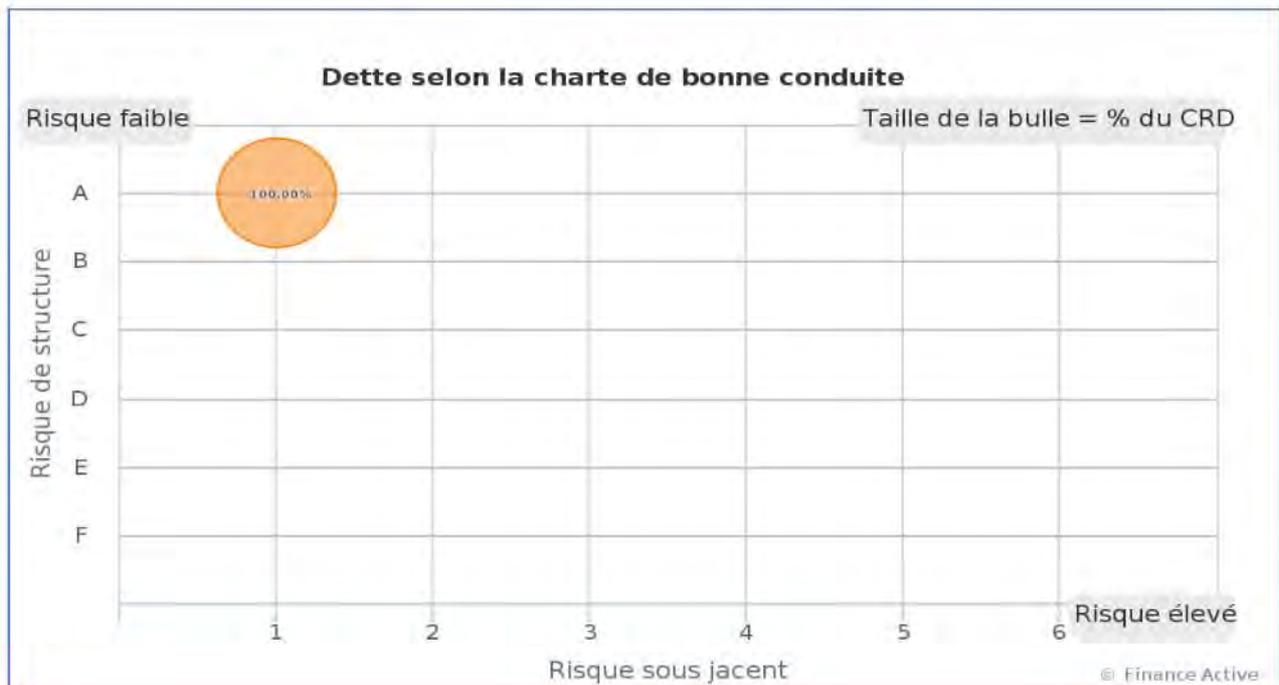
- **Exposition au risque : une dette sécurisée à 100 %**

L'exposition aux risques s'appréhende à travers la charte de bonne conduite (GISSLER), telle que définie par la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics. Sur les deux axes, la classification de 1 à 5 et de A à F modélise un niveau de risque croissant.

| Charte de bonne conduite : classification des risques | |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Indices sous-jacents | Structures |
| 1 INDICES ZONE EURO | A ÉCHANGE DE TAUX FIXE CONTRE TAUX VARIABLE OU INVERSEMENT. ÉCHANGE DE TAUX STRUCTURÉ CONTRE TAUX VARIABLE OU TAUX FIXE (SENS UNIQUE). TAUX VARIABLE SIMPLE PLAFONNÉ (CAP) OU ENCADRÉ (TUNNEL). |
| 2 INDICES INFLATION FRANÇAISE OU INFLATION ZONE EURO OU ÉCARTS ENTRE CES INDICES | B BARRIÈRE SIMPLE. PAS D'EFFET DE LEVIER |
| 3 ÉCARTS D'INDICES ZONE EURO | C OPTION D'ÉCHANGE (SWAPTION) |
| 4 INDICES HORS ZONE EURO. ÉCART D'INDICES DONT L'UN EST UN INDICE HORS ZONE EURO | D MULTIPLICATEUR JUSQU'À 3 ; MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 CAPÉ |
| 5 ECART D'INDICES HORS ZONE EURO | E MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 |
| 6* INDEXATIONS NON AUTORISÉES DANS LE CADRE DE LA CHARTE (TAUX DE CHANGE...) | F* STRUCTURES NON AUTORISÉES PAR LA CHARTE (CUMULATIF, MULTIPLICATEUR > 5...) |

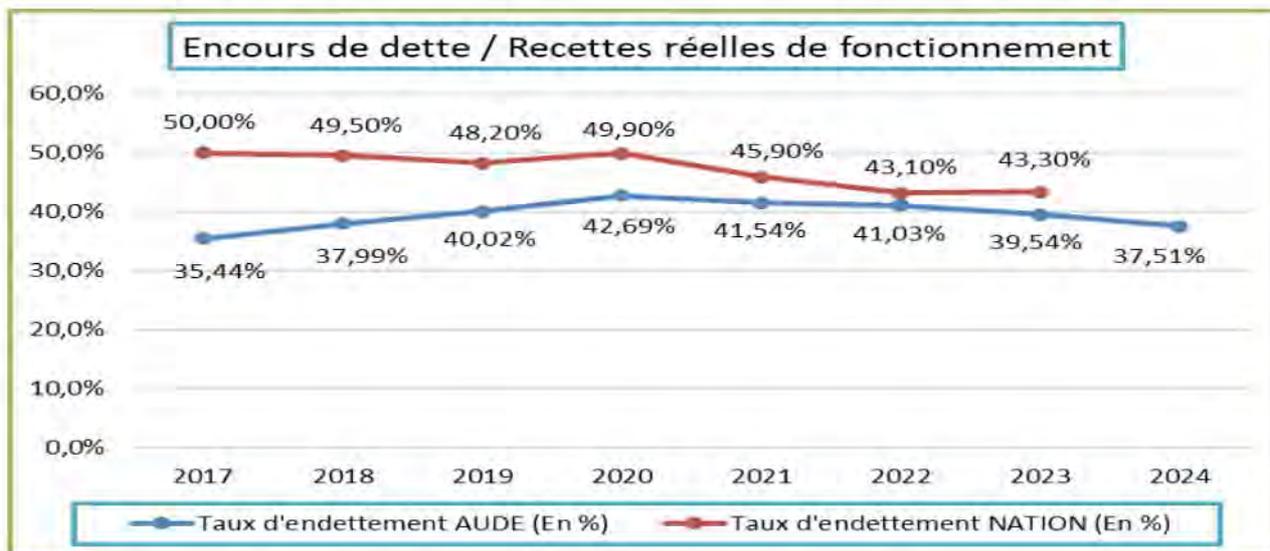
SOURCE : CHARTE DE BONNE CONDUITE ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES
* : HORS CHARTE

La dette du Département de l'Aude est sécurisée avec 100 % de l'encours positionné sur du risque 1A, sur lequel le Département paye des taux fixes et variables classiques. **La dette n'est donc pas exposée à un risque de dégradation excessive des taux d'intérêts.**

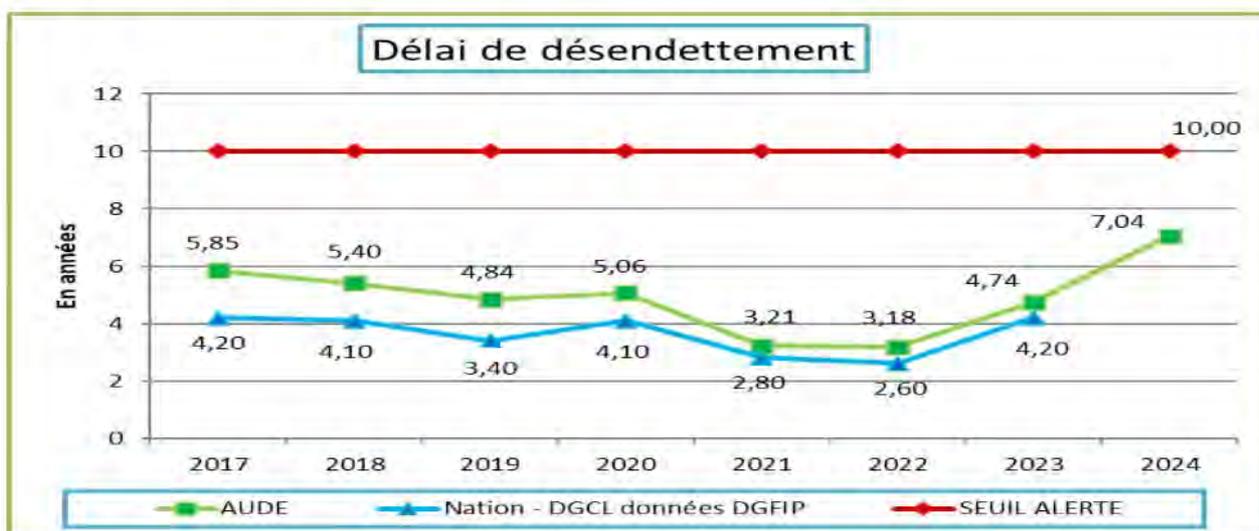


▪ **Principaux ratios de dette**

Le ratio de taux d'endettement mesure l'encours de dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. Celui-ci s'améliore sans dépasser les ratios nationaux départementaux. L'évolution plus favorable ces dernières années s'explique principalement par la bonne dynamique des DMTO sur la période 2021-2022 et sur un moindre recours à l'emprunt depuis 2023.



Le ratio de capacité de désendettement ou stock de dette directe/épargne brute mesure la durée que mettrait la collectivité à rembourser complètement sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute annuelle. Plutôt maîtrisé jusqu'en 2023 en raison d'une bonne dynamique des recettes sur la période 2022-2023 (progression des DMTO et de la fraction de TVA), celui-ci tend à se tendre en 2024 avec la détérioration de l'épargne brute nécessitant une surveillance sans pour autant être alarmiste.



| | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------------------------|
| Capacité de désendettement (dettes / CAF brute de l'exercice) Ratio établi par les CRC | < 3 ans | Endettement faible (à augmenter) |
| | de 3 à 6 ans | Endettement maîtrisé (à maintenir) |
| | de 6 à 9 ans | Endettement élevé (à résorber) |
| | de 9 à 12 ans | Endettement trop élevé (à réduire) |
| | > 12 ans | Surendettement avéré (à réduire) |

1.3. La gestion de trésorerie en 2024

Le principal objectif d'une gestion de trésorerie est la diminution des disponibilités au compte du trésor non rémunérées et donc la réduction du coût d'opportunité, à savoir l'élimination des frais financiers inutiles.

La gestion de trésorerie s'appuie principalement sur l'utilisation de prêts dits revolving, remboursables et mobilisables à tout moment, dans le but de réaliser des économies de frais financiers. Fin 2024, le Département disposait de 9 lignes de crédit long terme renouvelable, représentant un capital restant dû de 31,1 M€. En 2024, l'utilisation de la faculté de remboursement de ce type de prêt couplée à un retardement de la mobilisation de nouvelles enveloppes ont permis de **générer une économie de frais financiers de 1 255 097 €**.

Le placement de trésorerie est un moyen complémentaire de gestion active de la trésorerie. Il reste très limité car obéissant à une réglementation restrictive. Il permet d'optimiser une partie de la trésorerie et de réaliser un produit financier. Ce dispositif a peu été utilisé depuis 2013 en raison de la faiblesse des taux de rémunération. Depuis 2023, avec la hausse des taux, le Département a renouvelé le recours au placement. Ainsi, un placement de 8 M€ sur 9 mois au taux de 3,57 % a pu être réalisé en 2024. Le produit financier était de 214 200 € auquel s'est ajouté le produit du précédent placement de 10 M€ à cheval sur 2023-2024 pour un montant de reversement d'intérêts de 282 000 € **soit un total de produits financiers en 2024 de 496 200 €**.

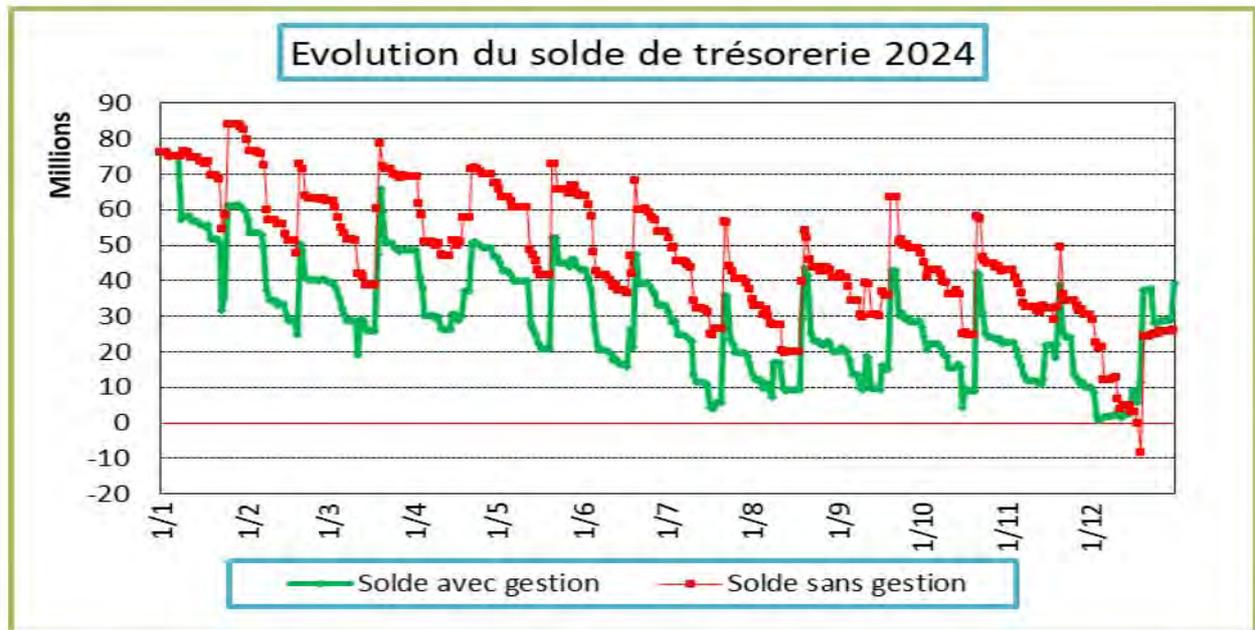
Le Département ne disposait plus de **lignes de trésorerie** comme par le passé. En effet, malgré les actions d'optimisation sur la trésorerie, le Département disposait de suffisamment de trésorerie pour assumer ses dépenses courantes.

Néanmoins, la réduction du fonds de roulement de la collectivité en lien avec le différé de la mobilisation des prêts a nécessité de prévoir la réactivation de ce dispositif de financement complémentaire pour l'année 2025. La stratégie de gestion de la trésorerie repose sur le remboursement de prêts revolving en stock pour 30,1 M€ ainsi que la réalisation d'un placement de trésorerie pour 6,9 M€ afin d'assécher volontairement le fonds de roulement disponible non rémunéré et de recourir à des lignes de trésorerie plus souples dans l'utilisation et moins onéreuses pour financer les besoins ponctuels de trésorerie sur le mois de l'ordre de quelques jours. **Globalement, cette gestion active de trésorerie a permis la réalisation d'une économie de frais financiers importante (1,2 M€)**. Pour ce faire, une consultation bancaire de ligne de trésorerie fin 2024 sur la base de 30 M€ a permis de sélectionner 2 offres pour 2025 comme suit :

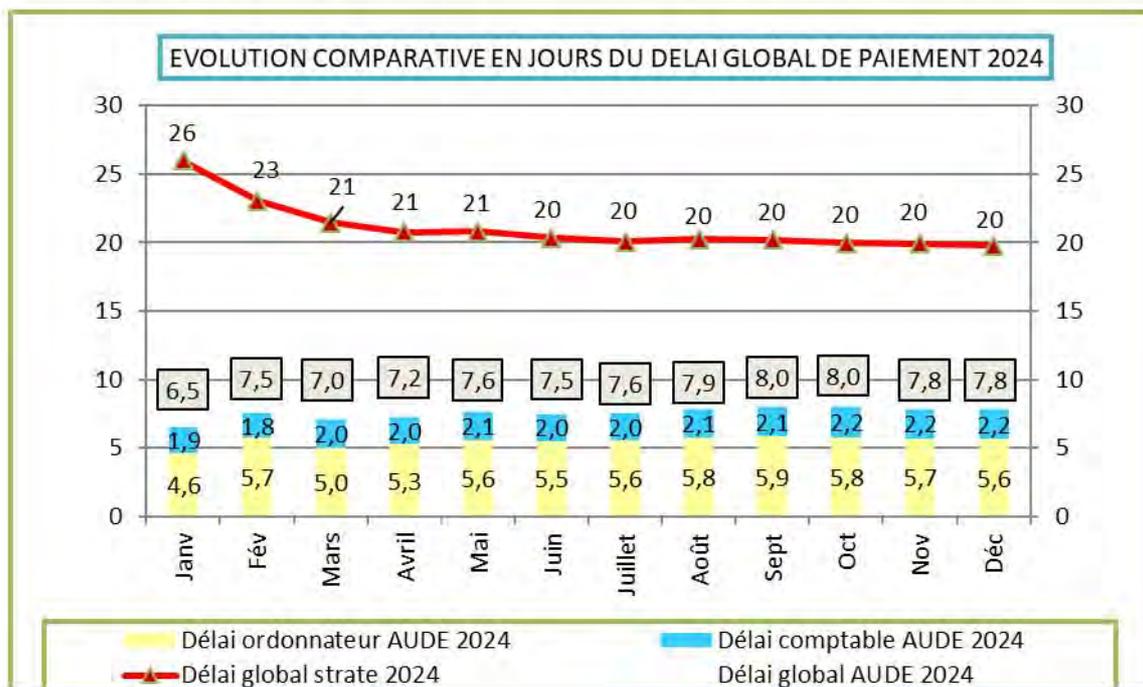
Lignes de trésorerie 2025 - Décisions du 10 décembre 2024

| Banque | Arkéa | Banque Postale |
|-------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Montant | 15 000 000,00 € | 15 000 000,00 € |
| Montant minimum de tirage | 100 000,00 € | 10 000,00 € |
| Durée | 1 an | 1 an |
| Base de calcul des intérêts | Exact/360 | Exact/360 |
| Facturation des intérêts | Trimestrielle | Trimestrielle |
| Préavis de tirage | En J avant 15h00 pour J | En J avant 16h30 pour J+1 |
| Préavis de Remboursement anticipé | En J avant 15h00 pour J | En J avant 16h30 pour J+1 |
| Taux payés | €STR (floor à 0,00%) + 0,68% | €STR (floor à 0,00%) + 0,68% |
| Frais et commissions annexes | 0,10% | 0,10% |
| Commission de Non-Utilisation (CNU) | - | 0,05% |

A titre d'information, vous trouverez ci-dessous un graphique représentant l'évolution de la trésorerie journalière du Département sur l'année 2024. La courbe en vert représente l'évolution du solde de la trésorerie après gestion de trésorerie avec les prêts revolving ainsi que les placements de trésorerie.



Afin de compléter cette analyse, il est également utile de mettre en évidence l'évolution mensuelle des délais de paiement sur l'exercice 2024 (Source HELIOS). Bien qu'il s'agisse de délais moyens mensuels, force est de constater que le délai global de paiement du département de l'Aude est inférieur à 8 jours, pour un délai maximum de 30 jours, répartis entre 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public, loin du délai des départements de même strate.



2. Stratégie de gestion de dette pour 2025

2.1. La gestion de l'encours

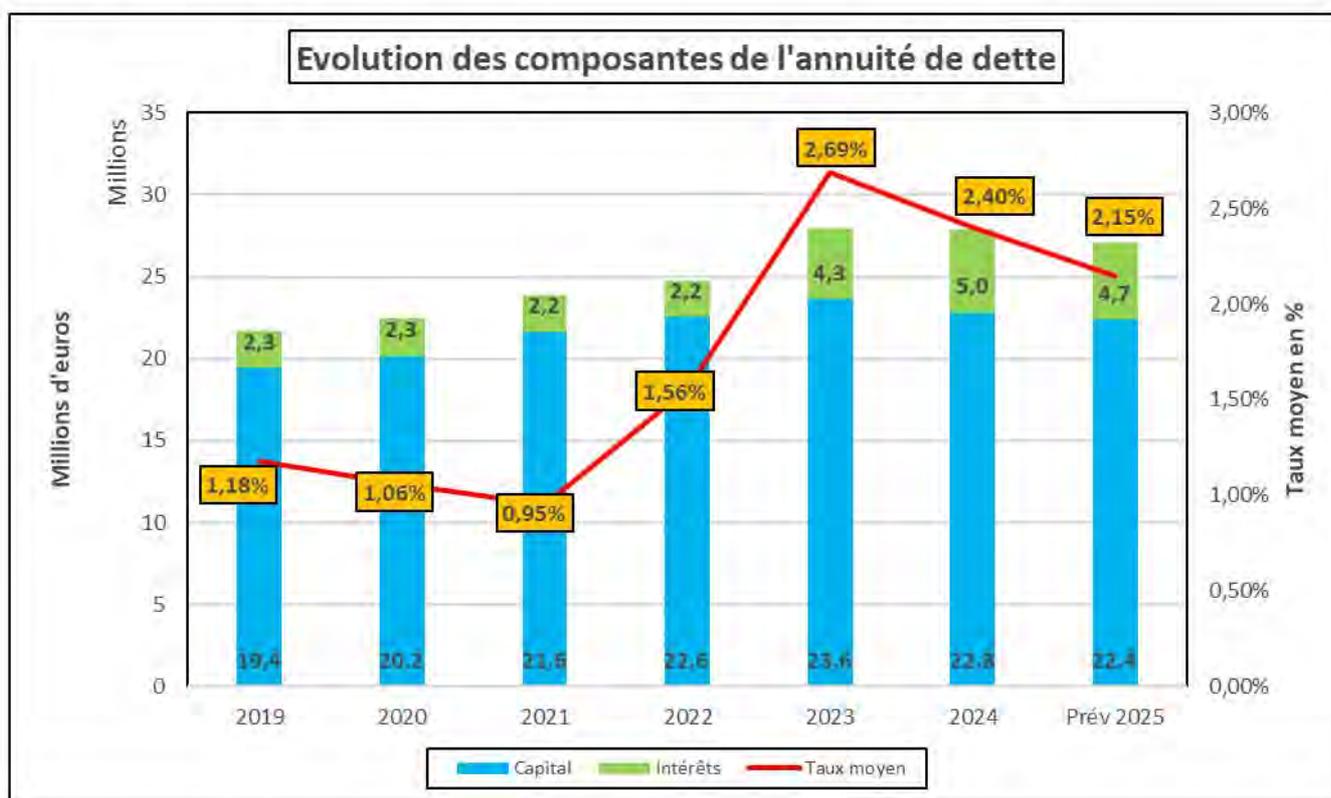
Le Département restera plus particulièrement en alerte sur ses contrats multi-options, l'arbitrage de taux permettant d'optimiser les frais financiers en tenant compte des évolutions du marché financier. Ces arbitrages varient selon les possibilités offertes aux contrats.

A défaut d'options contractuelles, il est toujours possible d'agir sur la dette via des opérations de réaménagement et si besoin des refinancements à défaut d'accord avec le partenaire initial.

L'audit annuel de la dette départementale réalisé en collaboration avec Finance active, conseil en matière de dette, permet depuis de nombreuses années de réaliser un constat et une analyse du stock de dette et d'envisager des actions d'optimisation.

Cet audit n'a pas révélé de réelles opportunités de gestion de dette pour 2025. Toutefois, il est important de rester en veille tant les retournements de tendance peuvent être brutaux.

2.2. L'annuité de la dette 2025



L'annuité de dette 2025 s'élèverait à 27 M€ en baisse de 2,75 % par rapport à 2024 (- 0,8 M€). L'amortissement du capital représentera 22,3 M€ tandis que les intérêts à régler à l'échéance sont estimés à 4,7 M€ (hors intérêts courus non échus et frais financiers). La baisse de l'annuité repose sur la baisse des taux d'intérêts ainsi que sur la gestion active de dette et de trésorerie dont les économies de frais financiers sur 2025 pourraient s'établir à près de 697 000 €. A titre d'information, ces économies potentielles seront complétées du produit de placement de trésorerie de 6,9 M€ réalisé sur 12 mois en 2025 dont le reversement s'établira à 160 770 € fin 2025.

2.3. Les nouveaux financements 2025

Comme annoncé lors du débat d'orientations budgétaires et du budget primitif 2025, l'inscription budgétaire de l'emprunt est de 25 M€ maximum à laquelle se rajoute les 10 M€ de reste à réaliser mobilisable en juillet 2025. La contractualisation de l'emprunt s'établira dans une fourchette entre 20 et 22 M€ afin d'une part de poursuivre l'engagement du Département dans le financement de projets structurants pour le territoire audois tout en contenant le coût de la dette et d'autre part, de poursuivre une phase de désendettement entamé depuis 2023 afin de poursuivre la préservation des ratios prudentiels.

En matière d'équipements départementaux, la prévision de dépenses s'établit à **38,4 M€**. Ainsi, en 2025, de nouveaux projets seront lancés et d'autres seront poursuivis, conformément aux engagements portés par le Département en termes de solidarités humaines, de soutien aux territoires et de transition écologique. Concernant le prolongement des engagements du département, cette année verra la finalisation des travaux sur le Collège Alain à Carcassonne (1,5 M€), des travaux relatifs à la maîtrise de l'énergie (2,27 M€), le programme traditionnel des investissements routiers (21,9 M€). Des travaux d'entretien des bâtiments sont programmés sur les bâtiments hors collèges pour un coût total de 3 M€.

En matière de subvention d'investissement, la prévision s'établit à **23,8 M€**. Parmi ces subventions figurent le financement d'infrastructures en matière d'eau potable et d'assainissement (1,7 M€), le programme de prévention des inondations avec une dotation de 2 M€, le financement des infrastructures d'intérêt départemental (nouvelle ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan, très haut débit, aéroport de Carcassonne et port de Port La Nouvelle pour 5 M€) et les projets d'équipements publics représentent un poste de dépenses important du Département dans le cadre de l'aide aux Communes (7,2 M€).

Si ces projets bénéficient de subventions, un complément avec le recours à l'emprunt est nécessaire entre 20 et 22 M€. Cette fourchette tient compte de l'actualisation des dépenses d'investissement ainsi que de l'incertitude sur le niveau des recettes de fonctionnement.

La consultation pourrait s'opérer en 2 phases : une première tranche de l'ordre de 15 à 20 M€ sur le 1^{er} semestre 2025 afin de couvrir une grande partie du besoin 2025, une deuxième tranche pour le résiduel courant septembre 2025 afin d'ajuster le financement de l'année en fonction de l'actualisation des besoins. Le recours à l'emprunt interviendra dans un environnement de marché moins dégradé mais incertain en termes de prix compte tenu de la détente des taux d'intérêts (graphe ci-après). Il conviendra également de prévoir courant septembre 2025 le renouvellement des lignes de trésorerie pour 2026.



Les dernières tensions sur le niveau des taux d'intérêt ayant impacté nettement les frais financiers sur la période 2022-2024 doivent être nuancées car le faible coût de la ressource constaté depuis de nombreuses années ne correspondait en rien à une situation normale. Il s'agissait de faire face à une succession de crises (financières, sanitaire) par des mesures de facilités de crédits. Aujourd'hui, l'accès au crédit est plus onéreux et dans la norme mais pas plus contraint car le Département bénéficie d'une situation financière plutôt saine même si la vigilance s'impose au vu du climat d'incertitude ambiant et du contexte financier tendu pesant sur les collectivités publiques.

Le réajustement de la politique monétaire avec pour optique la lutte contre l'inflation a porté ses fruits. Il incite à ouvrir la consultation bancaire sur des offres tant à taux fixe qu'à taux variable. Cette pratique source de diversification de l'encours a permis jusqu'à présent une réduction significative du coût de la dette départementale. Plus particulièrement, il s'agira de solliciter à nouveau nos partenaires sur des enveloppes multi-options (taux fixe et taux variable au choix) avec des facilités revolving dans la mesure du possible afin de gérer activement la trésorerie du Département.

LA PROPOSITION

Après en avoir délibéré, je vous propose, Mesdames, Messieurs :

- de prendre acte de la présentation du rapport sur l'état de la dette et les perspectives 2025.

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer et me faire part de votre décision.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

| Votants | Pour | Contre | |
|----------------------------------|------|--------|---|
| 36 | 36 | 0 | |
| Abstentions | | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-020

Objet de l'affaire : Etat de la dette et les perspectives 2025

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code monétaire et financier,

Vu la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et dont les préconisations, notamment par l'information, visant à réduire l'exposition aux risques induits par certains instruments financiers,

Vu l'avis de la commission ressources et du dialogue social,

Vu le rapport de la présidente du Conseil départemental,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

Prend acte de la communication du rapport sur l'état de la dette et les perspectives 2025 conformément au rapport ci-joint.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

Annexe

DGA Ressources - Direction des finances
Service préparation budgétaire et prospective financière
Commission ressources et dialogue social

Session du 10 avril 2025 - Etat de la dette et les perspectives 2025

Mesdames, Messieurs,

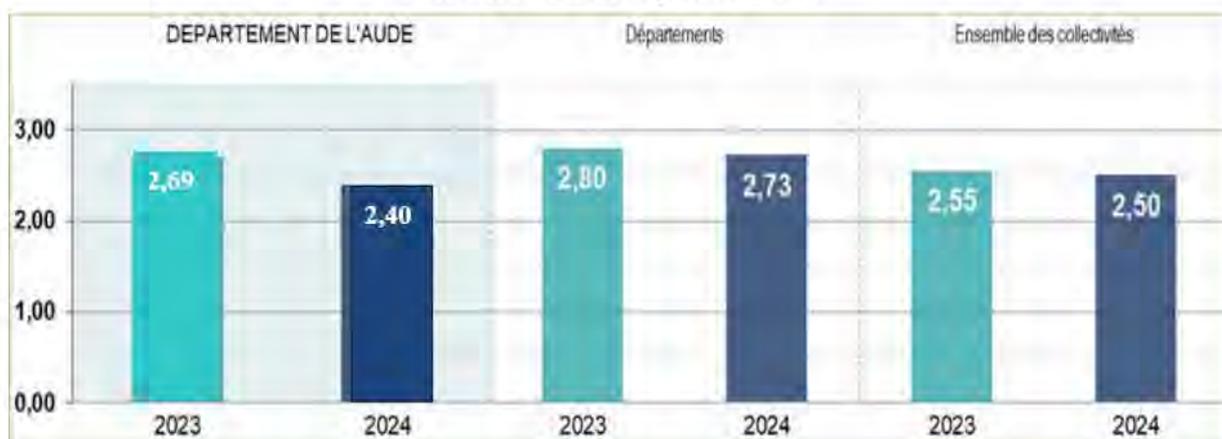
J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le rapport sur l'état de la dette et la politique en matière d'emprunt qui sera suivie pour l'exercice 2025.

Le présent rapport a pour objet de vous présenter un état de la dette au 31 décembre 2024 avant d'aborder la stratégie proposée pour 2025.

1. L'état de la dette du département au 31 décembre 2024

Avec un **taux moyen de 2,40 %** (2,69 % en 2023) et une répartition de dette de 49,4 % à taux fixe et 50,6 % à taux variable, le Département profite du processus de désinflation et de la réorientation de la politique monétaire de la BCE. Les taux d'intérêts amorcent depuis le début 2024 une baisse constante en corrélation avec la politique de desserrement des taux directeurs de la BCE. Malgré des signaux inquiétants pesant sur l'économie européenne contrebalancés par la baisse des taux afin de relancer la consommation et l'investissement, le Département poursuit l'optimisation de son encours en minimisant les risques de taux, en optimisant les marges bancaires et en privilégiant la maîtrise de l'endettement de la collectivité.

Taux d'intérêt moyen de dette

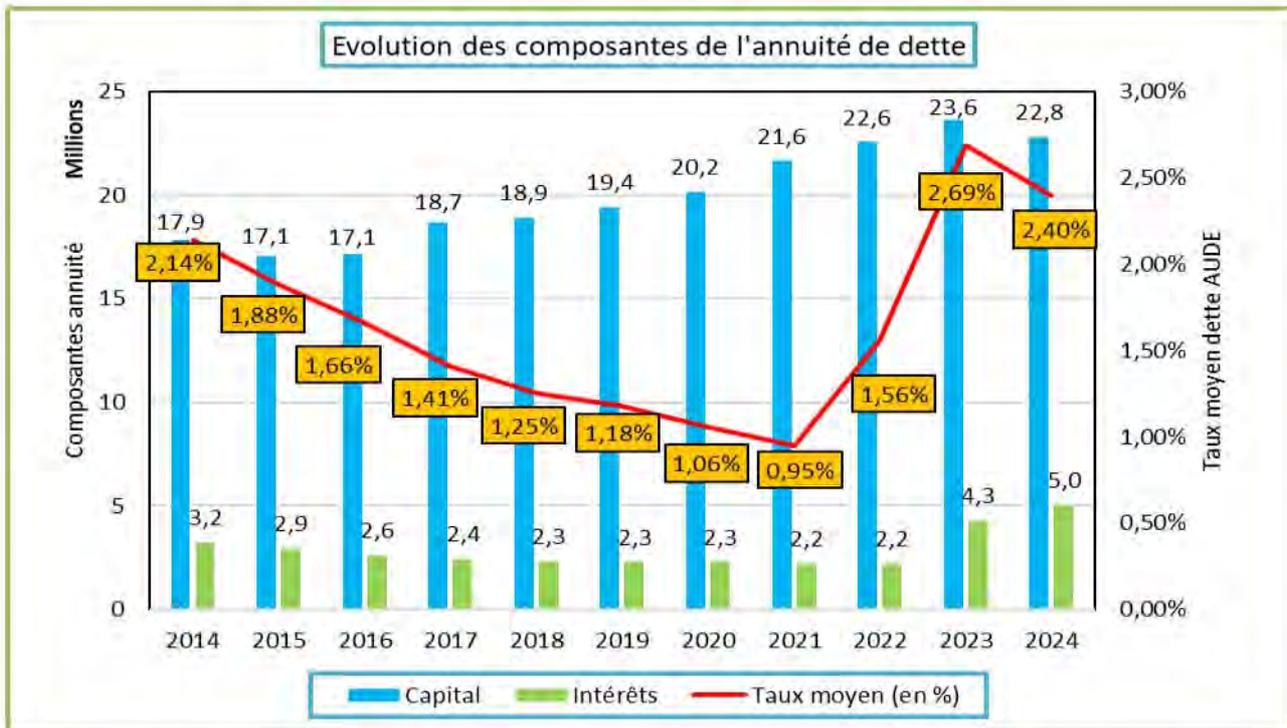


Sources Finance active

Les dernières données comparatives permettent de constater le bon positionnement du Département par rapport aux autres Départements. Avec un taux de 2,40 % au 31/12/2024, en baisse de 29 points de base par rapport à 2023, le département profite pleinement de la diversification de son encours.

La logique de diversification des taux, des prêteurs, des périodicités ainsi que les opérations d'optimisation de l'encours expliquent en grande partie la situation favorable du Département.

Pour 2024, l'annuité de dette s'élève à 27,8 M€ en baisse de 0,32 % par rapport à 2023 (- 0,09 M€). L'amortissement du capital a représenté 22,8 M€ tandis que les intérêts réglés à l'échéance ont été de 5 M€ (hors intérêts courus non échus et frais financiers). La stagnation de l'annuité repose en partie sur le décalage de l'amortissement des nouveaux prêts à phase de mobilisation revolving qui seront encaissés seulement sur 2025. La hausse brutale des taux d'intérêts sur la période 2022-2023 a multiplié par plus de 2 la charge financière sur ces deux dernières années (2023 – 2024) malgré l'optimisation de la dette et de la trésorerie. L'amélioration des taux d'intérêts 2024 aura un impact favorable sur la charge de la dette qu'à partir de 2025.



1.1. La politique d'emprunt menée en 2024

La gestion de la dette repose sur une analyse individuelle de chaque opportunité ou proposition des banques. L'exercice 2024 n'a pas mis en évidence d'opportunités d'arbitrage ou de renégociation de la dette ancienne. En revanche, la collectivité a maintenu le dispositif donnant la faculté de réaliser des opérations de couverture de taux.

Le principe retenu pour la campagne d'emprunts 2024 consistait à capter une grosse partie de la ressource dès le vote du budget 2024, le reste pouvant être réalisé en fin d'année en fonction des besoins de financement de la section d'investissement.

Cette stratégie vise les objectifs suivants : contracter en début d'année avec des conditions de marché raisonnables, garantir un meilleur accompagnement du financement des équipements sur l'année, intervenir sur une période de recours à l'emprunt hors tension.

Sur une enveloppe globale de 25 M€, la première et unique consultation réalisée en mars/avril 2024 a permis de signer 20 M€ d'emprunts, 40 % avec une phase de mobilisation revolving maximum de 17 mois permettant de mobiliser la ressource en fin d'année, 50 % avec une phase de mobilisation de 12 mois permettant de mobiliser les fonds à tout moment et/ou de profiter de la phase de mobilisation pour économiser des frais financiers et 10 % mobilisables dans les 6 mois de la signature du contrat.

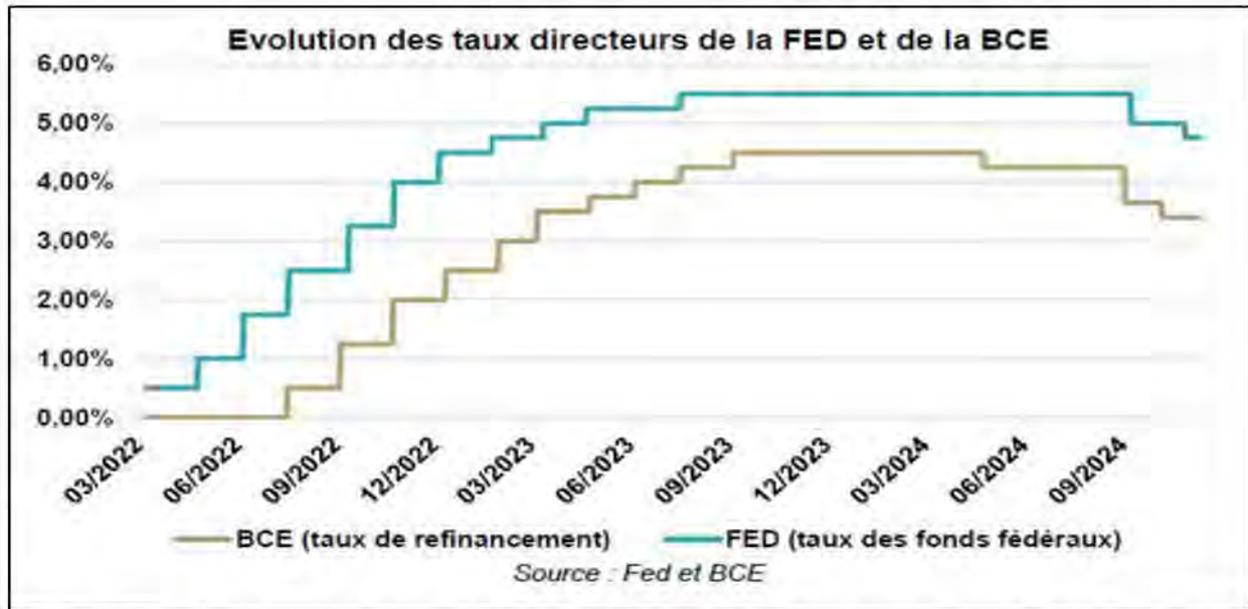
Ces facilités contractuelles procurent deux avantages :

- Une économie de 6 mois à 12 mois d'intérêts selon le contrat pour les prêts à phase de

mobilisation classique,

- Une utilisation de la faculté revolving jusqu'au 31/12/2025 pour le reste afin d'optimiser la trésorerie excédentaire et économiser des frais financiers.

Lors de sa consultation bancaire 2024, le département a pu obtenir des conditions financières attractives sur la nouvelle dette souscrite (taux fixe de 3,40 % et marge sur taux variable de 0,78 %), pour un volume total de 20 M€ d'emprunts contractés sur les 25 M€ inscrits au budget. Le département poursuit ainsi sa stratégie de moindre recours à l'emprunt visant à limiter la charge d'intérêt en fonctionnement.



La moitié des emprunts contractés sont à taux variable avec une phase de mobilisation de 12 mois permettant l'optimisation de la trésorerie et l'inscription de la recette en report d'investissement soit 10 M€. Le reste des financements se compose de 2 M€ de prêt à taux fixe au taux de 3,40 % en faveur du développement durable (prêt de la NEF complémentaire pour le financement du collège Alain à Carcassonne) et d'un prêt de 8 M€ souscrit auprès de La Banque Postale à taux fixe également de 3,40 % au terme d'une phase de mobilisation revolving de 18 mois.

Le tableau ci-après présente les différents prêts contractés en 2024 :

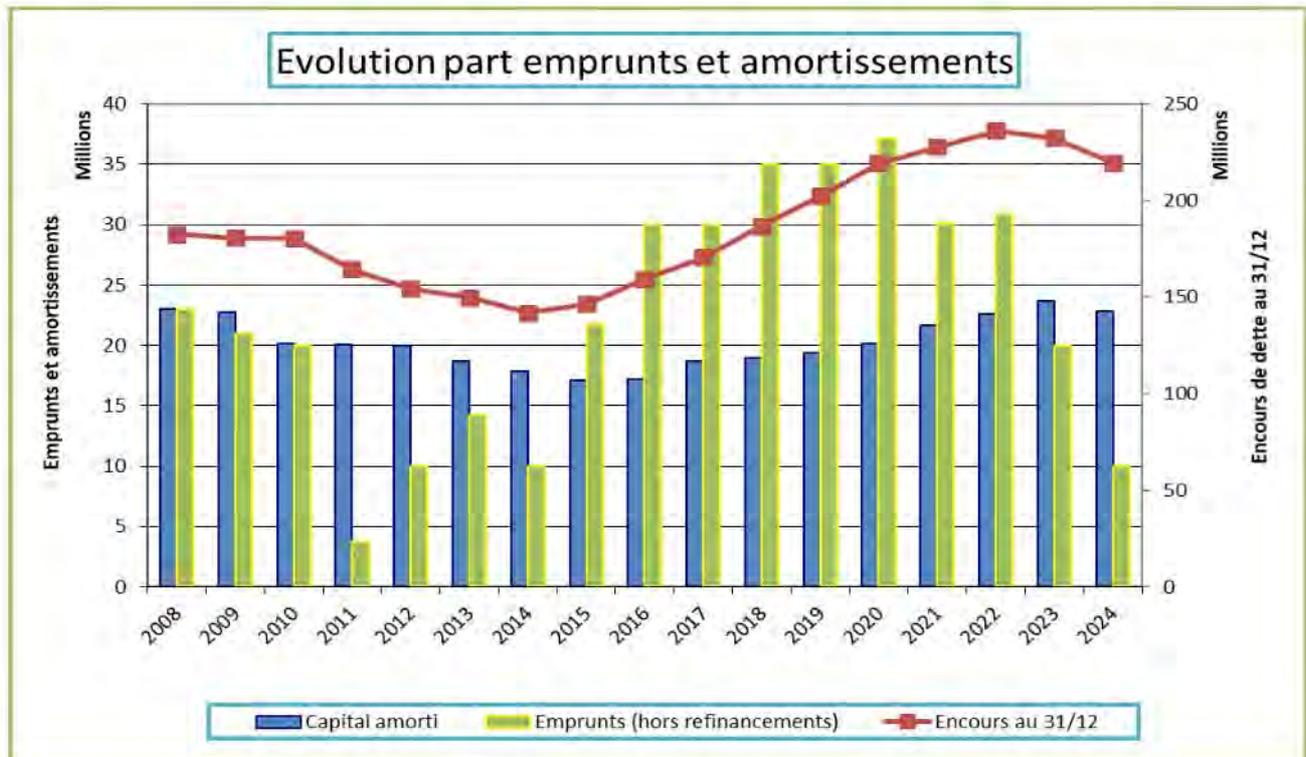
| Banque | Objet | Durée | Index + marge/taux | Commissions Frais de dossier | IRA | Charte GISLER | Montant contracté |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------|----------------------|
| LA NEF Décision n°2 | Emprunts long terme 2024 Tranche n°1 Financement des investissements environnementaux et sociaux 2024 du Département « Reconstruction du collège Alain à Carcassonne » | Mobilisation Jusqu'au 18/04/2025 | Mobilisation Durée : Jusqu'au 18/04/2025 Taux fixe 3,40% | Néant | Néant | | 2 000 000 € |
| | | Consolidation 15 ans | Consolidation Taux fixe de 3,40% | Frais de dossier 0,10 % HT | Forfaitaire de 3% | 1A | |
| CREDIT COOPERATIF Décision n°3 | Emprunts long terme 2024 Tranche n°1 Financement des investissements 2024 | Mobilisation Jusqu'au 15/07/2025 | Mobilisation Durée : jusqu'au 15/07/2025 EUR3 mois (+) 0,78 % | Néant | Néant | | 10 000 000 € |
| | | Consolidation 20 ans | Consolidation EUR 3M (+) 0,78 % (floor 0 % sur index) SWAP à taux fixe | Frais de dossier 0,10 % | Sans indemnités | 1A | |
| LA BANQUE POSTALE Décision n°4 | Emprunts long terme 2024 Tranche n°1 Financement des investissements 2024 | Mobilisation revolving Jusqu'au 31/12/2025 | Mobilisation revolving Durée : jusqu'au 31/12/2025 €STR (+) 0,96 % (floor 0 % sur index) | CNU de 0,10% | Néant | | 8 000 000 € |
| | | Consolidation 20 ans et 1 mois | Consolidation Taux fixe de marché de 3,40 % | Com. engagement 0,10 % | Indemnité actuarielle | 1A | |
| TOTAL DES EMPRUNTS SOUSCRITS EN 2024 - TRANCHE N°1 | | | | | | | 20 000 000 € |

Le contexte 2024 de l'accès à la ressource étant favorable a permis une réelle concurrence du fait d'une offre supérieure à la demande. La moitié de la dette contractée à taux variable (10 M€) donne la possibilité au Département de passer à taux fixe au moment le plus opportun.

1.2. Les caractéristiques de la dette fin 2024

La dette du Département fin 2024 présente un ensemble de caractéristiques positives tant en termes de durée, de diversification, de coût que de risque.

- **Un encours de dette en repli source de préservation des ratios prudentiels**



L'encours de la dette est composé de 89 emprunts dont 9 contrats revolving (emprunts à long terme ayant une capacité de remboursement anticipée temporaire qui peuvent fonctionner comme une ligne de trésorerie). Ces contrats revolving concernent cinq établissements bancaires (CACIB, la Société Générale, la Caisse d'Epargne, ARKEA et La Banque Postale).

Le capital restant dû s'élève à 219,5 M€, dont 31,1 M€ de prêts revolving.

L'encours de dette diminue de près de 12,8 M€ par rapport à 2023 (232,3 M€) du fait d'un recours à l'emprunt plus faible (10 M€) que la dette amortie (22,8 M€) et d'une inscription en report de 10 M€ sur les 20 M€ d'emprunts nouvellement souscrits induisant une phase de désendettement plus marquée mais réelle.

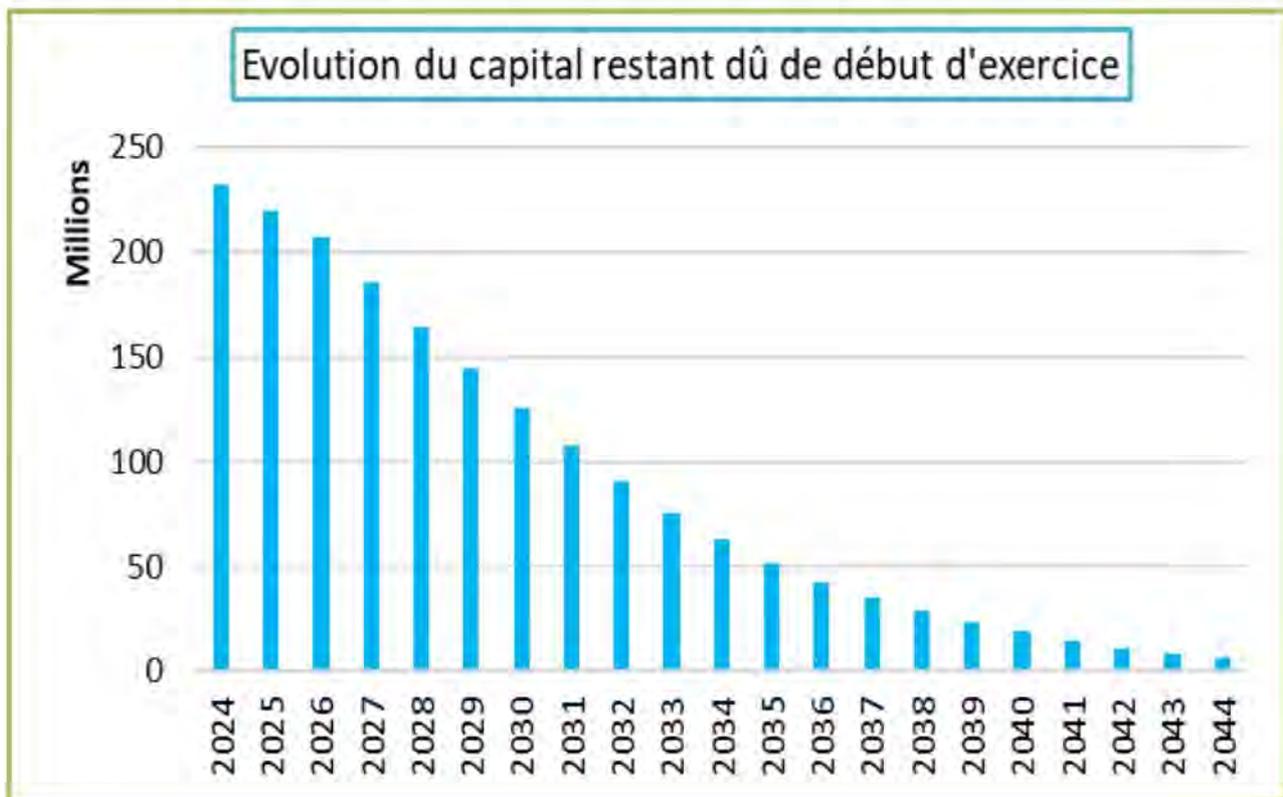
Cette baisse de l'encours s'explique par la nécessité de préserver un ratio d'endettement acceptable tout en accompagnant le soutien au plan de financement des investissements départementaux, notamment les dépenses liées aux collèges pour 10,4 M€ dont 5 M€ pour la finalisation du collège Alain à Carcassonne, les travaux routiers pour 28,8 M€. **A noter, le verdissement de la dette départementale est rendu possible par le bon classement énergétique du collège Alain à Carcassonne et le recours à un prêt RSE (Responsabilité Sociétale et Environnementale) de 2 M€ signé auprès de LA NEF.**

L'emprunt vise également à financer les subventions d'investissement sur les projets structurants du département comme la mission Aménagement et attractivité du territoire avec les aides pour les équipements publics (8,6 M€) et les dépenses pour les infrastructures d'intérêt départemental (5,2 M€).

- **Un profil d'extinction de la dette favorable**

Au 31 décembre 2024, la durée de vie résiduelle moyenne, qui exprimée en années représente la durée restant avant l'extinction totale de la dette ou d'un emprunt, était en diminution de 13 mois par rapport à 2023 et se porte à 10 ans et 7 mois.

Hors dette simulée, le profil d'extinction de la dette reste toujours favorable.



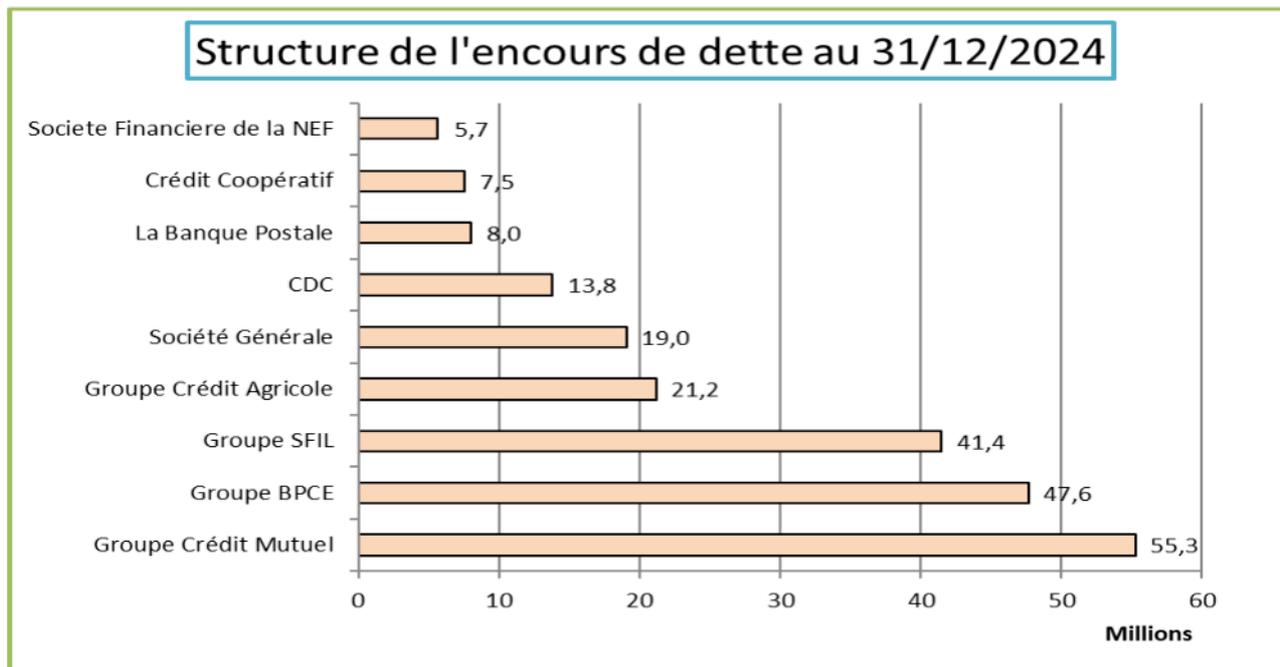
- **Une répartition par prêteurs : une nécessaire diversification**

Le **groupe Crédit Mutuel/ARKEA** est le principal prêteur avec un encours de 55,3 M€.

Le **groupe BPCE** (Caisse d'Epargne, Crédit Foncier et la Banque Populaire du Sud) est en deuxième position avec un capital restant dû de 47,6 M€ en légère baisse en l'absence de propositions compétitives ou de propositions tout simplement lors de la dernière consultation.

La **SFIL/CAFFIL** (Société de Financement Local) est en troisième position avec un capital restant dû de 41,4 M€. Cet encours progresse ponctuellement en raison de la reprise systématique des emprunts signés avec La Banque Postale du fait du partenariat commercial (8 M€ signés en 2024 non encore cédés à la SFIL). Il est suivi du **groupe Crédit Agricole (CRCAML et CACIB)** pour 21,2 M€.

Viennent ensuite **la Société Générale** (19 M€), **la Banque des territoires** anciennement CDC pour 13,8 M€, le **Crédit Coopératif** (7,5 M€, en attente de la rentrée du nouveau prêt de 10 M€ en juillet 2025) et enfin **la NEF, Nouvelle Economie Fraternelle** (5,7 M€).



- **Avec une structure de la dette « fixée » à 49,4 %, le département est protégé des aléas conjoncturels des marchés financiers**

La part du taux fixe s'établit à près de la moitié de l'encours total. Pour 2024, les nouvelles conditions à taux fixe sont moins onéreuses, marquées par la baisse des taux, ce qui se traduit par 50 % de nouveaux contrats souscrits à taux fixe pour un montant de 10 M€ à des conditions financières raisonnables (taux 3,40 %, 3,63 % en 2023). Le stock de dette à taux fixe reste très performant, fruit de l'optimisation de dette ces dernières années, permettant de jouer un rôle d'amortisseur face aux récentes variations des taux d'intérêts.

L'encours à taux variable représente 50,6 % de la dette totale. Cette orientation a permis d'affecter positivement le coût de la dette globale pendant près de 10 ans eu égard à la faiblesse des taux courts jusqu'à la fin du 1^{er} semestre 2022. Le dernier appel d'offre a favorisé l'intégration de 50 % de taux variable eu égard à la détente des taux, à la souplesse de gestion de ce type d'offre (phase de mobilisation de 12 mois génératrice d'importantes économies de frais financiers) et aux possibilités de passage à taux fixe sans frais.

Globalement, les conditions financières de ces nouveaux contrats restent attractives notamment en termes de souplesse de gestion.

| Type | Encours | % d'exposition | Taux moyen (ExEx, Annuel) |
|-----------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|
| Fixe | 108 533 306 € | 49,44% | 1,13% |
| Variable | 102 718 408 € | 46,79% | 3,61% |
| Livret A | 8 269 609 € | 3,77% | 4,00% |
| Ensemble des risques | 219 521 323 € | 100,00% | 2,40% |

État généré au 31/12/2024

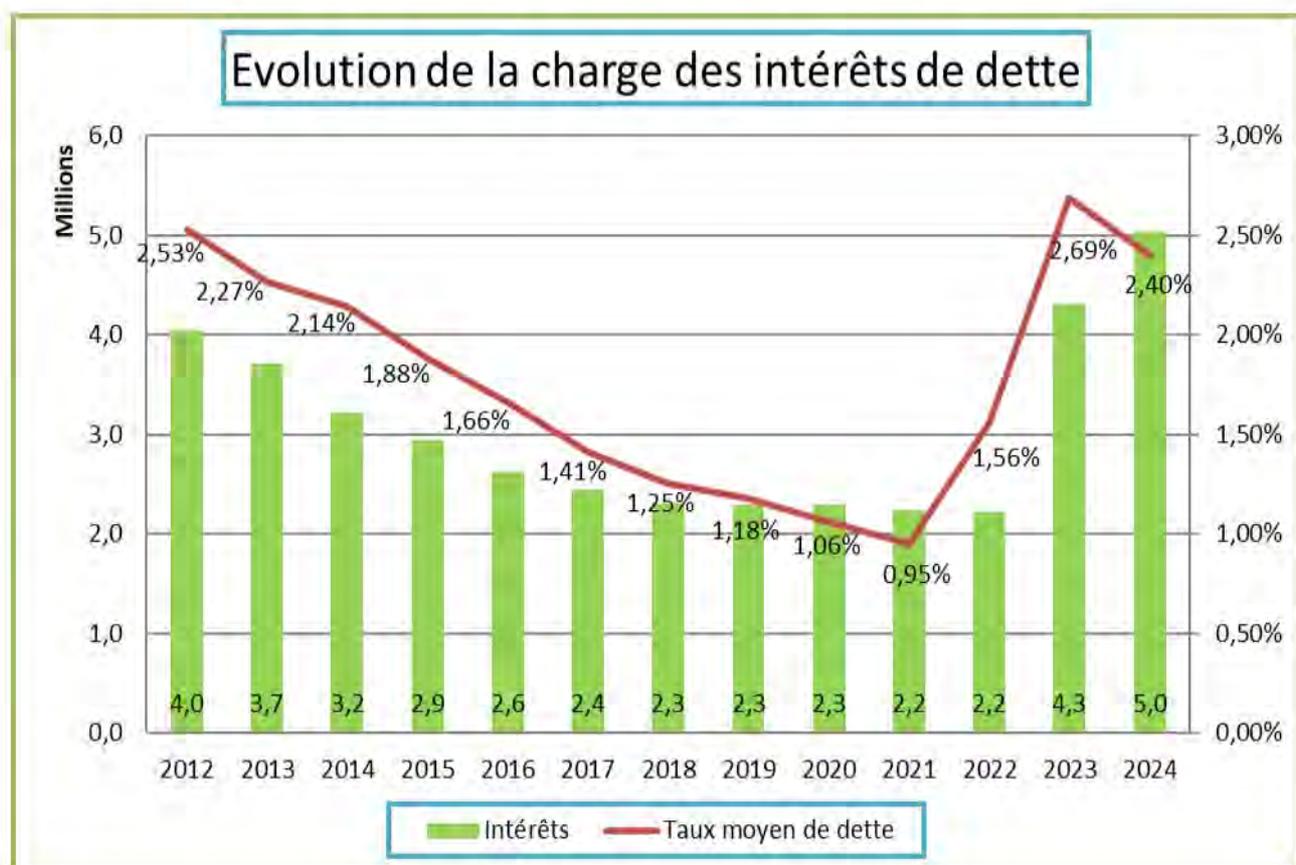
▪ Un coût de la dette performant encore perturbé par la hausse des taux d'intérêt

Le coût de la dette se mesure à partir du taux moyen de dette. Au 31 décembre 2024, il s'élève à **2,40 % marge incluse**. Ce chiffre reste indicatif puisqu'il convient de tenir compte non seulement de l'exposition au risque de taux mais également de la durée de la dette.

Ce taux n'a cessé de s'affaiblir sur la période 2008-2022 sous l'effet d'une baisse continue des taux d'intérêts, des marges bancaires, des opérations de réaménagement ou de refinancement de dette et de la gestion active de trésorerie.

Il connaît un rebond conséquent avec la hausse brutale des taux d'intérêts depuis le 2^{ème} semestre 2022. Les premiers effets de cette hausse des taux n'ont impacté significativement la charge financière qu'à partir de 2023 avec un surcoût sur les intérêts d'emprunt en 2024 de 2,7 M€ (soit une **charge d'intérêts hors ICNE de 5 M€ en 2024**). Cette hausse brutale des intérêts est néanmoins **atténuée par une gestion active de trésorerie générant près de 1,2 M€ d'économie de frais financiers** (recours aux prêts revolving et décalage de la mobilisation des nouvelles enveloppes 2024) **sans quoi la charge financière 2024 aurait été portée à 6,2 M€.**

Le graphique ci-dessous illustre bien la décline sur 10 ans de la charge financière de la dette, divisée par deux sur la période et le renversement de tendance constatée depuis 2023.



▪ **Exposition au risque : une dette sécurisée à 100 %**

L'exposition aux risques s'appréhende à travers la charte de bonne conduite (GISSLER), telle que définie par la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics. Sur les deux axes, la classification de 1 à 5 et de A à F modélise un niveau de risque croissant.

| Charte de bonne conduite : classification des risques | |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Indices sous-jacents | Structures |
| 1 INDICES ZONE EURO | A ÉCHANGE DE TAUX FIXE CONTRE TAUX VARIABLE OU INVERSEMENT, ÉCHANGE DE TAUX STRUCTURÉ CONTRE TAUX VARIABLE OU TAUX FIXE (SENS UNIQUE), TAUX VARIABLE SIMPLE PLAFONNÉ (CAP) OU ENCADRÉ (TUNNEL). |
| 2 INDICES INFLATION FRANÇAISE OU INFLATION ZONE EURO OU ÉCARTS ENTRE CES INDICES | B BARRIÈRE SIMPLE, PAS D'EFFET DE LEVIER |
| 3 ÉCARTS D'INDICES ZONE EURO | C OPTION D'ÉCHANGE (SWAPTION) |
| 4 INDICES HORS ZONE EURO, ÉCART D'INDICES DONT L'UN EST UN INDICE HORS ZONE EURO | D MULTIPLICATEUR JUSQU'À 3 ; MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 CAPÉ |
| 5 ÉCART D'INDICES HORS ZONE EURO | E MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 |
| 6* INDEXATIONS NON AUTORISÉES DANS LE CADRE DE LA CHARTE (TAUX DE CHANGE...) | F* STRUCTURES NON AUTORISÉES PAR LA CHARTE (CUMULATIF, MULTIPLICATEUR > 5...) |

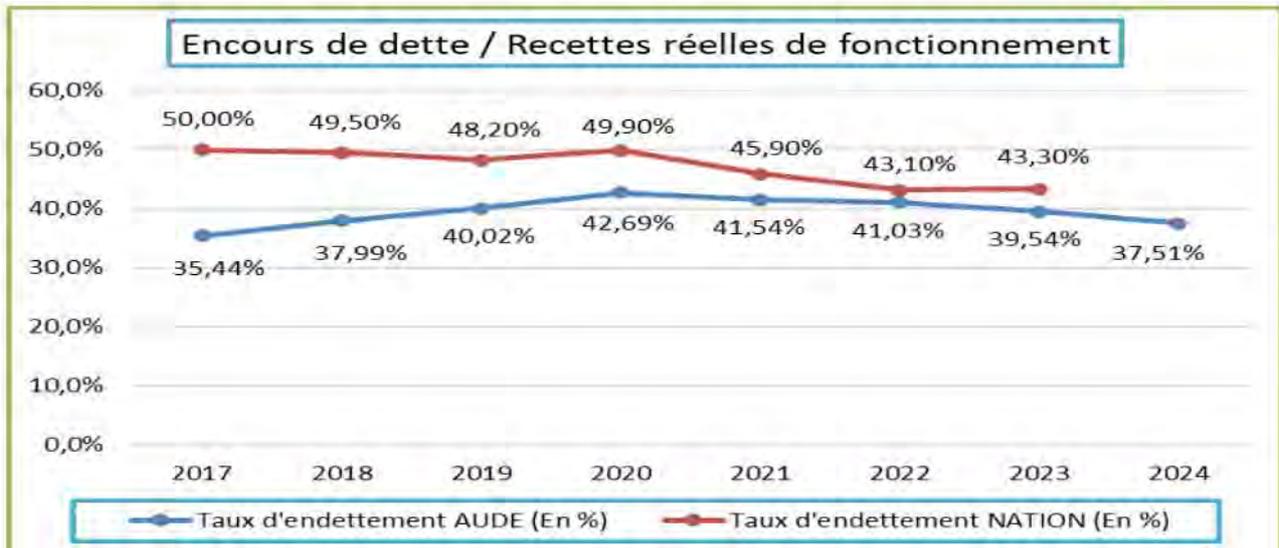
SOURCE : CHARTE DE BONNE CONDUITE ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES
 * : HORS CHARTE

La dette du Département de l'Aude est sécurisée avec 100 % de l'encours positionné sur du risque 1A, sur lequel le Département paye des taux fixes et variables classiques. **La dette n'est donc pas exposée à un risque de dégradation excessive des taux d'intérêts.**

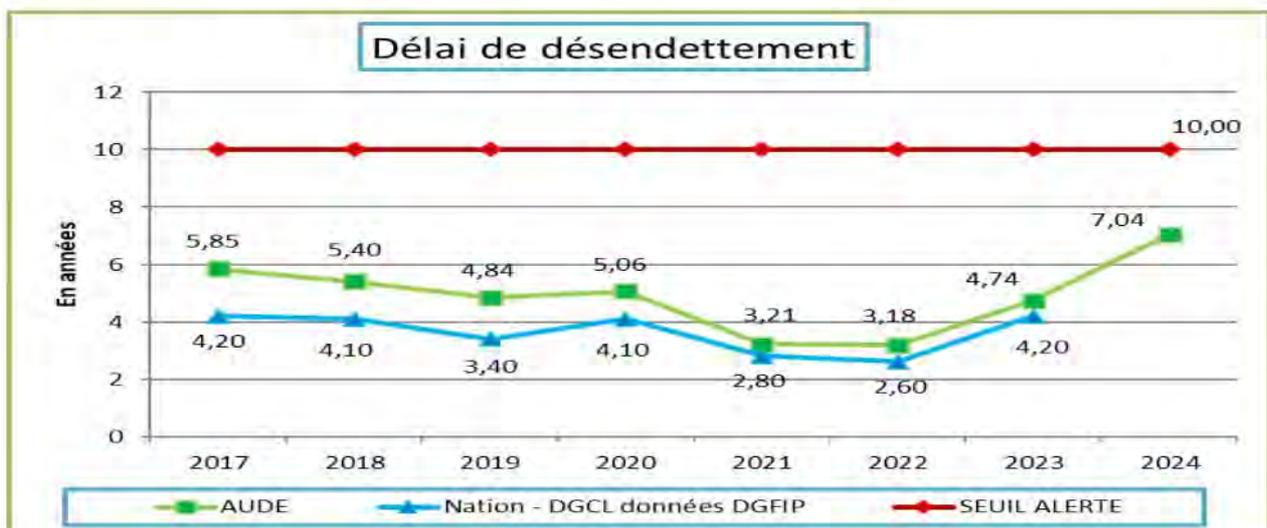


▪ **Principaux ratios de dette**

Le ratio de taux d'endettement mesure l'encours de dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. Celui-ci s'améliore sans dépasser les ratios nationaux départementaux. L'évolution plus favorable ces dernières années s'explique principalement par la bonne dynamique des DMTO sur la période 2021-2022 et sur un moindre recours à l'emprunt depuis 2023.



Le ratio de capacité de désendettement ou stock de dette directe/épargne brute mesure la durée que mettrait la collectivité à rembourser complètement sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute annuelle. Plutôt maîtrisé jusqu'en 2023 en raison d'une bonne dynamique des recettes sur la période 2022-2023 (progression des DMTO et de la fraction de TVA), celui-ci tend à se tendre en 2024 avec la détérioration de l'épargne brute nécessitant une surveillance sans pour autant être alarmiste.



| | | |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------------------------|
| Capacité de désendettement (dettes / CAF brute de l'exercice) | < 3 ans | Endettement faible (à augmenter) |
| | de 3 à 6 ans | Endettement maîtrisé (à maintenir) |
| | de 6 à 9 ans | Endettement élevé (à résorber) |
| | de 9 à 12 ans | Endettement trop élevé (à réduire) |
| | > 12 ans | Surendettement avéré (à réduire) |
| Ratio établi par les CRC | | |

1.3. La gestion de trésorerie en 2024

Le principal objectif d'une gestion de trésorerie est la diminution des disponibilités au compte du trésor non rémunérées et donc la réduction du coût d'opportunité, à savoir l'élimination des frais financiers inutiles.

La gestion de trésorerie s'appuie principalement sur l'utilisation de prêts dits revolving, remboursables et mobilisables à tout moment, dans le but de réaliser des économies de frais financiers. Fin 2024, le Département disposait de 9 lignes de crédit long terme renouvelable, représentant un capital restant dû de 31,1 M€. En 2024, l'utilisation de la faculté de remboursement de ce type de prêt couplée à un retardement de la mobilisation de nouvelles enveloppes ont permis de **générer une économie de frais financiers de 1 255 097 €**.

Le placement de trésorerie est un moyen complémentaire de gestion active de la trésorerie. Il reste très limité car obéissant à une réglementation restrictive. Il permet d'optimiser une partie de la trésorerie et de réaliser un produit financier. Ce dispositif a peu été utilisé depuis 2013 en raison de la faiblesse des taux de rémunération. Depuis 2023, avec la hausse des taux, le Département a renouvelé le recours au placement. Ainsi, un placement de 8 M€ sur 9 mois au taux de 3,57 % a pu être réalisé en 2024. Le produit financier était de 214 200 € auquel s'est ajouté le produit du précédent placement de 10 M€ à cheval sur 2023-2024 pour un montant de reversement d'intérêts de 282 000 € **soit un total de produits financiers en 2024 de 496 200 €**.

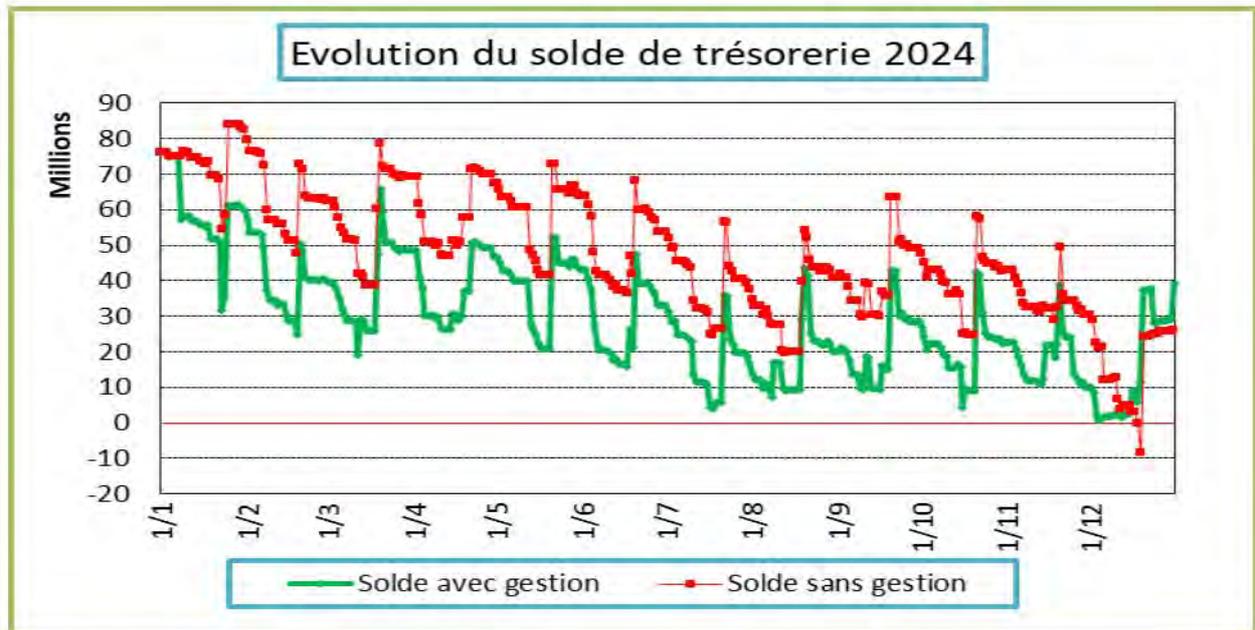
Le Département ne disposait plus de **lignes de trésorerie** comme par le passé. En effet, malgré les actions d'optimisation sur la trésorerie, le Département disposait de suffisamment de trésorerie pour assumer ses dépenses courantes.

Néanmoins, la réduction du fonds de roulement de la collectivité en lien avec le différé de la mobilisation des prêts a nécessité de prévoir la réactivation de ce dispositif de financement complémentaire pour l'année 2025. La stratégie de gestion de la trésorerie repose sur le remboursement de prêts revolving en stock pour 30,1 M€ ainsi que la réalisation d'un placement de trésorerie pour 6,9 M€ afin d'assécher volontairement le fonds de roulement disponible non rémunéré et de recourir à des lignes de trésorerie plus souples dans l'utilisation et moins onéreuses pour financer les besoins ponctuels de trésorerie sur le mois de l'ordre de quelques jours. **Globalement, cette gestion active de trésorerie a permis la réalisation d'une économie de frais financiers importante (1,2 M€)**. Pour ce faire, une consultation bancaire de ligne de trésorerie fin 2024 sur la base de 30 M€ a permis de sélectionner 2 offres pour 2025 comme suit :

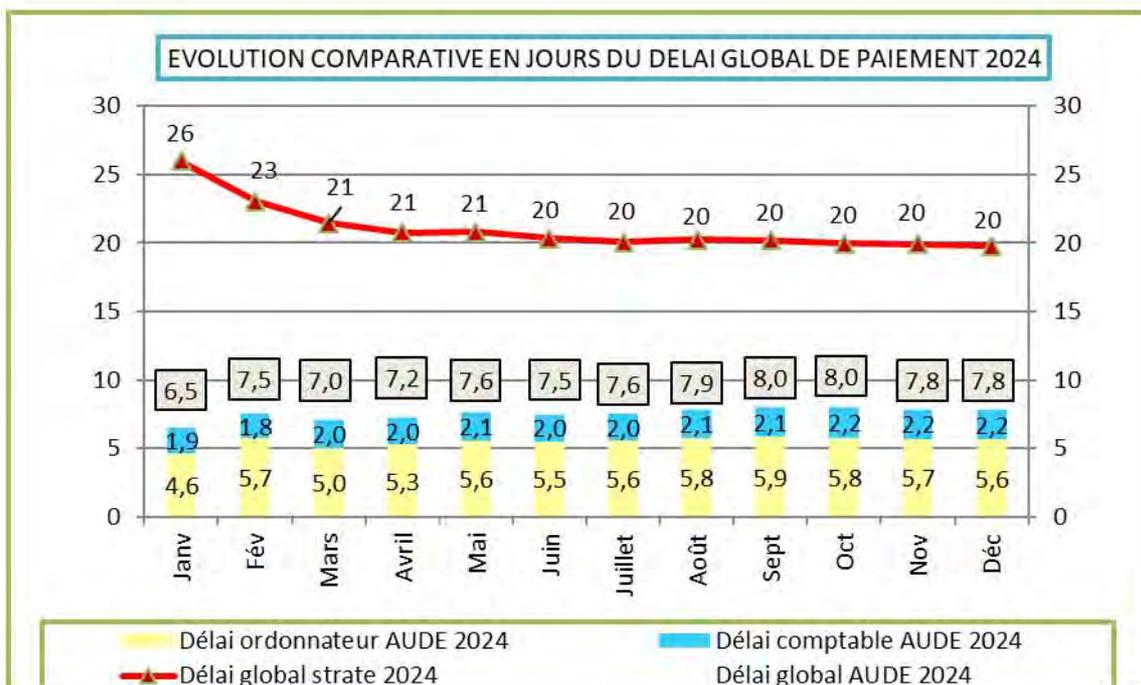
Lignes de trésorerie 2025 - Décisions du 10 décembre 2024

| Banque | Arkéa | Banque Postale |
|-------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Montant | 15 000 000,00 € | 15 000 000,00 € |
| Montant minimum de tirage | 100 000,00 € | 10 000,00 € |
| Durée | 1 an | 1 an |
| Base de calcul des intérêts | Exact/360 | Exact/360 |
| Facturation des intérêts | Trimestrielle | Trimestrielle |
| Préavis de tirage | En J avant 15h00 pour J | En J avant 16h30 pour J+1 |
| Préavis de Remboursement anticipé | En J avant 15h00 pour J | En J avant 16h30 pour J+1 |
| Taux payés | €STR (floor à 0,00%) + 0,68% | €STR (floor à 0,00%) + 0,68% |
| Frais et commissions annexes | 0,10% | 0,10% |
| Commission de Non-Utilisation (CNU) | - | 0,05% |

A titre d'information, vous trouverez ci-dessous un graphique représentant l'évolution de la trésorerie journalière du Département sur l'année 2024. La courbe en vert représente l'évolution du solde de la trésorerie après gestion de trésorerie avec les prêts revolving ainsi que les placements de trésorerie.



Afin de compléter cette analyse, il est également utile de mettre en évidence l'évolution mensuelle des délais de paiement sur l'exercice 2024 (Source HELIOS). Bien qu'il s'agisse de délais moyens mensuels, force est de constater que le délai global de paiement du département de l'Aude est inférieur à 8 jours, pour un délai maximum de 30 jours, répartis entre 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public, loin du délai des départements de même strate.



2. Stratégie de gestion de dette pour 2025

2.1. La gestion de l'encours

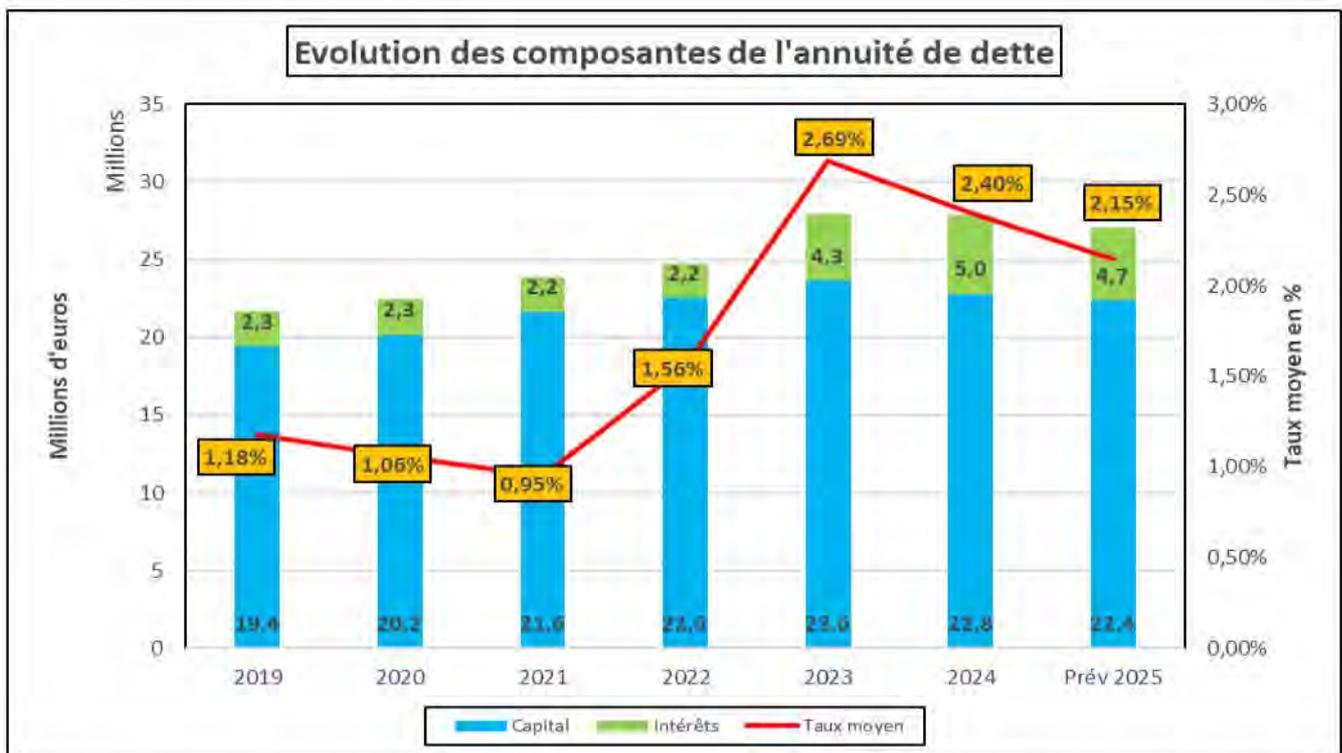
Le Département restera plus particulièrement en alerte sur ses contrats multi-options, l'arbitrage de taux permettant d'optimiser les frais financiers en tenant compte des évolutions du marché financier. Ces arbitrages varient selon les possibilités offertes aux contrats.

A défaut d'options contractuelles, il est toujours possible d'agir sur la dette via des opérations de réaménagement et si besoin des refinancements à défaut d'accord avec le partenaire initial.

L'audit annuel de la dette départementale réalisé en collaboration avec Finance active, conseil en matière de dette, permet depuis de nombreuses années de réaliser un constat et une analyse du stock de dette et d'envisager des actions d'optimisation.

Cet audit n'a pas révélé de réelles opportunités de gestion de dette pour 2025. Toutefois, il est important de rester en veille tant les retournements de tendance peuvent être brutaux.

2.2. L'annuité de la dette 2025



L'annuité de dette 2025 s'élèverait à 27 M€ en baisse de 2,75 % par rapport à 2024 (- 0,8 M€). L'amortissement du capital représentera 22,3 M€ tandis que les intérêts à régler à l'échéance sont estimés à 4,7 M€ (hors intérêts courus non échus et frais financiers). La baisse de l'annuité repose sur la baisse des taux d'intérêts ainsi que sur la gestion active de dette et de trésorerie dont les économies de frais financiers sur 2025 pourraient s'établir à près de 697 000 €. A titre d'information, ces économies potentielles seront complétées du produit de placement de trésorerie de 6,9 M€ réalisé sur 12 mois en 2025 dont le reversement s'établira à 160 770 € fin 2025.

2.3. Les nouveaux financements 2025

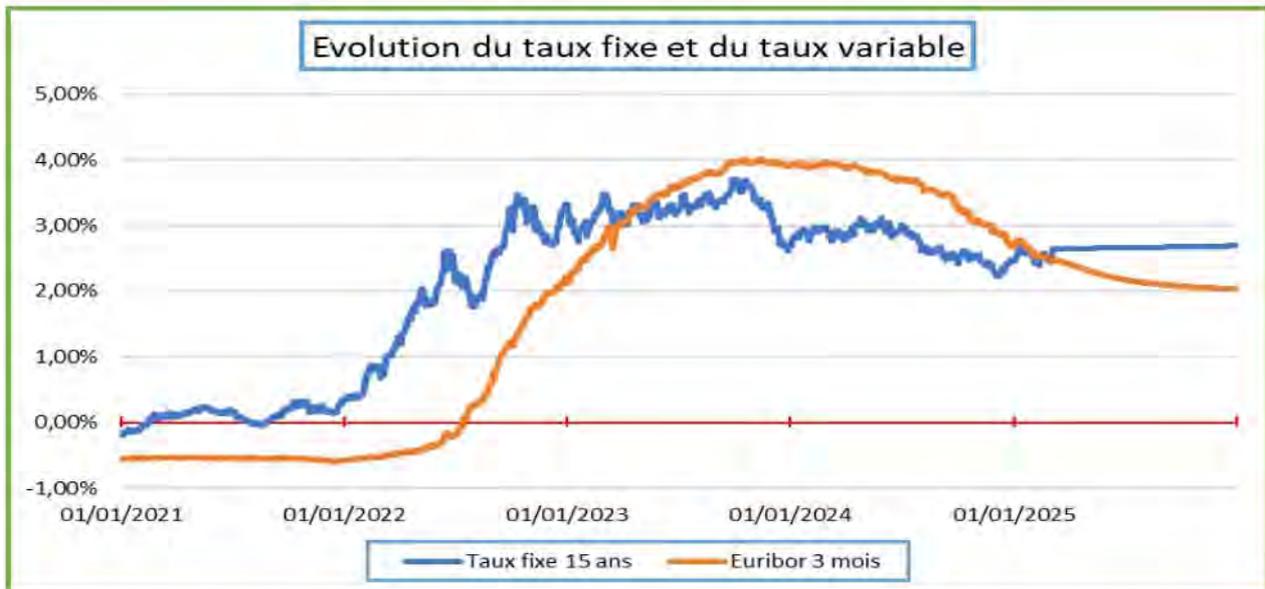
Comme annoncé lors du débat d'orientations budgétaires et du budget primitif 2025, l'inscription budgétaire de l'emprunt est de 25 M€ maximum à laquelle se rajoute les 10 M€ de reste à réaliser mobilisable en juillet 2025. La contractualisation de l'emprunt s'établira dans une fourchette entre 20 et 22 M€ afin d'une part de poursuivre l'engagement du Département dans le financement de projets structurants pour le territoire audois tout en contenant le coût de la dette et d'autre part, de poursuivre une phase de désendettement entamé depuis 2023 afin de poursuivre la préservation des ratios prudentiels.

En matière d'équipements départementaux, la prévision de dépenses s'établit à **38,4 M€**. Ainsi, en 2025, de nouveaux projets seront lancés et d'autres seront poursuivis, conformément aux engagements portés par le Département en termes de solidarités humaines, de soutien aux territoires et de transition écologique. Concernant le prolongement des engagements du département, cette année verra la finalisation des travaux sur le Collège Alain à Carcassonne (1,5 M€), des travaux relatifs à la maîtrise de l'énergie (2,27 M€), le programme traditionnel des investissements routiers (21,9 M€). Des travaux d'entretien des bâtiments sont programmés sur les bâtiments hors collèges pour un coût total de 3 M€.

En matière de subvention d'investissement, la prévision s'établit à **23,8 M€**. Parmi ces subventions figurent le financement d'infrastructures en matière d'eau potable et d'assainissement (1,7 M€), le programme de prévention des inondations avec une dotation de 2 M€, le financement des infrastructures d'intérêt départemental (nouvelle ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan, très haut débit, aéroport de Carcassonne et port de Port La Nouvelle pour 5 M€) et les projets d'équipements publics représentent un poste de dépenses important du Département dans le cadre de l'aide aux Communes (7,2 M€).

Si ces projets bénéficient de subventions, un complément avec le recours à l'emprunt est nécessaire entre 20 et 22 M€. Cette fourchette tient compte de l'actualisation des dépenses d'investissement ainsi que de l'incertitude sur le niveau des recettes de fonctionnement.

La consultation pourrait s'opérer en 2 phases : une première tranche de l'ordre de 15 à 20 M€ sur le 1^{er} semestre 2025 afin de couvrir une grande partie du besoin 2025, une deuxième tranche pour le résiduel courant septembre 2025 afin d'ajuster le financement de l'année en fonction de l'actualisation des besoins. Le recours à l'emprunt interviendra dans un environnement de marché moins dégradé mais incertain en termes de prix compte tenu de la détente des taux d'intérêts (graphe ci-après). Il conviendra également de prévoir courant septembre 2025 le renouvellement des lignes de trésorerie pour 2026.



Les dernières tensions sur le niveau des taux d'intérêt ayant impacté nettement les frais financiers sur la période 2022-2024 doivent être nuancées car le faible coût de la ressource constaté depuis de nombreuses années ne correspondait en rien à une situation normale. Il s'agissait de faire face à une succession de crises (financières, sanitaire) par des mesures de facilités de crédits. Aujourd'hui, l'accès au crédit est plus onéreux et dans la norme mais pas plus contraint car le Département bénéficie d'une situation financière plutôt saine même si la vigilance s'impose au vu du climat d'incertitude ambiant et du contexte financier tendu pesant sur les collectivités publiques.

Le réajustement de la politique monétaire avec pour optique la lutte contre l'inflation a porté ses fruits. Il incite à ouvrir la consultation bancaire sur des offres tant à taux fixe qu'à taux variable. Cette pratique source de diversification de l'encours a permis jusqu'à présent une réduction significative du coût de la dette départementale. Plus particulièrement, il s'agira de solliciter à nouveau nos partenaires sur des enveloppes multi-options (taux fixe et taux variable au choix) avec des facilités revolving dans la mesure du possible afin de gérer activement la trésorerie du Département.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

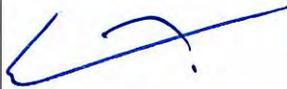
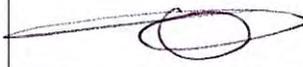
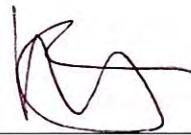
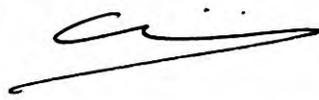
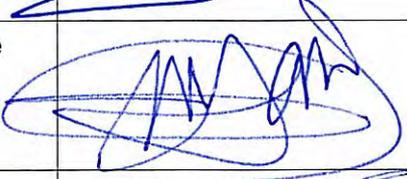
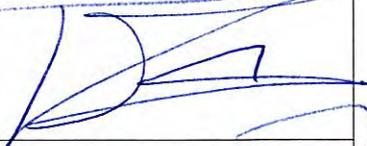
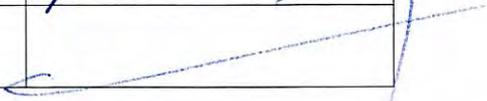
Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

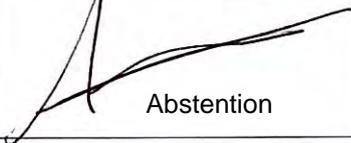
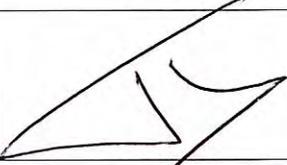
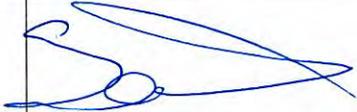
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF



| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières | |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès | |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien | |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric | |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude | |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 | |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |



| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARDINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF



| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Délégation à la Présidente du Conseil départemental en matière d'emprunt et de trésorerie | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L3211-2,

Vu la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales dont les préconisations, notamment par l'information, visant à réduire l'exposition aux risques induits par certains instruments financiers,

Vu la délibération du Conseil départemental du 19 octobre 2023 portant délégations à la Présidente du Conseil départemental et qu'il apparaît indispensable de préciser le champ des délégations à la Présidente du Conseil départemental en matière d'emprunts et de trésorerie,

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport ne présente pas d'incidence financière directe.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le rapport sur les délégations données à la Présidente pour gérer la dette et la trésorerie.

Conformément aux recommandations de la circulaire du 25 juin 2010, il convient de préciser la délégation accordée par l'assemblée départementale à la Présidente du Conseil départemental.

Il est proposé de conférer une délégation à la Présidente sur l'exercice 2025 :

- pour procéder à la réalisation des emprunts nouveaux, libellés en euros et limités, dans le cadre de produits structurés aux produits 1A, 1B et 1C de la charte de bonne conduite destinés au financement des investissements prévus au budget soit 25 M€ maximum pour 2025 et passer à cet effet les actes nécessaires dans les limites définies en annexe,
- pour optimiser la gestion des emprunts, de recourir à des opérations de couverture et de passer à cet effet les actes nécessaires dans les limites définies en annexe,
- pour procéder à la réalisation des lignes de trésorerie d'un montant annuel maximum de 50 M€ (cinquante millions d'euros) et pour prendre les décisions de placements de trésorerie

mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1 du CGCT, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, dans la limite d'un montant annuel de quinze millions d'euros (15 M€).

LA PROPOSITION

Après en avoir délibéré, je vous propose, Mesdames, Messieurs :

- de m'accorder les délégations en matière de gestion de la dette et de la trésorerie pour l'exercice 2025 telles que précisées en annexe du rapport.

Je vous serais obligé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer et me faire part de votre décision.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

Annexe

Délégation accordée à la Présidente du Conseil départemental pour l'exercice 2025

1. Nouveaux financements 2025

Pour la mise en œuvre des orientations définies lors de la session du 10 avril 2025 dans le rapport sur l'état de la dette et les perspectives 2025, délégation est donnée à la Présidente du Conseil départemental pour procéder à la réalisation des emprunts nouveaux destinés au financement des investissements prévus au budget soit 25 M€ maximum pour 2025 et passer à cet effet les actes nécessaires dans les limites suivantes.

L'Assemblée départementale autorise la Présidente du Conseil départemental pour 2025 :

- à finaliser, au terme de la phase préparatoire mise en œuvre par les services, les consultations réalisées auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour des emprunts nouveaux ou de refinancement, ainsi que par l'intermédiaire de plateformes de financement ou tout autre mode de courtage. Les emprunts (classiques, placements privés de type Schuldschein notamment, obligataires et assortis d'une option de tirage sur une ligne de trésorerie) seront libellés en euros. Ils pourront être :
 - à court, moyen ou long terme, et éventuellement sous forme obligataire,
 - avec la possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

L'encours de dette envisagé pour fin 2025 s'élèverait à 232,14 M€ maximum.

Le contrat de prêt pourra notamment comporter une ou plusieurs caractéristiques ci-après :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de recourir à des produits structurés 1A, 1B et 1C uniquement,
- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation,
- la faculté de réaliser des tirages et des remboursements dans le cadre d'une enveloppe revolving sur tout ou partie de la durée du prêt,
- la possibilité d'allonger ou de réduire la durée du prêt,
- la possibilité de procéder à un différé d'amortissement,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,
- Durée long terme maximum de 40 ans.

- A retenir et conclure les meilleures offres au regard des possibilités que représente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- A passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée, éventuellement la résilier, et à signer tous les contrats répondants aux conditions posées précédemment,
- A exercer à son initiative les options prévues par le contrat de prêt, notamment à définir le type d'amortissement et à procéder à un différé d'amortissement, à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, à modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du taux d'intérêt ou la périodicité et le profil de remboursement,
- A conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

2. Gestion de l'encours

Pour l'optimisation de la gestion des emprunts, délégation est donnée à la Présidente du Conseil départemental pour recourir à des opérations de couverture et passer à cet effet les actes nécessaires dans les limites suivantes.

L'Assemblée départementale autorise la Présidente du Conseil départemental :

- A décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts,
- A procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restants dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées au paragraphe précédent,
- A procéder à des opérations de couverture des risques de taux et de change permettant une amélioration de la gestion des emprunts. Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP), d'accord de taux futurs (FRA), de garanties de taux plafond (CAP), de garanties de taux plancher (FLOOR), de garanties de taux plafond et de taux plancher (COLLAR), de terme contre terme, d'options sur taux d'intérêt, et de toutes opérations de marché.

Les opérations de couverture des risques de taux et de change devront toujours être adossées à des emprunts réalisés dont la liste figure annuellement en annexe du compte administratif.

La durée des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.

Le montant des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder le capital restant dû des emprunts auxquels ils sont adossés. Les index de référence pourront être : le T4M, le TAM, l'EONIA, l'€STR, le TMO, le TME, l'EURIBOR ou tout autre taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés.

Pour l'exécution de ces opérations de couverture des risques de taux et de change, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés. En conséquence, la Présidente du Conseil départemental est autorisée à :

- Lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations, retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser, passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée et le cas échéant, résilier l'opération arrêtée, signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

3. Gestion de la trésorerie

Pour la mise en œuvre des orientations définies dans la section précédente, délégation est donnée à la Présidente du Conseil départemental, jusqu'au terme de son mandat au plus tard, ou jusqu'à ce que cette délégation soit rapportée, pour procéder à la réalisation des lignes de trésorerie d'un montant annuel maximum de 50 M€ (cinquante millions d'euros), pour prendre les décisions de placements de trésorerie mentionnées au III de l'article L.16182 et au a) de l'article L.222151 du CGCT, sous réserve des dispositions du c) de ce même article dans la limite d'un montant annuel de quinze millions d'euros (15 M€), et signer tout document et tout contrat afférent à cette délégation.

| Votants | Pour | Contre | |
|----------------------------------|------|--------|---|
| 36 | 36 | 0 | |
| Abstentions | | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-021

Objet de l'affaire : Délégation à la Présidente du Conseil départemental en matière d'emprunt et de trésorerie

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L3211-2,

Vu la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales dont les préconisations, notamment par l'information, visant à réduire l'exposition aux risques induits par certains instruments financiers,

Vu la délibération du Conseil départemental du 19 octobre 2023 portant délégations à la Présidente du Conseil départemental et qu'il apparaît indispensable de préciser le champ des délégations à la Présidente du Conseil départemental en matière d'emprunts et de trésorerie,

Vu l'avis de la commission ressources et du dialogue social,

Vu le rapport de la présidente du Conseil départemental,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

Donne délégation en matière d'emprunt et de trésorerie à la Présidente du Conseil départemental pour :

1/ Procéder à la réalisation des emprunts, libellés en euros et limités, dans le cadre de produits structurés aux produits 1A, 1B et 1C de la charte de bonne conduite destinés au financement des investissements prévus chaque année par le budget soit 25 M€ maximum pour 2025 et passer à cet effet les actes nécessaires selon les modalités et dans les limites suivantes :

- Au terme de la phase préparatoire mise en œuvre par les services, les consultations pour des emprunts nouveaux ou de refinancement (dont les consultations réalisées par l'intermédiaire de plateformes de financement ou tout autre mode de courtage) seront finalisées auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue.

- Les emprunts (classiques, placements privés de type Schuldschein notamment, obligataires et assortis d'une option de tirage sur une ligne de trésorerie) seront libellés en euros. Ils pourront être :
 - à court, moyen ou long terme, et éventuellement sous forme obligataire,
 - avec la possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.
- L'encours de dette envisagé pour fin 2025 s'élèverait à 232,14 M€.
- Le contrat de prêt pourra notamment comporter une ou plusieurs caractéristiques ci-après :
 - la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de recourir à des produits structurés 1A, 1B et 1C uniquement,
 - des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation,
 - la faculté de réaliser des tirages et des remboursements dans le cadre d'une enveloppe revolving sur tout ou partie de la durée du prêt,
 - la possibilité d'allonger ou de réduire la durée du prêt,
 - la possibilité de procéder à un différé d'amortissement,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,
 - Durée long terme maximum de 40 ans.
- Les offres à retenir et à conclure seront les meilleures offres au regard des possibilités que représente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser. La Présidente du Conseil départemental est ainsi habilitée à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée, éventuellement la résilier, et à signer tous les contrats répondants aux conditions posées précédemment.
- Les options à exercer à l'initiative de la Présidente du Conseil départemental seront celles prévues par le contrat de prêt, notamment celles visant à définir le type d'amortissement et à procéder à un différé d'amortissement, à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, à modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du taux d'intérêt ou la périodicité et le profil de remboursement.
- Tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus pourra être conclu.

2/ Optimiser la gestion des emprunts, pour recourir à des opérations de couverture et passer à cet effet les actes nécessaires selon les modalités et dans les limites suivantes :

- Toutes les opérations financières utiles à la gestion des emprunts pourront être décidées.
- Il pourra être procédé au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et tout contrat de prêt de substitution pourra éventuellement être contracté pour refinancer les capitaux restants dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées au paragraphe précédent.

- Il pourra être procédé à des opérations de couverture des risques de taux et de change permettant une amélioration de la gestion des emprunts.

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP), d'accord de taux futurs (FRA), de garanties de taux plafond (CAP), de garanties de taux plancher (FLOOR), de garanties de taux plafond et de taux plancher (COLLAR), de terme contre terme, d'options sur taux d'intérêt, et de toutes opérations de marché.

- Les opérations de couverture des risques de taux et de change devront toujours être adossées à des emprunts réalisés dont la liste figure annuellement en annexe du compte administratif.
- La durée des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.
- Le montant des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder le capital restant dû des emprunts auxquels ils sont adossés.
- Les index de référence pourront être : le T4M, le TAM, l'EONIA, l'€STR, le TMO, le TME, l'EURIBOR ou tout autre taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés.
- Pour l'exécution de ces opérations de couverture des risques de taux et de change, la Présidente du Conseil départemental est habilitée à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations, retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser, passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée et le cas échéant, résilier l'opération arrêtée, signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

3/ Procéder à la réalisation des lignes de trésorerie et prendre les décisions de placements de trésorerie selon les modalités et limites suivantes :

- Jusqu'au terme de son mandat au plus tard, ou jusqu'à ce que cette délégation soit rapportée, la Présidente du Conseil départemental, pourra :
 - Procéder à la réalisation des lignes de trésorerie d'un montant annuel maximum de 50 M€ (cinquante millions d'euros),
 - Prendre les décisions de placement de trésorerie mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article dans la limite d'un montant annuel de quinze millions d'euros (15 M€) et signer tout document et tout contrat afférent à cette délégation.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

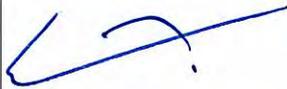
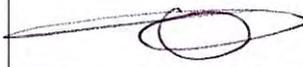
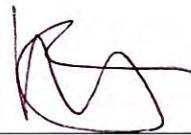
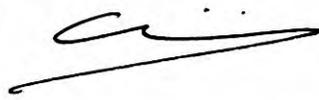
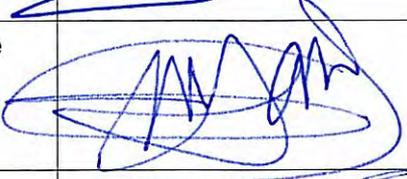
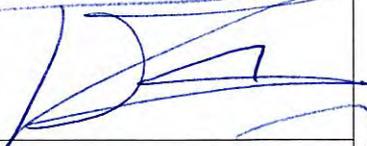
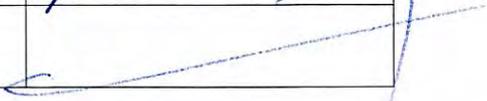
Reçu en préfecture le 15/04/2025

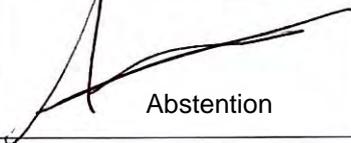
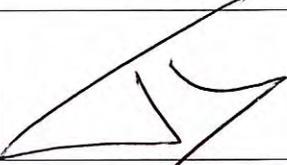
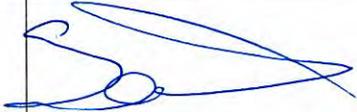
Publié le

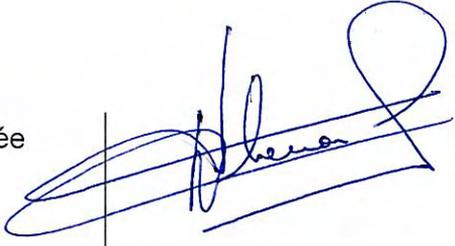
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF



| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières | |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès | |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien | |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric | |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude | |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 | |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B20-BF

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - réduction d'autorisations de programme - budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets, les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements ainsi que l'article L3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu la délibération du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Considérant qu'il convient d'ajuster les autorisations de programme et leurs échéanciers en cours d'exercice sur le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Le présent rapport présente les propositions budgétaires pour l'exercice 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet des autorisations de programme pour l'exercice 2025 concernant le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses.

1. Les autorisations de programme :

Il n'y a pas de demande d'autorisation de programme nouvelle pour 2025.
Seul l'ajustement des AP de 2021 et 2023 est nécessaire.

1.1 Réduction des AP antérieures à 2025 relatives du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse

Lorsque la réalisation financière des programmes est inférieure aux inscriptions de crédits, il est nécessaire de pratiquer une diminution d'AP sans pour autant clôturer ces dernières. La diminution des AP est à prononcer pour un montant de 42 050,47 €, sur les programmes détaillés dans le tableau ci-dessous :

| | AP < 2025 concernées par la réduction | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| H - Aménagement du territoire | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| K - Administration générale | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| K3 - Systèmes d'information et télécommunications | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | | |
| Total général | 269 448,28 | - 42 050,47 | 227 397,81 | 68 454,54 | 93 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |

Tels sont les éléments du projet de budget primitif 2025 et des autorisations de programme du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses que je tenais à vous communiquer.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget primitif 2025 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses :

- la désindividualisation des AP antérieures à 2025 relatives du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses pour un montant de 42 050,47 M€ (annexe 1) et leur réduction (annexe 2) portant le montant des AP à 227 397,81 €.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

ANNEXE 1 – désindividualisation pour réduction des autorisations de programme antérieur à 2025 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse.

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2023 actualisé : 172 971,28 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 172 971,28 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 145,77 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | |
|---------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Code Action | Opération | Libellé opération | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2023 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
| Total action H51 - Santé animale et prévention des calamités | | | | | | | | | 57 882,24 € | 43 500,00 € | 45 443,27 € | 20 000,00 € |
| H51 | LABO-H505O008 | Acquisition matériel + Investissement appareils, renouvellement, modernisation | 2023 | H505E08 | 21 | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| Total | | | | | | | | | 57 882,24 € | 43 500,00 € | 45 443,27 € | 20 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 6 145,77 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 166 825,51 €

Programme K3 - Systèmes d'information et télécommunications

Montant du programme voté 2021 actualisé : 96 477,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 96 477,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 35 904,70 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | |
|--------------------------------------------------|---------------|-------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|
| Code Action | Opération | Libellé opération | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2023 | CP 2025 |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | | | | 10 572,30 € | 50 000,00 € |
| K31 | INDO-K315O001 | Informatique | 2021 | K315E04 | 20 | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 |
| Total | | | | | | | | | 10 572,30 € | 50 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 35 904,70 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 60 572,30 €

ANNEXE 2 – Réduction d'AP antérieures à 2025 relatives aux budget annexe du laboratoire départemental d'analyse

| | AP 2021 actualisée | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|---------------------------------------------------|--------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|------------------|---------|---------|
| K - Administration générale | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | | |
| K3 - Systèmes d'information et télécommunications | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | | |
| Total général | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | | |

| | AP 2023 actualisée | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|-------------------------------|--------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| H - Aménagement du territoire | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| Total général | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |

| Votants | Pour | Contre |
|----------------------------------|------|--------|
| 36 | 36 | 0 |
| Abstentions | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-022

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 - réduction d'autorisations de programme - budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

CONSIDERANT qu'il convient d'ajuster les autorisations de programme et leurs échéanciers sur le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de procéder à la désindividualisation des AP antérieures à 2025 relatives au budget annexe du laboratoire départemental d'analyses pour un montant de 42 050,47 M€ (annexe 1) et leur réduction (annexe 2) portant le montant des AP à 227 397,81 €.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B21-BF

ANNEXE 1 – désindividualisation pour réduction des autorisations de programme antérieur à 2025 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyse.

Programme H5 - Agriculture et pêche

Montant du programme voté 2023 actualisé : 172 971,28 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 172 971,28 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 6 145,77 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | |
|---------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Code Action | Opération | Libellé opération | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2023 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
| Total action H51 - Santé animale et prévention des calamités | | | | | | 172 971,28 € | - 6 145,77 € | 166 825,51 € | 57 882,24 € | 43 500,00 € | 45 443,27 € | 20 000,00 € |
| H51 | LABO-H505O008 | Acquisition matériel + Investissement appareils, renouvellement, modernisation | 2023 | H505E08 | 21 | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| Total | | | | | | 172 971,28 € | - 6 145,77 € | 166 825,51 € | 57 882,24 € | 43 500,00 € | 45 443,27 € | 20 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 6 145,77 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 166 825,51 €

Programme K3 - Systèmes d'information et télécommunications

Montant du programme voté 2021 actualisé : 96 477,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 96 477,00 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 35 904,70 €

| Segment | Opération | | | Autorisation de programme | | | | | Echéancier de crédits de paiement | |
|--------------------------------------------------|---------------|-------------------|------------|---------------------------|----------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|
| Code Action | Opération | Libellé opération | Milésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2023 | CP 2025 |
| Total action K31 - Systèmes d'information | | | | | | 96 477,00 € | - 35 904,70 € | 60 572,30 € | 10 572,30 € | 50 000,00 € |
| K31 | INDO-K315O001 | Informatique | 2021 | K315E04 | 20 | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 |
| Total | | | | | | 96 477,00 € | - 35 904,70 € | 60 572,30 € | 10 572,30 € | 50 000,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 35 904,70 €
 Montant du programme voté 2021 au cours de la séance : 60 572,30 €

ANNEXE 2 – Réduction d'AP antérieures à 2025 relatives aux budget annexe du laboratoire départemental d'analyse

| | AP 2021 actualisée | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|---------------------------------------------------|--------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|------------------|---------|---------|
| K - Administration générale | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | | |
| K3 - Systèmes d'information et télécommunications | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | | |
| Total général | 96 477,00 | - 35 904,70 | 60 572,30 | 10 572,30 | 50 000,00 | | |

| | AP 2023 actualisée | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|-------------------------------|--------------------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| H - Aménagement du territoire | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| H5 - Agriculture et pêche | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |
| Total général | 172 971,28 | - 6 145,77 | 166 825,51 | 57 882,24 | 43 500,00 | 45 443,27 | 20 000,00 |

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

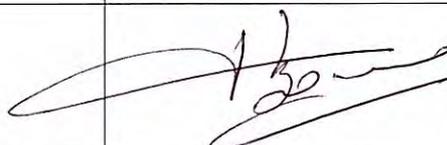
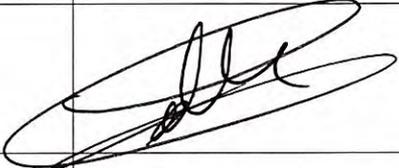
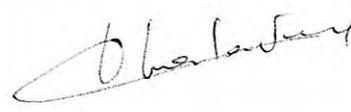
Envoyé en préfecture le 15/04/2025

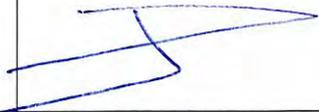
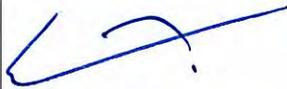
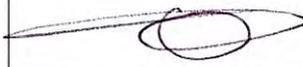
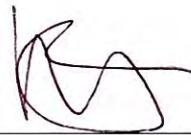
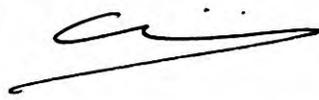
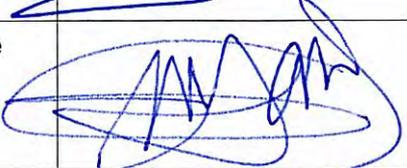
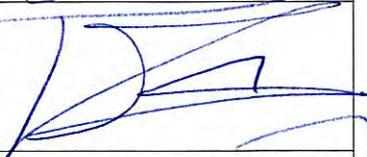
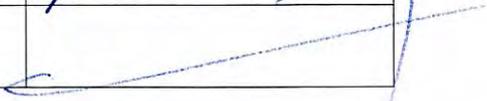
Reçu en préfecture le 15/04/2025

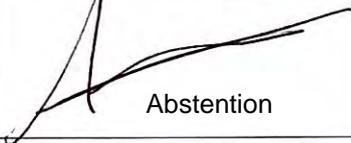
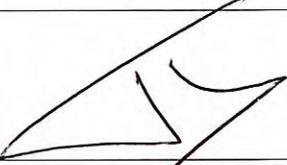
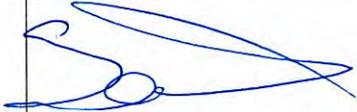
Publié le

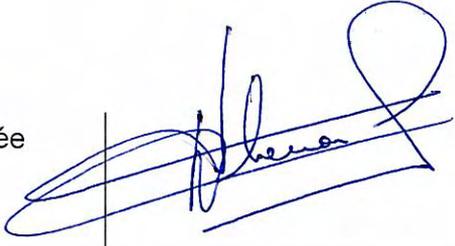


ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B21-BF

| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 |  Abstention |
| BARO Hervé | Corbières |  |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès |  |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien |  |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric |  |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude |  |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux. |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 |  |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | |
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B21-BF

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets, les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements ainsi que l'article L3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu la délibération du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2025 et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Le présent rapport présente les propositions budgétaires pour l'exercice 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 concernant le budget annexe du laboratoire départemental d'analyses.

Ce projet reprend les résultats 2025 tels qu'ils ont été adoptés, mais auparavant, je vous rappellerai les principales missions de ce budget annexe.

1. Les missions du laboratoire départemental d'analyses

Le laboratoire départemental d'analyses de l'Aude assure plusieurs missions au sein du Département sous agréments ministériels et du comité français d'accréditation (COFRAC), à savoir garantir une bonne santé du cheptel audois et de la faune sauvage (secteur de la santé

animale), assurer la sécurité des produits de la chaîne alimentaire (secteur hygiène alimentaire) et assurer le suivi sanitaire de l'eau (secteur hydrologie).

Les missions du laboratoire départemental d'analyses concernent :

- le programme « santé animale » :
 - analyses de recherche des maladies légalement réputées contagieuses,
 - analyses demandées par les organisations sanitaires locales,
 - analyses d'aide au diagnostic.
- le programme « hygiène alimentaire » :
 - analyses de microbiologie,
 - recherches de trichines,
 - audits de cuisines.
- le programme « hydrologie » :
 - analyses de chimie des eaux,
 - analyses de bactériologie des eaux.

2. Le budget primitif 2025

Le vote du compte administratif 2024 du laboratoire départemental d'analyses fait apparaître un déficit d'investissement de 19 988,04 € (D001). Ce déficit est absorbé par les excédents de fonctionnement capitalisés en 2025 (1068).

Le budget primitif 2025 s'élève à la somme de 2 172 024,06 € en mouvements budgétaires dont 1 898 577,06 € en mouvements réels.

| | DEPENSES | RECETTES |
|------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 1 604 962,02 | 1 878 589,02 |
| Opérations d'ordre | 46 000,00 | |
| Virement à la section d'investissement | 227 627,00 | |
| FONCTIONNEMENT BUDGETAIRE | 1 878 589,02 | 1 878 589,02 |
| Crédits nouveaux | 273 627,00 | 0,00 |
| Reprise du résultat 2023 (D001) | 19 988,04 | 0,00 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés 2023 (1068) | | 19 988,04 |
| Opérations d'ordre | | 46 000,00 |
| Virement de la section de fonctionnement | | 227 627,00 |
| INVESTISSEMENT BUDGETAIRE | 293 615,04 | 293 615,04 |
| TOTAL BP 2025 | 2 172 204,06 | 2 172 204,06 |

Section de fonctionnement :

- Les recettes :

Le budget de fonctionnement s'élève à 1,9 M€, en hausse de 10,3% par rapport au budget voté en 2024.

Les recettes sont de 1,9 M€. La principale ressource correspond à la prise en charge du déficit du budget annexe par le budget principal pour un montant de 1,29 M€ (+ 12,07 %).

Les recettes d'exploitations propres à l'activité du service s'élèvent à 0,58 M€ et sont

constituées notamment par :

- la facturation aux entreprises et aux collectivités des taxes d'analyses à hauteur de 0,45 M€
- la compensation de l'Etat pour la poursuite de la mise en place du mandat SIEG (service d'intérêt économique général) pour 0,1 M€,
- des audits, formations et remboursements de frais par des tiers pour 0,03M€

Le détail des recettes vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Aménagement et attractivité du territoire | 1 517 079,07 | 1 702 763,15 | 1 600 199,22 | 1 878 587,02 |
| Prise en charge du déficit du budget annexe | 1 075 360,39 | 1 155 510,24 | 1 026 359,44 | 1 294 948,28 |
| Activité du laboratoire vétérinaire départemental | 441 718,68 | 547 252,91 | 573 839,78 | 583 638,74 |
| Administration générale | 1 832,55 | 2,00 | 1,36 | 2,00 |
| FONCTIONNEMENT REEL | 1 518 911,62 | 1 702 765,15 | 1 600 200,58 | 1 878 589,02 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 1 518 911,62 | 1 702 765,15 | 1 600 200,58 | 1 878 589,02 |

- Les dépenses :

Les dépenses réelles du laboratoire départemental d'analyses sont en légère hausse par rapport au budget 2024 et se portent à 1 878 589,02 €.

Les crédits en lien avec l'activité du laboratoire concernent essentiellement les analyses PCR et les fonctions sous traitées (responsable qualité et responsable métrologie). Ces crédits sont stables par rapport au budget précédent et se portent à 0,28 M€.

Les charges d'administration générale s'élèvent à 1,3 M€ avec comme principal poste de dépenses les crédits relatifs aux ressources humaines soit 1,2 M€.

Les dépenses relatives aux systèmes d'information et de télécommunications et les charges courantes et de maintenance bâtementaires sont constantes (0,1 M€).

Le détail des dépenses vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Aménagement et attractivité du territoire | 238 798,77 | 287 850,00 | 273 453,84 | 280 350,00 |
| Administration générale | 1 212 386,55 | 1 313 431,00 | 1 264 763,15 | 1 324 612,02 |
| Ressources humaines | 1 109 347,90 | 1 193 406,00 | 1 171 864,38 | 1 203 017,02 |
| Systèmes d'information et télécommunication | 14 805,45 | 19 650,00 | 15 075,36 | 20 400,00 |
| Logistique et patrimoine | 88 233,20 | 100 375,00 | 77 823,41 | 101 195,00 |
| FONCTIONNEMENT REEL | 1 451 185,32 | 1 601 281,00 | 1 538 216,99 | 1 604 962,02 |
| Opérations d'ordre | 30 426,49 | 101 484,15 | 41 995,55 | 273 627,00 |
| Amortissements | 30 426,49 | 42 000,00 | 41 995,55 | 46 000,00 |
| Virement | 0,00 | 59 484,15 | 0,00 | 227 627,00 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 1 481 611,81 | 1 702 765,15 | 1 580 212,54 | 1 878 589,02 |

Section d'investissement :

- Les recettes :

La couverture du déficit de la section d'investissement en 2024 donne lieu à une inscription de recettes pour un montant de 19 988,04 €.

Les flux de recettes de l'exercice proviennent de l'autofinancement pour 46 000 € (les dotations aux amortissements) et du virement de la section de fonctionnement pour 227 627 €. Ces écritures d'ordre se retrouvent pour les mêmes montants en dépenses de fonctionnement.

Le détail des recettes vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Administration générale (R001) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés (1068) | 30 546,04 | 37 299,81 | 37 299,81 | 19 988,04 |
| INVESTISSEMENT REEL | 30 546,04 | 37 299,81 | 37 299,81 | 19 988,04 |
| Opérations d'ordre | 30 426,49 | 101 484,15 | 41 995,55 | 273 627,00 |
| Amortissements | 30 426,49 | 42 000,00 | 41 995,55 | 46 000,00 |
| Virement | 0,00 | 59 484,15 | 0,00 | 227 627,00 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 60 972,53 | 138 783,96 | 79 295,36 | 293 615,04 |

- Les dépenses :

Les prévisions de dépenses du laboratoire départemental d'analyse s'élèvent à 0,30 M€ et correspondent :

- au renouvellement progressif de divers appareils du laboratoire (43 500 €)
- au déploiement du logiciel (Diplabo) afin de couvrir l'ensemble des activités du laboratoire (50 000 €)
- aux travaux d'aménagement des locaux ainsi qu'au remplacement de la chaudière du bâtiment (180 127 €).
- à la reprise du résultat déficitaire 2024 à hauteur de 19 988,04 €

Les dépenses sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|---------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Aménagement et attractivité du territoire | 33 128,29 | 53 410,15 | 42 845,78 | 43 500,00 |
| Administration générale | 34 598,01 | 85 373,81 | 19 137,81 | 250 115,04 |
| Systèmes d'information et télécommunication | 6 477,00 | 25 000,00 | 4 095,30 | 50 000,00 |
| Logistique et patrimoine | 28 121,01 | 23 074,00 | 15 042,51 | 180 127,00 |
| Reprise du résultat déficitaire 2023 (D001) | 0,00 | 37 299,81 | | 19 988,04 |
| INVESTISSEMENT REEL | 67 726,30 | 138 783,96 | 61 983,59 | 293 615,04 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 67 726,30 | 138 783,96 | 61 983,59 | 293 615,04 |

Tels sont les éléments du projet de budget primitif 2025 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses que je tenais à vous communiquer.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget primitif 2025 du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses :

- de voter par chapitre, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 2 172 204,06 €, soit 1 878 589,02 € en section de fonctionnement et 293 615,04 € en section d'investissement,
- la prise en charge du déficit prévisionnel d'exploitation par le budget principal d'un montant de 1 294 948,38 €.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

| Votants | Pour | Contre |
|----------------------------------|------|--------|
| 36 | 36 | 0 |
| Abstentions | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-023

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 - budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU les délibérations du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe du laboratoire départemental d'analyses pour l'exercice 2025,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

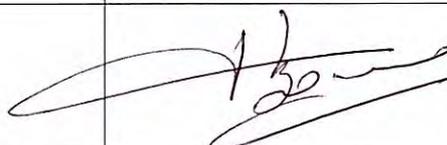
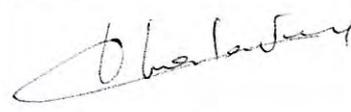
Envoyé en préfecture le 15/04/2025

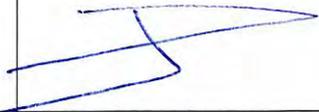
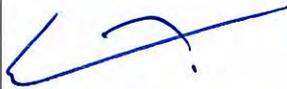
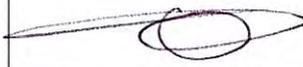
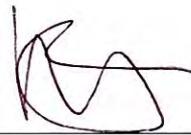
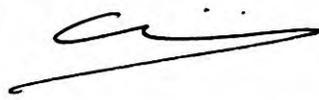
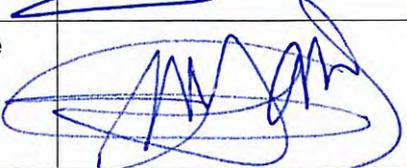
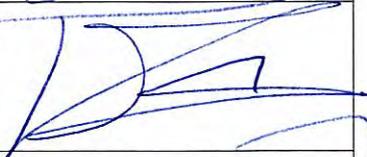
Reçu en préfecture le 15/04/2025

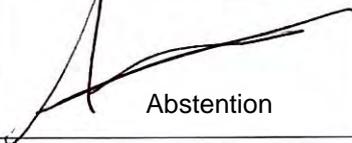
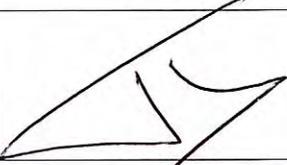
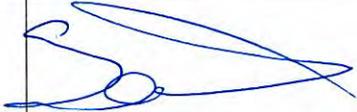
Publié le

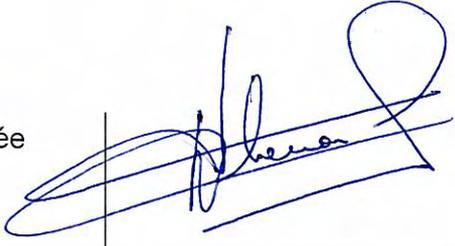
S²LO

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B21-BF

| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières |  |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès |  |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien |  |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric |  |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude |  |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 |  |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | |
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B21-BF

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de voter par chapitre, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 2 172 204,06 €, soit 1 878 589,02 € en section de fonctionnement et 293 615,04 € en section d'investissement,
- la prise en charge du déficit prévisionnel d'exploitation par le budget principal d'un montant de 1 294 948,28 €.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025- réduction d'autorisations de programme - budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets, les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements ainsi que l'article L3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Considérant qu'il convient d'ajuster les autorisations de programme et leurs échéanciers en cours d'exercice sur le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social

2 – Aspects budgétaires

Le présent rapport présente les propositions budgétaires pour l'exercice 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet des réductions des autorisations de programme pour l'exercice 2025 concernant le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement.

1. Les autorisations de programme

Il n'y a pas de demande d'autorisation de programme nouvelle pour 2025. Seul l'ajustement de deux autorisations de programme est nécessaire.

1.1 *Réduction des AP antérieures à 2025*

Lorsque la réalisation financière des programmes est inférieure aux inscriptions de crédits, il est nécessaire de pratiquer une diminution d'AP sans pour autant clôturer ces dernières. La diminution des AP est à prononcer pour un montant total de 11 696,29 €, sur les programmes détaillés dans le tableau ci-dessous :

| | AP < 2025 | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Liquidée au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 |
|--------------------------------------------------|------------------|----------------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------|------------------|
| G Environnement et prévention des risques | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |
| G1 Eau | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |
| K - Administration générale | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |
| Total général | 82 288,16 | -11 696,29 | 70 591,87 | 16 318,08 | 37 173,79 | 17 100,00 |

Tels sont les éléments du projet des autorisations de programme pour l'exercice 2025 concernant le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement que je tenais à vous communiquer.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget primitif 2025 du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement :

- la désindividualisation des AP antérieures à 2025 relatives au budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement pour un montant total de 11 696,29 € (annexe 1) et leur réduction (annexe 2) portant le montant des AP à 70 591,87 €.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

ANNEXE 1 – Désindividualisation pour réduction des autorisations de programme antérieur à 2025 du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2023 actualisé : 56 288,16 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 56 288,16 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 5 770,08 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------|---------------------------|-----------|-------------------|-------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 |
| Total action G16 - Assistance technique eau et assainissement | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 56 288,16 € | - 5 770,08 € | 50 518,08 € | 16 318,08 € | 17 100,00 € | 17 100,00 € |
| G16 | EAU-G105O005 | Acquisition matériel | 2023 | G105E05 | 21 | | 56 288,16 | - 5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |
| Total | | | | | | | 56 288,16 € | - 5 770,08 € | 50 518,08 € | 16 318,08 € | 17 100,00 € | 17 100,00 € |

Montant désindividualisé après la présente séance : 5 770,08 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 50 518,08 €

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté 2024 actualisé : 26 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 26 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 5 926,21 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | |
|--------------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------------------------|-----------|-------------------|-------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 |
| Total action K41 - Moyens courants des services | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | 26 000,00 € | - 5 926,21 € | 20 073,79 € | 0,00 € | 20 073,79 € | |
| K41 | PATR-K417O001 | Acquisition véhicules | 2024 | K417E06 | 21 | | 26 000,00 | - 5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | |
| Total | | | | | | | 26 000,00 € | - 5 926,21 € | 20 073,79 € | 0,00 € | 20 073,79 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 5 926,21 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 20 073,79 €

ANNEXE 2 – Réduction d’AP antérieures à 2025 relatives au budget annexe de la mission d’assistance technique en matière d’eau et d’assainissement (SATESE)

| | AP 2023 | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP liquidée au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 |
|--------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------|-----------|
| G Environnement et prévention des risques | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |
| G1 Eau | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |
| Total général | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |

| | AP 2024 | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP liquidée au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 |
|------------------------------------|-----------|----------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------|---------|
| K - Administration générale | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |
| Total général | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |

| Votants | Pour | Contre |
|----------------------------------|------|--------|
| 38 | 38 | 0 |
| Abstentions | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-024

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 – réduction d'autorisations de programme – budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

CONSIDERANT qu'il convient d'ajuster les autorisations de programme et leurs échéanciers sur le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de procéder à la désindividualisation des AP antérieures à 2025 relatives du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement pour un montant total de 11 696,29 € (annexe 1) et leur réduction (annexe 2) portant le montant des AP à 70 591,87 €.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

ANNEXE 1 – Désindividualisation pour réduction des autorisations de programme antérieur à 2025 du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

Programme G1 - Eau

Montant du programme voté 2023 actualisé : 56 288,16 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 56 288,16 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 5 770,08 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------|---------------------------|-----------|-------------------|-------------|--------------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 |
| Total action G16 - Assistance technique eau et assainissement | | | | | | | 56 288,16 € | - 5 770,08 € | 50 518,08 € | 16 318,08 € | 17 100,00 € | 17 100,00 € |
| G16 | EAU-G105O005 | Acquisition matériel | 2023 | G105E05 | 21 | 56 288,16 | - 5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 | |
| Total | | | | | | 56 288,16 € | - 5 770,08 € | 50 518,08 € | 16 318,08 € | 17 100,00 € | 17 100,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 5 770,08 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 50 518,08 €

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
 Reçu en préfecture le 15/04/2025
 Publié le 
 ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B23-BF

Programme K4 - Logistique et patrimoine

Montant du programme voté 2024 actualisé : 26 000,00 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 26 000,00 €
 Disponible à l'individualisation : 0,00 €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 5 926,21 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | |
|--------------------------------------------------------|---------------|-----------------------|---------------------------|-----------|-------------------|-------------|--------------|--------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé opération | Millésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée |
| Total action K41 - Moyens courants des services | | | | | | | 26 000,00 € | - 5 926,21 € | 20 073,79 € | 0,00 € | 20 073,79 € |
| K41 | PATR-K417O001 | Acquisition véhicules | 2024 | K417E06 | 21 | 26 000,00 | - 5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | |
| Total | | | | | | 26 000,00 € | - 5 926,21 € | 20 073,79 € | 0,00 € | 20 073,79 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 5 926,21 €
 Montant du programme voté 2024 au cours de la séance : 20 073,79 €

ANNEXE 2 – Réduction d'AP antérieures à 2025 relatives au budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement (SATESE)

| | AP 2023 | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP liquidée au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 |
|--------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------|-----------|
| G Environnement et prévention des risques | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |
| G1 Eau | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |
| Total général | 56 288,16 | -5 770,08 | 50 518,08 | 16 318,08 | 17 100,00 | 17 100,00 |

| | AP 2024 | Désindividualisation pour réduction AP | AP actualisée après BP 2025 | Total AP liquidée au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 |
|------------------------------------|-----------|----------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------|---------|
| K - Administration générale | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |
| K4 - Logistique et patrimoine | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |
| Total général | 26 000,00 | -5 926,21 | 20 073,79 | 0,00 | 20 073,79 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B23-BF

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

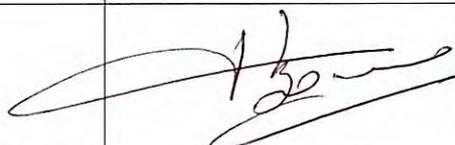
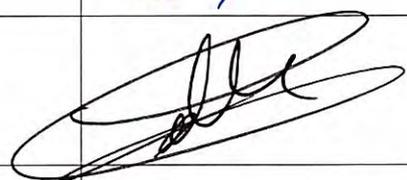
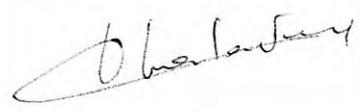
Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

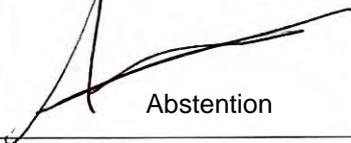
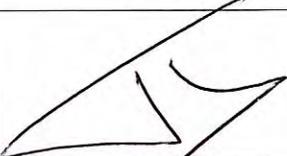
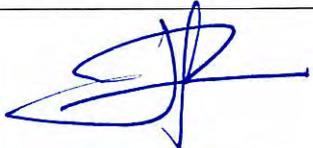
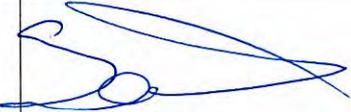
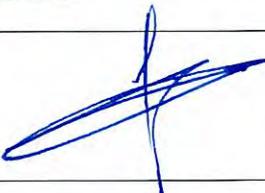
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B23-BF

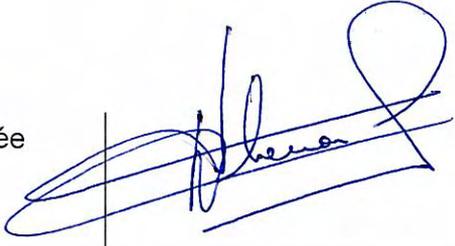


| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 |  Abstention |
| BARO Hervé | Corbières |  |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès |  |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien |  |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric |  |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude |  |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux. |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 |  |



| | | |
|---------------------|-------------------------|--------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire | |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais | |
| DURA Danielle | Sud minervois | |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 | |
| DURAND Pierre | Région limouxine | |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières | |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 | |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais | |
| GINIÈS Alain | Haut minervois | |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire | |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée | |
| LAPALU Christian | Sud minervois | |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B23-BF

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets, les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements ainsi que l'article L3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social

2 – Aspects budgétaires

Le présent rapport présente les propositions budgétaires pour l'exercice 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 concernant le budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement.

Ce projet reprend les résultats 2024 tels qu'ils ont été adoptés, mais auparavant, je vous rappellerai les principales missions de ce budget annexe.

1. Les missions du service d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement (SATESE)

Les missions du SATESE sont de 3 types :

- une mission d'assistance technique auprès des collectivités par le biais de conventions ou de prestations relevant du champ concurrentiel ;
- une mission plus transversale d'acquisition et de développement des connaissances sur le Département avec notamment l'élaboration d'un schéma départemental de gestion des sous-produits de l'épuration et la promotion de chartes qualité ;
- une mission d'instruction des demandes de subventions et des demandes de paiement des subventions accordées aux communes ou EPCI audois.

2. Le budget primitif 2025

Le vote du compte administratif 2024 fait apparaître un excédent d'investissement de 2 653,60 € (R001). Ce résultat est donc repris en recettes de cette même section dans le projet de budget pour 2025.

Le budget primitif 2025 s'élève à la somme de 1 207 333,98 € en mouvements budgétaires dont 1 154 813,79 € en mouvements réels.

| | DEPENSES | RECETTES |
|------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 1 117 640,00 | 1 152 160,19 |
| Opérations d'ordre | 29 000,00 | 9 000,00 |
| Virement à la section d'investissement | 14 520,19 | 0,00 |
| FONCTIONNEMENT BUDGETAIRE | 1 161 160,19 | 1 161 160,19 |
| Crédits nouveaux | 37 173,79 | 0,00 |
| Reprise du résultat 2024 (R001 et 1068) | 0,00 | 2 653,60 |
| Opérations d'ordre | 9 000,00 | 29 000,00 |
| Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | 14 520,19 |
| INVESTISSEMENT BUDGETAIRE | 46 173,79 | 46 173,79 |
| TOTAL BP 2025 | 1 207 333,98 | 1 207 333,98 |

2.1. Section de fonctionnement

- Les recettes :

La prévision sur les recettes s'élève à 1,16 M€. La prise en charge du déficit du budget annexe par le budget principal augmente (+ 62 070,58 €) pour s'établir à 572 158,19 €. Cette recette d'équilibre représente 49,27 % (contre 46,41 % en 2024) des produits de fonctionnement.

Les recettes relatives à l'activité du service sont identiques à celles de 2024 pour s'établir à 0,58 M€. Elles correspondent à des participations de l'Agence de l'Eau à hauteur de 0,33 M€ pour les missions d'assistance technique et les missions transversales, à la facturation aux collectivités des travaux et interventions pour 0,14 M€ (participations des communes dans le cadre de conventions : recherche de fuite, contrôle des dispositifs d'autosurveillance et prestation de défense incendie) et au remboursement de la mise à disposition de personnel à l'agence technique départementale (ATD) pour 0,11 M€.

Les opérations d'ordre concernent l'amortissement des subventions d'équipement reçues pour un montant de 0,01 M€.

Le détail des recettes vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Environnement et prévention des risques | 1 074 515,67 | 1 090 087,61 | 1 022 050,51 | 1 152 158,19 |
| Prise en charge du déficit du budget annexe | 484 225,91 | 510 087,61 | 448 988,07 | 572 158,19 |
| Activité du service eau et assainissement | 590 289,76 | 580 000,00 | 573 062,44 | 580 000,00 |
| Administration générale | 1,23 | 2,00 | 2 744,93 | 2,00 |
| Ressources humaines | 1,23 | 2,00 | 1,25 | 2,00 |
| Budget et finances | 0,00 | 0,00 | 2 743,68 | 0,00 |
| FONCTIONNEMENT REEL | 1 074 516,90 | 1 090 089,61 | 1 024 795,44 | 1 152 160,19 |
| Opérations d'ordre | 8 670,43 | 9 000,00 | 6 826,00 | 9 000,00 |
| Amortissements des subventions transférables | 8 670,43 | 9 000,00 | 6 826,00 | 9 000,00 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 1 083 187,33 | 1 099 089,61 | 1 031 621,44 | 1 161 160,19 |

- Les dépenses :

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 53 188,40 € pour s'établir à 1,12 M€.

Les dépenses d'administration générale s'élèvent à 0,91 M€ dont 97 % concernent les charges de personnel (0,88 M€) en hausse de 7,76 % (soit + 63 100 €) en lien avec l'évolution des carrières (effet GVT), l'augmentation du coût de la formation et la mise en place du contrat de groupe pour la prévoyance à compter de juillet 2025. Les charges exceptionnelles sont provisionnées pour 2 370 €. Le budget relatif aux systèmes d'information et de télécommunication augmente de 1 655 € pour s'établir à 9 020 € (maintenance du logiciel de gestion du service, abonnements de téléphonie mobile). Les charges à caractère général, principalement la gestion des véhicules, s'établissent à 17 795 € (soit – 632,76 €).

La prévision sur les charges d'exploitation diminue de 10 883,24 € pour s'établir à 0,21 M€ et concerne essentiellement les frais d'analyse des eaux résiduaires, l'achat de vêtements de travail, la maintenance et la réparation du matériel, l'achat de petits outillages ainsi que les remboursements de frais à la collectivité de rattachement.

Enfin, les opérations d'ordre sont composées des charges d'amortissement pour 29 000 € et du virement à la section d'investissement de 14 520,19 €.

Le détail des dépenses vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Environnement et prévention des risques | 212 600,24 | 223 032,24 | 206 906,31 | 212 149,00 |
| Administration générale | 846 414,72 | 841 419,36 | 801 741,79 | 905 491,00 |
| Ressources humaines | 827 298,12 | 813 206,00 | 783 813,09 | 876 306,00 |
| Budget et finances | 921,69 | 2 420,60 | 0,00 | 2 370,00 |
| Systèmes d'information et télécommunications | 5 806,38 | 7 365,00 | 5 936,86 | 9 020,00 |
| Logistique et patrimoine | 12 388,53 | 18 427,76 | 11 991,84 | 17 795,00 |
| FONCTIONNEMENT REEL | 1 059 014,96 | 1 064 451,60 | 1 008 648,10 | 1 117 640,00 |
| Opérations d'ordre | 24 172,37 | 34 638,01 | 22 973,34 | 43 520,19 |
| Dotations aux amortissements | 24 172,37 | 29 000,00 | 22 973,34 | 29 000,00 |
| Diff./réalisations (positives) transférées en investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Virement à la section d'investissement | 0,00 | 5 638,01 | 0,00 | 14 520,19 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 1 083 187,33 | 1 099 089,61 | 1 031 621,44 | 1 161 160,19 |

2.2. Section d'investissement

- Les recettes :

Les recettes s'élèvent à 46 173,79 € et proviennent de la reprise de l'excédent d'investissement d'un montant de 2 653,60 € (R001) et des opérations d'ordre à hauteur de 43 520,19 € réparties entre les amortissements (29 000 €) et le virement de la section de fonctionnement (14 520,19 €).

Le détail des recettes vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|-----------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Environnement et prévention des risques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Administration générale (R001) | 0,00 | 16 461,99 | 0,00 | 2 653,60 |
| Reprise du résultat R001 | 0,00 | 16 461,99 | 0,00 | 2 653,60 |
| INVESTISSEMENT REEL | 0,00 | 16 461,99 | 0,00 | 2 653,60 |
| Opérations d'ordre | 24 172,37 | 34 638,01 | 22 973,34 | 43 520,19 |
| Dotations aux amortissements | 24 172,37 | 29 000,00 | 22 973,34 | 29 000,00 |
| Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | 5 638,01 | 0,00 | 14 520,19 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 24 172,37 | 51 100,00 | 22 973,34 | 46 173,79 |

- Les dépenses :

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à 37 173,79 €.

Les investissements relatifs à l'activité du service sont identiques à 2024 (17 100 €) et concernent l'acquisition et le renouvellement des matériels techniques (mesure de débit, préleveur, appareil de recherche de fuite). Les dépenses de moyens généraux (20 073,79 €) diminuent (- 4 926,21 €) et sont consacrées à l'acquisition d'un véhicule.

L'amortissement des subventions d'équipement reçues donne lieu à une dépense d'ordre de 0,01 M€.

Le détail des dépenses vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Environnement et prévention des risques | 4 988,16 | 17 100,00 | 11 329,92 | 17 100,00 |
| Administration générale | 0,00 | 25 000,00 | 18 625,81 | 20 073,79 |
| Budget et finances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Systèmes d'information et télécommunications | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Logistique et patrimoine | 0,00 | 25 000,00 | 18 625,81 | 20 073,79 |
| INVESTISSEMENT REEL | 4 988,16 | 42 100,00 | 29 955,73 | 37 173,79 |
| Opérations d'ordre | 8 670,43 | 9 000,00 | 6 826,00 | 9 000,00 |
| Amortissements des subventions transférables | 8 670,43 | 9 000,00 | 6 826,00 | 9 000,00 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 13 658,59 | 51 100,00 | 36 781,73 | 46 173,79 |

Tels sont les éléments du projet de budget primitif 2025 du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement que je tenais à vous communiquer.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget

primitif 2025 du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement :

- de voter par chapitres, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 1 207 333,98 €, soit 1 161 160,19 € en section de fonctionnement et 46 173,79 € en section d'investissement,
- la prise en charge du déficit d'exploitation prévisionnel par le budget principal d'un montant de 572 158,19 €.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

| Votants | Pour | Contre |
|----------------------------------|------|--------|
| 38 | 38 | 0 |
| Abstentions | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-025

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 – budget annexe de la Mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU les délibérations du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement pour l'exercice 2024,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

S²LOW

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B23-BF

DECIDE

- d'adopter au niveau du chapitre, de la section et globalement le budget primitif 2024 du budget annexe de la mission d'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement en recettes et en dépenses à 1 207 333,98 € soit 1 161 160,19 € en section de fonctionnement et 46 173,79 € en section d'investissement.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

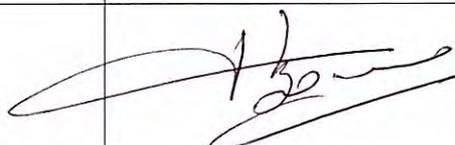
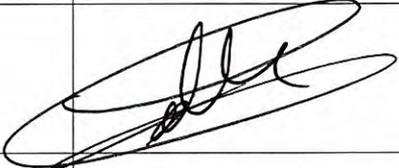
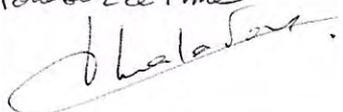
Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

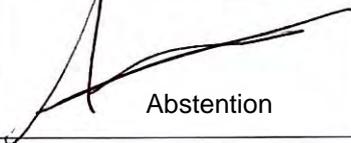
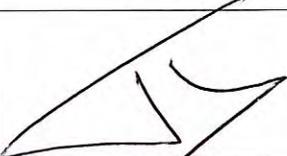
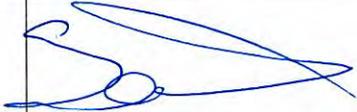
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B23-BF

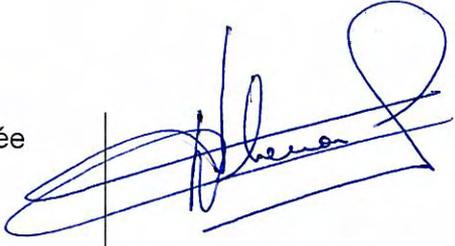


| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 |  Abstention |
| BARO Hervé | Corbières |  |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès |  |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien |  |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric |  |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude |  |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme  |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 |  |



| | | |
|---------------------|-------------------------|--------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire | |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais | |
| DURA Danielle | Sud minervois | |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 | |
| DURAND Pierre | Région limouxine | |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières | |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 | |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais | |
| GINIÈS Alain | Haut minervois | |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire | |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée | |
| LAPALU Christian | Sud minervois | |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B23-BF

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - réduction d'autorisations de programme - budget annexe du Parc départemental / Laboratoire routier | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements ainsi que l'article L3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 27 octobre 2017 intégrant le budget annexe du laboratoire routier au sein du budget annexe du parc départemental à partir de l'exercice 2018,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 adoptant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu les délibérations du Conseil départemental en date du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe du parc départemental / laboratoire routier,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Considérant qu'il convient d'ajuster les autorisations de programme et leurs échéanciers en cours d'exercice du budget annexe du parc départemental / laboratoire routier,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Le présent rapport présente les propositions budgétaires pour l'exercice 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet des autorisations de programme pour l'exercice 2025 concernant le budget annexe du parc départemental et laboratoire routier.

1. Les autorisations de programme

Il n'y a pas de demande d'autorisation de programme nouvelle pour 2025.
Seul l'ajustement de l'AP 2023 est nécessaire.

2.3.1 La réduction de l'autorisation de programme 2023

Lorsque la réalisation financière est inférieure aux inscriptions, Il est nécessaire de pratiquer une diminution d'AP sans pour autant clôturer cette dernière.

Des diminutions d'AP sont à prononcer pour un montant de 258 474,22 € M€ et concerne l'acquisition de matériels roulants et des outillages techniques afin de la ramener à un montant de 5 764 284,44 €, comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

| | AP 2023 | Prévision AP : réduction BP 2024 | AP actualisée | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|--------------------------------|-----------|----------------------------------------|------------------|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| I - Réseau routier et mobilité | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |
| I1 - Routes | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |
| Total général | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |

Tels sont les éléments du projet de budget primitif 2025 du budget annexe du parc départemental et laboratoire routier que je tenais à vous communiquer.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget primitif 2025 du budget annexe du parc départemental et laboratoire routier :

- la désindividualisation des autorisation de programme 2023 présentée en annexe 1 et leurs réductions en annexe 2 pour un montant de 258 474,22 € portant le montant des AP 2023 à 5 764 284,44 €.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

ANNEXE 1 – désindividualisation pour réduction d'AP 2023 relative au budget annexe du parc départemental et laboratoire routier

Programme 1 - Réseau routier et mobilité

Montant du programme 2023 actualisée : 6 022 758,66 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 6 022 758,66 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 258 474,22 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Échéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------|---------------------------|-----------|---------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé | Miésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 |
| Total action I17 - Activité du par et du laboratoire routier | | | | | | | 6 022 758,66 € | - 258 474,22 € | 5 764 284,44 € | 2 122 284,44 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € |
| I17 | APA-H112O002 | Matériels non roulants | 2023 | I112E07 | 21 | 965 212,04 | - 11 634,32 | 953 577,72 | 353 577,72 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| | APA-H112O003 | Matériels roulants | | I112E08 | | 4 988 052,00 | - 245 903,49 | 4 742 148,51 | 1 742 148,51 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | |
| | APA-H112O004 | Outilsage | | I112E09 | | 89 494,62 | - 936,41 | 88 558,21 | 26 558,21 | 14 000,00 | 14 000,00 | 14 000,00 | |
| Total | | | | | | 6 022 758,66 € | - 258 474,22 € | 5 764 284,44 € | 2 122 284,44 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 258 474,22 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 5 764 284,44 €

ANNEXE 2 – Réduction d’AP 2023 relative au budget annexe du parc départemental et laboratoire routier.

| | AP 2023 | Prévision AP : réduction BP 2024 | AP actualisée | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|--------------------------------|------------------|----------------------------------------|---------------------|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| I - Réseau routier et mobilité | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |
| 11 - Routes | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |
| Total général | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |

| Votants | Pour | Contre |
|----------------------------------|------|--------|
| 38 | 38 | 0 |
| Abstentions | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-026

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 – réduction d'autorisations de programme – budget annexe du Parc départemental / Laboratoire routier

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

CONSIDERANT qu'il convient d'ajuster les autorisations de programme et leurs échéanciers sur le budget annexe du parc départemental /laboratoire routier,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- la désindividualisation de l'autorisation de programme 2023 présentée en annexe 1 et sa réduction en annexe 2 pour un montant de 258 474,22 € portant le montant de l'AP 2023 à 5 764 284,44 €.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ



ANNEXE 1 – désindividualisation pour réduction d'AP 2023 relative au budget annexe du parc départemental et laboratoire routier

Programme 1 - Réseau routier et mobilité

Montant du programme 2023 actualisée : 6 022 758,66 €
 Déjà individualisé au cours des séances précédentes : 6 022 758,66 €
 Disponible à l'individualisation : - €
 Montant désindividualisé au cours de la séance : 258 474,22 €

| Segment | Opération | | Autorisation de programme | | | | | | Echéancier de crédits de paiement | | | | |
|---------------------------------------------------------------------|---------------|------------------------|---------------------------|-----------|---------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------|
| | | | Code Action | Opération | Libellé | Miésim AP | Enveloppe | Chapitre | Montant individualisé | Montant désindividualisé | Montant AP Actualisée | Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 |
| Total action I17 - Activité du par et du laboratoire routier | | | | | | | 6 022 758,66 € | - 258 474,22 € | 5 764 284,44 € | 2 122 284,44 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € |
| I17 | APAH-I112O002 | Matériels non roulants | 2023 | I112E07 | 21 | 965 212,04 | - 11 634,32 | 953 577,72 | 353 577,72 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| | APAH-I112O003 | Matériels roulants | | I112E08 | | 4 988 052,00 | - 245 903,49 | 4 742 148,51 | 1 742 148,51 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | |
| | APAH-I112O004 | Outillage | | I112E09 | | 69 494,62 | - 936,41 | 68 558,21 | 26 558,21 | 14 000,00 | 14 000,00 | 14 000,00 | |
| Total | | | | | | 6 022 758,66 € | - 258 474,22 € | 5 764 284,44 € | 2 122 284,44 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € | 1 214 000,00 € | |

Montant désindividualisé après la présente séance : 258 474,22 €
 Montant du programme voté 2023 au cours de la séance : 5 764 284,44 €

ANNEXE 2 – Réduction d’AP 2023 relative au budget annexe du parc départemental et laboratoire routier.

| | AP 2023 | Prévision AP : réduction BP 2024 | AP actualisée | Total AP Liquidé au 31/12/2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 |
|--------------------------------|-----------|----------------------------------------|------------------|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| I - Réseau routier et mobilité | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |
| 11 - Routes | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |
| Total général | 6 022 759 | - 258 474,22 | 5 764 284,44 | 2 122 284,44 | 1 214 000 | 1 214 000 | 1 214 000 |

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

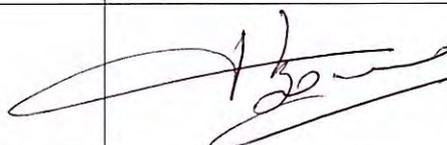
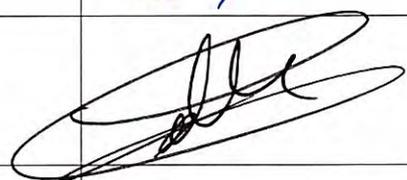
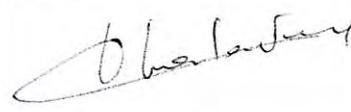
Envoyé en préfecture le 15/04/2025

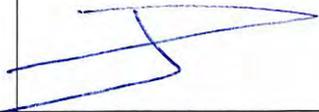
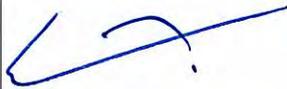
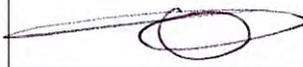
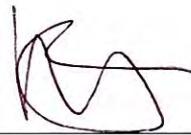
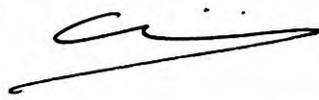
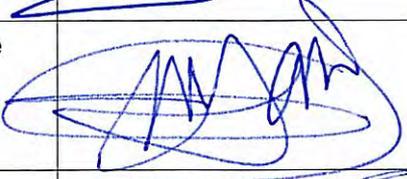
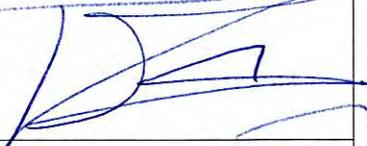
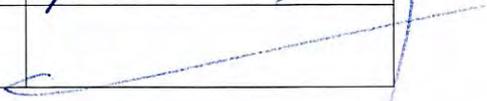
Reçu en préfecture le 15/04/2025

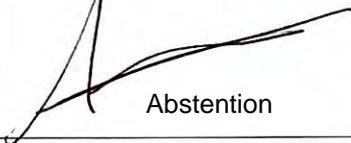
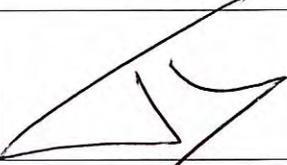
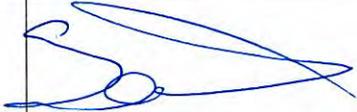
Publié le

S2LO

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B24-BF

| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières |  |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès |  |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien |  |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric |  |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude |  |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux. |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 |  |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | |
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARI NI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B24-BF

S²LO

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - budget annexe du Parc départemental / Laboratoire routier | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements ainsi que l'article L3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 27 octobre 2017 intégrant le budget annexe du laboratoire routier au sein du budget annexe du parc départemental à partir de l'exercice 2018,

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 15 décembre 2023 adoptant le règlement budgétaire et financier du Département,

Vu les délibérations du Conseil départemental en date du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe du parc départemental / laboratoire routier,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social,

2 – Aspects budgétaires

Le présent rapport présente les propositions budgétaires pour l'exercice 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 concernant le budget annexe du parc départemental et laboratoire routier.

Ce projet reprend les résultats 2024 tels qu'ils ont été adoptés, mais auparavant, je vous rappellerai les principales missions de ce budget annexe.

1. Les missions du parc départemental / laboratoire routier

Les missions essentielles du parc sont :

- la gestion de la flotte des véhicules (Atelier et Magasin),
- la gestion du réseau radio 40 Mhz (Radio),
- la réalisation de travaux routiers (Exploitation).

L'Atelier est chargé de la gestion de la flotte des véhicules. L'équipe réalise les interventions d'entretien courant, les contrôles réglementaires sur les engins et la programmation du renouvellement du matériel.

Le Magasin assure les missions d'achat des fournitures et accessoires du parc départemental. Cela comprend la fourniture des carburants et des consommables des véhicules de la flotte et le renouvellement des accessoires, pièces détachées et des consommables de tout le matériel de l'exploitation du parc. Le magasin gère également le tri et le recyclage de tous les déchets produits sur le site.

La section Radio est chargée de l'entretien du réseau de radio communication de la direction des routes. Ce réseau comprend 15 relais et environ 270 postes radios répartis dans les divisions territoriales et la section Exploitation du parc. La section radio apporte également une assistance technique à la Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI) durant la période estivale.

La section Exploitation réalise des travaux routiers importants nécessitant des moyens qui ne seraient pas rentabilisés à l'échelle d'une division territoriale. Elle assure les activités suivantes : enduits superficiels, reprofilage de chaussées (FIR), signalisation horizontale, élagage, hydrocurage, balayage, tondeuse à grande vitesse et lamier. L'exploitation intervient également en viabilité hivernale en appui de la division territoriale du Carcassonnais.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les missions du laboratoire routier départemental ont été intégrées au budget annexe du parc départemental.

Le laboratoire routier assure la réalisation des essais sur site et en laboratoire, l'analyse des résultats, des expertises, donne des avis sur les dossiers et vérifie les pièces techniques (AP, DCE, ...). Les prestations du laboratoire routier consistent également à analyser les offres des entreprises, à assurer le suivi et le contrôle des travaux et à participer au programme des enduits réalisés par le parc. Enfin, il assure la mise à jour des pièces techniques, le suivi des normes et documents techniques ou encore la formation des contrôleurs et techniciens.

2. Le budget primitif 2025

Le vote du compte administratif 2024 fait apparaître un excédent d'investissement de 3 891 327,91€ (R001) qui est repris en recettes de cette même section au projet de budget pour 2025.

Ce projet s'élève à la somme de 13 420 434,16 € en mouvements budgétaires dont 12 120 434,16 € en mouvements réels.

| | DEPENSES | RECETTES |
|-----------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Crédits nouveaux | 6 724 778,00 | 8 024 778,00 |
| Opérations d'ordre | 1 300 000,00 | |
| Virement à la section d'investissement | | |
| FONCTIONNEMENT BUDGETAIRE | 8 024 778,00 | 8 024 778,00 |
| Crédits nouveaux | 5 395 656,16 | 204 328,25 |
| Reprise du résultats 2023 (R001) | | 3 891 327,91 |
| Opérations d'ordre | | 1 300 000,00 |
| Virement à la section de fonctionnement | | |
| INVESTISSEMENT BUDGETAIRE | 5 395 656,16 | 5 395 656,16 |
| TOTAL BP 2025 | 13 420 434,16 | 13 420 434,16 |

2.1 Section de fonctionnement

- Les recettes

Elles s'élèvent à un montant de 8,02 M€.

Les recettes liées à l'activité du parc départemental et laboratoire routier, d'un montant de 6,62 M€, proviennent pour l'essentiel (85%) des facturations au Département (prestations intra).

Les facturations concernent la location de matériels divers auprès des divisions territoriales de la Direction des routes (3,91 M€), la réalisation de travaux d'entretien et les interventions pour la viabilité hivernale (2,06 M€), les prestations du laboratoire routier (0,28 M€) et la vente de marchandises aux divisions territoriales (0,09 M€). La valorisation des stocks donne lieu à une recette (0,28 M€).

Le montant prévisionnel du FCTVA est estimé à 5 921,79 €, en lien avec les dépenses d'entretien acquittées en 2024.

La prise en charge du déficit du budget annexe par le budget principal s'élèverait à 1 401 356,21 €. La recette d'équilibre représente près de 16 % des produits de fonctionnement.

Le détail des recettes vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Parc départemental et laboratoire routier | 7 871 675,86 | 8 082 879,42 | 7 809 683,98 | 8 018 856,21 |
| Prise en charge du déficit du budget annexe | 970 870,04 | 1 310 379,42 | 1 086 934,78 | 1 401 356,21 |
| Activité du Parc départemental et du laboratoire routier | 6 900 805,82 | 6 772 500,00 | 6 722 749,20 | 6 617 500,00 |
| Administration générale | 5 256,58 | 5 790,08 | 5 756,21 | 5 921,79 |
| Ressources humaines | 108,89 | 102,00 | 68,13 | 0,00 |
| Budget et finances | 5 147,69 | 5 688,08 | 5 688,08 | 5 921,79 |
| FONCTIONNEMENT REEL | 7 876 932,44 | 8 088 669,50 | 7 815 440,19 | 8 024 778,00 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 7 876 932,44 | 8 088 669,50 | 7 815 440,19 | 8 024 778,00 |

- Les dépenses :

Les dépenses réelles de fonctionnement sont comparables au budget précédent et s'établissent à 8,02 M€.

Les demandes de crédits liées à l'activité du parc départemental et laboratoire routier s'élèvent à 4,10 M€ et concernent la fourniture de carburant (1,24 M€), et de pièces détachées (0,81 M€), la location des matériels de chantiers (0,06 M€) et divers accessoires liés à l'entretien

des véhicules et engins, les matériaux nécessaires à la réalisation des chantiers réalisés par les équipes de l'exploitation (1,47 M€) et le règlement de la prime d'assurance de la flotte de véhicules (0,24 M€). De plus, la valorisation des stocks donne lieu à une recette (0,28 M€).

Les dépenses d'administration générale à hauteur de 2,6 M€ sont principalement constituées des charges de personnel (2,4 M€).

Les dépenses relatives aux charges des bâtiments et leur entretien s'élèvent à 0,18 M€ et celles des systèmes d'information et de télécommunications se portent à 0,02 M€.

Les charges exceptionnelles sont provisionnées à hauteur de 12 000 €.

Enfin, les opérations d'ordre qui concernent les charges d'amortissement sont identique à 2024 soit 1,3 M€.

Le détail des dépenses vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Parc départemental et laboratoire routier | 4 219 753,74 | 4 171 257,50 | 4 152 228,84 | 4 098 000,00 |
| Administration générale | 2 484 012,14 | 2 617 412,00 | 2 573 072,94 | 2 626 778,00 |
| Ressources humaines | 2 305 716,85 | 2 405 960,00 | 2 402 274,11 | 2 420 656,00 |
| Budget et finances | 2 906,58 | 12 250,00 | 4 180,54 | 12 000,00 |
| Systèmes d'information et télécommunications | 6 854,82 | 18 680,00 | 12 204,56 | 16 600,00 |
| Logistique et patrimoine | 168 533,89 | 180 522,00 | 154 413,73 | 177 522,00 |
| FONCTIONNEMENT REEL | 6 703 765,88 | 6 788 669,50 | 6 725 301,78 | 6 724 778,00 |
| Opérations d'ordre | 1 173 166,56 | 1 300 000,00 | 1 090 138,41 | 1 300 000,00 |
| Amortissements | 1 011 766,56 | 1 300 000,00 | 1 072 952,67 | 1 300 000,00 |
| Cession | 161 400,00 | 0,00 | 17 185,74 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 7 876 932,44 | 8 088 669,50 | 7 815 440,19 | 8 024 778,00 |

2.2. Section d'investissement

- Les recettes :

Les recettes réelles de l'exercice sont globalement en hausse (+ 0,20 M€) du fait de la progression des excédents en investissement sur 2024, d'un montant de 3,9 M€.

Le remboursement au titre du FCTVA calculé sur le montant des dépenses d'investissement de l'année précédente, est attendu autour de 0,2 M€.

Le plan d'amortissement des immobilisations donne lieu à une recette d'ordre de 1,3 M€.

Le détail des recettes vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| FCTVA | 192 879,06 | 198 656,05 | 198 651,81 | 204 328,25 |
| Administration générale (R001) | 0,00 | 3 701 932,40 | 0,00 | 3 891 327,91 |
| INVESTISSEMENT REEL | 192 879,06 | 3 900 588,45 | 198 651,81 | 4 095 656,16 |
| Opérations d'ordre | 1 173 166,56 | 1 300 000,00 | 1 090 138,41 | 1 300 000,00 |
| Amortissements | 1 011 766,56 | 1 300 000,00 | 1 072 952,67 | 1 300 000,00 |
| Cession | 161 400,00 | 0,00 | 17 185,74 | 0,00 |
| Avances forfaitaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 1 366 045,62 | 5 200 588,45 | 1 288 790,22 | 5 395 656,16 |

- Les dépenses :

Les investissements relatifs à l'activité du parc départemental et laboratoire routier concernent l'acquisition de matériels roulants et sont prévus à hauteur de 1,21 M€ (8 véhicules légers, 1 fourgon, 2 remorques, 4 camions, rénovation de deux sableuses, la réalisation des bennes des camions achetés en 2024 à l'UGAP et divers matériels et outillages technique).

Les travaux sur les bâtiments affectés au service s'élèvent à 1,7 M€. Ils concernent la rénovation de l'atelier véhicules légers et la création du centre routier de Carcassonne.

Les crédits non affectés de la section d'investissement qui participent de l'équilibre budgétaire s'élèvent à 2,48 M€. Cette inscription en dépenses est la contrepartie de l'excédent structurel de la section d'investissement qui se reporte sur les inscriptions de recettes (règle de l'équilibre budgétaire).

Le détail des dépenses vous est présenté dans le tableau ci-dessous :

| | CA 2023 | Budget 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|--------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Parc départemental et laboratoire routier | 1 166 758,66 | 1 214 000,00 | 955 525,78 | 1 214 000,00 |
| Administration générale | 44 238,16 | 3 986 588,45 | 143 868,93 | 4 181 656,16 |
| Budget et finances | 0,00 | 3 786 588,45 | 0,00 | 2 481 656,16 |
| Logistique et patrimoine | 44 238,16 | 200 000,00 | 143 868,93 | 1 700 000,00 |
| INVESTISSEMENT REEL | 1 210 996,82 | 5 200 588,45 | 1 099 394,71 | 5 395 656,16 |
| Opérations d'ordre | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Cession | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Avances forfaitaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 1 210 996,82 | 5 200 588,45 | 1 099 394,71 | 5 395 656,16 |

Tels sont les éléments du projet de budget primitif 2025 du budget annexe du parc départemental et laboratoire routier que je tenais à vous communiquer.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget primitif 2024 du budget annexe du parc départemental et laboratoire routier :

- de voter par chapitre, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 13 420 434,16 €, soit 8 024 778,00 € en section de fonctionnement et 5 395 656,16 € en section d'investissement,
- la prise en charge du déficit prévisionnel d'exploitation par le budget principal d'un montant de 1 401 356,21 €.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

| Votants | Pour | Contre |
|----------------------------------|------|--------|
| 38 | 38 | 0 |
| Abstentions | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-027

**Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 – budget annexe du Parc départemental /
Laboratoire routier**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 des départements et de leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil général en date du 15 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier du Département,

VU les délibérations du Conseil départemental en date du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et l'affectation du résultat du budget annexe du Parc départemental/laboratoire routier,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- de voter par chapitre, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 13 420 434,16 €, soit 8 024 778,00 € en section de fonctionnement et 5 395 656,16 € en section d'investissement,
- de voter la prise en charge du déficit prévisionnel d'exploitation par le budget principal d'un montant de 1 401 356,21 €.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

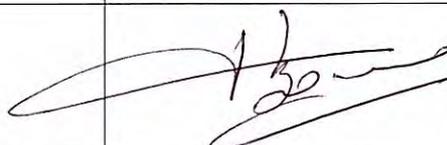
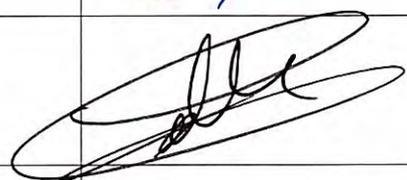
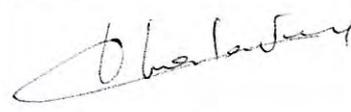
Envoyé en préfecture le 15/04/2025

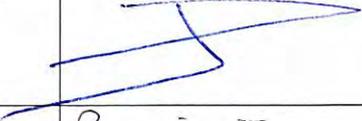
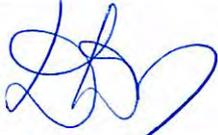
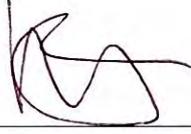
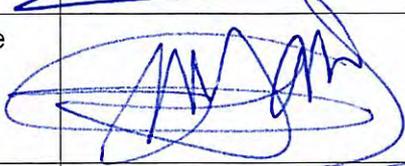
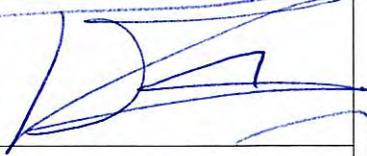
Reçu en préfecture le 15/04/2025

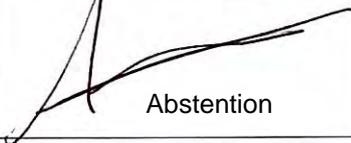
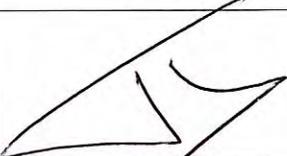
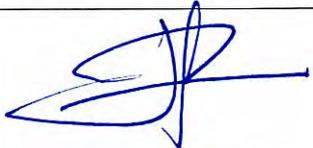
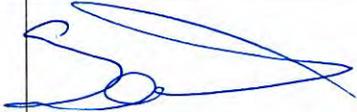
Publié le

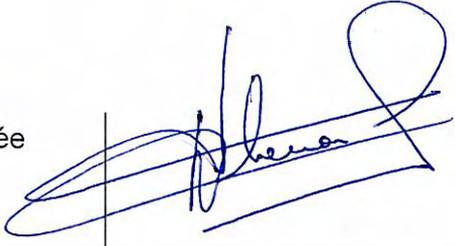
S2LO

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B24-BF

| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières |  |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès |  |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien |  |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric |  |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude |  |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 |  |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | |
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARDINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B24-BF



| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Commission Ressources et dialogue social | Mission K Administration générale Programme K2 Budget et finances |
| Direction générale adjointe Ressources Direction des finances Service préparation budgétaire et prospective financière | |
| SESSION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL - Séance du jeudi 10 avril 2025 Budget primitif 2025 - budget annexe de la Structure accueil enfance | |

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

1 – Aspects réglementaires

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets, les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements ainsi que l'article L3312-6 relatif à l'affectation du résultat,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

Vu la délibération du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et prévoyant l'affectation du résultat du budget annexe de la structure accueil enfance pour l'exercice 2024,

Considérant que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

Vu l'avis de la commission ressources et dialogue social

2 – Aspects budgétaires

Ce rapport présente les propositions budgétaires au titre de l'exercice 2025.

LA PRÉSENTATION DU DOSSIER

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de budget primitif 2025 concernant la structure accueil enfance (SAE).

Ce projet reprend les résultats 2024 tels qu'ils ont été adoptés. Auparavant, je vous rappellerai les missions de ce budget annexe.

1. Les missions de la structure accueil enfance (SAE)

Ce budget annexe créé au 1^{er} janvier 2015 est soumis à l'instruction comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux. Le budget est voté par groupe fonctionnel pour la section d'exploitation, et par chapitre pour la section d'investissement. Le détail figure dans la maquette budgétaire.

Dans le cadre d'une mission générale de protection des mineurs accueillis et de soutien matériel, éducatif et psychologique au mineur et à sa famille, la SAE se positionne plus spécifiquement sur les fonctions suivantes :

- accueil et d'accueil d'urgence ;
- observation ;
- conduite d'un projet individualisé pour le mineur ;
- orientation.

La SAE est composée de deux territoires :

- Territoire « Ouest » comprenant les sites de Pennautier, de Villemoustaussou, de Villeneuve-Minervoix, des lfs et de la Villa Rameau à Carcassonne ;
- Territoire « Est » incluant les sites de Narbonne, les maisons de Cuxac d'Aude et Lézignan-Corbières.

La capacité globale d'accueil bâtiminaire est de 36 places (19 pour le territoire ouest et 17 pour le territoire est). Un projet de modernisation de l'accueil est en cours de déploiement et s'appuie sur cette organisation territoriale. Ce projet comprend la création de petites unités de vie par l'aménagement de villas.

2. Le budget primitif 2025

Le vote du compte administratif 2024 fait apparaître un excédent d'exploitation de 235 219,20 € repris en recettes de la section d'exploitation pour 2025.

Le projet de budget 2025 s'élève à 8 608 240 € en mouvements budgétaires dont 8 346 640 € en mouvements réels.

| | DEPENSES | RECETTES |
|----------------------------------|---------------------|---------------------|
| Crédits nouveaux | 7 488 540,00 | 7 410 920,80 |
| Reprise du résultat R002 | 0,00 | 235 219,20 |
| Opérations d'ordre | 209 600,00 | 52 000,00 |
| EXPLOITATION BUDGETAIRE | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 |
| Crédits nouveaux | 858 100,00 | 700 500,00 |
| Reprise du résultat R001 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'ordre | 52 000,00 | 209 600,00 |
| INVESTISSEMENT BUDGETAIRE | 910 100,00 | 910 100,00 |
| TOTAL BP 2025 | 8 608 240,00 | 8 608 240,00 |

La section d'exploitation :

- Les recettes :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Enfance Famille | 7 312 190,65 | 7 134 222,91 | 7 134 745,37 | 7 392 167,63 |
| Dotation du Département | 7 312 190,65 | 7 134 222,91 | 7 134 745,37 | 7 392 167,63 |
| Activité du service Aide sociale à l'enfance | 1 158,30 | 125 912,86 | 126 435,32 | 0,00 |
| Administration générale | 41 936,09 | 597 294,86 | 28 577,29 | 253 972,37 |
| Ressources humaines | 29 455,96 | 12 002,00 | 11 687,89 | 12 000,00 |
| Budget et finances | 12 480,13 | 5 760,01 | 16 889,40 | 6 753,17 |
| Reprise du résultat R002 | 0,00 | 579 532,85 | 0,00 | 235 219,20 |
| EXPLOITATION REEL | 7 354 126,74 | 7 731 517,77 | 7 163 322,66 | 7 646 140,00 |
| Opérations d'ordre | 46 690,00 | 67 553,00 | 67 553,00 | 52 000,00 |
| Amortissements des subventions transférables | 46 690,00 | 67 553,00 | 67 553,00 | 52 000,00 |
| TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION | 7 400 816,74 | 7 799 070,77 | 7 230 875,66 | 7 698 140,00 |

Les recettes réelles d'exploitation sont de 7,65 M€ soit une baisse de 0,09 M€ (-1,10%).

La section d'exploitation est principalement financée par une dotation globale annuelle versée par le budget principal. La dotation est perçue par douzième mensuel. Au plan budgétaire, cette recette appartient à la catégorie des produits de tarification. Pour 2025, la dotation s'élève à 7 392 167,63 €, en hausse de 0,38 M€ par rapport au budget 2024 (+ 5,48 %).

Cette hausse s'explique en partie par la reprise du résultat excédentaire de l'exercice 2024 à hauteur de 232 219,20 € qui est inférieur à celui de 2024 (579 532,85 €).

Les autres recettes concernent :

- les remboursements sur frais de personnel (chèques déjeuners) pour 12 000 €,
- le remboursement du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les dépenses d'entretien acquittées en 2024, pour un montant de 6 753,17 €.

- Les dépenses :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Enfance Famille | 770 092,51 | 970 713,87 | 845 350,66 | 900 000,00 |
| Activité du service Aide sociale à l'enfance | 770 092,51 | 970 713,87 | 845 350,66 | 900 000,00 |
| Administration générale | 6 225 594,61 | 6 601 356,90 | 6 540 006,41 | 6 588 540,00 |
| Ressources humaines | 5 915 749,79 | 6 190 477,00 | 6 163 692,54 | 6 202 098,00 |
| Budget et finances | 686,42 | 4 018,00 | 2 678,17 | 3 900,00 |
| Systèmes informat & télécom | 7 745,62 | 34 800,00 | 30 212,55 | 34 800,00 |
| Logistique et patrimoine | 301 412,78 | 372 061,90 | 343 423,15 | 347 742,00 |
| EXPLOITATION REEL | 6 995 687,12 | 7 572 070,77 | 7 385 357,07 | 7 488 540,00 |
| Opérations d'ordre | 152 841,32 | 227 000,00 | 189 832,24 | 209 600,00 |
| Dotations aux amortissements | 152 841,32 | 227 000,00 | 189 832,24 | 209 600,00 |
| TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION | 7 148 528,44 | 7 799 070,77 | 7 575 189,31 | 7 698 140,00 |

Les dépenses réelles d'exploitation s'élèvent à un montant de 7,49 M€, en baisse de 0,08 M€ par rapport au budget 2024 (- 1,1%).

Les dépenses relatives à l'activité de la SAE comprennent :

- Les charges d'exploitation pour 0,9 M€ (- 7,28 %, soit - 0,07 M€ par rapport à 2024) incluant les frais d'appui à l'animation de la démarche participative de transformation de la SAE en un Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) et l'étude des conditions de mise en place dudit CDEF (- 0,04 M€).

Elles sont composées notamment :

- ✓ des frais de prise en charge des jeunes accueillis qui prennent en compte les évolutions constantes de la typologie du public accueilli dont des enfants présentant des handicaps importants reconnus par la MDPH (physiques, sensoriels, mentaux, cognitifs, psychiques et polyhandicaps). Les dépenses correspondent essentiellement à l'alimentation (0,32 M€), l'intervention de prestataires extérieurs pour le ménage (0,12 M€) et diverses fournitures et frais (habillement, fournitures médicales, scolaires) ;
 - ✓ des frais de transports qui s'établissent à 0,16 M€ et sont quasi stables. Certains jeunes sont accueillis sur la SAE de l'Aude mais avaient antérieurement une scolarité spécifique, un suivi médical particulier et des droits de visite médiatisée sur le territoire de résidence initiale ;
 - ✓ des prestations à caractère médico-social visant à garantir des suivis spécifiques pour un montant de 0,09 M€ (+ 7 519,17 €) ;
 - ✓ des frais d'entretien et réparation de matériels divers et médical d'un montant de 35 800 € (- 8 867,04 €) ;
- Les dépenses de personnel s'élèvent à 6,2 M€ (+ 0,01 M€). Cette augmentation est liée à l'évolution des carrières (effet GVT), la mise en place du contrat de groupe pour la prévoyance à compter de juillet 2025 et la régularisation d'une année des indemnités de travail de nuit.
- Le budget relatif aux systèmes d'information et de télécommunication est reconduit à 34 800 € incluant la maintenance du logiciel de gestion du service, les abonnements de téléphonie mobile et les liaisons intersites.
- Les dépenses de moyens généraux (0,35 M€, soit – 0,02 M€) concernent principalement la location et l'entretien des bâtiments (0,2 M€) et les fluides (0,15 M€).

2.1. La section d'investissement

- Les recettes :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| Enfance Famille | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| Aide sociale à l'enfance Subvention du Département | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 897 045,68 | 396 457,42 |
| Administration générale | 39 816,04 | 46 683,81 | 46 683,81 | 304 042,58 |
| Budget et finances | 39 816,04 | 46 683,81 | 46 683,81 | 84 792,58 |
| Logistique et patrimoine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 219 250,00 |
| Excédent (10682) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Reprise du résultat R001 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| INVESTISSEMENT REEL | 1 334 360,59 | 1 144 153,00 | 943 729,49 | 700 500,00 |
| Opérations d'ordre | 152 841,32 | 227 000,00 | 189 832,24 | 209 600,00 |
| Dotations aux amortissements | 152 841,32 | 227 000,00 | 189 832,24 | 209 600,00 |
| TOTAL RECETTES D' INVESTISSEMENT | 1 487 201,91 | 1 371 153,00 | 1 133 561,73 | 910 100,00 |

Les recettes réelles d'investissement sont de 0,7 M€ en évolution de – 0,44 M€ soit – 39%.

Une subvention d'investissement du Département à hauteur de 0,4 M€ est nécessaire à l'équilibre de la section au regard des projets d'investissement de l'exercice 2025.

Les autres recettes d'un montant de 304 042,58 € concernent le remboursement au titre du FCTVA des dépenses d'immobilisations réglées en 2024 (84 792,58 €) et la subvention de 219 250 € au titre de la DSID pour les travaux de la division territoriale de Lézignan-Corbières pour la

transformation du bâtiment en SAE d'urgence.

- Les dépenses :

| | CA 2023 | BUDGET 2024 | CA 2024 | BP 2025 |
|----------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| Administration générale | 1 496 621,89 | 1 303 600,00 | 1 066 008,73 | 858 100,00 |
| Budget et finances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Logistique et patrimoine | 1 496 621,89 | 1 303 600,00 | 1 066 008,73 | 858 100,00 |
| Reprise du résultat D001 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| INVESTISSEMENT REEL | 1 496 621,89 | 1 303 600,00 | 1 066 008,73 | 858 100,00 |
| Opérations d'ordre | 46 690,00 | 67 553,00 | 67 553,00 | 52 000,00 |
| Amortissements des subventions transférables | 46 690,00 | 67 553,00 | 67 553,00 | 52 000,00 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 1 543 311,89 | 1 371 153,00 | 1 133 561,73 | 910 100,00 |

En matière de crédits réels d'investissement pour 2025, il est prévu un montant global de 0,86 M€.

Des projets bâtimentaires sont engagés sur l'exercice avec pour objectif de favoriser la qualité de vie dans le quotidien des enfants. Ces projets bâtimentaires visent à moderniser l'accueil des enfants en de petites unités de vie et de sécuriser les sites.

Les crédits pour les travaux bâtimentaires sont estimés à 0,68 M€ et concernent les travaux de réaménagement du site de Léznigan-Corbières (0,38 M€), les travaux d'aménagement de la villa de Pennautier et du site Rameau à Carcassonne (0,15 M€), les travaux du bâtiment de la SAE de Narbonne (0,13 M€), ainsi que les sites de Cuxac d'Aude et des IFS à Carcassonne (0,02 M€).

Des crédits sont également destinés à l'acquisition de mobiliers et d'électroménagers pour l'équipement des différents sites (0,1 M€) ainsi que le remplacement d'un véhicule (0,08 M€).

3. La tarification 2025

La réglementation budgétaire et comptable applicable aux établissements médico-sociaux (M22) a pour objectif de dégager un prix de journée. Ce prix de journée sert de base au calcul des produits de tarification.

Pour la SAE, les produits de tarification sont essentiellement issus de la dotation d'exploitation versée par le budget principal.

Le nombre de journées réalisées en 2024 indique la présence effective des enfants confiés à la SAE. Il s'élève à 15 826 journées pour les territoires Ouest (7 356) et Est (8 470), soit une augmentation de 2 615 journées par rapport à 2024 (+ 19,79 %).

Au total, 157 enfants ont séjourné à la SAE (contre 192 enfants en 2023). Les motifs de cette diminution sont explicités dans le rapport d'activité du service pour 2024.

La tarification en prix de journée repose sur un mode de calcul basé sur le nombre de journées réalisées et sur un volume d'activité et de dépenses prévisionnel. Le nombre de journées est celui de la moyenne sur les trois dernières années. Cette moyenne s'élève

à 14 967 jours. Les dépenses prévisionnelles pour 2025 sont diminuées du montant des dotations d'amortissement et des recettes extérieures (usagers, Etat, caisse des allocations familiales...) pour calculer le prix de journée.

Le tarif calculé pour 2025 s'établit à 483,38 € en baisse par rapport à celui de 2024

(522,46 €).

L'application à la prévision de recettes de ce calcul en prix de journées de 483,38 € nous donne :

- 7 392 167,63 € pour la dotation globale annuelle du Département versée par douzième, soit 15 293 jours.
- aucune prévision de recette au titre de la refacturation auprès d'autres Départements n'est prévue.

Tels sont les éléments du projet de budget primitif 2025 du budget annexe de la structure accueil enfance que je tenais à vous communiquer.

LA PROPOSITION

Je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer sur les points suivants du budget primitif 2025 du budget annexe de la structure accueil enfance :

- de voter par groupes fonctionnels, par section et globalement le projet de budget primitif en recettes et en dépenses à 8 608 240,00 €, soit 7 698 140,00 € en section de fonctionnement et 910 100,00 € en section d'investissement,
- la dotation globale annuelle d'un montant de 7 392 167,63 € en provenance du budget principal qui sera versée par douzième,
- la subvention d'investissement en provenance du budget principal d'un montant plafond de 396 457,42 €,
- le prix de journée 2025 d'un montant de 483,38 €.

La Présidente du Conseil départemental

Hélène SANDRAGNÉ

| Votants | Pour | Contre |
|----------------------------------|------|--------|
| 38 | 38 | 0 |
| Abstentions | | 0 |
| N'a pas pris part au vote | | 0 |

Porté à connaissance
le : 15/04/2025

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUDE

Séance du jeudi 10 avril 2025

2025-04-10-CD-028

Objet de l'affaire : Budget primitif 2025 – budget annexe de la Structure accueil enfance

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-1 et suivants relatifs aux dispositions générales en matière d'adoption et d'exécution des budgets et les articles L3312-1 et suivants relatifs à l'adoption du budget et au règlement des comptes des départements,

VU l'instruction budgétaire et comptable M22 des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

VU les délibérations du Conseil départemental du 10 avril 2025 adoptant le compte administratif 2024 et l'affectation du résultat du budget annexe de la structure accueil enfance,

VU l'avis de la commission ressources et dialogue social,

VU le rapport de la Présidente du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le budget présenté a été élaboré dans le respect des orientations budgétaires définies lors de la session du 20 mars 2025,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'adopter au niveau du chapitre, du groupe fonctionnel, de la section et globalement le budget primitif 2025 du budget annexe de la structure accueil enfance en recettes et en dépenses à 8 608 240 € soit 7 698 140 € en section d'exploitation et 910 100 € en section d'investissement,

- d'adopter la dotation globale annuelle d'un montant de 7 392 167,63 € en provenance du budget principal qui sera versée par douzième,
- d'adopter la subvention d'investissement en provenance du budget principal d'un montant plafond de 396 457,42 €,
- de fixer le prix de journée 2025 à 483,38 €.

La Présidente du Conseil départemental



Hélène SANDRAGNÉ

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département de l'Aude - Structure Accueil Enfance -SAE

M22

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2025

GROUPE 1 : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
 Reçu en préfecture le 15/04/2025
 Publié le
 ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF



| | Réal n-2 | Budget exécutoire n- | Budget prévisionnel proposé | | | Dépenses autorisées | Budget exécutoire |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | Reconductions | Mesures nouvelles | Total | | |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
| Dépenses afférentes à l'exploitation courante | | | | | | | |
| 60611 Achats non stockés de matières et fournitures - Eau et assainissement | 13 906,92 | 20 600,00 | 0,00 | 12 000,00 | 12 000,00 | | 12 000,00 |
| 60612 Achats non stockés de matières et fournitures - Énergie, électricité | 67 984,95 | 73 000,00 | 0,00 | 80 000,00 | 80 000,00 | | 80 000,00 |
| 60621 Achats non stockés de matières et fournitures - Combustibles et carburants | 60 038,86 | 64 700,00 | 0,00 | 67 000,00 | 67 000,00 | | 67 000,00 |
| 60622 Achats non stockés de matières et fournitures - Produits d'entretien | 9 372,58 | 13 231,71 | 0,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| 60624 Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures administratives | 1 765,02 | 2 000,00 | 0,00 | 1 500,00 | 1 500,00 | | 1 500,00 |
| 60625 Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs | 17 241,99 | 22 752,57 | 0,00 | 26 025,00 | 26 025,00 | | 26 025,00 |
| 60628 Achats non stockés de matières et fournitures - Autres fournitures non stockées | 35 495,56 | 46 813,58 | 0,00 | 48 500,00 | 48 500,00 | | 48 500,00 |
| 6063 Achats non stockés de matières et fournitures - Alimentation | 48 816,48 | 105 776,08 | 0,00 | 84 200,00 | 84 200,00 | | 84 200,00 |
| 6066 Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures médicales | 6 260,63 | 8 610,00 | 0,00 | 9 500,00 | 9 500,00 | | 9 500,00 |
| 6068 Achats non stockés de matières et fournitures - Autres achats non stockés de matières et fournitures | 13 285,95 | 13 754,68 | 0,00 | 10 700,00 | 10 700,00 | | 10 700,00 |
| 61128 Prestations de services avec des entreprises - Prestations à caractère médico-social - Autres prestations à caractère médico-social | 26 126,02 | 61 792,76 | 0,00 | 62 000,00 | 62 000,00 | | 62 000,00 |
| 62428 Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du personnel - Transports d'usagers - Transports d'usagers - Autres transports d'usagers | 163 145,51 | 154 038,77 | 0,00 | 158 000,00 | 158 000,00 | | 158 000,00 |
| 6251 Déplacements, missions et réceptions - Voyages et déplacements | 562,50 | 2 545,32 | 0,00 | 2 300,00 | 2 300,00 | | 2 300,00 |
| 6256 Déplacements, missions et réceptions - Missions | 36 247,25 | 35 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | | 35 000,00 |
| 6262 Frais postaux et frais de télécommunications - Frais de télécommunication | 4 553,14 | 30 800,00 | 0,00 | 33 000,00 | 33 000,00 | | 33 000,00 |
| 6281 Divers - Prestations de blanchissage à l'extérieur | 337,98 | 1 100,00 | 0,00 | 1 100,00 | 1 100,00 | | 1 100,00 |
| 6282 Divers - Prestations d'alimentation à l'extérieur | 195 031,42 | 245 582,41 | 0,00 | 231 450,00 | 231 450,00 | | 231 450,00 |
| 6283 Divers - Prestation de nettoyage à l'extérieur | 120 116,45 | 101 885,00 | 0,00 | 120 000,00 | 120 000,00 | | 120 000,00 |
| 6287 Divers - Remboursement de frais | 1 003,60 | 806,00 | 0,00 | 1 028,00 | 1 028,00 | | 1 028,00 |
| 6288 Divers - Autres | 10 851,99 | 16 953,38 | 0,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| TOTAL GROUPE 1 | 832 144,80 | 1 021 742,26 | 0,00 | 1 013 303,00 | 1 013 303,00 | 1 013 303,00 | 1 013 303,00 |

CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (DEPENSES D'EXPLOITATION)

GROUPE 2 : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
 Reçu en préfecture le 15/04/2025
 Publié le
 ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF



| | Réal n-2 | Budget exécutoire n- | Budget prévisionnel proposé | | | Dépenses autorisées | Budget exécutoire |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------|-----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | | Reconductions | Mesures nouvelles | Total | | |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
| 62238 Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Intervenants médicaux - Autres | 11 313,86 | 15 688,07 | 0,00 | 22 500,00 | 22 500,00 | | 22 500,00 |
| 6226 Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Honoraires | 354,75 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | | 2 000,00 |
| 6331 Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Versement de transport | 31 200,14 | 35 595,30 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | | 35 000,00 |
| 6338 Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) - Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | 36 231,33 | 38 673,90 | 0,00 | 39 000,00 | 39 000,00 | | 39 000,00 |
| 64111 Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire - Rémunération principale | 2 295 520,03 | 1 913 983,98 | 0,00 | 1 847 500,00 | 1 847 500,00 | | 1 847 500,00 |
| 64114 Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire - Nouvelle bonification indiciaire (NBI) | 75 928,00 | 65 501,00 | 0,00 | 67 000,00 | 67 000,00 | | 67 000,00 |
| 64115 Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire - Supplément familial de traitement | 28 360,93 | 29 180,00 | 0,00 | 28 500,00 | 28 500,00 | | 28 500,00 |
| 641181 Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire - Autres indemnités - Gratifications des stagiaires | 0,00 | 3 750,00 | 0,00 | 4 200,00 | 4 200,00 | | 4 200,00 |
| 641182 Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire - Autres indemnités - Complément de traitement indiciaire (CTI) | 180 247,19 | 279 587,24 | 0,00 | 204 000,00 | 204 000,00 | | 204 000,00 |
| 641188 Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire - Autres indemnités - Autres | 821 871,64 | 720 393,00 | 0,00 | 992 592,00 | 992 592,00 | | 992 592,00 |
| 64131 Rémunérations du personnel non médical - Personnel non titulaire sur emplois permanents - Rémunération principale | 320 535,46 | 631 711,00 | 0,00 | 565 000,00 | 565 000,00 | | 565 000,00 |
| 641382 Rémunérations du personnel non médical - Personnel non titulaire sur emplois permanents - Autres indemnités - Complément de traitement indiciaire (CTI) | 41 319,92 | 114 111,00 | 0,00 | 103 500,00 | 103 500,00 | | 103 500,00 |
| 641388 Rémunérations du personnel non médical - Personnel non titulaire sur emplois permanents - Autres indemnités - Autres | 104 926,29 | 186 626,10 | 0,00 | 170 000,00 | 170 000,00 | | 170 000,00 |
| 64151 Rémunérations du personnel non médical - Personnel non médical de remplacement - Rémunération principale | 244 759,28 | 359 120,20 | 0,00 | 306 000,00 | 306 000,00 | | 306 000,00 |
| 641582 Rémunérations du personnel non médical - Personnel non médical de remplacement - Autres indemnités - Complément de traitement indiciaire (CTI) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 300,00 | 12 300,00 | | 12 300,00 |
| 641588 Rémunérations du personnel non médical - Personnel non médical de remplacement - Autres indemnités - Autres | 74 093,97 | 94 044,00 | 0,00 | 80 000,00 | 80 000,00 | | 80 000,00 |
| 64178 Rémunérations du personnel non médical - Apprentis -Autres | 41 512,96 | 44 347,70 | 0,00 | 42 000,00 | 42 000,00 | | 42 000,00 |
| 6421 Rémunération du personnel médical - Praticiens | 15 875,00 | 8 402,00 | 0,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | | 20 000,00 |
| 64511 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | 594 906,42 | 687 391,00 | 0,00 | 616 000,00 | 616 000,00 | | 616 000,00 |
| 64513 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical - Cotisations aux caisses de retraite | 60 019,78 | 83 079,00 | 0,00 | 134 500,00 | 134 500,00 | | 134 500,00 |
| 64514 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical - Cotisations à l'A.S.S.E.D.I.C. | 29 961,89 | 43 036,20 | 0,00 | 44 000,00 | 44 000,00 | | 44 000,00 |
| 64515 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical - Cotisations à la C.N.R.A.C.L. | 759 702,59 | 688 471,00 | 0,00 | 708 000,00 | 708 000,00 | | 708 000,00 |
| 64518 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical - Cotisations aux autres organismes sociaux | 78 866,15 | 73 761,00 | 0,00 | 75 000,00 | 75 000,00 | | 75 000,00 |
| 64521 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel médical - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 4 580,34 | 2 421,00 | 0,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | | 2 500,00 |
| 64523 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel médical - Cotisations aux caisses de retraite | 704,96 | 385,00 | 0,00 | 400,00 | 400,00 | | 400,00 |
| 64524 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel médical - Cotisations à l'A.S.S.E.D.I.C. | 642,83 | 283,00 | 0,00 | 400,00 | 400,00 | | 400,00 |
| 64525 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel médical - Cotisations à la C.N.R.A.C.L. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | | 1 000,00 |
| 64528 Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel médical - Cotisations aux autres organismes sociaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 200,00 | | 200,00 |
| 6471 Autres charges sociales - Prestations versées pour le compte du F.N.A.L. | 16 181,80 | 17 266,00 | 0,00 | 17 500,00 | 17 500,00 | | 17 500,00 |
| 6472 Autres charges sociales - Fonds de solidarité | 9 709,26 | 10 359,00 | 0,00 | 10 500,00 | 10 500,00 | | 10 500,00 |
| 6475 Autres charges sociales - Médecine du travail | 891,78 | 2 801,38 | 0,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | | 2 500,00 |
| 64788 Autres charges sociales - Autres | 3 419,75 | 3 751,00 | 0,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | | 20 000,00 |
| 6488 Autres charges de personnel - Autres charges diverses de personnel | 885,00 | 2 840,00 | 0,00 | 4 000,00 | 4 000,00 | | 4 000,00 |
| TOTAL GROUPE 2 | 5 884 523,30 | 6 158 559,07 | 0,00 | 6 177 592,00 | 6 177 592,00 | 6 177 592,00 | 6 177 592,00 |

GROUPE 3 : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
 Reçu en préfecture le 15/04/2025
 Publié le
 ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF



| | Réal n-2 | Budget exécutoire n- | Budget prévisionnel proposé | | | Dépenses autorisées | Budget exécutoire |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------|-----------------------------|-------------------|-----------------|---------------------|-------------------|
| | | | Reconductions | Mesures nouvelles | Total | | |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | | | | | | | |
| 68112 Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions : charges d'exploitation - Immobilisations corporelles | 152 841,32 | 227 000,00 | 0,00 | 209 600,00 | 209 600,00 | | 209 600,00 |

| Dépenses afférentes à la structure | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|-----------------|-----|-----------|
| 6132 | Locations - Locations immobilières | 91 416,90 | 87 566,58 | 0,00 | 65 800,00 | 65 800,00 | | 65 800,00 |
| 6135 | Locations - Locations mobilières | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 61351 | Locations mobilières - Informatique | 3 192,48 | 4 000,00 | 0,00 | 1 800,00 | 1 800,00 | | 1 800,00 |
| 61353 | Locations mobilières - Matériel de transport | 656,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 1 000,00 | | 1 000,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 7 814,50 | 14 578,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | | 10 000,00 |
| 61521 | Bâtiments publics | 39 892,71 | 49 081,51 | 0,00 | 38 000,00 | 38 000,00 | | 38 000,00 |
| 61528 | Entretien et réparations sur biens immobiliers - Autres | 10 671,23 | 13 597,52 | 0,00 | 19 000,00 | 19 000,00 | | 19 000,00 |
| 61551 | Entretien et réparations - Matériel médical | 108,00 | 54,81 | 0,00 | 100,00 | 100,00 | | 100,00 |
| 61558 | Entretien et réparations - Autres matériels et outillages | 20 929,03 | 44 412,23 | 0,00 | 35 500,00 | 35 500,00 | | 35 500,00 |
| 61562 | Entretien et réparations - Matériel médical | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 | 200,00 | | 200,00 |
| 61568 | Entretien et réparations - Autres | 14 742,88 | 27 940,87 | 0,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | | 40 000,00 |
| 6161 | Primes d'assurances - Multirisques | 8 825,89 | 11 997,80 | 0,00 | 11 997,00 | 11 997,00 | | 11 997,00 |
| 6182 | Divers - Documentation générale et technique | 944,20 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 | 1 200,00 | | 1 200,00 |
| 6184 | Divers - Concours divers (cotisations...) | 21 679,01 | 26 699,99 | 0,00 | 24 500,00 | 24 500,00 | | 24 500,00 |
| 6188 | Divers - Autres frais divers | 50 911,95 | 80 957,00 | 0,00 | 30 700,00 | 30 700,00 | | 30 700,00 |
| 63513 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Autres impôts locaux | 1 514,62 | 2 250,00 | 0,00 | 2 550,00 | 2 550,00 | | 2 550,00 |
| 6354 | Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts) - Droits d'enregistrement et de timbre | 467,52 | 792,00 | 0,00 | 492,00 | 492,00 | | 492,00 |
| 6588 | Charges diverses de gestion courante - Autres | 4 565,68 | 15 021,07 | 0,00 | 5 906,00 | 5 906,00 | | 5 906,00 |
| 6711 | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 686,42 | 3 038,00 | 0,00 | 2 950,00 | 2 950,00 | | 2 950,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 0,00 | 6 490,06 | 0,00 | 5 570,00 | 5 570,00 | | 5 570,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 0,00 | 392,00 | 0,00 | 380,00 | 380,00 | | 380,00 |

| | | | | | | | |
|-----------------------|------------|------------|------|------------|------------|------------|------------|
| TOTAL GROUPE 3 | 431 860,34 | 618 769,44 | 0,00 | 507 245,00 | 507 245,00 | 507 245,00 | 507 245,00 |
|-----------------------|------------|------------|------|------------|------------|------------|------------|

| | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL GENERAL (GROUPE 1 + GROUPE 2 + GROUPE 3) | 7 148 528,44 | 7 799 070,77 | 0,00 | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 |
|----------------------------------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|

| | Report à nouveau en r | Report à nouveau en r | Report à nouveau en n | | | | |
|--------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--|--|--|------|
| 002 Déficit de la section d'exploitation reporté | 0,00 | 0,00 | | | | | 0,00 |

| | | | | | | | |
|------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL DEPENSE D'EXPLOITATION | 7 148 528,44 | 7 799 070,77 | 0,00 | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 |
|------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le 
ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF

CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (DEPENSES D'EXPLOITATION)

GROUPE 1 : PRODUITS DE LA TARIFICATION

| | | Réel n-2 | Budget exécutoire n- | Budget prévisionnel proposé | | | Recettes autorisées | Budget exécutoire |
|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------|-----------------------------|-------------------|-----------------|---------------------|-------------------|
| | | | | Reconductions | Mesures nouvelles | Total | | |
| Produits de la tarification | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
| 73331 | Produits à la charge du département (hors EHPAD) - secteur protection de l'enfance - Dotation globale | 7 311 032,35 | 7 008 310,05 | 0,00 | 7 392 167,63 | 7 392 167,63 | | 7 392 167,63 |
| 73332 | Produits à la charge du département (hors EHPAD) - secteur protection de l'enfance - Prix de journée | 1 158,30 | 125 912,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL GROUPE 1 | | 7 312 190,65 | 7 134 222,91 | 0,00 | 7 392 167,63 | 7 392 167,63 | 7 392 167,63 | 7 392 167,63 |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Envoyé en préfecture le 15/04/2025 Reçu en préfecture le 15/04/2025 Publié le ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF</p>  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (DEPENSES D'EXPLOITATION)

GROUPE 2 : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

| | | Réal n-2 | Budget exécutoire n- | Budget prévisionnel proposé | | | Recettes autorisées | Budget exécutoire |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------------|-----------------------------|-------------------|------------------|---------------------|-------------------|
| | | | | Reconductions | Mesures nouvelles | Total | | |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
| Autres produits relatifs à l'exploitation | | | | | | | | |
| 744 | FCTVA | 5 020,59 | 5 760,01 | 0,00 | 6 753,17 | 6 753,17 | | 6 753,17 |
| 7548 | Remboursements de frais - Autres remboursements de frais | 29 131,65 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 | 12 000,00 | | 12 000,00 |
| 7588 | Produits divers de gestion courante - Autres produits divers de gestion courante | 324,31 | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL GROUPE 2 | | 34 476,55 | 17 762,01 | 0,00 | 18 753,17 | 18 753,17 | 18 753,17 | 18 753,17 |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Envoyé en préfecture le 15/04/2025 Reçu en préfecture le 15/04/2025 Publié le  ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF</p> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (DEPENSES D'EXPLOITATION)

GROUPE 3 : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES

| | Réal n-2 | Budget exécutoire n- | Budget prévisionnel proposé | | | Recettes autorisées | Budget exécutoire |
|----------------------------------------------------------------|----------|----------------------|-----------------------------|-------------------|-----------------|---------------------|-------------------|
| | | | Reconductions | Mesures nouvelles | Total | | |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | | | | |
| 7718 Produits exceptionnels sur opérations de gestion - Autres | 7 459,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |

| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) | (6) | (7) |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|-----------------|-----|-----------|
| Produits financiers et produits non encaissables | | | | | | | |
| 777 Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice | 46 690,00 | 67 553,00 | 0,00 | 52 000,00 | 52 000,00 | | 52 000,00 |

| | | | | | | | |
|----------------|-----------|-----------|------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| TOTAL GROUPE 3 | 54 149,54 | 67 553,00 | 0,00 | 52 000,00 | 52 000,00 | 52 000,00 | 52 000,00 |
|----------------|-----------|-----------|------|-----------|-----------|-----------|-----------|

| | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL GENERAL (GROUPE 1 + GROUPE 2 + GROUPE 3) | 7 400 816,74 | 7 219 537,92 | 0,00 | 7 462 920,80 | 7 462 920,80 | 7 462 920,80 | 7 462 920,80 |
|---------------------------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|

| | Report à nouveau en n-1 | Report à nouveau en n | Report à nouveau en n | | | | |
|---------------------------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|--|--|--|------------|
| 002 Excédent de la section d'exploitation reporté | 327 244,55 | 579 532,85 | | | | | 235 219,20 |

| | | | | | | | |
|------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL RECETTE D'EXPLOITATION | 7 728 061,29 | 7 799 070,77 | 0,00 | 7 462 920,80 | 7 462 920,80 | 7 698 140,00 | 7 698 140,00 |
|------------------------------|--------------|--------------|------|--------------|--------------|--------------|--------------|

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
 Reçu en préfecture le 15/04/2025
 Publié le 
 ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF

CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION
Section d'investissement : emplois SOCIALE ET DES FAMILLES (DEPENSES D'EXPLOITATION)

| Réel n-2 | Budget exécutoire n-1 | Budget prévisionnel n |
|----------|-----------------------|-----------------------|
|----------|-----------------------|-----------------------|

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

| | | | | |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| 1392 | Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Collectivités et établissements publics | 46 690,00 | 67 553,00 | 52 000,00 |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|

Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé

| | | | | |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| 21311 | Constructions sur sol propre - Bâtiments publics | 1 212 034,16 | 573 804,96 | 0,00 |
| 2154 | Installations, matériel et outillage techniques - Matériel et outillage | 594,00 | 600,00 | 310,00 |
| 2182 | Autres immobilisations corporelles - Matériel de transport | 14 692,80 | 25 000,00 | 80 000,00 |
| 2183 | Autres immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 2184 | Autres immobilisations corporelles - Mobilier | 22 501,22 | 105 000,00 | 89 690,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles | 17 327,08 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Immobilisations corporelles en cours - Constructions sur sol propre | 137 345,12 | 557 195,04 | 672 100,00 |
| 2318 | Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles | 92 127,51 | 32 000,00 | 6 000,00 |
| | | 1 543 311,89 | 1 371 153,00 | 910 100,00 |
| | Résultat d'investissement de l'exercice (Excédent) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 001 | Résultat cumulé antérieur à reporter (Déficit) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 003 | Excédent prévisionnel d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL GENERAL | 1 543 311,89 | 1 371 153,00 | 910 100,00 |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF

Section d'investissement : ressources

SOCIALE ET DES FAMILLES (DEPENSES D'EXPLOITATION)

| Réel n-2 | Budget exécutoire n-1 | Budget prévisionnel n |
|----------|-----------------------|-----------------------|
|----------|-----------------------|-----------------------|

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

| | | | | |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------|------------|
| 28031 | Amortissements des immobilisations incorporelles - Frais d'études | 0,00 | 3 504,00 | 0,00 |
| 28131 | Amortissements des immobilisations corporelles - Bâtiments | 74 507,00 | 129 002,96 | 110 000,00 |
| 28154 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel et outillage | 4 197,27 | 746,00 | 1 000,00 |
| 28181 | Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales ; agencements, aménagements | 2 915,00 | 7 600,00 | 7 600,00 |
| 28182 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de transport | 36 523,84 | 37 000,00 | 37 000,00 |
| 28183 | Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique | 899,96 | 0,00 | 45 000,00 |
| 28184 | Amortissements des immobilisations corporelles - Mobilier | 33 798,25 | 40 540,83 | 9 000,00 |
| 28188 | Amortissements des immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 8 606,21 | 0,00 |

Augmentation des capitaux propres

| | | | | |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| 10222 | Dotations et fonds divers - FCTVA | 39 816,04 | 46 683,81 | 84 792,58 |
| 1311 | Subventions d'équipement transférables - État | 0,00 | 0,00 | 219 250,00 |
| 1312 | Subventions d'équipement transférables - Collectivités et établissements publics | 1 294 544,55 | 1 097 469,19 | 396 457,42 |
| | | 1 487 201,91 | 1 371 153,00 | 910 100,00 |
| | Résultat d'investissement de l'exercice (Déficit) | 56 109,98 | 0,00 | 0,00 |
| 001 | Résultat cumulé antérieur (Excédent) | 56 109,98 | 0,00 | 0,00 |
| | Déficit prévisionnel d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL GENERAL | 1 543 311,89 | 1 371 153,00 | 910 100,00 |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF



Feuille d'émargement et de présence

Conseil départemental Séance du 10/04/2025

Vote du budget primitif 2025

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

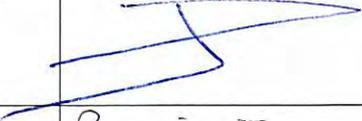
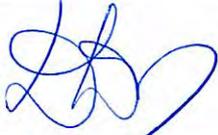
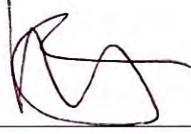
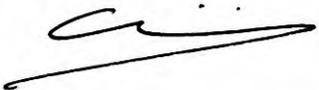
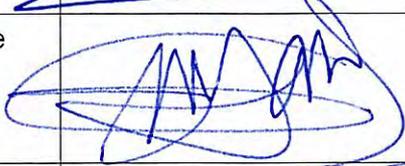
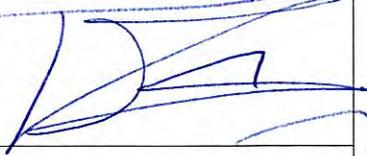
Reçu en préfecture le 15/04/2025

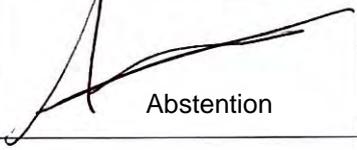
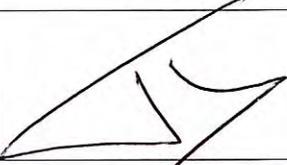
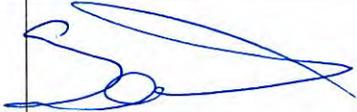
Publié le



ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF

| Conseillers départementaux | Canton | Signature |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| ALDEBERT Didier | Basses plaines de l'Aude | Pouvoir à Mme MATEILLE |
| BARDOU Magali | Carcassonne 1 | M. Bardou Abstention |
| BARO Hervé | Corbières | |
| BOURREL Marie-Christine | Piège au Razès | |
| BRUNEL Eliane | Bassin chaurien | |
| CATHALA Caroline | Montagne d'Alaric | |
| CHALAVOUX Joëlle | Haute vallée de l'Aude | |
| CHANAUD Anthony | Haute vallée de l'Aude | Pouvoir à Mme Chalavoux. |
| CHERRIER Muriel | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à Mme NAVARRO- ESTALLE |
| CONQUET Maria | Carcassonne 3 | |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| DANILLON Chloé | Malepère Montagne noire |  |
| DEDIÈS Daniel | Carcassonne 3 | Pouvoir à Mme SIRVENT |
| DUMONTET Valérie | Lézignanais |  |
| DURA Danielle | Sud minervois |  |
| DURAND Jean-Luc | Narbonne 2 |  |
| DURAND Pierre | Région limouxine |  |
| FORTUNÉ Kattalin | Corbières |  |
| FRANÇOIS Patrick | Narbonne 3 |  |
| GASPARINI Sébastien | Lézignanais |  |
| GINIÈS Alain | Haut minervois |  |
| GRIFFE Paul | Malepère Montagne noire |  |
| LALLEMAND Eric | Corbières Méditerranée |  |
| LAPALU Christian | Sud minervois |  |

| | | |
|---------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | |
| LARRUY Marie-Ange | Région limouxine | Pouvoir à M. GASPARDINI |
| LÉCINA Thierry | Carcassonne 2 | Pouvoir à Mme RIVEL |
| MAUGARD Patrick | Bassin chaurien | Jamou! |
| MORLON Francis | Narbonne 1 |  Abstention |
| MOURAD François | Carcassonne 1 |  |
| NAVARRO-ESTALLE Françoise | Haut minervois |  |
| RAPPENEAU Philippe | Montagne d'Alaric |  |
| RAYNAUD Christian | Vallée de l'Orbiel | Pouvoir à M. GINIES |
| RIVEL Tamara | Carcassonne 2 |  |
| ROGER-MATEILLE Séverine | Basses plaines de l'Aude |  |
| SANDRAGNÉ Hélène | Narbonne 3 |  |
| SIRVENT Sandrine | Narbonne 2 |  |

| | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| THÉRON-CHET Marie-Christine | Corbières Méditerranée |  |
| VERGNES Magali | Narbonne 1 |  |
| VIOLA André | Piège au Razès |  |

Envoyé en préfecture le 15/04/2025

Reçu en préfecture le 15/04/2025

Publié le

ID : 011-221100019-20250410-BP_2025_B25-BF

S²LO 